DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 13047 – 4,50 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   – VENDREDI 9 JANVIER 1987

Pis-aller franco-allemand

Le ménage franco-allemand a fréquemment traversé des périodes houleuses. Les accusations de désinvolture lancées par Bonn contre Paris, ou d'égoïsme par Paris contre Bonn, sur fond de tourmente monétaire, dépassent pourtant la simple irritation passagère. Elles marquent un tournant inquiétant pour la coopération européenne, longtemps animée par la France et l'Allemagne, et confirment les limites de plus en plus étroites de la concertation internationale.

Oubliées les grandes initiatives d'antan. Tout se passe désormais comme si chacun se résignait au pis-aller. Tel est le cas de la France. Paris avait plaidé, comme les Etats-Unis ou les autres pays européens, en faveur d'une baisse des taux d'intérêt outre-Rhin, signal d'un mouvement général de désescalade du loyer de l'argent essentiel à la croissance de tout un chacun. Il a bien fallu s'incliner devant le refus catégorique de Bonn.

La voie de l'entente courtoise étant bouchée, le mark s'envolant à nouveau dans un climat empoisonné par l'agitation sociale, le gouvernement français a fini par opter pour ce qui lui paraît la moins mauvaise solution : amener les Allemands à réévaluer leur monnaie. Une issue qui pourrait au moins permettre de terminer le chemin amorcé en avril dernier lorsque le franc a été dévalué de 6 % vis-à-vis du mark, alors que Paris souhaitait parvenir à 9 %.

Pour Bonn, les choix ne sont guère plus enthousiasmants. Rien, « a priori », ne justifie un réalignement monétaire au sein du SME. Confrontée à un mark dopé par une longue patience anti-inflationniste, mais aussi par son rôle de monnaie-refuge parfois bien encombrant, la Bundesbank a tout d'abord campé sur ses positions : non à une baisse des taux, non à une politique d'intervention susceptible d'alimenter l'inflation, l'idée même d'une Europe soudée dût-elle une fois de plus en souffrir. Il aura fallu que la France laisse filer sa monnaie et déclenche les systèmes automatiques de soutien prévus au sein du SME pour que l'institut d'émission intervienne. Contraint et forcé.

Au petit jeu de « plus vertueux que moi tu meurs » dénoncé par nombre d'Européens, la solidarité européenne n'est pas seule à sortir affaiblie. L'économie allemande risque de s'essouffler cette année, selon la majorité des grands instituts d'outre-Rhin, qui plaident en faveur d'un coup de pouce, au moins fiscal, pour relancer l'activité.

La proximité des élections du 25 janvier contraint Bonn à un attentisme périlleux. Il lui faudra pourtant trancher entre les intérêts des exportateurs, inquiets d'une nouvelle hausse de la monnaie, et l'orthodoxie des milieux financiers, pour lesquels toute appréciation du mark n'a pas que des effets bénéfiques. Il ne reste aux partenaires de Bonn qu'un seul espoir : voir la RFA, au lendemain du scrutin, renouer avec une attitude plus constructive et tenant mieux compte de l'intérêt commun du Vieux Continent.

Lire pages 3 et 29 les articles de Henri de Bresson et de Françoise Crouigneau

Le pouvoir et l'évolution des conflits sociaux

• Les grèves se durcissent à la RATP et à EDF
• Le RPR appelle ses adhérents à protester

Alors que la grève s'était durcie, le jeudi 8 janvier, dans les transports parisiens, la situation était toujours bloquée dans les chemins de fer et à EDF.

La commission du statut de la SNCF s'était réunie jeudi matin pour étudier les conditions de travail, mais le gouvernement refusait toujours de négocier sur les salaires. Le porte-parole de M. Jacques Chirac a déclaré : « Nous souhaitons que l'on puisse aller le plus loin possible sur le problème des conditions de vie. » (Lire nos informations pages 27, 28 et 32.)

Invité mercredi de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Raymond Barre a expliqué le mouvement des étudiants de décembre dernier et les grèves dans les services publics par une « overdose » de réformes. Il a cependant apporté son soutien à la politique de rigueur du gouvernement. (Lire page 8.)

D'autre part, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, appelle tous les militants et les sympathisants de son parti à manifester dans le calme contre des grèves qui ont pris un « tour politique » et tendent « à faire échouer l'action de redressement engagée depuis dix mois ».



Affrontement politique entre le gouvernement et la CGT : c'est ainsi que M. Chirac et M. Krasucki aimeraient résumer le sens des conflits sociaux en cours. L'un comme l'autre trouve son compte dans cette présentation classique où l'on a le sentiment d'avancer en terrain connu. La CGT compte se refaire une santé sur le dos d'un gouvernement de droite – enfin ! – et M. Chirac sur celui de l'épouvantail Krasucki. Combat d'arrière-garde !

M. Chirac, en recul dans l'opinion depuis que sa réforme universitaire a précipité dans la rue des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants au mois de décembre, s'en prend à une organisation malade de la désyndicalisation et qui a rassemblé mardi, péniblement, dix mille personnes à Paris. Combat truqué dont l'enjeu est un leurre : M. Chirac tient bon sur le front de la lutte contre l'inflation, ce dont chacun se félicite, contre une CGT qui revendique l'augmentation des salaires de la fonction publique alors que les conflits ne portent pas partout et surtout sur la politique salariale.

Combat dont les seules victimes sont les vrais acteurs. Le gouvernement et la CGT contribuent, chacun à sa manière, à masquer des revendications « basistes » sur les conditions de travail et de vie. La « base » risque de passer à la trappe et de faire les frais d'un affrontement politique factice soigneusement orchestré.

A sa manière, plus adroite et policée que celle de M. Pasqua, qui, en pleine crise étudiante, appelait les militants du RPR à défendre *« la démocratie et la République »*, M. Jacques Toubon, secrétaire général du parti de M. Chirac, y va de son appel solennel aux usagers afin qu'ils résistent à une attaque *« contre l'économie, la démocratie et la France »*. Il s'agit une fois de plus d'agiter – *« dans le calme, par tous les moyens démocratiques »*, – les électeurs contre la rue.

Ce ne seraient là que paillettes du discours politique si une telle dramatisation n'avait quelque chose d'inquiétant. L'opposition politique se garde d'entrer dans ce jeu dangereux pour elle et, pense-t-elle, pour le pays. Le Parti communiste lui-même manifeste une extraordinaire prudence.

Certes, M. Charles Fiterman, ancien ministre de Pierre Mauroy, a inventé un nouveau slogan – *« Contre Chirac, toujours présents ! »* – qui fleure bon le boy-scout et oublie, pour une fois, d'associer M. Mitterrand au camp ennemi.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 28.)



La riposte française et la contre-attaque de Tripoli

Surenchère au Tchad

La France a riposté, mercredi 7 janvier, au raid aérien libyen de dimanche contre Arada, une localité située au sud du 16ᵉ parallèle, en détruisant les installations radars de la base libyenne de Ouadi-Doum. Cette opération de caractère limité, menée par quatorze avions Mirage et Jaguar, a été suivie, trois heures plus tard, par un nouveau raid de l'aviation libyenne, contre la localité de Kouba-Olanga, où sont stationnées des troupes tchadiennes.

Un premier raid libyen au sud du 16ᵉ parallèle, une riposte française calculée au plus juste, destinée à rendre « aveugle », donc inopérante, l'aviation libyenne, et un nouveau raid des Mig-23 libyens, quelques heures après, au sud de cette fameuse « ligne rouge », devenue purement théorique... Les événements se succèdent, dans le nord du Tchad, conduisant à une escalade militaire que la France cherche à éviter. Parce qu'il fallait absolument confirmer la crédibilité du « parapluie » militaire français, Paris se devait de réagir aux bombardements effectués, le 4 décembre, par les avions libyens dans une zone (au sud de la « ligne rouge ») théoriquement « sanctuarisée » par le dispositif militaire Epervier, qui comprend, outre mille quatre cents hommes, au moins deux dizaines d'avions de combat Mirage et Jaguar.

Il y avait donc, de la part du colonel Kadhafi, à la fois le souci de montrer que l'anéantissement de la base libyenne de Fada par les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) ne lui enlevait pas tout moyen d'action et la volonté évidente de provoquer, voire de ridiculiser, les forces françaises. Si le principe de la riposte de la France, décidée lundi 5 janvier, lors de l'entretien qui a réuni, à l'Elysée, autour de M. Mitterrand, le premier ministre, M. Chirac, et le ministre de la défense, M. Giraud, a été assez facilement acquis – bien que certains responsables gouvernementaux, notamment au Quai d'Orsay, y fussent hostiles, – les modalités étaient plus délicates à définir.

Très vite pourtant, la volonté du gouvernement français de minimiser l'incident est apparue, M. Chirac qualifiant le raid de *« piqûre d'insecte »* méritant un *« rappel à l'ordre sérieux »*. Il s'agissait surtout de « marquer le coup » de façon symbolique, sans qu'une telle action militaire puisse justifier une réaction libyenne. A Paris comme à Tripoli, les déclarations de ces derniers jours illustraient une commune volonté de dédramatiser la situation, d'éviter une confrontation directe entre les deux pays ; la Libye parlant même d'*« acte exceptionnel de riposte, qui ne se reproduira plus, sauf cas de nouvelle agression »*.

La riposte a, en effet, été très limitée. On savait, depuis quarante-huit heures, que l'un des objectifs possibles pouvait être la base libyenne de Ouadi-Doum, déjà bombardée par l'aviation française, *le 16 février dernier*. A l'époque, cette opération, qui avait rendu la piste de l'aéroport inutilisable pendant plusieurs mois, avait entraîné, le lendemain, le bombardement de la piste de N'Djamena, par un avion libyen Tupolev-22. Mercredi 7 janvier, à 13 heures (heure française et tchadienne), quatorze avions français, partis de N'Djamena et Bangui (Centrafique), sont arrivés sur leur objectif.

Seul le dispositif radar de la base était visé. les Jaguar ont donc lancé des missiles antiradars Martel AS-37, à guidage électromagnétique.

L'opération s'est déroulée sans incident, les cibles ayant été détruites et les avions étant rentrés indemnes à leur base.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 4.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Débats

L'AGITATION SOCIALE

La contestation étudiante a été observée presque en même temps dans plusieurs pays (Corée du Sud, URSS, Chine, etc.), et en France la contagion a gagné les jeunes cheminots avant les autres. Raymond Jean voit dans cette « avant-garde » un signe prometteur d'éclatement des contradictions politiques. Pour Michel Maffesoli, l'expression accrue des solidarités de base va modifier considérablement les paysages politique et syndical.

L'avant-garde

Jeunes, étudiants et cheminots ont découvert les vertus d'une sorte de démocratie directe

par RAYMOND JEAN (*)

UN hasard a fait que, me trouvant en visite dans des universités de Corée du Sud en novembre dernier – où des affrontements particulièrement vifs avaient lieu entre étudiants et policiers, – je rentrai en France au moment où une autre levée universitaire, de grande ampleur, occupait la scène de l'actualité. Sentiment étrange de franchir non seulement la barrière des fuseaux horaires, mais celle des fuseaux des années, si je puis dire : en débarquant dans mon université, il me semblait, à voir les assemblées générales dans les amphis, les discussions entre enseignants et étudiants, les défilés qui se préparaient, me retrouver en 68. Pourtant ce n'était pas 68, on l'a dit et répété. C'était autre chose.

Depuis, je constate que des étudiants se mobilisent massivement en Chine pour demander, avec larges banderoles à l'appui dans les rues de Shanghai, rien moins que la « *démocratie* » et, si possible, la liberté de l'information. Ce n'est pas tout. En Union soviétique, ce sont, selon les propres termes de l'agence Tass, « *des groupes d'étudiants menés par des éléments nationalistes* » qui ont causé des troubles à Alma-Ata pour poser quelques questions concernant le Kazakhstan.

A peu près dans la même période, on apprenait qu'en Algérie, à Constantine, avait lieu une explosion, assez vive, de révolte étudiante. Et qu'en Cisjordanie deux étudiants palestiniens payaient de leur vie, sur le campus de l'université de Bir-Zeit, leur refus d'un certain état de choses. Il faudrait enfin rappeler qu'au lendemain des événements de France des étudiants ont bougé aussi en Espagne, en Italie et en Belgique.

Y aurait-il épidémie de fièvre estudiantine dans le monde ? On connaît – et justement depuis mai 68 surtout – les effets de contagion qui peuvent exister dans ce domaine. Mais il s'agit peut-être de plus que cela. L'exemple semble ne pas être contagieux simplement de pays à pays, mais de catégorie à catégorie, de corporation à corporation, si l'on en juge par le mouvement récent des cheminots, qui a emprunté aux manifestations universitaires plus qu'un style, un certain esprit : celui de la mobilisation de base, de la « coordination » centrale des initiatives, d'une sorte de démocratie directe au sein même de l'action syndicale, de la non-récupération. Et quelques images frappantes saisies à la télévision ont montré que les jeunes cheminots n'étaient pas les moins déterminés. Voilà donc un effet de propagation externe et interne. S'il s'agit de « SIDA mental », on constate qu'il s'attrape et se communique très vite.

A une échelle de masse

Il faut donc bien qu'il y ait des raisons à cette fièvre. L'analyse en serait sûrement très longue, et ce n'est pas mon propos de tenter de la faire ici. Mais il est clair que la catégorie « étudiants » ne saurait se définir comme une simple tranche d'âge et représenter seulement une sorte de symbole actif de la jeunesse. Non, ce qu'il faut souligner c'est que les étudiants étant par définition cette couche de la population qui va vers les « études », c'est-à-dire accède aux conditions de la réflexion et de la connaissance, ils incarnent forcément un milieu humain, sinon social, où quelque chose se « conscientise » de plus en plus.

Certes cela n'est pas nouveau, et, au Moyen Age aussi bien que dans tout le dix-neuvième siècle romantique, on a eu des exemples du phénomène. Comme avec les étudiants américains au moment de la guerre du Vietnam. Mais ce qui est nouveau, aujourd'hui, c'est qu'il se manifeste véritablement à une échelle de masse, pour de simples raisons démographiques et en conformité avec le vœu général – si l'on en croit les ministres comme les médias – qu'il y ait toujours plus d'étudiants, que des catégories sociales toujours plus larges accèdent à la possibilité d'avoir des enfants qui prennent le chemin de l'Université. Eh bien, cela a lieu ou aura lieu ! C'était même un des enjeux du projet Devaquet et des réactions qu'il a suscitées que de voir les portes de l'Université s'ouvrir toujours davantage.

Si ces portes s'ouvrent, il est normal que les consciences s'ouvrent en même temps. Personne n'aura à s'en plaindre. Et surtout pas le monde des adultes, dont les pesanteurs naturelles vont dans le sens des accommodements et des compromis en face d'une société où tout est fait pour amener chacun, à partir d'un certain âge de la vie, à « consentir » au sort qui lui est fait au mieux de ses intérêts immédiats.

En face de lui, le monde des étudiants se manifeste comme une « avant-garde » (dans le sens culturel comme dans le sens révolutionnaire du terme). C'est d'ailleurs, dans la conjoncture présente, ce que paraissent avoir compris beaucoup de parents qui se sont reconnus dans leurs enfants ou plutôt ont reconnu en eux la présence vivante et active de quelque chose qui leur a été confisqué : les sondages d'opinion, extraordinairement révélateurs à cet égard, ont montré que cette connivence exprimait en fait la vraie majorité de ce pays.

Si cette « avant-garde » s'exprime au niveau mondial pour poser des questions haut et fort quand il faut en poser et pour opposer un non très résolu à ce qui doit être refusé, si elle demande plus de justice sociale, d'égalité et de solidarité là où l'on nous berce de pitoyable « libéralisme » et si elle demande plus de démocratie là ou il y a trop de dirigisme et trop d'Etat, elle se montre en définitive plus intelligente et efficace que ses aînés qui, depuis bientôt deux décennies, n'ont su sortir de leurs contradictions politiques que pour se satisfaire des plus médiocres renoncements. Cela peut être prometteur pour 1987 et au-delà.

(*) Ecrivain, professeur à l'université de Provence.

Le néo-tribalisme

Nous sommes en présence d'expressions manifestes d'une saturation du politique

par MICHEL MAFFESOLI (*)

QU'IL s'agisse de la grève étudiante, ou encore de celle de la SNCF, sous peine de ne rien comprendre, ne parlons pas d'« objectifs », de « revendications » sensées, donc de réussites ou d'échecs. Encore moins de projet de société ou de contestation idéologique.

De même, il est vain de vaticiner sur ce couple pervers et tétanique à l'orbe bien défini : politique/apolitique. Disserter sur la « récupération » ou sur les « alliances objectives » peut faire les délices de l'observateur en mal de copie, ou être au centre des discussions de salon, cela n'en est pas moins un diagnostic obsolète. A tout prendre, il vaut mieux la constatation pleine de bon sens de tel responsable syndical : « *La machine est folle... je n'ai pas de réponse.* »

En effet, ce qui se passe depuis quelques semaines, ce qui risque de se répéter en d'autres occasions, est bien une sorte de folie si on le mesure à l'aune du projet politique, et si l'on entend lui apporter les habituelles solutions corrélatives à un tel projet.

Il est tout de même curieux, alors qu'il s'agit là d'une thématique maintenant bien connue, qu'aucun observateur social n'ait envisagé, ne fût-ce qu'un instant, que l'on soit en présence d'expressions manifestes d'une *saturation du politique*.

A titre d'hypothèse, envisageons que soit en train de s'amorcer une « esthétique du non-politique ». Cela ne manquera pas de faire sourire certains, et pourtant tous les ingrédients sont réunis qui sont (seront) à l'origine d'explosions sans finalité, de révoltes sans pourquoi. Bien sûr, l'on peut repérer, *a posteriori*, une multiplicité de causes, une diversité de raisons, toutes aussi importantes les unes que les autres. Mais justement, elles se valent toutes, et ne manquent pas ainsi de se relativiser, voire de se neutraliser. Dès lors, les victoires ne peuvent être qu'« amères », les grèves s'arrêter aussi inopinément qu'elles ont débuté, et recommencer ensuite dans le même secteur ou dans un autre tout à fait différent. Nous rentrons en fait dans une zone de turbulences, caractéristique des moments où s'esquissent de nouvelles modalités de vivre en commun.

Une notion peut-être un peu curieuse lorsqu'on commença à l'employer, mais qui devient de plus en plus d'un usage commun, traduit bien cette réalité : il s'agit de la *socialité*. Au-delà du social, celle-ci exprime l'esthétique du non-politique, et ce au travers de trois caractéristiques essentielles. Tout d'abord, le souci ou le plaisir d'être ensemble. Cela était manifeste lors de la grève étudiante, et le reste pour ce qui concerne les cheminots. Il ne s'agit pas à proprement parler de moments festifs, ou à tout le moins ceux-ci ne sont pas primordiaux, mais bien plutôt d'un désir de serrer les coudes, de se tenir chaud ou autres images dont la vie courante n'est pas avare.

Ainsi, le sentiment commun ne peut plus être tenu pour quantité négligeable, ce qu'il est dans le politique, mais sera au centre de l'action collective. Dès lors sera privilégié ce que, dans la perspective de l'utopie fouriériste, on peut appeler une pensée « domestique », à savoir une attention portée à ce qui est proche, au qualitatif, aux solidarités de base ; même si celles-ci, par enchaînement, peuvent produire des effets de masse aux conséquences justement imprévisibles.

Le « basisme »

En effet, et en dernier lieu, ce « basisme », ces foyers de révolte polycentrés produisant des réactions en chaîne, tout cela échappe aux pouvoirs, à quelque pouvoir que ce soit, fût-il celui du syndicat. D'où le désarroi des leaders politiques ou syndicaux, leur impuissance aussi. D'où le silence ou les banalités des faiseurs d'opinion, qui, ayant l'habitude d'encoder toute chose dans la grande machinerie politique, restent bouche bée devant les incohérences, les inconséquences, les simplismes, les *banalités* de ces effervescences. En un mot, celles-ci sont totalement incontrôlables. Mais n'est-ce pas cela, justement, le propre du banal : assurer le plaisir d'être ensemble, échapper au pouvoir surplombant, et se rire des analyses préétablies ?

Cependant, le fait que tout cela court-circuite les habituelles analyses politiques ne signifie nullement qu'il faille en appeler à un quelconque individualisme ou narcissisme qui, dans la foulée de l'américanophilie ambiante, semblent devenir la nouvelle tarte à la crème de ceux qui n'arrivent pas à admettre la saturation de la logique sociale des temps modernes. Si la post-modernité a un sens, c'est bien celui de nous obliger à penser ce qui est en train de naître autrement qu'en termes binaires · tout comme à côté du couple politique-apolitique peut exister du « non-politique », on peut postuler que le tandem individu-Etat laisse la place à cet autre rassemblement que, faute de mieux, l'on peut rendre par la métaphore de la « tribu ».

Avec son côté un peu barbare, son souci de ce qui est proche, les réactions en chaîne qu'il suscite, les émotions et les passions que cela induit, c'est bien une sorte de néo-tribalisme qui semble naître aujourd'hui. Celui-ci, d'une manière tout à fait imprévisible, peut bloquer tout un système bien rodé, faire échouer un projet législatif sans trop s'inquiéter de sa cohérence interne, déstabiliser une équipe gouvernementale fière d'un récent succès électoral, ou tenir en haleine une opinion publique avant tout soucieuse de son bien-être.

Les tribus qui constituent la jungle de nos mégalopoles n'obéissent plus à la loi du « mieux-disant » idéologique ou politique, elles ne la contestent pas non plus, elles l'ignorent. Le fait de lui donner, à l'occasion, des gages est plus signe de mépris ou d'indifférence fondamentale que d'adhésion conséquente. D'où l'impression que, malicieusement, elles font « tourner en bourrique » les politiques, les décideurs, les petits chefs, en un mot tous les responsables, tous ceux dont la fonction est de *répondre* pour les autres, des autres et au nom des autres.

En fait, par contamination, les émotions se répandent, les espoirs naissent et se partagent, certains font masse, d'autres pas. Et il n'est pas certain que cette imprévisibilité, pour aussi inquiétante qu'elle paraisse, soit ressentie comme telle. On s'en accommode. C'est cette accommodation qui est cause et effet de l'esthétique dont il a *été* question : on éprouve en commun, on partage des sentiments, et si l'on n'a plus l'impression de faire l'histoire, du moins s'accorde-t-on pour affronter ensemble un destin rien moins que sûr et qui n'est plus balisé pour servir de tremplin à la grande marche royale du Progrès.

(*) Professeur à la Sorbonne. Centre d'étude sur l'actuel et le quotidien, Paris-V.

COURRIER DES LECTEURS

Pénibles, mais...

Certes les conditions de travail des roulants peuvent être pénibles (travail de nuit, dimanches et fêtes, horaires décalés, découchés, vie de famille perturbée). Mais voilà un métier pour lequel les conditions de travail se sont améliorées de façon spectaculaire en vingt-cinq ans. Faut-il rappeler aux mécaniciens, confortablement installés dans leur cabine climatisée, ce qu'était la vie de leurs prédécesseurs scrutant la voie sur les plates-formes exposées à tous les vents des locomotives à vapeur ? On ne peut pas en dire autant de la condition de ceux qui travaillent sur la voie. Quant au système de rémunération à l'ancienneté, il est de plus en plus abandonné par le secteur privé, car inefficace et démotivant : il pénalise ceux qui travaillent bien, au profit des « feignants ». (...)

BERTRAND DURUPT
(Maurepas).

Se serrer les coudes ou jouer des coudes ?

(...) Miser sur le seul profit parce que les grandes idéologies s'essoufflent expose à de fausses manœuvres. Comme si les gens du rail ne reconnaissaient pas la qualité, le travail bien fait. Mais ils se méfient d'autant plus de ce que peut cacher, dissimuler une rémunération selon le mérite. C'est un beau nom qui a de quoi recouvrir le système des faveurs, des promus en raison d'une docilité baptisée compétence. Les cheminots ont flairé le critère de la réussite individuelle, d'une hiérarchisation sous le dehors d'un droit du mérite. Alors, comme les étudiants et lycéens, ils se serrent les coudes afin de n'être pas contraints de jouer des coudes. Peu à peu, les grands services publics discernent qu'ils sont menacés d'un sort de conglomérat d'intérêts privés. L'appât d'une satisfaction individuelle l'emporterait sur la réalité organique d'un peuple. Mais les pouvoirs ont méconnu la formidable lame de fond : si l'homme n'aime pas être embrigadé, il ne lui suffit pas d'avoir un destin d'animal atomisé (...).

JEAN CARDONNEL,
dominicain
(Montpellier).

Les cadeaux des cheminots aux Japonais

(...) Ne touchez pas à mon statut ! Voilà la devise. Cheminots, gaziers, énarques, dockers : même combat. Mais n'a-t-on pas assez dit que, si l'on vit à crédit, il faut un jour payer les traites ? Ils s'en fichent ; de toute façon, c'est l'Etat qui paiera la note, intérêts compris. D'accord. L'Etat paye. On ne réduit pas les impôts, les entreprises n'augmentent pas leur marge, elles s'orientent de plus en plus vers le capitalisme financier, créent moins de richesses et par conséquent moins d'emplois.

Mais la France n'est pas une île. Pendant que les protégés de l'Etat manifestent, qu'ils bloquent les ports, les gares et le reste, ce sont des cadeaux qui sont faits aux concurrents japonais, coréens ou américains.

Qu'ils en aient conscience ou pas, que les corporatistes de tous poils sachent une chose simple : les premiers pénalisés par leurs actions sont les chômeurs (...).

PAUL PINTO,
conseil d'entreprises
(Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Etranger

ESPAGNE : après les élections régionales

Laborieuses tractations en vue de la formation de l'exécutif basque

MADRID
de notre correspondant

Près d'un mois et demi après les élections régionales du 30 novembre, le Pays basque dispose enfin d'un législatif, mais toujours pas d'un exécutif. Le nouveau Parlement régional, le troisième depuis le rétablissement de l'autonomie dans cette région en 1979, tient en effet, ce jeudi 8 janvier, sa première réunion, tandis que se poursuivent jusqu'ici sans succès, les difficiles tractations pour former un gouvernement autonome stable.

Aucune majorité cohérente ne s'était en effet dégagée de la consultation du 30 novembre (*le Monde* du 2 décembre). Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) avait alors obtenu, pour la première fois, la majorité relative au sein du Parlement autonome : dix-neuf sièges sur un total de soixante-quinze. Les socialistes avaient surtout profité de la scission qui avait affecté leur principal rival, le PNV (Parti nationaliste basque) et qui s'était traduite par la création d'une nouvelle formation nationaliste, Eusko Alkartasuna (EA). Tout en récoltant davantage de voix que le PSOE, le PNV n'avait obtenu que dix-sept sièges, tandis que EA en recevait quatorze.

Le problème de la violence

Se retrouvant désormais en position d'arbitre, le PSOE a depuis négocié séparément avec les deux « frères ennemis » du nationalisme. Les discussions semblent d'autant plus difficiles que les interlocuteurs divergent quant aux thèmes mêmes à aborder. Les socialistes basques ont cherché à centrer la négociation sur la grave crise économique que traverse leur région, ainsi que sur le problème de la violence : ils exigent notamment des nationalistes qu'ils renoncent explicitement à toute négociation future avec l'ETA militaire.

Tant le PNU que EA s'y refusent et veulent de leur côté aborder le problème du développement de l'autonomie, qui conditionne à leurs yeux la solution du problème de la violence. En particulier, les nationalistes exigent un plan précis de relève progressive des forces espagnoles de l'ordre par la police autonome basque. Ils demandent en outre que le gouvernement de Madrid soit associé lui aussi à la négociation entre nationalistes et socialistes basques, afin qu'un accord global sur les transferts de compétences au gouvernement régional puisse être atteint.

Les socialistes eux-mêmes semblent divisés quant à la solution la plus souhaitable : une coalition entre le PSOE et le PNV, les deux formations les plus représentatives, serait certes la plus solide. Mais certains dirigeants du PSOE ne seraient pas mécontents d'écarter pour la première fois du pouvoir leur traditionnel rival. La négociation est d'autant plus complexe que la future coalition, qu'elle unisse le PSOE au PNV ou à EA, devra en outre bénéficier de l'appui d'une petite formation supplémentaire.

Il s'agira par ailleurs de déterminer à quel parti doit appartenir le futur président du gouvernement basque. Le PSOE fait valoir qu'il est désormais le principal parti du Parlement, et qu'en conséquence cette prérogative lui revient. Les nationalistes, eux, soulignent qu'ensemble ils occupent aujourd'hui quelque 70 % des sièges au Parlement et que le chef de l'exécutif doit donc sortir de leurs rangs.

Un gouvernempent stable pourra-t-il malgré tout être formé ? Socialistes et nationalistes s'accordent à tout le moins à vouloir éviter de renvoyer les électeurs aux urnes, car ce serait accroître encore l'instabilité politique dans la région. Sans doute est-ce d'ailleurs là le seul véritable point d'accord, à l'heure actuelle, entre les principales formations politiques basques.

THIERRY MALINIAK.

BIBLIOGRAPHIE

La Belgique auscultée par un ancien ministre et un politologue

Dès la première phrase – la première lettre même – de son ouvrage *Je n'efface rien et je recommence* (1), Henri Simonet, ancien ministre belge des affaires étrangères, donne le ton : il va parler de lui-même au cours des trois cents pages qui vont suivre. Mais l'homme est suffisamment intéressant et son style suffisamment alerte pour qu'on le suive sans ennui au long de ses vingt-cinq années de carrière politique, de la mairie d'Anderlecht, une des communes de l'agglomération bruxelloise célèbre pour son club de football, à la Commission européenne, en passant par le ministère des affaires économiques et celui des affaires étrangères.

Passé récemment du Parti socialiste, avec lequel il était en désaccord quant à l'implantation des missiles en Belgique, au Parti libéral qui le présentera en tête de liste pour les prochaines élections municipales de Bruxelles, Henri Simonet raconte les épisodes les plus marquants de ses différentes fonctions. Morceaux de choix : le début de la crise pétrolière lorsqu'il était justement chargé de l'énergie à la Commission européenne, et la guerre du Shaba alors qu'il était ministre des affaires étrangères. Comment résister, à ce propos, à la tentation de citer *in extenso* le passage consacré à une interview du premier ministre belge de l'époque, Léo Tindemans, par un journaliste... belgo-américain : « *J'eus cependant à revenir sur cette occasion à la suite d'une déclaration du premier ministre à un journaliste américain d'origine belge, Arnaud de Borchgrave, selon laquelle « des ministres belges » ne l'avaient pas convenablement informé. (...) Je m'enquis auprès du journaliste de la formulation précise de la déclaration du premier ministre. Il la confirma et ajouta qu'il en avait le texte enregistré et qu'il n'hésiterait pas à le publier si on l'y contraignait.* »

Henri Simonet, qui a la réputation justifiée de ne pas résister au plaisir d'un bon mot, en général assassin, s'est notoirement retenu en écrivant son livre. A la satisfaction sans doute de nombre des acteurs de la vie politique belge. Dommage en revanche pour le lecteur qui s'était délecté à l'avance d'éventuels règlements de comptes. Autre reproche plus sérieux : à l'heure où la Belgique traverse une nouvelle période de fièvre « linguistique », on eût aimé d'Henri Simonet une vision un tant soit peu prospective sur l'avenir de son pays. Mais ce libre penseur pragmatique se méfie sans doute trop des credo.

« Une histoire soustraite aux ruptures »

La démarche de Xavier Mabille, directeur du Centre de recherches et d'informations socio-politiques, est toute autre.

Son *Histoire politique de la Belgique* se veut scientifique. Heureuse surprise, dans un domaine aussi subjectif que l'histoire de son pays, ce politologue parvient à tenir le pari de *l'objectivité*. Autre bonne surprise : ce livre permet de répondre à une question essentielle : d'où vient la Belgique d'aujourd'hui ?

Xavier Mabille retrace en effet la genèse de l'Etat belge, en remontant un demi-siècle avant son accession à l'indépendance en 1830. « *Ce choix de 1780*, explique Xavier Mabille, *permet de suivre sur la totalité de leur parcours, les mouvements de centralisation, de laïcisation et d'industrialisation, qui se font jour à cette date.* »

L'intérêt du livre de Xavier Mabille, outre qu'il comble une lacune importante, est de mettre l'accent sur les facteurs et acteurs essentiels de cette histoire politique belge, sans privilégier – comme c'est souvent le cas – un seul d'entre eux (bourgeoisie-prolétariat, francophones-néerlandophones, laïcs-chrétiens). Autant de conflits toujours présents, qui font cette histoire de la Belgique.

Conclusion de Xavier Mabille : « *Si l'histoire politique de la Belgique est traversée de crises, elle est aussi une histoire soustraite aux ruptures.* »

Après tout, depuis 1830, la France (éternelle) a connu plusieurs républiques, un empire, un « Etat » et plusieurs révolutions, alors que la Belgique, toujours donnée comme moribonde, gardait à peu de choses près, la même Constitution.

J.-A. FRALON.

★ Henri Simonet, *Je n'efface rien et je recommence*, Editions Didier Hatier, coll. « Politiques ».

★ Xavier Mabille : *Histoire politique de la Belgique* Editions du CRISP.

RFA : la préparation des législatives

M. Kohl arbitre de la querelle entre les libéraux et M. Strauss

BONN
de notre correspondant

A chaque échéance électorale importante, il est devenu de tradition en Allemagne fédérale d'assister à de brutales surenchères verbales entre la CSU bavaroise de M. Franz-Josef Strauss et le Parti libéral. Rien n'a changé à cet égard depuis le renversement d'alliance qui a conduit, à l'automne 1982, à la constitution de l'actuelle coalition entre les deux partis de l'Union chrétienne, les démocrates-chrétiens et les chrétiens-sociaux (CDU-CDS), et le FDP. Le secret désir de M. Franz-Josef Strauss de terminer sa carrière politique en prenant en main la politique étrangère, domaine réservé depuis douze ans du libéral Hans-Dietrich Genscher, a même plutôt aggravé les choses.

La situation ne serait pas très nouvelle si, contrairement à il y a quatre ans, le Parti démocrate-chrétien, qui avait à l'époque soutenu en sous-main les libéraux pour éviter le retour de M. Strauss à Bonn, n'avait pas décidé cette fois de battre le rappel de tous ses électeurs. Compte tenu de la faiblesse du SPD, il n'est plus tout à fait impossible que les deux partis de l'Union chrétienne se retrouvent le 25 janvier au soir avec une majorité absolue, au moins en sièges, qui obligerait le chancelier Kohl à une inflexion à droite de sa politique. La bataille des libéraux prend de jour en jour de plus en plus d'importance, au point d'être aujourd'hui le seul enjeu réél de l'élection.

La CSU leur a facilité la tâche en exigeant ces derniers jours une révision radicale de la politique extérieure du gouvernement. Le président de son groupe parlementaire, M. Theo Waigel, vient de réclamer une révision déchirante de la politique de l'Est, qui, depuis la coalition socialo-libérale des années 70, est le fondement de l'attitude de la RFA envers les pays d'Europe orientale.

Au cours des quatre années écoulées, le gouvernement a déjà connu à ce sujet des frictions. Le chef du groupe parlementaire de la CDU au Bundestag, M. Dregger avait à plusieurs reprises sérieusement embarrassé le chancelier par des déclarations intempestives sur la question des frontières de l'après-guerre. M. Genscher avait jusqu'ici néanmoins réussi vaille que vaille avec l'appui d'une partie de la CDU elle-même, à maintenir l'équilibre entre une volonté affichée de renforcer l'intégration occidentale de la RFA, grâce notamment à l'intensification de la coopération avec la France, et une politique de dialogue et d'ouverture à l'égard de l'Est.

D'une manière générale, les dirigeants de la CSU se plaignent que cette politique fasse la part trop belle aux Soviétiques et estiment qu'elle devrait dorénavant davantage épouser les intérêts occidentaux et s'orienter dans la direction de la politique réganienne. Entre les faucons de la majorité, regroupés autour de la CSU et du groupe des Stahlhelm (Casques d'acier) de la CDU, et les « genschéristes », le conflit se cristallise actuellement sur deux points précis : la politique d'exportation d'armement et la question des missiles à moyenne portée soviétiques et américains stationnés en Europe. M. Genscher plaide pour une politique de petits pas et l'acceptation de l'« option zéro », envisagée entre Américains et Soviétiques à Reykjavik, en attendant d'autres négociations sur les missiles à plus courte portée. Les « durs » réclament, au contraire, une négociation globale ou tout serait pris en compte, y compris l'équilibre conventionnel en Europe.

Un trait sur le passé nazi

On redoute, au ministère des affaires étrangères, qu'une telle réorientation n'aboutisse à l'abandon des efforts patients déployés par M. Genscher, au sein notamment de la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe, et de la conférence sur le désarmement en Europe, pour réduire les tensions entre les deux blocs. On suspecte M. Strauss, sous couvert de pro-américanisme, de vouloir en fait mener une politique nationaliste à courte vue qui n'aurait plus rien à voir avec les intérêts occidentaux. On en veut pour preuve son intention affichée de développer les exportations d'armement, non seulement au Proche-Orient mais aussi dans des pays comme l'Afrique du Sud ou le Chili.

Le malaise est aggravé par la confusion que certains milieux ultras entretiennent entre cet antisoviétisme primaire et le souhait de plus en plus ouvertement exprimé en RFA de vouloir tracer une fois pour toute un trait sur le passé nazi de l'Allemagne. Si l'on peut discuter du bien-fondé de l'affirmation d'un Franz-Joseph Strauss selon lequel la RFA a besoin de « *sortir de l'ombre du troisième Reich* » pour retrouver une « *conscience nationale intelligible* » – ce qui fait hurler la gauche –, il n'est pas indifférent à tout le monde que ce débat soit mené dans la plus grande sérénité. Bien que le chancelier lui-même n'ait jamais remis en cause, sur le principe, la nécessité de bonnes relations avec l'Est et semble sincèrement attaché à son rôle dans la construction européenne, il n'est pas resté exempt de reproches, en particulier de manquer de clarté.

Depuis son arrivée au pouvoir Helmut Kohl se sent investi de la tâche de concilier les Allemands de l'Ouest avec eux-mêmes. Face au défaitisme, aux chimères dont il accuse la gauche de nourrir des esprits, il n'a cessé d'appeler ses concitoyens à rechercher dans la tradition la source d'un nouvel optimisme, d'une nouvelle foi dans l'avenir. Depuis sa poignée de main de Verdun avec le président Mitterrand et sa visite avec le président Reagan au cimetière militaire de Bittburg, lui-même se présente comme le chef de gouvernement d'un pays qui n'a de leçons à recevoir de personne, ni de ses alliés occidentaux, dont il entend être désormais un partenaire à part entière ni, *a fortiori* des Soviétiques ou des Allemands de l'Est, auxquels il entend dire si nécessaire leurs quatre vérités. Cette attitude l'a conduit récemment, sans qu'il soit très aisé d'en déceler les motifs, à faire preuve à l'égard de Moscou d'une agressivité qui a choqué et pas seulement à l'Est. En comparant les dons de propagandistes de M. Gorbatchev à ceux de Goebbels, puis plus récemment en accusant la RDA d'enfermer ses prisonniers politiques dans des « camps de concentration », il a pris le risque d'une détérioration, au moins temporaire, des relations avec le « grand voisin » soviétique.

Une telle politique, récupérée par la droite la plus dure, n'est pas sans danger, compte tenu notamment du caractère émotionnel que continue d'avoir la question allemande. C'est bien là que le Parti libéral se pose en garant contre les risques de dérapage, espérant récupérer des voix aussi bien parmi les modérés de la CDU que des déçus du SPD.

HENRI DE BRESSON.

Drame à la cour d'Angleterre

Le prince Edward trop tendre pour les commandos

LONDRES
de notre correspondant

Au pis, le prince Edward est-il une poule mouillée ? Au mieux, se dérobe-t-il aux devoirs de sa charge ? Tempête dans la tasse de thé de l'Angleterre profonde, toujours partagée à l'égard de la famille royale entre l'affection aveugle et la curiosité malsaine. C'est, de nouveau, le branle-bas de combat dans la presse britannique qui, avec une redoutable constance, ne cesse d'exploiter au-delà de toute mesure ces sentiments conflictuels, réels ou supposés. Une fois de plus, le reste de l'actualité passe au second plan. Les heurs et malheurs de la cour reviennent à la une. Et pour un bon bout de temps.

Pensez donc, l'affaire est de taille, quasi constitutionnelle. Mercredi matin 7 janvier, titre-choc du *Sun* : « *Je démissionne.* » Sous-titre non moins tragique : « *Edward, en larmes, veut faire ses valises parce qu'il trouve les « marines » trop durs.* » En « exclusivité mondiale », le quotidien à grand tirage (quatre millions d'exemplaires) révèle que le prince Edward, vingt-deux ans, fils cadet de la reine, n'est pas retourné lundi à la base des Royal Marines, où il suit depuis quatre mois un stage commando.

Le prince n'a pas supporté l'épreuve ; il a craqué, telle est la version du journal qui précise que l'officier aspirant « *a pleuré pendant trois heures* » après avoir pris sa décision et avoir eu à ce sujet une discussion houleuse avec son père, le duc d'Edimbourg. Ce dernier, qui est commandant honoraire du corps des Royal Marines, aurait, durant le week-end, tenté, mais en vain, de ramener ce jeune homme à la raison (d'Etat ?), avec l'aide d'officiers supérieurs venus tout exprès au palais de Buckingham.

La radio et la télévision s'emparent à leur tour de ce cruel dilemme. En milieu de journée – catastrophe ou bénédiction – Buckingham confirme. Communiqué sibyllin qui ne laisse aucun doute : « *Le prince Edward regagne* (la base de) *Lympstone. Il est en train de reconsidérer son avenir avec les Royal Marines.* » Désormais, c'est un débat national qui est engagé. Les camarades d'Edward confient que le prince « *n'est pas Rambo* » mais qu'il a, jusqu'à présent, assez bien supporté, dans les landes du Devon, les exigences d'un stage destiné à tester « *jusqu'à la limite* » la résistance « *physique et morale* » des futurs officiers.

L'histoire plus que le sport

Des experts en Buckinghamologie indiquent que le prince n'est pas doté d'une grande robustesse, et à Cambridge il a déjà dû renoncer à être membre de l'équipe de rugby, après plusieurs KO. D'autres estiment normal qu'à son âge il cherche sa voie, d'autant qu'il semble jouir d'aptitudes intellectuelles qui ne sont pas courantes – voire de mise – à la cour (Edward vient d'obtenir un diplôme d'histoire).

Le duc d'Edimbourg est très fidèle à la grande tradition de l'éducation britannique qui privilégie le « challenge » physique. Sous la cravache de ce cavalier émérite, les membres de la famille royale ont toujours été censés manifester leur trempe en se soumettant à des tests exigeants pour y donner le meilleur exemple. Le paisible prince Charles s'est tiré d'affaires en s'adonnant docilement et sans passion évidente aux rigueurs du jeu de polo.

« *Trop choyé par sa mère comme tous les petits derniers* », dit la rumeur du royaume, le prince Edward, d'un naturel réservé, paraît souffrir davantage de la comparaison avec son autre frère, le dynamique Andrew. Les sujets de Sa Majesté, en leur clémence, ont en effet accordé à celui-ci le titre de « héros des Malouines » pour avoir été là-bas accomplir sa mission de pilote d'hélicoptère de la Navy.

FRANCIS CORNU.

URSS : les suites des émeutes d'Alma-Ata

Energique reprise en main au Kazakhstan

Moscou (*AFP*). – Une importante mais difficile reprise en main des responsables locaux, dénoncés pour leurs « *erreurs politiques* », est en cours au Kazakhstan, République d'Asie centrale soviétique et théâtre d'émeutes nationalistes en décembre à la suite du limogeage de son numéro-un, ancien proche de Leonide Brejnev, M. Dinmoukhamed Kounaev.

Les mesures prises sont « *radicales* », rapportait mercredi la *Pravda*, selon laquelle il est nécessaire de procéder à une « *refonte dans la République, de la base au comité central* ». Toutefois, ajoutait l'organe du Parti communiste soviétique, « *la restructuration se déroule lentement et se heurte à une subtile résistance de la part de ceux qui se sont compromis mais se maintiennent au pouvoir grâce à des liens anciens* » avec des dirigeants influents.

Le quotidien ne donne pas le détail de cette remise en ordre, qui semble s'apparenter à une véritable épuration des rangs du PC local, minés par le « favoritisme » et la priorité accordée aux liens de parenté ou ethniques dans leur recrutement.

Les instances du parti du Kazakhstan « *prennent à l'heure actuelle les mesures nécessaires pour une amélioration radicale de l'éducation patriotique et internationaliste, la préparation et la nomination des cadres, l'approfondissement des liens fraternels avec les autres Républiques de l'URSS* », écrit la *Pravda*.

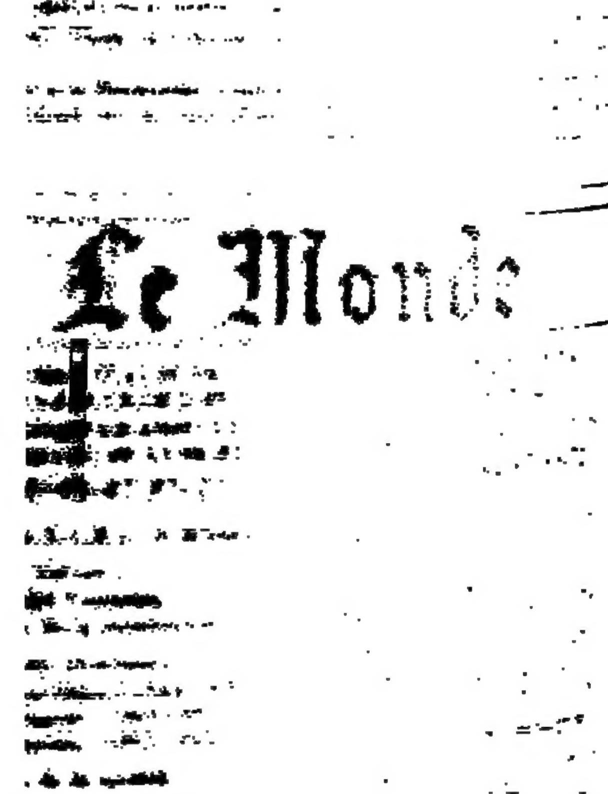
Le journal reprend les termes employés par le nouveau premier secrétaire du Kazakhstan, M. Guennadi Kolbine, un Russe dont la nomination en remplacement de M. Kounaev, un Kazakh en poste depuis vingt-deux ans, avait été présentée comme étant à l'origine des émeutes. Celles-ci auraient fait une vingtaine de morts selon des sources diplomatiques, et, trois semaines après les troubles, aucun journaliste occidental n'a encore pu se rendre au Kazakhstan.

M. Kolbine avait appelé, le 4 janvier, à une lutte « *sans compromis* » contre « *ceux qui réaménagent à leur avantage la refonte, ne la réalisent qu'en apparence et usent de leurs fonctions dans un but intéressé, sapant de cette façon l'autorité du parti* ».

Une série de responsables locaux, dont plusieurs anciens ministres et vice-ministres, sont nommément accusés d'« *erreurs politiques* » dans le choix des cadres. M. Kounaev lui-même se voit reprocher d'avoir réintégré dans le parti le premier secrétaire de la région de Chetski, M. M. Abakanov, exclu du PC pour « *mauvaise conduite* ».

La *Pravda* fait aussi état d'une situation préoccupante dans plusieurs universités et dénonce en particulier la sur-représentation des habitants d'Alma-Alta par rapport aux provinciaux et le faible pourcentage de Russes (31 %) dans la section russe de la faculté de journalisme. Les Kasakhs sont minoritaires dans leur République, les Russes représentant quant à eux 42 % de la population totale (16 millions d'habitants).

Le journal affirme enfin que les tentatives des autorités pour répartir de façon équitable les logements, dont les plus confortables sont occupés par les enfants de dignitaires du régime, se heurtent à une « *résistance acharnée* ».



Afrique

TUNISIE : après le séjour de M. Bourguiba en France

Des mesures de grâce pourraient faciliter une politique de réconciliation

Le président Bourguiba devait regagner Tunis ce jeudi 8 janvier au terme d'une visite privée en France commencée le 21 décembre. Il s'agissait pour lui de recevoir des soins dentaires et de prendre quelque repos. L'intervention médicale s'est bien passée, sans anesthésie, mais le repos n'a pas été total. Après un entretien avec M. Mitterrand à l'Elysée, il a reçu de nombreuses personnalités françaises, notamment M. Giscard d'Estaing, avec lequel il s'est entretenu des perspectives européennes, et aussi des responsables tunisiens qui faisaient la navette entre Tunis et Paris. Ces conversations ont été entrecoupées de marches dans les jardins du musée Rodin, proche de l'ambassade de Tunisie, où résidait le chef d'Etat ; des photos de ces promenades ont été publiées dans la presse tunisienne comme autant de bulletins de santé rassurants.

Pour la classe politique tunisienne, aucun *« détail »* relatif à ce séjour n'était insignifiant après les événements tumultueux de l'année écoulée. Le chef de l'Etat rencontrerait-il Mme Wassila Ben Ammar, qui réside à Paris depuis leur divorce ? Certains le pensaient, mais il n'en a rien été. En revanche, ce qu'il est convenu d'appeler *« l'entourage »*, depuis qu'il n'y a plus de *« présidente »* au palais de Carthage, n'a pas accompagné M. Bourguiba à Paris.

Seul M. Hédi Mabrouk, ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur en France, se trouvait aux côtés du chef de l'Etat tunisien, sauf pendant un court séjour à Tunis pour un exposé devant le Parlement.

Le retour de M. Bourguiba a été précédé à Tunis par des rumeurs relatives à des tractations aux termes desquelles certaines personnalités en exil pourraient regagner leur pays. Parmi les personnes concernées, le quotidien tunisien *le Temps* a mentionné MM. Driss Guiga, ancien ministre de l'intérieur, et Mohamed Masmoudi, ancien ministre des affaires étrangères, artisan de l'accord – mort-né – pour l'union de la Libye et de la Tunisie en janvier 1974.

Il est prématuré de parler de contacts directs, mais il y a des convergences dans les propos tenus ici et là. Parmi les exilés, certains, qui ne sont sous le coup d'aucune condamnation, peuvent rentrer quand ils veulent, dit-on à Tunis. D'autres auraient, en principe, une peine à purger. Dans les milieux officiels, on exclut une amnistie, mais on laisse entrevoir la possibilité de mesures de grâce présidentielle, cas par cas. On souligne qu'une centaine de personnes, condamnées après les *« émeutes du pain »*, en janvier 1984, ont bénéficié, sans publicité, de telles mesures fin novembre. Une politique de réconciliation nationale, dans le prolongement de déclarations du président Bourguiba devant la communauté tunisienne en France, pourrait être à l'ordre du jour, à l'exclusion des activistes de l'intégrisme, considérés comme des irréductibles, et de M. Mzali, l'ancien premier ministre, qui, dit-on, s'est mis hors du jeu par des *« déclarations intempestives »*.

Un choix pour M. Guiga

Une perche semble notamment avoir été tendue à M. Guiga. Parce qu'une rivalité notoire opposait les deux hommes, M. Mzali accusait son ministre de l'intérieur d'avoir manœuvré pendant les troubles d'il y a trois ans pour l'obliger à donner sa démission. Un procès pour haute trahison se termina par une condamnation à dix ans de travaux forcés prononcée par contumace. Tout donne à penser qu'une requête pour la révision de ce procès serait étudiée avec compréhension par le ministre de la justice. La loi donne la possibilité d'une telle demande à tout condamné par contumace.

Pour le moment, M. Guiga observe avec circonspection les petits pas de ceux qui, à Tunis, souhaitent un élargissement des bases actuelles du pouvoir grâce à des ralliements. Comme les autres exilés notoires, il a déjà donné au moins une satisfaction aux autorités en s'abstenant de répondre aux appels du pied de M. Mzali, entré en guerre contre le régime. Il s'est abstenu, nous a-t-il dit, d'accabler l'ancien premier ministre tombé en disgrâce, mais il a trouvé *« énorme »* que celui-ci lui donnât du *« frère »* en parlant de lui dans une interview récente à un journal arabe.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Surenchère au Tchad

(Suite de la première page.)

De source française, on se déclarait mercredi particulièrement satisfait – avant le nouveau raid libyen, il est vrai – de l'efficacité de la riposte : *« Il a suffi que nous décidions d'aller frapper un objectif libyen pour que ce soit fait, avec une grande précision. L'intérêt de cette opération, certes limitée, est d'avoir rendu aveugle l'aviation libyenne. »*

La base aérienne de Ouadi-Doum est la plus au sud du dispositif libyen dans le nord du Tchad. Depuis la prise de Fada et la récupération, par les FANT, de la station radar qui équipait cette localité, les Libyens ne peuvent plus compter que sur des bases éloignées, comme Sebha (en territoire libyen) et Aozou, qui sont situées beaucoup plus loin du 16e parallèle. En épargnant ainsi à la fois les appareils libyens stationnés sur la piste et les personnels, Paris espérait que le colonel Kadhafi « comprendrait » une opération signifiant en quelque sorte « restons-en là ». Si l'on s'en tient aux faits, on est conduit à penser que, du côté français, le risque d'une réaction du colonel Kadhafi – dont l'attitude, on le sait depuis longtemps, échappe à toute approche « cartésienne » – a été mal évalué, puisque trois heures après, à 16 heures, l'aviation libyenne menait un nouveau raid au sud du 16e parallèle, à Kouba-Olanga.

Mercredi soir, à Antenne 2, M. Giraud indiquait à propos du raid français : *« C'est une riposte précise, significative, qui ne représente pas une escalade. »* Le ministre de la défense ajoutait : *« Nous avons le souci que ce conflit ne change pas de nature. »* Un peu pris de court, semble-t-il, par l'annonce du bombardement sur Kouba-Olanga, il déclarait : *« Ceci est tout à fait plausible. Il y a beaucoup d'avions libyens qui sont arrivés dans le nord du Tchad depuis quelque temps. C'est une des raisons déterminantes pour lesquelles nous avons estimé nécessaire de faire à Ouadi-Doum une démonstration de la capacité et de l'efficacité des forces aériennes françaises. »*

En réalité, le délai entre les raids français et libyen – trois heures – montre que la décision de la Libye d'effectuer une nouvelle opération au sud du 16e parallèle est antérieure à la destruction des radars de Ouadi-Doum. Les quatre Mig-23 qui ont lâché une dizaine de bombes sur le poste de Kouba-Olanga (où sont stationnées des troupes tchadiennes mais, assure-t-on du côté français, aucun élément avancé du dispositif Epervier), effectuant un seul passage à basse altitude, ne sont pas partis de Ouadi-Doum. Ce type de raid doit – pour des raisons techniques et opérationnelles – être programmé très longtemps à l'avance, et il est très probable qu'au moment même où le colonel Kadhafi envoyait un *« message urgent »* au gouvernement français pour tenter de prévenir une riposte qu'il savait inéluctable, la décision de lancer une nouvelle opération aérienne était déjà prise. Cet éclairage de la « diplomatie libyenne » – peut-on éviter de parler de duplicité ? – devrait constituer un élément d'appréciation non négligeable pour le gouvernement français pour décider d'une éventuelle nouvelle opération de représailles.

A Tripoli, aucune réaction n'a été rendue publique mercredi soir, après la riposte française. La Libye s'est contentée de dénoncer, une nouvelle fois, le *« danger que représente l'engagement direct des forces françaises dans les combats au Tchad, à proximité de ses frontières sud »*, l'agence libyenne de presse Jana signalant simplement que *« l'Union soviétique a été informée des développements de la situation »*. L'ambassadeur de France à Tripoli, M. Michel Levêque, a, en outre, été convoqué, mercredi après-midi, au ministère libyen des affaires étrangères pour la quatrième fois depuis la mi-décembre. Du côté tchadien, en revanche, le caractère limité de la riposte française constitue, selon les milieux officiels de N'Djamena, une *« grande déception »*. Un responsable gouvernemental souhaitant garder l'anonymat a estimé que *« quelques bombinettes jetées dans le désert, loin de Ouadi-Doumn, c'est un coup d'épée dans l'eau »*.

Le soutien de Washington

A Washington, la Maison Blanche a exprimé son *« soutien général pour le rôle français au Tchad »*, ajoutant : *« Nous continuons à le faire dans ce cas. »* La coopération franco-américaine à propos du Tchad prend aujourd'hui des proportions significatives. Un troisième avion C-5A Galaxy de l'armée de l'air américaine a atterri mercredi soir à l'aéroport de Nantes. Il doit, comme les deux précédents, acheminer au Tchad une cargaison de matériels militaires américains et français, notamment des camions de transport de troupes de type Acmat 4 x 4, de fabrication française. Par ailleurs, deux bataillons de l'armée tchadienne qui étaient en formation au Zaïre, à l'école de commando de Kotakoli, ont été mis à la disposition du haut-commandement des FANT et sont prêts à rejoindre N'Djamena.

Le nouveau raid libyen au sud du 16e parallèle pose la question de savoir si le gouvernement français va de nouveau réagir. D'autres objectifs libyens sont, depuis longtemps, programmés par les militaires français, qui attendent le « feu vert » du pouvoir politique. Les risques d'une escalade du conflit sont accrus. A cet égard, l'insistance avec laquelle le colonel Kadhafi sollicite une réaction soviétique est de mauvais augure. Si Moscou n'a, apparemment, pas l'intention d'intervenir directement dans ce conflit, il peut, en revanche, alimenter la logistique de l'armée libyenne. De ce point de vue, les pertes en matériels enregistrées depuis quelques semaines par les troupes libyennes doivent être relativisées.

Il se confirme, en outre, que le matériel militaire saisi par les FANT à Fada est *« considérable »*. Si les Tchadiens ne semblent pas en mesure d'utiliser les chars lourds soviétiques récupérés à cette occasion, en revanche six avions Marchetti SF-260, (dont trois sont en état de voler), un nombre très important de missiles, d'armes antiaériennes et antichars, ainsi qu'une station radar en parfait état de marche ont été saisis. Les combats pour la prise de Fada ont été, indique-t-on de source autorisée, d'une rare violence, les troupes libyennes ayant été exterminées, à l'exception de plusieurs dizaines de prisonniers. C'est à dessein que vingt-deux d'entre eux exhibés, mardi, à N'Djamena, étaient de race blanche, la volonté du gouvernement du président Hissène Habré étant d'apporter une nouvelle preuve de l'implication directe de Tripoli dans les combats du Tchad.

Cette démonstration s'adresse aux pays africains, notamment à l'Algérie et au Congo, qui ont toujours été réticents à mettre en cause le colonel Kadhafi. Selon des sources françaises autorisées, le président Hissène Habré n'a pas su profiter du succès de ses troupes à Fada, qualifié de *« grande victoire »* par M. Giraud. Il est urgent, estime-t-on, que M. Habré se livre à une offensive à la fois diplomatique et médiatique pour montrer que, face à l'« envahisseur » libyen, le gouvernement légitime du Tchad est en train de reconquérir l'intégrité de son territoire. Il s'agit de « faire basculer » un certain nombre de chefs d'Etat du continent noir qui, en privé, dénoncent volontiers le colonel Kadhafi, mais se gardent de le faire publiquement, notamment au sein de l'OUA (Organisation de l'unité africaine).

LAURENT ZECCHINI.

Le Martel : un missile entièrement autonome

C'est la première fois depuis son entrée en service dans les escadres françaises, à partir de 1973, que le missile antiradar Martel a été utilisé en opérations par des avions d'attaque Jaguar de l'armée de l'air contre le terrain militaire de Ouadi-Doum.

Depuis le premier raid des Jaguar, en février 1986, qui avaient endommagé la piste de la base en lâchant des bombes BAP-100 pour en détruire le béton d'envol, l'aérodrome militaire de Ouadi-Doum avait été remis en état après plusieurs mois de travaux du génie libyen. Cettte piste, longue de 3800 mètres, accueille, outre des hélicoptères d'attaque du type MI-24, des avions modernes à réaction, comme des Mig-23 et des Tupolev-22, ainsi que de lourds appareils de transport militaire. La base de Ouadi-Doum est défendue par des batteries de missiles sol-air (du modèle SAM soviétique ou Crotale français) et par des canons antiaériens sur affût.

La riposte française du mercredi 7 janvier s'est voulue limitée, c'est-à-dire qu'elle s'en est pris aux installations de détection aérienne de la base, plus précisément au radar de veille installé à proximité de la piste de Ouadi-Doum pour déceler les incursions adverses. Ce radar de veille, de fabrication française, est distinct des radars de tir et de précision propres aux batteries antiaériennes. Le premier fonctionne en permanence et, donc, il est très indiscret puisqu'il émet en continu des rayonnements électromagnétiques. Les seconds, qui reçoivent leurs informations du radar de veille, ne sont en marche que par intermittence.

Escortés d'intercepteurs Mirage F-1, guidés par un avion de patrouille Breguet-Atlantique de l'aéronavale et ravitaillés en vol par des C-135, les Jaguar ont lancé, contre le radar de veille, des missiles air-sol Martel conçus spécialement par la société Matra pour ce genre d'opérations antiradars. A l'origine, le Martel, qui est de conception franco-britannique, est utilisé dans l'armée de l'air française sur des avions (comme le Jaguar ou le Mirage III-E) qui se dirigeraient en avant-garde sur un adversaire pour l'aveugler, en détruisant ses antennes de radra, et permettre, ainsi, le passage ultérieur des avions de bombardement.

Interdit à l'exportation (sauf pour une version dérivée, baptisée Armat, qui a été acquise par l'Irak), le Martel a été le premier missile, de son temps, qui permette à un avion d'attaquer un objectif ponctuel en demeurant hors de portée de ses défenses. C'est le système dit *« Fire and Forget »* (tire et oublie) : grâce à son autodirecteur passif (pour la version française) ou à sa télécommande par image de télévision (pour la version britannique), le Martel, une fois tiré par l'avion porteur, se dirige automatiquement vers la source d'émission que constitue l'antenne du radar à détruire. La portée du Martel est de 30 kilomètres, s'il est lancé à très basse altitude, et de moins de 100 kilomètres s'il est largué à haute altitude. Le missile étant entièrement autonome, l'avion peut alors dégager immédiatement après le tir.

Après l'attaque des Jaguar, on estime que les Libyens pourraient réparer leur installation dans les deux mois qui viennent ou la remplacer temporairement par des radars montés sur camion.

● **GABON : le premier ministre reconduit.** – Le président gabonais, M. Omar Bongo, a reconduit, mercredi 7 janvier, M. Léon Mébiame à la tête du gouvernement. Le premier ministre avait remis, lundi, la démission du gouvernement. Le nouveau cabinet comprend quarante-cinq membres contre cinquante-sept précédemment, mais aucune personnalité de premier plan n'est écartée. – *(AFP.)*

● **OUGANDA : complot déjoué contre le président Museveni.** – La police de Kampala a annoncé, mercredi 7 janvier, qu'elle avait déjoué un complot visant à renverser le chef de l'Etat, M. Yoweri Museveni. Douze personnes, qui participaient à une *« réunion subversive »* à Kikaaya Hill, localité située à 11 kilomètres au nord-est de Kampala, ont été arrêtées. Plusieurs personnalités importantes sont impliquées dans ce complot, affirme-t-on à Kampala de source policière. – *(Reuter.)*

Diplomatie

L'entrée en vigueur de l'Acte unique européen est retardée par un recours individuel en Irlande

L'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, qui doit modifier dans un sens plus communautaire les règles de fonctionnement de la CEE, est retardée par des difficultés juridiques de dernière minute survenues en Irlande, a-t-on appris mercredi 7 décembre à Bruxelles. Il aurait normalement dû, après sa ratification par les différents Parlements nationaux, entrer en application le 1er janvier.

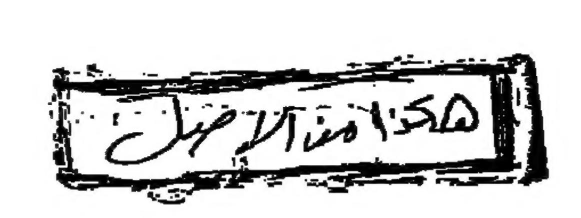
A Dublin, la dernière phase de sa mise en œuvre – le dépôt des instruments de ratification – est en effet retardé par le recours qu'un particulier a formé devant la Haute Cour irlandaise. Celle-ci doit statuer le 12 janvier ; si ce recours est rejeté, l'Acte unique entrera immédiatement en application, indique-t-on dans les milieux communautaires.

Le Parlement européen, d'autre part, fera le 19 janvier sa traditionnelle entrée d'hiver, pour une session particulièrement importante, puisque, outre le contentieux budgétaire qui n'a toujours pas trouvé de solution, il devra notamment entendre M. Tindemans lui présenter le programme de la présidence belge du Conseil européen – présidence que Bruxelles exerce depuis le début de l'année pour six mois – et désigner un nouveau président pour l'Assemblée de Strasbourg, le mandat de M. Pflimlin étant venu à expiration (il avait été élu en juillet 1984 pour la moitié de la législature). Pour l'instant, seules semblent se dessiner la candidature d'un élu socialiste espagnol et celle d'un conservateur britannique, mais d'autres postulants devraient se déclarer dans les prochains jours.

Pour la deuxième fois

M. Chirac annule un voyage officiel au Canada

Ottawa *(AFP)*. – M. Jacques Chirac a avisé, le mercredi 8 janvier, son homologue canadien, M. Brian Mulroney, que la visite qu'il devait faire, du 15 au 17 janvier au Canada *« devra être, de nouveau, remise à plus tard en raison des difficultés intérieures »* en France, a annoncé le bureau du premier ministre canadien. Ce voyage avait été reporté une première fois, fin septembre 1986, en raison de la vague d'attentats en France. Cette fois-ci, la détérioration du climat social en France est à l'origine de l'annulation de la visite de M. Chirac.



Asie

AFGHANISTAN : les ouvertures de Moscou

Guerre de propagande et guerre tout court

Washington a accueilli avec prudence la proposition de calendrier de retrait des troupes soviétiques émise par Moscou à l'issue de la visite de M. Chevardnadze à Kaboul. D'autre part, tandis que Pékin réclamait de nouveau la fin de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, le Pakistan a mis en garde Kaboul contre les violations répétées de ses frontières.

MOSCOU
de notre correspondant

MM. Chevardnadze et Dobrynine, respectivement ministre des affaires étrangères et chef du département international du comité central, sont rentrés, mercredi 7 janvier, à Moscou, après une visite de deux jours à Kaboul. Dans une interview accordée avant son retour à l'agence afghane Bakhtar et que publie ce jeudi la *Pravda*, M. Chevardnadze affirme que *« le retrait des troupes soviétiques est à portée de la main »*. Le ministre des affaires étrangères emploie une expression qui signifie littéralement en russe que l'événement n'est pas *« au-delà des montagnes »* et qu'on utilise habituellement pour désigner une action toute proche.

M. Chevardnadze estime également qu'*« un règlement politique n'est pas une perspective éloignée, mais une réalité d'aujourd'hui »*. Dans une autre partie de cette interview, le ministre des affaires étrangères répète cependant que le départ des soldats soviétiques *« dépend en premier lieu de l'arrêt de l'ingérence étrangère et des garanties de non-renouvellement de cette ingérence »*. Si on comprend bien le propos du chef de la diplomatie soviétique, la paix est donc toute proche si... l'adversaire cesse de se battre.

On admirera à la fois l'habileté de la formulation et sa totale ambiguïté. L'URSS et son allié afghan multiplient les gestes spectaculaires et les paroles généreuses, mais rien ne vient étayer sur le terrain leur *« volonté de paix »*. Il y a eu successivement en octobre le « show », devant les correspondants occidentaux, du rapatriement de six régiments. Ces huit mille hommes sur les cent quinze mille que compte le corps expéditionnaire auraient déjà été partiellement remplacés... Puis le nouveau numéro un afghan, M. Najibullah, a proposé au début de l'année un cessez-le-feu de six mois à compter du 15 janvier. Les combats n'ont pas pour autant diminué d'intensité.

MM. Chevardnadze et Dobrynine sont allés à Kaboul pour donner plus d'éclat à cette proposition de cessez-le-feu assortie du côté afghan d'un nouvel appel à la *« réconciliation nationale »*. La guerre de propagande continue donc parallèlement à la guerre tout court.

Moscou et Kaboul cherchent visiblement à se montrer sous leur jour le plus favorable à l'approche de deux rendez-vous diplomatiques importants : la réunion à la mi-janvier, à Koweït, de la conférence des chefs d'Etat islamique, et la reprise, le 11 février, à Genève, des pourparlers « indirects » entre l'Afghanistan et le Pakistan sous l'égide des Nations unies.

Parler de cessez-le-feu, de réconciliation nationale et de retrait des troupes soviétiques ne peut, dans ce contexte, pas faire de mal. Le message s'adresse tout particulièrement au Pakistan et à l'Iran, les deux principales bases arrière de la résistance, que M. Chevardnadze met, pour la première fois dans cette interview, sur le même plan. Jadis, l'Iran était mieux traitée par les Soviétiques, qui évitaient de présenter explicitement le pays de l'imam Khomeiny comme un soutien de la guérilla.

Des « cow-boys »

M. Chevardnadze considère comme une *« vérité évidente »* que *« le Pakistan et l'Iran sont vitalement intéressés à l'existence d'un Etat* [l'Afghanistan] *voisin, ami, non aligné et indépendant »*. Le chef de la diplomatie soviétique remarque, à juste titre, qu'on ne choisit pas ses voisins. Il évite cependant de préciser ce qu'il entend par *« non aligné »*. On sait que Cuba est souvent présenté par Moscou comme un modèle de non-alignement.

M. Chevardnadze déclarait, mardi, à Kaboul, que *« l'année qui commence peut et doit donner naissance à des relations inédites entre l'Afghanistan et tous ses voisins »*. L'art de la diplomatie soviétique consiste à présenter inlassablement comme autant de nouveautés des propos apaisants tenus pratiquement dès le premier jour de l'intervention il y a sept ans. M. Chevardnadze y ajoute une note personnelle d'humour quand il traite les résistants afghans de *« cow-boys »* utilisés sans vergogne comme des figurants par l'administration américaine pour un mauvais *« western néo-globaliste »*. Ce dernier terme implique une volonté américaine d'intervenir *« globalement »* sur tous les points de la planète. Là encore, de nouveaux mots recouvrent les vieux concepts. On peut en effet remplacer sans difficulté *« néo-globaliste »* par *« impérialiste »* en n'altérant en rien le sens général du propos.

DOMINIQUE DHOMBRES.

CHINE : la contestation étudiante

M. Deng Xiaoping aurait personnellement ordonné la reprise en main

La reprise en main face à la contestation étudiante en Chine, à la fin du mois de décembre, aurait été décidée à l'initiative personnelle de M. Deng Xiaoping, selon de bonnes sources chinoises. M. Deng aurait adressé le 29 décembre, alors que les manifestations en faveur de la démocratie, parties de plusieurs villes de province, avaient gagné Pékin, une note de quatre lignes à l'intention des responsables de la police leur fournissant les instructions suivantes : *« Durcissez un peu le ton ; montrez plus de fermeté ; indiquez clairement la démarcation entre le positif et le négatif ; renseignez-vous sur les étudiants afin de les comprendre. »*

A la suite de cette directive, la presse officielle chinoise, qui avait ignoré les manifestations en faveur de la démocratie qui ont lieu depuis le début du mois de décembre, a adopté un ton nettement plus ferme à l'égard des contestataires. Le 1er janvier, les forces de l'ordre interpellaient une trentaine d'étudiants venus sur la place Tiananmen manifester en faveur de la démocratie en dépit de l'interdit officiellement décrété. Selon ces mêmes informations, c'est le vice-premier ministre Li Peng qui, saisi de l'affaire par plusieurs hautes personnalités du monde universitaire, et jugeant que la police était allée trop loin, aurait lui-même ordonné la mise en liberté des étudiants, tandis que se poursuivait une manifestation nocturne de contestataires exigeant la libération de leurs camarades.

En février 1979, déjà, M. Deng Xiaoping avait personnellement ordonné la reprise en main et l'arrestation de dissidents et contestataires, lorsque le mouvement du Printemps de Pékin en était arrivé à remettre publiquement en question l'autorité du Parti communiste. Curieusement, mais sans qu'on puisse à ce stade y voir autre chose qu'une coïncidence, ces deux reprises en main ont précédé de quelques jours une aggravation notable de la tension militaire sur la frontière entre la Chine et le Vietnam. Les premières arrestations de dissidents en 1979 avaient eu lieu peu avant l'invasion par les troupes chinoises des régions frontalières vietnamiennes.

Selon des sources chinoises informées, la contestation étudiante de ces dernières semaines, qui semble à présent retomber, avait touché au moins cent cinquante universités et établissements d'enseignement en Chine, affectant la totalité des provinces du pays, à l'exception du Tibet et du Qinghai (ouest). Des manifestations ont été signalées fin décembre dans le Nord-Est, la dernière région à être touchée par la fièvre contestataire. – *(AFP, Reuter.)*

La tension sino-vietnamienne

Pékin et Hanoï se rejettent la responsabilité des combats sur la frontière

La tension semble persister sur la frontière sino-vietnamienne l'agence Chine nouvelle ayant fait état de combats, mercredi 7 janvier, dans la région de Laoshan (Yunnan), alors que Hanoï a affirmé qu'ils avaient lieu dans la région, voisine mais vietnamienne, de Vi-Xuyên. Au bilan vietnamien de cinq cents soldats chinois tués lundi, premier jour des combats, Pékin a opposé celui de deux cents soldats vietnamiens tués le même jour.

On ignore toujours lequel des deux pays est à l'origine de ces incidents, apparemment les plus graves depuis avril 1984. L'agence de presse vietnamienne a affirmé, mercredi, que l'armée chinoise s'apprêtait à lancer de nouvelles attaques alors qu'à Pékin, de source diplomatique occidentale, on ne s'attendait pas, ce jeudi, à une escalade du conflit.

La Chine n'a jamais caché qu'elle continuerait d'exercer une pression sur cette frontière tant que le Vietnam ne mettrait pas fin à son occupation militaire du Cambodge. Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang l'a redit en novembre 1986 et le prince Sihanouk, chef de la résistance khmère, a de nouveau affirmé en avoir obtenu l'assurance, lundi, avant de quitter Pékin pour la Roumanie.

Ces affrontements coïncident, d'ailleurs, avec une visite du général Yang Dezhi, chef d'état-major de l'armée chinoise, en Thaïlande, où il doit évoquer, avec ses interlocuteurs thaïlandais, le problème de la coordination de l'aide chinoise à la résistance cambodgienne.

La Chine est le principal pourvoyeur en armes de la résistance cambodgienne, notamment de la faction des Khmers rouges, la plus active en territoire khmer. Les Khmers rouges viennent de revendiquer une nouvelle attaque à la roquette – non confirmée de source indépendante – contre l'aéroport de Pochentong, à la lisière de Phnom-Penh. Ils avaient déjà tiré plusieurs roquettes en avril contre Pochentong, sans faire de victimes.

La diplomatie chinoise a engagé un processus de normalisation avec Moscou, les Etats de l'Europe de l'Est et même le Laos, qui a reçu, en décembre, la visite d'un vice-ministre chinois des affaires étrangères. Mais elle n'a pas fait le moindre geste en direction du Vietnam qui, depuis un an et jusqu'aux combats de lundi, avait mis fin à ses critiques publiques de Pékin. L'impossibilité de savoir qui a pris l'initiative de ces nouveaux affrontements sur la frontière sino-vietnamienne ne doit pas occulter la détermination de Pékin à obtenir un retrait militaire vietnamien du Cambodge.

J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

M. Duarte adresse une mise en garde à l'extrême droite

San-Salvador. – Le chef de l'Etat, M. Napoleon Duarte, a adressé mercredi 7 janvier une sévère mise en garde à l'extrême droite salvadorienne, en affirmant que *« le poids de la loi s'abattra sur tous ceux qui appellent à des actes de sédition »*. M. Duarte a affirmé que, *« élu par le peuple, il n'abandonnera ses fonctions de président que si le peuple en décide démocratiquement »*.

Il a ajouté : *« Ceux qui adoptent des positions qui les placent en marge de la loi et se convertissent de la sorte en factieux recevront le châtiment que la loi a édicté pour les guérilleros. »* L'avertissement était adressé aux dirigeants du Mouvement d'action nationale (MAN) et de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), deux formations d'extrême droite qui, ainsi que les chefs d'entreprise, s'opposent au paiement des nouveaux impôts décidés par le gouvernement.

Le chef d'état-major des forces armées, le général Adolfo Blandon, a, pour sa part, réagi mercredi aux rumeurs de coup d'Etat militaire qui circulent actuellement en affirmant que l'armée *« ne se prêtera pas à une situation qui mettrait en danger le processus démocratique »*. – *(AFP.)*

Nicaragua

Manifestation antisandiniste à Masaya

Managua. – Environ deux cents personnes ont manifesté sans incident mercredi 7 janvier à Monimbo, un quartier de la ville de Masaya, au sud de Managua, afin de réclamer la fin de la *« dictature sandiniste »*.

La manifestation était organisée par la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN), qui réunit trois petits partis politiques d'opposition, deux centrales syndicales et le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP, patronat). Il s'agissait d'honorer la mémoire de l'ancien directeur du journal *la Prensa*, devenu le principal quotidien d'opposition au régime sandiniste et fermé depuis juin par les autorités. La mort de Pedro Joaquin Chamorro, assassiné il y a neuf ans par des hommes de main du dictateur Anastasio Somoza, avait précipité l'insurrection générale qui avait porté au pouvoir les sandinistes, le 21 juillet 1979.

Dans un discours, l'un des dirigeants de la CDN, Mme Azucena Ferrey, a affirmé que *« la dictature sandiniste est encore plus violente »* que celle du général Somoza. C'est la première fois que la CDN se manifeste depuis les élections générales de 1984, auxquelles elle avait refusé de participer en arguant de l'absence de *« garanties suffisantes »* pour un processus démocratique. – *(AFP.)*

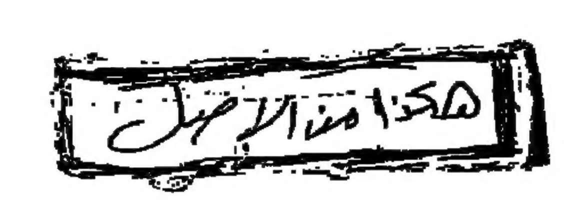
Des envoyés spéciaux de M. Reagan en « mission diplomatique »

MM. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, et Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan ont rencontré à Miami le ministre des affaires étrangères du Costa-Rica, M. Rodrigo Madrigal, et un représentant du gouvernement du Guatemala. De bonne source, on indique que ces entretiens « secrets » ont pour objectif la recherche d'une nouvelle « ouverture » diplomatique permettant une relance du dialogue avec les dirigeants sandinistes. – *(AP).*

Pérou

Attentats à Lima

Les bureaux de la Banque mondiale à Lima, ainsi que ceux de l'ONU et des lignes américaines Eastern ont été endommagés par l'explosion d'une charge de dynamite dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 janvier. Il n'y a pas de victimes. – *(AFP.)*



Proche-Orient

LIBAN : Le sort des otages

La France « attendait mieux » de l'Iran, déclare M. Raimond

La France *« attend mieux »* de l'Iran dans le processus de normalisation avec Téhéran qui doit conduire à la libération des otages français du Liban, a déclaré mercredi 7 janvier à Paris le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Interrogé sur Radio-Monte-Carlo, M. Raimond a déclaré : *« Lorsqu'il y a eu la libération de M. Cornéa, nous attendions mieux. J'ai écrit à mon collègue iranien, M. Ali Akbar Velayati, pour lui dire que nous attendions mieux et que la politique de confiance que nous menons avec l'Iran sur un plan général devrait permettre d'aboutir plus vite sur cette affaire des Français détenus au Liban »*, sur laquelle la politique de *« normalisation »* entreprise avec Téhéran *« peut avoir indirectement des retombées »*.

En réponse à une question, le chef de la diplomatie française a expliqué que la seule libération d'Aurel Cornéa à la Noël était *« sans doute une des raisons pour lesquelles* [la France] *n'a pas explicitement remercié l'Iran »* à cette occasion. Téhéran, a-t-il cependant ajouté, *« a certainement joué un rôle »* dans la libération.

« Rien ne permet de dire que le processus que nous avons engagé [avec Téhéran] *n'ira pas à son terme »*, a poursuivi M. Raimond, qui a dit *« partager en partie »* l'espoir exprimé à Beyrouth par Mme Eliane Fontaine d'une prochaine remise en liberté de son mari.

La femme du diplomate français retenu en otage au Liban depuis presque deux ans a quitté Beyrouth mercredi avec un message destiné au gouvernement français.

Avant de regagner Paris, elle a dit nourrir l'espoir d'un dénouement rapide de l'affaire. Elle était arrivée à Beyrouth il y a une semaine pour passer le Nouvel An à proximité de son mari et tenter d'obtenir sa libération. Mardi, Mme Fontaine avait rencontré Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, chef spirituel du Hezbollah (Parti de Dieu) pro-iranien, Cheikh Mohammed Mehdi Chamseddine, vice-président du Conseil supérieur chiite, et le chargé d'affaires iranien Mohamed Nourani.

Aux journalistes qui lui ont demandé si elle avait eu des contacts avec les ravisseurs de son mari, elle a répondu ne pouvoir révéler leur identité, ajoutant : *« Tout ce que j'ai à dire sera dit au gouvernement français. »*

Un Boeing détruit lors d'un pilonnage de l'aéroport de Beyrouth

L'attentat à la voiture piégée auquel a échappé mercredi matin l'ancien président libanais, M. Camille Chamoun, a fait six morts et trente blessés, selon un bilan définitif recueilli auprès des hôpitaux. Aucune indication n'a encore été fournie sur les auteurs présumés de l'attentat qui a fait monter d'un cran la tension à Beyrouth. Ce jeudi matin 8 janvier, l'aéroport de la capitale libanaise a fait l'objet d'un pilonnage. Une dizaine d'obus y ont explosé, dont trois ont atteint un Boeing 737 des Middle East Airlines, qui, touché de plein fouet, a pris feu. Il n'y avait pas de passagers à bord. L'état d'alerte a été aussitôt proclamé dans l'aéroport et les voyageurs ont été transférés dans des abris.

Mercredi soir, l'Organisation des opprimés sur terre, qui a revendiqué en mai 1985 une série d'enlèvements de juifs libanais, a menacé d'exécuter les trois derniers otages juifs qu'elle affirme détenir. Dans un communiqué adressé aux journaux libanais *Al Safir* et *Al Nahar*, cette organisation affirme qu'elle exécutera les trois *« agents du Mossad »* qu'elle détient, *« si les actions terroristes d'Israël et de ses agents se poursuivent au Liban-sud et dans la Bekaa-ouest »*.

Au Liban-sud, deux soldats de l'armée du Liban-sud (ALS) ont été tués et trois autres blessés mercredi à la suite d'une attaque d'un de leurs avant-postes dans la région de Djezzine. Les soldats de l'ALS ont pu repousser deux vagues d'assaut lancées par des dizaines de combattants du Hezbollah, avec un appui massif de mortiers et d'artillerie.

Mise en garde israélienne

L'armée israélienne a perdu *« l'illusion qu'on peut éradiquer le terrorisme au Liban »*, a déclaré mercredi le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, lors d'une conférence publique à Jérusalem, centrée sur les rapports entre les forces chrétiennes au Liban et l'OLP. M. Rabin a estimé qu'au Liban, *« l'incroyable est toujours vrai »*. *« Qui aurait supposé un jour que le port de Jounieh serve de voie d'accès principale aux forces de l'OLP ? Qui aurait imaginé qu'un jour l'artillerie des Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) appuie les Palestiniens lorsque la milice chiite Amal attaque le camp de Chatila ? »*, s'est exclamé le ministre de la défense. Son collègue, M. Moshé Arens, avait, la veille, mis en garde les forces chrétiennes au Liban contre toute coopération avec l'OLP en affirmant que *« les forces chrétiennes sont en train de scier la branche sur laquelle elles sont assises »*. — *(AFP-Reuter.)*

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'article de notre correspondant à Jérusalem sur la situation au sud du Liban (*le Monde* du 7 janvier), une faute de frappe a introduit une erreur en ce qui concerne les effectifs de l'Armée du Liban sud (ALS) : elle compte 2 500 hommes et non pas 25 000 hommes.

La guerre du Golfe

Le bombardement d'un dépôt irakien d'armes chimiques aurait fait plusieurs centaines de victimes

Des centaines de soldats irakiens auraient été tués ou blessés cette semaine lors du bombardement par l'Iran d'un dépôt d'armes chimiques en Irak. C'est du moins ce qu'a affirmé, mercredi 7 janvier, Radio-Téhéran, précisant que le raid de l'aviation iranienne avait eu lieu lundi dernier sur la rive ouest du Chatt-el-Arab, la voie d'eau séparant les deux pays. A la suite de l'explosion, un nuage de gaz toxiques s'est formé; ses émanations se sont propagées sur un rayon de 3 kilomètres carrés, atteignant la rive est du fleuve et contaminant à leur tour une vingtaine de soldats iraniens.

Cette information — non confirmée à Bagdad — intervient à un moment où l'Iran dénonce de façon répétée l'utilisation de gaz toxiques par l'Irak et menace d'avoir, à son tour, recours aux armes chimiques. Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU et publiée mercredi à New-York, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, demande aux Nations unies de mener une enquête sur les dernières attaques irakiennes aux gaz toxiques et d'interdire à Bagdad l'utilisation de telles armes. Faute de quoi, menace M. Velayati, l'Iran *« se considérera autorisé à engager toute mesure préventive au titre de légitime défense »*.

Le ministre n'a pas précisé la nature de ces mesures, mais les responsables iraniens, dans le passé, ont déjà indiqué qu'ils pourraient eux aussi se lancer dans la guerre chimique. Selon Téhéran, la dernière attaque irakienne aux gaz toxiques remonte au 31 décembre : les forces de Bagdad auraient procédé à un bombardement au gaz moutarde contre des concentrations de troupes iraniennes le long du front, faisant une vingtaine de morts.

Les dirigeants iraniens poursuivent, d'autre part, leur campagne contre la tenue à Koweït, à partir du 26 janvier prochain, du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). L'argument avancé est toujours le même : le Koweït, selon Téhéran, est un pays trop partial dans la guerre du Golfe pour pouvoir accueillir le sommet. Le directeur du ministère iranien pour les affaires étrangères, M. Mohamed Hussein Lavassani, en visite à Bahrein, a indiqué mercredi que Téhéran venait de dépêcher des émissaires dans les quarante-six pays membres de l'OCI pour les convaincre de choisir un autre lieu que Koweït pour le sommet. M. Lavassani a été un peu au-delà de la pression diplomatique, laissant entendre que la *« grande offensive iranienne »* — celle qui doit abattre le régime irakien — pourrait se dérouler à n'importe quel moment (sous-entendu : pendant le sommet de l'OCI) et avoir des retombées sur certains *« voisins de l'Irak »* (sous-entendu : le Koweït).

Cette question a été au centre des entretiens que le roi Hussein de Jordanie a eus mercredi à Bagdad avec le président Saddam Hussein.

Quelques heures avant son départ pour l'Irak, le souverain avait reçu à Amman M. Richard Murphy, sous-secrétaire d'Etat américain chargé du Proche-Orient, qui entamait une tournée dans la région. — *(AFP, AP, Reuter.)*

● **IRAN : deux Américains détenus au secret.** — Le département d'Etat a annoncé mercredi 7 janvier que deux Américains étaient détenus en Iran sans avoir encore pu recevoir la visite des diplomates suisses qui représentent les intérêts des Etats-Unis à Téhéran. L'un est un ingénieur âgé de trente ans, M. John Pattis, arrêté en juin dernier et accusé d'espionnage et de fraude ; le second, dont l'identité n'a pas été révélée, est détenu depuis octobre 1984 sous l'inculpation de trafic de devises. — *(AFP.)*

KOWEIT

Deux condamnations à mort

Koweït *(Reuter)*. — La Cour de sûreté de l'Etat a condamné à mort, le mercredi 7 janvier, (nos dernières éditions datées 8 janvier) deux hommes reconnus coupables d'avoir pris part à des attentats à la bombe en août 1985 contre deux restaurants du front de mer à Koweït, qui firent dix morts et plus de quatre-vingts blessés. Un troisième accusé a été condamné à la prison à perpétuité, un quatrième à trois ans et un cinquième acquitté. La responsabilité des attentats avait été revendiquée à Beyrouth par un groupe s'intitulant *« Organisation des brigades révolutionnaires arabes »*.

Près d'un Israélien sur dix serait candidat à l'émigration

Jérusalem. — Près d'un Israélien sur dix se déclare candidat à l'émigration, soit une progression de 70 % en moins de trois ans, selon l'institut de sondage Pori, dont le quotidien indépendant *Haaretz* a publié les résultats d'une enquête le mercredi 7 janvier.

Neuf pour cent des Israéliens interrogés en décembre ont indiqué qu'ils émigreraient *« certainement »* ou *« probablement »* à l'avenir. En mars 1984, ils n'étaient que 5,3 % à émettre un semblable avis, et 7,7 % en août 1985.

La population d'Israël atteint actuellement 4,3 millions de personnes, dont 3,55 millions de juifs. — *(AFP.)*

● **ÉGYPTE-ISRAËL : l'affaire de Taba.** — Un détachement de dix hommes de la Force multinationale et d'observateurs au Sinaï (FMO) a pris ses quartiers, mercredi 7 janvier, sur la plage de Taba, territoire de 1 kilomètre carré en bordure de la mer Rouge et dont la souveraineté est revendiquée à la fois par l'Egypte et par Israël. L'entrée de la FMO à Taba était prévue par les accords conclus entre Israël et l'Egypte. *(AFP.)*

Amériques

ÉTATS-UNIS

La Maison Blanche serait intervenue pour expurger le premier rapport d'enquête du Sénat sur l'« Irangate »

Les escarmouches ont continué, mercredi 7 janvier, au Congrès entre démocrates et républicains à propos de « l'affaire iranienne ». Comme les jours précédents, c'est le rapport d'enquête de la commission du renseignement du Sénat qui a été au centre de la controverse. Le nouveau président démocrate de la commission, M. David Boren, a accusé le gouvernement d'avoir suggéré des corrections, concernant notamment le rôle d'Israël, au texte établi par les sénateurs.

Selon M. Boren, le document aurait été expurgé d'un compte rendu de cinq pages relatant un entretien qui s'est déroulé en juillet 1985 entre le vice-président Bush et M. Amiram Nir, un proche conseiller du premier ministre israélien de l'époque, M. Shimon Pérès. Un porte-parole de M. Bush a précisé que les deux hommes s'étaient contentés d'évoquer les livraisons d'armes secrètes à l'Iran, mais absolument pas un éventuel détournement d'une partie des sommes payées par Téhéran au profit des antisandinistes.

Un autre passage aurait été expurgé du rapport. Il s'agirait d'une lettre envoyée par M. Pérès au président américain à un moment — la date n'a pas été communiquée — où M. Reagan se serait montré déçu par le manque de résultats de cette politique secrète. M. Pérès aurait exhorté M. Reagan à *« ne pas abandonner et à être patient »*.

« Il était inopportun que des représentants de la Maison Blanche assistent à la dernière révision du texte » de la commission, a déclaré le sénateur Boren. A quoi le porte-parole de la Maison Blanche a répliqué, de façon assez peu convaincante, que les corrections apportées étaient destinées à protéger les *« sources »* et les *« méthodes »* des services de renseignement du gouvernement.

La Maison Blanche a contre-attaqué, mercredi, sur un autre terrain en chargeant une fois de plus le lieutenant-colonel North, transformé depuis le début de l'affaire en bouc émissaire. Dans des confidences au *New York Times*, plusieurs responsables de la Maison Blanche ont indiqué que l'officier avait falsifié le document qu'il avait établi sur la chronologie de l'affaire. Cette falsification aurait eu pour objet d'insinuer que les ventes d'armes à l'Iran avaient reçu l'approbation préalable de M. Reagan.

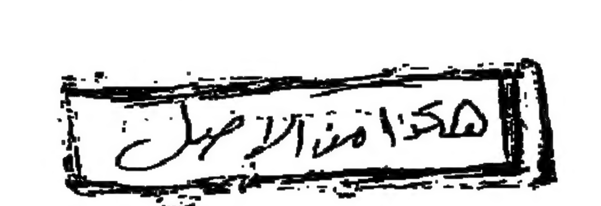
Le point de vue officiel affirmé depuis le début du scandale est que M. Reagan n'avait pas approuvé ces ventes secrètes avant janvier 1986, date à laquelle il a signé un ordre non rendu public les autorisant.

Un autre aspect de l'affaire vient d'être mis en lumière par de récentes déclarations du secrétaire à la défense, M. Weinberger, rapportées par le *Wall Street Journal*. M. Weinberger admettrait aujourd'hui que l'armée américaine aurait improprement facturé à un prix inférieur au prix normal les armes cédées par le Pentagone à la CIA et qui on été ensuite vendues — à un prix notablement plus élevé — à Téhéran. Dans de précédentes déclarations, M. Weinberger avait toujours présenté le rôle du Pentagone dans cette affaire comme celui d'un honnête gardien d'arsenal, ignorant tout d'un détournement de fonds provenant de ces ventes d'armes au profit des « contras ».

La facture présentée à la CIA par le Pentagone se serait élevée à 12 millions de dollars pour la livraison de deux mille missiles antitank. Au même moment, le lieutenant-colonel North négociait la fourniture de ces mêmes armes pour un montant de 30 millions de dollars. Où est passée la différence ? M. Weinberger, pour sa part, vient de répéter qu'il n'est pas sûr que les « contras » nicaraguayens en aient effectivement perçu une partie.

Un sénateur cité par le *Wall Street Journal* au sujet de cet écart de prix a déclaré : *« Ou bien il y a eu une erreur ou bien quelqu'un leur a dit d'abaisser le prix. »*

M. L.



Politique

M. Barre à « L'heure de vérité »

M. Raymond Barre qui était, le mercredi 7 janvier, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, a conforté le gouvernement dans son refus de remettre en cause la politique salariale dans le secteur public, mais il l'a incité à faire davantage de place au *« nécessaire dialogue »*. Interrogé par Alain Duhamel, Albert du Roy et Catherine Nay, l'ancien premier ministre, sous l'œil attentif et bienveillant de M. Pierre Méhaignerie, membre du gouvernement et président du CDS, s'est voulu à la fois loyal à l'égard de la majorité, mais aussi différent de celle-ci, au-delà et au-dessus des partis.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a commenté jeudi sur Europe 1, la prestation de l'ancien premier ministre, en affirmant : *« Il me semble que (...) M. Barre (...) n'est pas chirs*quien » dans son analyse des conflits sociaux. M. Jospin, en revanche, se déclare toujours en désaccord avec M. Barre quand celui-ci juge que les fonctionnaires sont des *« nantis »*, car, dit le député de Haute-Garonne, *« le droit au travail inscrit dans la Constitution ne peut pas devenir un privilège »*. *« C'est une approche,* a continué M. Jospin, *que jamais le monde salarial ne pourra accepter. »*

Quant à l'*« overdose »* de réformes de société décelée par M. Barre, le premier secrétaire du PS juge que, *« dans les projets du gouvernement, ce n'est pas seulement leur accumulation qui est en cause, c'est leur nocivité intrinsèque »*.

Enfin, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, qui présentait mercredi ses vœux à la presse en tant que secrétaire général du Parti républicain, a mis en garde l'UDF : *« Personne ne doit courir le risque de voir apparaître, au fil de l'année 1987, deux UDF : une qui s'écarterait progressivement du gouvernement en le critiquant ; une autre, l'UDF loyale, qui le soutiendrait et qui respecterait ainsi le pacte de 1986 »*, a-t-il déclaré. *« On ne demande pas à l'UDF,* a précisé M. Léotard, *de soutenir l'éventuel gouvernement d'après 1988 (hypothétique), mais l'actuel gouvernement de 1987 (réel), parce qu'il n'y en a pas d'autres possible pendant un an et demi (...) et que, s'il échoue, l'alternative ne sera pas libérale, mais socialiste. »*

« Je ne suis pas de ceux qui trahissent leur camp »

« Il ne serait pas convenable que je me régalasse, mais on serait surpris que je m'étonnasse et déconcerté que je me déjugeasse... » C'est en ces termes empruntés au dessinateur Jacques Faizant que M. Raymond Barre a défini *« son état d'esprit »* au seuil de cette nouvelle année 1987. Participant, le mercredi 7 janvier, à l'émission politique d'Antenne 2 « L'heure de vérité », l'ancien premier ministre, après dix mois de quasi-mutisme médiatique, a constamment manifesté sa volonté de *« parler sérieusement des problèmes de la France »* sans tomber *« au niveau microcosmique et microcosmien »* des questions de personne.

De même a-t-il voulu s'efforcer de ne pas mettre *« des bâtons dans les roues »* au gouvernement, jugeant qu'il pouvait aujourd'hui se dispenser de renouveller ses griefs vis-à-vis de la cohabitation et s'interdisant quant à l'avenir de cette expérience de *« lire dans le marc de café »*. *« Je ne suis pas d'accord avec l'expérience actuelle*, s'est-il simplement borné à répéter, *pour des raisons qui tiennent aux institutions. Mais pour le reste, je suis avec les hommes avec qui je me suis battu dans l'opposition. »*

Soulignant que depuis le 2 avril 1986 pas une voix barriste n'a manqué au Parlement pour soutenir le gouvernement, le député du Rhône a réaffirmé que ses amis et lui entendent conserver *« cette attitude de loyauté »*. *« Je ne suis pas de ceux qui trahissent leur camp, qui manœuvrent contre leur camp*, a-t-il insisté. *Si je n'étais pas content de la majorité, j'irai chez les socialistes ou dans un autre parti... Il faut laisser cette expérience se dérouler dans sa pureté de cristal. Je ne veux en aucun cas mériter même une minute une une imputation de responsabilité dans l'échec de cette expérience... »*

Pour l'heure M. Barre se dit être dans la position du *« non-candidat »*, le *« problème »* de l'élection présidentielle n'étant selon lui *« pas actuel »*. Son principe ? Se décider toujours *« le moment venu »* car c'est *« quand le moment est venu que l'heure est arrivée... »* Pour l'heure précisément, M. Barre préfère se référer au célèbre vers de la non moins célèbre fable de Jean de la Fontaine *le Lièvre et la Tortue.*

« Rien ne sert de courir, il faut arriver à point... », un vers que M. Barre juge *« très caractéristique »* et qu'il interprète politiquement de cette façon : *« Il y a beaucoup de lièvres aujourd'hui, laissez-moi être la tortue... Le lièvre dit : je vais partir, je vais gagner. La tortue dit : je n'en sais rien, je porte ma maison sur le dos... »* Pour le moment aussi, M. Barre préfère revendiquer toujours sa liberté, en *« abandonnant la vision étroite de la gauche et de la droite »*, en se laissant la faculté d'être quand il l'estime nécessaire *« aux antipodes »* du RPR, des socialistes, des démocrates chrétiens, voire même des barristes...

Invité à commenter les sujets d'actualité, M. Barre constate qu'en matière de réformes sociales et de société, les Français ont actuellement *« un sentiment d'overdose »* qui était presque inévitable selon lui. *« Dites-vous bien que le gouvernement a peu de temps devant lui et qu'il est bien obligé de chercher à faire un certain nombre de choses. »*

Concernant les conflits sociaux du moment et particulièrement dans le secteur public, il donne raison au gouvernement *« d'être très vigilant en matière salariale »* mais rappelle que *« la fermeté ne doit pas laisser de côté les possibilités de dialogue »*.

Pour résoudre ces conflits sociaux à la SNCF et chez d'autres catégories du secteur public, l'ancien premier ministre avance trois principes : ne pas agir dans tous ces secteurs *« de façon uniforme »*, *« débloquer progressivement »* des systèmes d'organisation internes qui relèvent de *« l'organisation taylorienne »* et s'avèrent donc *« archaïques »*. Enfin *« ne pas raisonner sur les seuls salaires »*, mais aussi sur les conditions de travail, tout en n'oubliant pas que les fonctionnaires *« nantis »* de la garantie de l'emploi *« peuvent accepter certains sacrifices pour éviter qu'une débandade économique générale ne se retourne contre tout le monde... »*

En toute hypothèse, il estime que le président de la République qu'il qualiifie de *« chef de l'opposition »*, n'aurait pas dû recevoir, au fort de Bregançon, des cheminots grévistes.

Quant à la situation économique, M. Barre ne fait pas preuve d'optimisme, même si globalement, le gouvernement semble aller *« dans une voie très largement satisfaisante »*, la conjoncture 1987 lui apparaît plutôt *« grise »*.

En tout état de cause, il juge que *« les conseilleurs ne sont pas les payeurs »*, que la *« situation est assez difficile pour que le gouvernement puisse arrêter sa stratégie et la suive. »* A cet égard, l'attitude de *« Monsieur le président de la République,* lui paraît peu conforme : *« Aujourd'hui quand vous entendez le président de la République parler de la lutte contre l'inflation, je me souviens dans les années 1976-1981 qu'il avait une manière de conseiller de lutter contre l'inflation qui conduisait à des conséquences tout à fait différentes. »*

Sa conclusion sur ce point : *« les problèmes de cœur, n'en parlez pas trop, car c'est un peu médiatique de porter son cœur en écharpe. Rodrigue as-tu du cœur ? Moi quand on me dit cela, j'ai tendance au contraire à me rétracter. »* Enfin, ce comportement de M. Mitterrand le confirme dans l'idée que le chef de l'Etat se trouve *« dans une situation incontournable »*. C'est *« heureux pour la fonction »*, il *« ne le blame pas »*, mais cela finit de prouver toute la difficulté de la position du premier ministre de la cohabitation.

Aurait-t-il préconisé d'autres solutions économiques ? Deux à son avis devraient être primordiales : *« Un effort plus grand en faveur de l'investissement des entreprises »* et la mise en œuvre *« d'un plan complet de réformes fiscales »*. L'impôt sur les grandes fortunes ? Il ne l'aurait pas fait disparaître *« bille en tête »* sans concevoir une réforme d'ensemble de l'impôt sur le patrimoine.

Les prisons privées ? Le gardiennage doit rester de la compétence de l'Etat. La retraite à soixante ans ? Il est contre *« cette mesure de progrès social à crédit »*. Le code de nationalité ? Un sujet « aussi délicat » ne doit pas être *« traité en termes d'enjeu électoral »* et de renouveler sa proposition de création *« d'une commission composée d'hommes et de femmes unanimement acceptés et respectés par toutes les tendances de l'opinion, y compris le Front national »*. Un président pour l'Europe ? Le plus urgent serait de parvenir rapidement à une confédération européenne.

La réduction du mandat présidentiel ? Ce n'est pas *« la panacée universelle »*, le danger étant *« que ceux qui veulent cinq ans ne se rendent pas compte que cela nous conduit au régime présidentiel »*. L'homme de l'année 1986 ? Jean-Paul II. Raymond Barre a-t-il changé ? Ce sont *« les mentalités des commentateurs qui ont évolué... »* Lui soutient qu'avoir *« le cerveau gaullien et le cœur démocrate-chrétien »* compose *« son équation personnelle »*.

La tortue des antipodes...

« A l'œuvre, on juge l'artisan... » (les Frelons et les Mouches à miel).

M. Barre, qui connaît ses classiques, avait le choix, pour se camper dans l'univers animalier du bon Jean de La Fontaine, entre plusieurs caractères de tortue.

L'ancien premier ministre eût pu évoquer, au moment où il était interrogé sur ses qualités de cœur, la serviable tortue racontée dans *le Corbeau, la Gazelle, la Tortue et le Rat.* Mais cette référence-là eût risqué de prêter à confusion. La Fontaine y exalte, en effet, les vertus de la solidarité pratiquée par ces animaux, qui *« vivaient ensemble, unis »*, dans la *« douce société (...) d'une demeure aux humains inconnue » ;* quand arrive un méchant chasseur, la brave tortue se sacrifie jusqu'à mettre en péril sa propre carapace, afin de secourir l'un de ses compagnons en détresse. Toute comparaison avec la situation de féroce concurrence, qui prévaut actuellement au sein de la famille majoritaire, eût assurément été déplacée. Qui eût envisagé M. Barre dans un rôle aussi altruiste ?

Il était également exclu que M. Barre fît référence à la malheureuse vedette de *la Tortue et les Deux Canards*, cette tortue *« à la tête légère, qui, lasse de son trou, voulut voir le pays »*, loua pour la circonstance les services de deux canards afin de parcourir les airs, accrochée par la gueule à un bâton, et, dans l'aventure, trouva stupidement la mort à cause d'un bavardage intempestif... On sait que M. Barre est plutôt avare de ses paroles.

Sans conteste, la charge parabolique que recèle *le Lièvre et la Tortue* est plus appropriée. Elle confirme que la participation du « non-candidat » Barre à la course présidentielle n'est pas... une fable. Ce dont personne, au demeurant, ne doutait. Comme la tortue obstinée, M. Barre *« se hâte avec lenteur »* vers son objectif élyséen.

Cette bonne référence est même encore plus juste que M. Barre ne le dit lui-même lorsqu'il se borne à rappeler que *« rien ne sert de courir ; il faut partir à point »*. Car dans cette fable de La Fontaine, c'est bien la tortue qui lance un défi au lièvre ! Et si le lièvre perd le pari, c'est parce qu'*« il croit qu'il y va de son honneur de partir tard »*.

Or on imagine mal que le premier des lièvres concernés aujourd'hui par la succession éventuelle de M. Mitterrand, laisse longtemps la tortue barriste *« aller son train de sénateur »*. M. Chirac n'est pas lièvre à *« brouter »* quand on le défie.

On est fondé à penser que, tortue ou pas, M. Barre ne choisit pas la voie la plus rectiligne quand il prévoit de cheminer des antipodes du socialisme... à ceux du RPR selon les aléas du parcours, ce qui ne lui laisse pas nécessairement un terrain de manœuvres aisé.

Il y a ainsi, chez La Fontaine, des histoires de carapace qui renvoient à... *« la peau de l'ours »*

A. R.

Parts de marché et commerce extérieur

M. Raymond Barre assure que si la France avait conservé les parts de marché qu'elle détenait en 1980, l'excédent de sa balance commerciale serait actuellement de 100 milliards de francs. En fait, si les parts de marché de la France ont connu une progression jusqu'en 1979, elles se sont détériorées à partir de ce moment, passant par rapport à l'ensemble des pays exportateurs de 5,6 % à 4,9 % en 1985. Cette tendance a été particulièrement sensible pour les produits manufacturés, les parts de marché de la France diminuant dans ces secteurs de près de deux points par rapport à ses principaux concurrents industriels, toujours à partir de 1979. Il est bien difficile cependant de calculer la perte en valeu de ce recul sur les marchés extérieurs, bien d'autres paramètres devant être pris en compte pour définir le solde de la balance commerciale. Mais sans doute l'ancien premier ministre voulait-il simplement indiquer un ordre de grandeur somme toute plausible.

En prenant cet exemple, M. Barre n'a fait qu'exprimer, en définition, une vérité somme tout assez banale, puisque tout le problème de la France pour équilibrer ses échanges réside dans sa capacité à vendre à l'étranger et à ralentir la pénétration sur son marché intérieur.

F. S.

Œcuménique

LE pari peut être considéré comme gagné. Malgré dix mois de diète médiatique, M. Barre a réussi à tempérer son gros appétit pour les phrases assassines, les rappels douloureux, les observations suffisantes et les prédictions contrariantes. Qu'il ait pu ainsi se dispenser, au cours de cette « Heure de vérité », de distiller leurs quatre vérités à tous et à chacun relève incontestablement, chez lui, d'un bel effort : l'éléphant s'est promené sans dommage dans le magasin de porcelaines.

Le député du Rhône a en fait accompli mercredi soir une triple performance. Montrer qu'il pouvait parler différemment et gouverner un jour autrement sans jamais faillir à la stricte observance de la solidarité avec la majorité du moment. Dire agréablement au gouvernement des vérités désagréables. Enfin, preuve que cet homme a l'art de faire de la politique tout en jurant qu'il n'en fait pas, réussir à multiplier les clins d'œil tous azimuts : aux démocrates-chrétiens, lorsqu'il insiste sur l'indispensable conscience sociale qu'exige l'action libérale du gouvernement ; aux gaullistes, quand il parle effort et rassemblement ; au Front national, quand il exige sa participation à une réflexion sur le code de la nationalité ; aux socialistes, lorsqu'il rappelle qu'il fut l'un des premiers à approuver leur rétablissement économique de 1983 et loue l'action de MM. Bérégovoy, Delebarre et Auroux ; à la CGT enfin, qu'à la différence de M. Chirac il se garde bien de dénoncer.

M. Barre est donc un « non-candidat » à l'élection présidentielle qui, quoiqu'il s'en défende, a déjà un pied en campagne. Avec, pour toute étiquette, le mot *« libre » ;* pour programme, le mot *« confiance »,* et pour ambition, la réconciliation nationale, au centre.

Personne évidemment ne peut croire que son jugement sur l'expérience de la cohabitation a changé d'un iota, qu'il est prêt à retirer ne serait-ce qu'une virgule à ses déclarations d'avant le 16 mars. Sur le fond, son analyse n'a pas changé, même s'il accepte de faire quelques concessions sur la forme, admettant en somme qu'en politique toute vérité n'est pas toujours bonne à dire. Au risque d'apparaître trop *« microcosmique ou microcosmien »,* on peut aisément expliquer cette prudence et cette habileté.

M. Barre peut considérer aujourd'hui qu'il n'est pas de son intérêt de « tirer sur l'ambulance » gouvernementale, qu'il est inutile de mettre des bâtons dans les roues du char d'un gouvernement qui se trouve selon lui d'ores et déjà dans l'ornière. M. Barre a toujours pensé qu'il fallait laisser MM. Chirac et Mitterrand *« vivre et... mourir ensemble »*.

Mais, surtout, M. Barre veut à tout prix éviter maintenant de jouer, selon son expression, *« dans la main de M. Mitterrand »,* sachant pertinemment que toute dissension au sein de la majorité fournirait la meilleure planche de salut au président de la République sortant. Pour prouver d'ailleurs qu'il ne se trompe point d'adversaire, M. Barre ne ménage plus guère M. Mitterrand, qui n'est encore et toujours pour lui que *« le chef de l'opposition à l'Elysée »*.

Si l'on peut donc parler d'une adhésion plus forcée que volontaire à la politique gouvernementale et à la plate-forme majoritaire, M. Barre prend le risque de voir se refermer le piège de la solidarité gouvernementale. Son « parler vrai » lui avait permis d'être distingué par les Français. Qu'adviendra-t-il si, politique oblige, M. Barre se décide cette année à ne plus parler... vraiment ?

DANIEL CARTON.

Une politique fiscale différente

IL faut un grand talent politique pour donner l'impression qu'on soutient l'action du gouvernement, en même temps qu'on déclare ouvertement que si les guides du pouvoir vous étaient remises, la politique menée serait différente. Sur des points essentiels, en tout cas.

S'il approuve la libération des prix qu'il avait lui-même très largement conduite de 1978 au début de 1981, s'il se déclare d'accord avec les principes de privatisation, sinon exactement avec leurs modalités, l'ancien premier ministre mènerait une stratégie fiscale et budgétaire très sensiblement différente de celle qui a été retenue par MM. Chirac, Balladur et Juppé.

M. Barre n'a jamais caché son hostilité à des baisses importantes d'impôts. Pour au moins deux raisons. La première est l'existence d'un déficit budgétaire relativement important qu'il est nécessaire de réduire en priorité, ne serait-ce que pour mettre fin aux ponctions importantes qu'opère l'Etat sur le marché obligataire. En finançant le déficit public, le Trésor enlève en effet au secteur privé une partie de l'épargne dont il a besoin et entretient des taux élevés.

Deuxième raison : s'il est partisan de faire des économies sur les dépenses publiques, l'ancien premier ministre sait que certaines coupes, certaines compressions budgétaires, provoquent souvent en retour des demandes de crédit supplémentaires. Cette philosophie était celle de l'ancien directeur du budget, M. Jean Choussat, qui se défiait des décisions trop draconiennes. Supprimer des dizaines de milliers d'emplois en un ou deux ans, c'est s'exposer, disait-il, à en recréer le double un peu plus tard pour faire cesser une grève ou satisfaire des revendications préélectorales.

M. Barre se souvient quant à lui, d'un certain programme de Blois qui lui avait été imposé par son entourage en 1978. Il pourrait arriver aussi que la conjoncture se dégrade, rétrécissant l'assiette de l'impôt et ajoutant aux pertes de recettes provoquées par la réduction des taux.

Un dirigeant responsable doit se ménager des marges de manœuvre. En 1987, celles-ci auraient été utilisées, de l'aveu même de l'ancien premier ministre, pour augmenter les crédits alloués à l'éducation nationale. Les manifestations de lycéens et d'étudiants sont passées par-là. Il faut bien maintenant en tenir compte.

Mais il est d'autres raisons qui nourrissent la méfiance de M. Barre. Ce qui sera fait cette année pour réduire les impôts bénéficiera trop peu, selon lui, aux entreprises et donc trop aux particuliers.

Un système sur la tête

Trop peu aux entreprises, dont la situation financière reste fragile par rapport aux bilans des firmes étrangères, et cela malgré l'amélioration enregistrées ces deux dernières années en France. M. Barre aurait choisi de réduire davantage la taxe professionnelle, de même qu'il aurait à nouveau institué un système d'encouragement spécifique à l'investissement, souple, optionnel, et pour une assez longue durée.

S'il approuve la baisse de l'impôt sur les sociétés, l'ancien premier ministre estime en effet — quoique les chiffres ne le prouvent pas de façon indiscutable, sauf vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon — que la France a pris un retard grave sur les pays industrialisés en matière d'investissements.

En ce qui concerne la fiscalité des particuliers, le député de Lyon estime que les mesures retenues dans le budget de 1987 aggravent notre système, *« qui marche maintenant sur la tête »*. L'impôt sur le revenu, du fait de l'exonération d'un très grand nombre de contribuables — onze millions de foyers fiscaux sur vingt-trois — est trop concentré sur les classes moyennes, celles-là mêmes qu'il s'agirait d'encourager à prendre des initiatives, à travailler davantage, bref à gagner plus d'argent. Cette concentration de l'imposition est nettement plus forte qu'à l'étranger, où la plus grande partie des contribuables paie là-bas un impôt sur le revenu.

Sans le dire aussi clairement, l'ancien premier ministre était hostile et à l'exonération totale de deux millions de contribuables supplémentaires, comme il a été décidé pour cette année, et à la baisse de la part de l'impôt sur le revenu dans le total des recettes fiscales.

Ce faisant, M. Barre rappelle que, pendant quinze ans, la France s'est efforcée de réduire ses taux de TVA parce qu'ils sont nettement plus élevés qu'à l'étranger et parce qu'il faudra bien un jour les harmoniser dans le cadre de la Communauté économique européenne, mais aussi parce que des taux élevés de taxe à la valeur ajoutée pèsent sur les prix et entretiennent l'inflation.

Enfin — et ce n'est pas le moindre des reproches adressés à la politique budgétaire actuelle, — une réforme de la fiscalité ne doit pas être faite de pièces et de morceaux, mais procéder d'une vision d'ensemble. M. Barre a insisté sur la nécessité de réformer la fiscalité des patrimoines, devenue trop lourde, notant au passage qu'il n'aurait pas supprimé *« bille en tête »,* comme l'a fait M. Balladur, l'impôt sur les grandes fortunes, même si celui-ci était un mauvais impôt.

A ces critiques, le député de Lyon aurait pu ajouter la fiscalité mobilière, qui, à coups de retouches d'apparence anodine, transforme peu à peu le barème progressif de l'impôt sur le revenu — fondement de notre système fiscal — en une série de taux forfaitaires.

De façon plus générale, on comprend que M. Barre n'approuve pas tous les choix budgétaires et fiscaux opérés par l'actuel gouvernement. S'il était élu président de la République en 1988 — hypothèse d'école, bien entendu, — son premier ministre et son ministre des finances auraient à supporter le poids des promesses faites l'année dernière par l'équipe actuellement au pouvoir. Des promesses qui, déjà, amputent de quelque 40 milliards de francs les recettes budgétaires de 1988.

ALAIN VERNHOLES.

Politique

Au conseil des ministres

M. Balladur recommande la sagesse en matière salariale

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 7 janvier sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses délibérations, le communiqué suivant a été publié.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation économique en 1986 et les perspectives économiques pour 1987.

I. – Le ministre d'Etat a rappelé la stratégie économique du gouvernement et commenté les premiers résultats de l'année 1986.

La stratégie économique du gouvernement s'articule autour de trois objectifs majeurs étroitement liés :

– annuler l'écart de hausse des prix avec nos principaux partenaires ;

– rejoindre, grâce à ce recul de la hausse des prix et au dynamisme retrouvé des exportations et des investissements, le taux de croissance moyen des grands pays industrialisés ;

– faire en sorte que l'économie française redevienne créatrice d'emplois : c'est là l'objectif premier de la politique économique du gouvernement.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a mené en neuf mois une action en profondeur dans tous les domaines de l'économie. Un ensemble de mesures structurelles d'une ampleur qui n'a guère de précédent dans l'histoire économique et financière des grands pays industrialisés a été mis en œuvre conformément à trois grandes orientations : assainissement économique, budgétaire et financier, libéralisation de l'économie et développement de la démocratie économique.

Ces mesures ne produiront leur plein effet que progressivement. Toutefois, les premiers résultats obtenus en 1986 sont encourageants. Les principaux indicateurs économiques sont presque tous meilleurs en 1986 qu'en 1985. La croissance de la production et de l'investissement s'est accélérée. L'emploi salarié s'est stabilisé. La hausse des prix a été réduite de moitié. La balance des paiements courants aura dégagé un excédent substantiel.

II. – Cet effort de redressement doit être poursuivi en 1987. Les incertitudes pesant sur l'environnement international rendent encore plus indispensable la stratégie de retour à la compétitivité des entreprises, dont la sagesse en matière de salaires est l'élément essentiel. Seule cette compétitivité accrue permettra d'améliorer les échanges commerciaux et les exportations. Seule elle permettra aux entreprises d'augmenter leur croissance et de créer des emplois.

Tel est l'enjeu : parvenir à une amélioration durable qui profite en tout premier lieu aux plus défavorisés, c'est-à-dire aux chômeurs.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation,

– M. JACQUES CAMPET, administrateur civil, est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes ;

– M. JEAN-CLAUDE AUROUSSEAU, conseiller référendaire, est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes ;

– M. JEAN-LOUIS CHARTIER, conseiller référendaire, est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes ;

– M. ANDRÉ RAMOFF, conseiller référendaire, est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes ;

– M. GABRIEL MIGNOT, conseiller référendaire, est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes ;

– M. JEAN-LOUIS ROUVIN, conseiller référendaire, est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes ;

– M. PIERRE VERBRUGGHE, préfet, est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes *(lire page 10)*.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

– M. JEAN-FRANÇOIS THERY, conseiller d'Etat, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat ;

– M. MICHEL GENTOT, conseiller d'Etat, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat ;

– M. JACQUES DELMAS-MARSALET, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat ;

– Mme MARIE-EVE AUBIN, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommée conseiller d'Etat.

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

– M. IVAN BARBOT, préfet, commissaire de la République du département du Var, est nommé préfet hors cadre, directeur de la police nationale ;

– M. PAUL CHAMBRAUD, préfet, commissaire de la République du département de l'Aisne, est nommé commissaire de la République du département de l'Essonne.

Sur proposition du ministre délégué chargé des P et T,

– M. RENÉ LIMAT, inspecteur général des postes et télécommunications, est nommé directeur des services « courrier » à la direction générale de la poste ;

– M. DON JACQUES LUCIANI, chef de service régional des postes, est nommé directeur des services financiers à la direction générale de la poste ;

– M. JEAN PICHON, inspecteur général des postes et télécommunications, est nommé directeur du réseau à la direction générale de la poste ;

– M. FERNAND VIEILLEDENT, inspecteur général des postes et télécommunications, est nommé directeur financier à la direction générale de la poste.

En outre, sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal de la commune de Nozay (Essonne).

La préparation du congrès du PS

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 7 janvier, a enregistré le dépôt des contributions – notamment celles émanant des courants constitués du PS – préparatoires au congrès de Lille (*le Monde* du 8 janvier), les dirigeants du courant A (mitterrandistes) sont parvenus à un accord avec M. Jean Poperen, numéro deux du PS et membre de ce courant, qui a signé la contribution mitterrandiste. M. Poperen voulait faire adopter la notion de « pacte de croissance », plus précise que celle de compromis social, que refusaient la plupart des autres dirigeants mitterrandistes, premier secrétaire en tête, ainsi que M. Laurent Fabius, qui avait qualifié cette notion de grosse « *machinerie* » inutile. La formulation médiane finalement retenue ne reprend pas la notion de « pacte de croissance » conclu à l'échelon national, mais intègre certains éléments de ce « pacte ».

M. Pierre Mauroy, lors d'un déjeuner de presse réuni le même jour, a précisé qu'il souhaite soit une motion unique – ce qui n'est pas, reconnaît-il, sans inconvénients, car une telle motion repose rarement sur une réelle unanimité – soit la reconstitution d'un grand courant majoritaire, composé des A (mitterrandistes) et des B (mauroyistes). M. Mauroy souhaite également une direction du PS qui exerce « *plus d'autorité* ». Dans sa contribution, dont nous publions ci-dessous des extraits, M. Jean-Pierre Chevènement demande le dépassement, dès le congrès de Lille, des anciens courants du PS.

Les dirigeants mitterrandistes, pour leur part, ont dû, au surplus, intervenir dans la querelle qui ravage leur courant dans les Bouches-du-Rhône. Après de longues discussions, parfois orageuses, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des fédérations, a convaincu les « defferistes » et surtout les « pezetistes » de ne pas déposer chacun leur contribution.

Il s'agissait d'éviter que M. Michel Pezet, homme fort de la fédération, ne dépose au congrès une motion qui lui aurait permis, compte tenu du poids de la fédération des Bouches-du-Rhône, de représenter à lui seul plus de 5 % du parti.

On indiquait, jeudi, à la direction nationale du PS, que M. Pezet n'ayant pas déposé de contribution avant l'heure limite, une motion pezetiste est désormais exclue. En contrepartie, M. Pezet devrait voir reconnaître, d'une manière ou d'une autre, son poids exact dans l'appareil fédéral. A plus long terme, il s'agit, indique-t-on à Paris, de faire rentrer progressivement la fédération des Bouches-du-Rhône dans le « droit commun » socialiste. Il serait toutefois illusoire de penser que l'accord conclu mercredi ait fait disparaître les problèmes, qui demeurent entiers.

La « nouvelle frontière » de M. Chevènement

La contribution de Socialisme et République estime que le congrès de Lille est l'occasion d'« *offrir au pays une perspective neuve, une nouvelle frontière* », condition pour le PS d'un « *nouveau départ* », qui suppose « *une dynamique nouvelle, un nouvel Epinay* ».

Selon les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, le PS ne doit pas se borner à « *sacraliser sa pratique gouvernementale des années 1984-1986 et (...)* [à s'enfermer] *dans un discours exclusivement gestionnaire* ». « *Il ne nous appartient pas*, continue le texte, *d'inventer le* « socialisme libéral », *cette impossible union des contraires (...). Le socialisme (...) ne peut, sans se renier, cesser d'être républicain. C'est-à-dire de travailler continûment à la transformation sociale, vers plus de liberté, d'égalité et de fraternité réelles. Pourquoi aller camper sur le terrain de l'adversaire ? La droite, elle, ne nous concède jamais rien.* »

Le texte de l'ex-CERES souligne que « *la réponse libérale au défi de la guerre économique est (...) une réponse réactionnaire* », car, par son action en matière d'industrie, de recherche, de formation, d'éducation, « *le gouvernement de la droite (...) tourne le dos à l'avenir* ». « *Le mal qui ronge notre pays et notre démocratie*, continue le texte, *est d'abord (...) la fascination du déclin (...). La vraie ligne de clivage sépare aujourd'hui en France ceux qui croient en l'avenir du pays et de la démocratie et ceux qui n'y croient plus et, comme souvent dans notre histoire, cherchent ailleurs des solutions.* »

« Nouvelles règles du jeu »

La contribution souligne la nécessité de choisir « *la voie de l'effort* », le socialisme doit cultiver « *la rigueur, l'exigence, la compétence professionnelle, le goût de la création et du travail bien fait* ».

Afin de gagner « *le combat pour l'emploi et la croissance* », il faut « *la mise en place de nouvelles règles du jeu au niveau de l'économie mondiale* » et, au plan intérieur, « *le redressement de la compétitivité de notre appareil productif* », ce qui signifie « *travailler mieux* » afin d'« *élargir la base productive du pays* ». « *L'aménagement du travail est souhaitable pour permettre, avec l'accord des travailleurs, une meilleure utilisation des équipements.* » Il importe de « *bâtir une vaste alliance pour le progrès sur la base d'un projet mobilisateur* ».

La gauche doit, « *comme elle avait su le faire dans la Résistance (...), redonner un sens à l'histoire de France* ». Quant à l'Europe, le texte affirme : « *Comment ne pas voir (...) que l'élection d'un* « *président de l'Europe* » *au suffrage universel brouillerait encore un peu plus la perception du fonctionnement réel des institutions européennes et risquerait de poser un redoutable problème de légitimité ? (...) Une volonté européenne ne pourra légitimement résulter, longtemps encore, que de la convergence des volontés nationales démocratiquement exprimées.* » Les amis de M. Chevènement proposent notamment le lancement d'un « *Eurêka culturel* ».

Le PS, enfin, « *doit retrouver le fil de son projet, celui d'une démocratie responsable, d'une société solidaire, d'une France et d'une Europe indépendantes* ». Il est « *temps de dépasser (...) les clivages artificiels, les arrière-pensées tactiques et les courants* » du PS actuel. Mais il y a « *manière et manière* » : « *la référence de toutes les composantes du PS à la culture de gouvernement laisse (...) entière la question de savoir pour qui, pour quoi et comment* ».

A propos de l'élection présidentielle, le texte réaffirme que M. François Mitterrand « *est de toute évidence le mieux placé* » pour rassembler une majorité de progrès et « *dans l'état actuel* (...) *n'a pas de successeur* » ; que « *la vie elle-même* » se chargera éventuellement de lui en donner un, le PS sachant, « *je jour venu* (...) *le reconnaître* ».

Le parti doit « *avant tout compter sur lui-même* », car, « *au moment où certains se prononcent en faveur d'un rapprochement avec telle ou telle formation du centre* », le PS doit « *savoir clairement où il veut aller* » pour « *rassembler et éviter les dérives opportunistes* ».

Le texte refuse une évolution vers une « *fédération d'élus* » ou un parti démocrate à l'américaine. Il souhaite que le PS entretienne avec les syndicats « *des rapports aussi étroits que possible, dans le respect de l'indépendance mutuelle* », mais soit aussi en mesure, « *à travers un réseau d'associations diversifiées* », de « *prendre en compte les aspirations nouvelles de notre peuple* ».

Le texte conclut : « *L'intéêt de classe – référence traditionnelle du mouvement ouvrier – et l'intérêt national aujourd'hui se recoupent. Pour vaincre le libéralisme* (...) *dominant, il faut anticiper hardiment* » pour rassembler « *non pas sur la facilité mais sur la crête, non pas au centre, mais en avant* ».

Bouches-du-Rhône : Une nouvelle crise évitée de justesse

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Dès la rentrée, les instances nationales du PS avaient sérieusement commencé à s'inquiéter des luttes fratricides entre « defferristes » et « pezetistes ». Une première fois le 30 novembre à Créteil, à l'occasion d'une réunion du courant A (mitterrandiste), MM. Jospin et Debarge avaient incité les deux factions à trouver un accord à l'amiable. Sans succès. M. Pezet avait rejeté toutes solutions visant à une répartition des postes sur la base d'une représentation à la proportionnelle, d'ailleurs difficile à déterminer sans connaître le « corps électoral » du courant mitterrandiste dans le département.

Dès cette date, l'idée de contributions pezetistes et defferristes, pour le congrès national du PS, avait fait son chemin. Le 16 décembre, une nouvelle tentative de conciliation avait eu lieu sous la houlette de M. Debarge. Une deuxième fois vouée à l'échec. Quelques jours plus tard, les amis de l'ancien maire de Marseille élaboraient leur contribution intitulée « *pour un socialisme du possible* », qui affirmait la « *totale fidélité* » de ses auteurs au courant A. En tête des signataires, le député des Bouches-du-Rhône, M. Philippe Sanmarco, membre du comité directeur national, suivi de tous les responsables defferristes des organes dirigeants de la fédération, à l'exception du sénateur Mme Irma Rapuzzi (qui a déposé sa propre contribution).

Dans le même temps, Mme Edmonde Charles-Roux-Defferre prenait l'initiative d'un texte de soutien (qui finalement n'a pas été rendu public) à M. François Mitterrand, soumis à tous ceux qui se définissent comme les fidèles defferristes. « *Nous ne pouvons pas admettre*, précisait notamment ce texte, *une simple référence au président de la République qui ne serait qu'une clause de style tandis que d'autres candidatures seraient préparées activement.* »

L'allusion à l'attitude de M. Michel Pezet – recevant chaleureusement M. Michel Rocard lors d'une visite de celui-ci dans la région Provence-Côte d'Azur en novembre – était transparente : l'objectif des defferristes consistait à dénoncer le double jeu supposé de l'ancien premier secrétaire de la fédération.

Réplique de M. Pezet : un appel du secrétariat fédéral pour apporter « *un soutien massif à M. Mitterrand* ». M. Pezet ajoutait néanmoins que, si François Mitterrand était « *le meilleur candidat des socialistes* », en cas d'un renoncement de sa part « *Michel Rocard apparaîtrait le mieux à même de rallier le maximum de suffrages à l'intérieur du parti et dans la mouvance socialiste* ». Déclaration jugée « *inquiétante* » par les defferristes.

Ne pas aggraver les divisions

M. Sanmarco et ses amis se sont laissé convaincre *in extremis* mercredi, date limite du dépôt des contributions de ne rien entreprendre qui puisse aggraver les divisions dans les rangs mitterrandistes. « *Nous avons pris la décision*, nous a-t-il déclaré, *de ne pas déposer de contributions comme les responsables nationaux du courant A nous l'ont solennellement demandé en contrepartie de leur engagement à intervenir pour trouver une solution à l'amiable.* » M. Pezet a également renoncé à déposer une contribution qui, dans son cas, aurait pu se transformer plus tard en motion de congrès.

Les positions des deux camps apparaissent cependant difficiles à rapprocher. M. Pezet estime représenter 55 % des mandats de la fédération, et M. Sanmarco prétend se trouver à égalité de force avec ses adversaires au sein du courant A, qui dispose, empiriquement, depuis le congrès de Metz, en 1979, de 60 % des mandats. Les instances nationales envisagent une « opération vérité » au sujet des prises de cartes de la fédération (*le Monde* du 26 décembre). Avec 18 630 cartes, soit 12 % des mandats nationaux, les Bouches-du-Rhône font désormais figure, il est vrai, de fédération déstabilisatrice dans la compétition entre courants. M. Pezet, lui, s'oppose vigoureusement à une nouvelle révision des effectifs.

GUY PORTE.

Un député du Front national victime d'un canular

M. Jean-Claude Martinez, député (Front national) de l'Hérault, a été victime d'un canular du mensuel *Globe*, qui le raconte dans son numéro de janvier. Les journalistes de *Globe* avaient imaginé d'entrer en relation avec diverses personnalités en se présentant, selon les cas, comme émissaires du président de la République ou du premier ministre, pour leur proposer un poste ministériel. Outre M. Martinez, les écrivains Marguerite Duras, Pierre-Jean Rémy et Paul Guth, ainsi que M. Pierre Poujade, ancien dirigeant du mouvement de commerçants et d'artisans auquel il avait donné son nom, ont été, ainsi, approchés.

Selon la transcription de ses propos publiée par *Globe*, M. Martinez s'est montré disposé à entrer au gouvernement, quitte à « *mettre entre parenthèses* » son appartenance au Front national, mais, méfiant, il a demandé à un journaliste du *Quotidien de Paris* de se rendre, à sa place, au rendez-vous qui lui était fixé le 20 décembre. C'est ce quotidien qui, le 23 décembre, avait rendu publique l'aventure du député de l'Hérault sous le titre : « *A-t-on voulu kidnapper Jean-Claude Martinez ?* ». Ce dernier avait saisi de l'affaire M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité.

M. Pons : « La situation en Nouvelle-Calédonie s'améliore de jour en jour »

Présentant ses vœux à la presse, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, a précisé, le mercredi 7 janvier, que le conseil des ministres devrait en principe adopter dès le 28 janvier le texte du projet de loi en préparation sur l'organisation du prochain référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie. « *Ce référendum aura lieu fin juillet ou au plus tard au début du mois d'août 1987* », a-t-il affirmé. M. Pons envisage de retourner dans le territoire dès la fin du mois pour présenter lui-même aux Calédoniens ce projet, qui fixera la composition du corps électoral appelé à voter.

Selon le ministre, « *la situation en Nouvelle-Calédonie s'améliore de jour en jour, en ce qui concerne le développement économique, les créations d'emploi, la sécurité publique, les rapports du haut commissaire avec toutes les composantes de la communauté calédonienne* ». M. Pons minimise les conséquences de sa rupture avec les dirigeants du FLNKS à propos de la composition du corps électoral pour la prochaine consultation : « *Si certains ne veulent pas parler*, a-t-il dit, *nous parlerons avec d'autres. J'enregistre chaque jour des déclarations qui indiquent la volonté de dialogue du monde mélanésien. Le dialogue avec les Mélanésiens se développe chaque jour davantage.* »

Le ministre des DOM-TOM a souligné que la communauté canaque bénéficiait certes de « *droits historiques* », mais que ceux-ci ne pouvaient occulter les droits des autres communautés du territoire.

M. Pons a estimé, d'autre part, que la controverse suscitée au Parlement à propos de la notion de « *parité sociale globale* » inscrite dans la loi de programme relative au développement des DOM, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (promulguée au *Journal officiel* du 3 janvier) avait constitué une « *fausse querelle* ». Il a noté que le Conseil constitutionnel n'avait pas été saisi de ce texte par l'opposition, qui avait défendu le principe de l'« *égalité sociale* » entre la métropole et les DOM.

Evoquant les dégâts provoqués par deux récents cyclones dans l'île de Futuna, le ministre a indiqué qu'une « *mission de techniciens* » va se rendre sur place pour évaluer l'ensemble des travaux à réaliser pour les réparer.

Un nouveau maire à Montceau-les-Mines

M. Michel Thomas (RPR) a été élu, le lundi 5 janvier, maire de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) en remplacement de M. André Jarrot (RPR), démissionnaire. Conformément à ce qu'il avait annoncé lors de la campagne des élections législatives, puis sénatoriales, l'ancien ministre de la qualité de la vie de 1974 à 1976 s'est démis de son mandat de maire, qu'il détenait depuis 1965, une décision dictée, selon lui, par la « *sagesse* » en raison de son âge (soixante-dix-sept ans). M. Jarrot, qui a choisi, à la suite de son élection le 28 septembre, de siéger au palais du Luxembourg, après avoir retrouvé les bancs de l'Assemblée nationale, le 16 mars, demeure conseiller municipal de Montceau-les-Mines.

[Né le 10 mars 1928 au Havre (Seine-Maritime), M. Michel Thomas, médecin radiologue, est conseiller municipal de Montceau-les-Mines depuis 1965 et premier adjoint au maire depuis 1977. Conseiller général du canton de Montceau-les-Mines en 1967, il est battu, en 1973, par M. André Faivre (PC), lors de la séparation de la ville en deux cantons. Il siège au conseil régional de Bourgogne de 1973 à 1977.]

Société

La lutte contre le SIDA

Apparition du virus dans les milieux de la prostitution à Paris

Les résultats, encore non publiés, d'une étude médicale concluent pour la première fois à la diffusion du virus du SIDA dans les milieux de la prostitution parisienne féminine et masculine. Ce phénomène nouveau soulève dès aujourd'hui le problème de la conduite à tenir face au risque de contagion ainsi créé.

L'étude française a été menée à partir d'une collaboration établie entre l'Institut Alfred-Fournier, spécialisé dans les maladies sexuellement transmissibles, et un laboratoire privé d'analyses médicales du quartier de Pigalle (laboratoire de M. Georges Alm). *« Au total, nous avons étudié, avec toutes les garanties d'anonymat, cent trente-quatre prostituées opérant autour de Pigalle*, explique le docteur François Catalan, directeur du laboratoire de microbiologie (Centre national de référence pour les MST) de l'Institut Alfred-Fournier. *Il s'agit de prostituées ayant toutes plus de quarante partenaires par mois. Nous avons trouvé cinq femmes séropositives âgées de moins de vingt-huit ans. Toutes les séropositivités ont été confirmées. Deux des femmes concernées sont toxicomanes. Pour les trois autres, aucun élément ne nous a permis de retrouver les raisons expliquant la contamination par le virus. »*

Les cinq femmes ont été informées des résultats les concernant. Elles n'ont pas cessé leur activité professionnelle, ce qui pose un problème évident de santé publique. *« Il est impossible de chiffrer avec précision le risque de contamination lors d'un rapport sexuel avec une femme séropositive. On sait seulement que ce risque existe »*, explique le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur).

Plus inquiétants sont les résultats sérologiques obtenus par l'Institut Fournier et le laboratoire de M. Alm, sur un groupe d'une dizaine de travestis prostitués. Tous sont séropositifs.

En dépit des nombreux arguments épidémiologiques plaidant en faveur d'une transmission hétérosexuelle du virus, on ne dispose encore que de fort peu d'études documentées sur la diffusion du virus du SIDA dans les milieux de la prostitution des pays industrialisés. Les chiffres les plus alarmants concernaient jusqu'à présent le Kenya, où une enquête avait conclu à une très forte proportion de prostituées contaminées à Nairobi (*le Monde* du 14 février 1986). *« Dans toutes les enquêtes menées en Afrique, les prostituées ont dans n'importe quel environnement un niveau de séropositivité au moins trois ou quatre fois plus élevé que celui d'une population comparable*, nous déclarait il y a peu le docteur Jonathan Mann, responsable du programme SIDA à l'OMS. *Cela varie de 27 % à Kinshasa, jusqu'à près de 90 % pour des prostituées d'un niveau social très bas à Nairobi ou au Rwanda. »*

Des chiffres sous-estimés

Deux récentes études sur ce thème viennent d'être publiées, l'une dans *British Medical Journal*, l'autre dans le *The Lancet* (1). La première portent sur cent une prostituées danoises non toxicomanes âgées de dix-neuf à soixante ans et recrutées à partir d'annonces dans la presse de Copenhague. Aucune séropositivité n'a été retrouvée. La seconde étude a été faite auprès de quatre cent quarante-huit femmes prostituées âgées de dix-huit à soixante-deux ans, travaillant à Nurenburg (Allemagne fédérale), siège d'une importante base militaire américaine. Là encore, aucune confirmation de séropositivité n'a été obtenue, sans doute estiment les auteurs grâce à l'utilisation quasi systématique de préservatifs masculins.

Les résultats de l'étude française témoignent, pour la première fois, de la diffusion du virus dans les milieux de la prostitution parisienne. Les chiffres obtenus n'ont de toute évidence qu'une valeur indicative et sont sans doute sous-estimés puisqu'ils concernent un groupe de femmes qui se font volontairement suivre médicalement. Ces résultats soulèvent bien évidemment de graves questions auxquelles devront répondre les autorités sanitaires. Les femmes et les hommes concernés, parce qu'ils n'ont pas cessé leur activité professionnelle, constituent déjà depuis plusieurs mois un risque important de dissémination du virus dans des milieux qui n'étaient pas connus jusqu'à présent pour être à risques. *« Faut-il pour autant revenir aux maisons closes et aux contrôles sanitaires systématiques*, interroge un responsable français spécialisé dans la lutte contre le SIDA ? *Cela serait sans doute une démarche cohérente. Rien ne prouve pourtant qu'elle serait efficace, parce qu'elle aurait pour conséquence paradoxale de renforcer le caractère clandestin de la prostitution. Le vrai problème au fond, c'est celui posé par les clients. Ce sont eux qui, chez les prostituées non toxicomanes, sont à l'origine de la contamination. Il faut dorénavant que tout le monde sache que l'on prend un risque en ayant des rapports sexuels avec une femme ou un homme prostitué. »*

JEAN-YVES NAU.

(1) *The British Medical Journal*, vol. 293, nº 6560, 1986, *The Lancet*, 13 décembre 1986.

● **Campagne nationale d'information en Grande-Bretagne.** — Le gouvernement britannique devait lancer le 8 janvier une campagne nationale d'information sur le SIDA. A cette fin, des prospectus seront envoyés par la poste à vingt-trois millions de foyers. Le texte de ces opuscules, qui décrit de manière très explicite le danger des relations sexuelles sans protection, a fait l'objet de nombreuses critiques. Cette campagne de « mailing » s'accompagnera de la diffusion de spots publicitaires à la télévision, le tout devant coûter environ 20 millions de livres. — *(Reuter.)*

Le gouvernement zaïrois approuve les expérimentations sur l'homme

Trois semaines après l'annonce par le *New York Times* d'une expérimentation « vaccinale » menée au Zaïre par une équipe de chercheurs franco-zaïrois dirigée par les professeurs Lurhuma et Zagury (*le Monde* du 19 décembre), les autorités zaïroises ont décidé d'apporter publiquement leur caution à ces expériences. A la une du quotidien *Elima* du 6 janvier — qui reflète traditionnellement la position officielle du gouvernement zaïrois, — le conseil exécutif du Zaïre encourage en effet le professeur Lurhuma à poursuivre ses travaux : *« Le conseil exécutif, après avis du comité de lutte contre le SIDA vient*, précise le signataire de l'article, M. Kalombo Kitoto, *d'adresser des félicitations aux professeurs Lurhuma (clinique universitaire de Kinshasa), Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie) et Sallain (Institut national de recherche biologique) »* pour avoir mis au point une méthode permettant d'obtenir une réponse immunitaire après l'infection par le virus du SIDA. Le conseil exécutif assure ces chercheurs de *« tout son soutien »* et les encourage à poursuivre cette *« collaboration franco-zaïroise »* en vue de *« stimuler les défenses immunitaires des personnes atteintes. »*

L'article précise en outre que *« l'innocuité »* de cette méthode a été *« préalablement démontrée aussi bien par des expériences sur l'animal que par des tests sur cultures cellulaires »* et qu'elle a été *« confirmée depuis juillet 1986 sur un petit nombre de sujets tous volontaires »*. *« Dès que l'efficacité de ce traitement aura été démontrée »*, le conseil exécutif *« mettra tout en œuvre pour engager un essai clinique sur une plus grande échelle »*. *« Par respect pour les citoyens atteints de cette maladie*, précise le quotidien zaïrois, *et pour éviter tout faux espoir en annonçant de manière prématurée »* certains résultats, le conseil *« attendra la fin des travaux, l'analyse des résultats et l'avis d'une instance scientifique internationale avant de tirer des conclusions définitives et de les diffuser au grand public »*.

D'ici au 15 janvier, le conseil organisera une conférence de presse afin de riposter à l'attitude de la presse internationale, qui *« déforme systématiquement »* ce qui se fait au Zaïre, multipliant les *« campagnes de dénigrement »* à l'encontre des scientifiques du pays, qui, précise *Elima*, *« ont une certaine avance en matière de lutte contre le SIDA »*.

Fait intéressant, l'article se poursuit par une explication relativement précise de ce qu'est le SIDA, de la manière dont se transmet la maladie — *« un défi sérieux pour la communauté sanitaire internationale »*, — et regrette que les statistiques publiées par l'OMS *« reflètent mal l'incidence de la maladie dans le monde entier »*.

FRANCK NOUCHI.

L'affaire du Carrefour du développement

Un démenti du directeur de la DST

Dans un communiqué diffusé mercredi après-midi 7 janvier, vingt-quatre heures après la parution de l'enquête du *Monde* sur l'affaire du Carrefour du développement (nos éditions du 7 janvier), M. Bernard Gérard, directeur de la DST, assure qu'*« il dément formellement les propos qui lui ont été prêtés par un journal du soir »*. *« Il n'a fait au juge d'instruction*, ajoute ce communiqué, *aucune autre déclaration que celle enregistrée dans sa déposition. »*

Interrogé par l'AFP à la suite de ce communiqué, M. Gérard a précisé que son démenti *« valait pour l'ensemble des propos »* que nous lui avons attribués, *« aussi bien les prétendues déclarations faites hors procès-verbal devant le juge d'instruction que les prétendues déclarations faites au journal lui-même »*.

Le Monde du 7 janvier avait écrit que le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, était *« convaincu qu'en soulevant le « secret défense » à propos du « vrai faux » passeport remis par la DST à M. Chalier, M. Gérard se plie à la volonté de son ministre et cela d'autant plus que le directeur de la DST, entendu le 9 décembre, aurait alors confié de vive voix, hors procès-verbal, au juge d'instruction avoir agi, en cette affaire, sur ordre de M. Pasqua lui-même. Interrogé par* le Monde, *M. Gérard a cependant démenti cette information, tout en reconnaissant avoir expliqué au juge qu'il était « dépendant d'une hiérarchie »*.

[Une conversation hors procès-verbal entre MM. Michau et Gérard a bien eu lieu au siège de la DST, le 9 décembre 1986. Le directeur de la DST, qui a ensuite convoqué devant le juge son sous-directeur des services techniques, M. Jean-Pierre Brut, y a expliqué en substance qu'il n'avait pas agi et n'agissait pas sur sa seule initiative et qu'il relevait de l'autorité ministérielle de M. Pasqua. Joint, à deux reprises, au téléphone pendant la nuit du 5 au 6 janvier, le directeur de la DST, comme nous l'avons indiqué, a bien démenti le contenu de cette conversation informelle avec le juge, tout en nous précisant cependant avoir expliqué au juge qu'il était *« dépendant d'une hiérarchie »*. Dès le mardi après-midi 6 janvier, le ministre de l'intérieur avait demandé au directeur de la DST de démentir publiquement les propos que lui attribuait *le Monde*. Ce que M. Gérard a d'abord refusé, avant de s'y résigner, le lendemain. — G.M. et E.P.]

MM. Pasqua et Chalier se sont rencontrés après le 16 mars indique « Libération »

Selon le journal *Libération* du 8 janvier, M. Yves Chalier, principal accusé et principal accusateur dans l'affaire du Carrefour du développement, a rencontré M. Charles Pasqua peu de temps après la nomination de celui-ci au ministère de l'intérieur.

M. Chalier, écrivent Véronique Brocard et Michel Samson, *« avait déjà rencontré personnellement Charles Pasqua alors que celui-ci étrennait à peine ses habits neufs de ministre. Cette rencontre avait eu lieu à la fin du mois de mars ou au tout début du mois d'avril. Si c'était leur premier rendez-vous, ce n'était pas leur première conversation : quelque temps plus tôt, ils s'étaient déjà parlé au téléphone »*. *« Ces contats directs et indirects avec le ministre de l'intérieur donnent une arme très dangereuse à Yves Chalier dans la bataille qu'il mène désormais pour sa libération conditionnelle »*, conclut *Libération*.

Le ministre de l'intérieur demande des poursuites en diffamation

Dans un communiqué, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a demandé, mercredi 7 janvier, au ministre de la justice d'engager des poursuites en diffamation contre les journaux qui l'ont mis en cause dans l'affaire du Carrefour du développement.

Voici le texte de ce communiqué : *« Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, demande au garde des sceaux que, conformément à la loi, soient engagées, à la diligence du parquet, des poursuites en diffamation contre les journaux l'ayant mis en cause dans l'exercice de ses fonctions dans l'affaire du Carrefour du développement. »*

ÉDUCATION

Le ministère en panne

Que se passe-t-il au ministère de l'éducation nationale en cette rentrée de janvier ? Rien, ou si peu. A l'activité débordante de M. Monory avant la crise universitaire a succédé un silence troublant.

Depuis son arrivée rue de Grenelle, le ministre avait multiplié les chantiers, et le monde éducatif avait pris l'habitude de vivre au rythme des « coups » qu'il lançait avec un plaisir évident, tout en répétant qu'il n'était pas l'homme des réformes. Aujourd'hui, le vent a tourné : l'agitation étudiante et lycéenne n'a pas seulement eu raison du projet Devaquet et de la réforme des lycées, elle semble avoir paralysé les responsables. Situation surréaliste que celle de ces décideurs réduits au chômage technique faute de projets politiques, tandis que l'énorme machine de l'éducation nationale continue de gérer les Paffaires courantes.

Depuis le retrait du projet sur les universités, M. Monory s'efforce de faire oublier sa fermeté face à la contestation en rappelant qu'il s'était déclaré opposé à une réforme législative dès son arrivée au ministère. A la veille de Noël, il avait souligné, devant le cabinet et les directeurs, la nécessité d'une parenthèse après les chocs de la rue et s'était déclaré prêt à continuer... Mais continuer quoi ?

Les promesses libérales de la plate-forme électorale RPR-UDF ne sont plus guère à l'ordre du jour. Le libre choix des écoles par les parents ? En connaisseur des réalités scolaires locales, M. Monory ne s'est jamais montré très favorable à la « désectorisation ». Il a seulement décidé de multiplier les expériences limitées lancées par M. Chevènement. Il y en aura au moins une par département à la rentrée 1987. La déconcentration ? La décentralisation ? La première a donné lieu à des mesures d'ordre administratif, mais la seconde qui concerne directement le public, n'a pas avancé. *« L'instance nationale d'évaluation »* des établissements n'est guère plus d'actualité. Le projet sur les rythmes scolaires s'est bien vite dégonflé. Quant à la réforme des lycées et du baccalauréat, elle n'a pas survécu à la crise.

La contre-offensive syndicale

L'ardeur réformatrice de M. Monory s'est traduite jusqu'à présent surtout dans les structures : il a réorganisé son ministère, renforcé la hiérarchie et l'inspection. Pour réduire les situations acquises, il a bousculé la FEN tenue pour partie responsable des lourdeurs du système. Cette tactique lui a bien réussi jusqu'à ce 23 novembre où la forteresse syndicale s'est rebiffée dans la rue, ouvrant, la voie aux étudiants. Le retournement de tendance des dernières semaines tend à annuler l'effet déstabilisant des mesures anti-FEN, comme la suppression des postes mis à disposition ou le statut des « maîtres-directeurs ». Ces dispositions sont devenues, avec l'austérité budgétaire, les thèmes porteurs de la contre-offensive des amis et alliés de M. Jacques Pommatau, en ce début d'année socialemeent troublé.

Timidement, le ministre a commencé de tirer les leçons de cette situation nouvelle. *« Rien ne se fera sans consensus »*, avait promis M. Monory en annonçant le retour au *statu quo* dans les lycées et les universités. Mais l'idée lancée ce jour-là d'un comité national de réflexion sur l'avenir de l'enseignement supérieur et son articulation avec le secondaire semble déjà avoir fait long feu. Depuis lors, la réforme de la formation dans les écoles normales d'instituteurs a été abandonnée (*le Monde* du 20 décembre) et les circulaires préparant la rentrée 1987 font l'objet d'une concertation particulièrement attentive, qui vise à éliminer ou à modifier les dispositions qui pourraient provoquer des remous. Seuls les deux décrets sur le statut et l'avancement des maîtres directeurs, en instance de publication témoignent encore de la ligne offensive suivie jusqu'en novembre.

Dans ce contexte, les syndicats ont beau jeu de constater *« un changement de ton à leur égard »* et de préparer la contre-attaque. Le ministre, en arrêtant le recrutement des PEGC, a incité la FEN à réfléchir à la recomposition de son champ syndical. En titillant tour à tour chaque composante de la Fédération pour tenter de semer la zizanie, M. Monory a donné l'occasion aux frères ennemis — communistes, socialistes et extrême gauche — qui y cohabitent de se retourner ensemble contre sa politique. D'ores et déjà, le SNI-PEGC a décidé le principe d'une action nationale de grève, fin janvier ou début février, contre les suppressions de postes dans le primaire et les collèges et contre le nouveau statut des maîtres-directeurs. Le SNES se prépare, lui aussi, à une « action nationale » contre l'austérité dans les lycées. La FEN devrait coordonner ses initiatives et met au point un *« dispositif de harcèlement »* qui sera annoncé le 15 janvier.

PHILIPPE BERNARD.

SPORTS

Le rallye Paris-Alger-Dakar

Vatanen en tête au Niger

ARLIT
de notre envoyé spécial

Ils n'ont été que quatre-vingt-quatorze motards et deux cent quarante-deux pilotes d'autos et de camions à franchir, mercredi 7 janvier, la frontière qui sépare l'Algérie du Niger. Seuls trois cent trente-six concurrents sur les quatre cent quatre-vingt-dix-huit équipages qui étaient, il y a une semaine, sur la piste de Cergy-Pontoise ont pu faire connaissance avec les pistes plates et les nuages de sable dans la région de la mine d'uranium de Arlit. Jugée au bout de la piste de l'aéroport de fortune de cette petite cité récemment implantée dans le désert, la quatrième épreuve spéciale de 648 kilomètres a été remportée par Ari Vatanen sur 205 Peugeot. Il a ainsi devancé son compagnon d'écurie Mehta qui, victime de crevaisons et, surtout, d'une erreur de navigation, est arrivé une heure et onze minutes après lui. Au classement général, c'est Zaniroli, sur Range Rover, qui profite de la situation en prenant la première place devant Vatanen et Mehta. Dans la catégorie moto, Hubert Auriol, au guidon de sa Caviga, a franchi le premier la ligne d'arrivée. Au classement général, le pilote français se rapproche du leader Cyril Neveu qui grâce à sa septième place mercredi conserve la tête du classement général.

S.B.

● **BASKET-BALL : Coupe d'Europe.** — Après avoir été menés 40-47 au repos par les Israéliens du Maccabi de Tel-Aviv, les joueurs de l'Elan béarnais d'Orthez ont arraché la décision 78-77, signant ainsi leur troisième succès en trois matches dans la poule finale de Coupe d'Europe des clubs champions.

● **JEUX OLYMPIQUES : le comité d'organisation d'Albertville.** — Jean-Claude Killy, l'ancien triple champion olympique, qui a été sollicité pour prendre la direction du comité d'organisation des Jeux d'hiver d'Alberville en 1992, doit faire connaître sa décision, attendue depuis le 17 octobre dernier, le 13 janvier lors d'une conférence de presse donnée à Chambéry, avec le député de la Savoie, Michel Barnier.

POLICE

L'Elysée et le nouveau directeur général

M. Ivan Barbot « convient » au président de la République

Proposée par M. Charles Pasqua à la succession de M. Pierre Verbrugghe à la direction générale de la police nationale, la nomination de M. Ivan Barbot a reçu l'approbation du président de la République. C'est ce que l'on tient à préciser à l'Elysée, où l'on assure que M. Barbot n'a pas seulement été accepté par M. François Mitterrand mais qu'*« il convient au président »*. De fait, il semble bien que M. Mitterrand se soit entretenu, lors de son séjour du Nouvel An au fort de Brégançon (Var), avec M. Barbot, qui était encore commissaire de la République du département.

M. Barbot, dont l'expérience du ministère de l'intérieur remonte à sa nomination en 1976 comme conseiller technique au cabinet de M. Michel Poniatowski et n'a duré qu'un an, conviendrait donc, tout à la fois, au président de la République et au ministre de l'intérieur. En fait, M. Barbot, que ne connaissait pas M. Mitterrand, est en relation avec M. Gilles Menage, directeur adjoint du cabinet du président, qui s'en est porté garant auprès du président.

Ces précisions de l'Elysée tendent à relativiser l'impression d'un recul suscitée par le départ de M. Verbrugghe, donné jusqu'ici comme l'une des pièces maîtresses du dispositif présidentiel dans la haute administration. Dans l'entourage du président, on souligne que la situation du partant n'était *« plus tenable »*. *« C'était une ineptie politique et administrative de maintenir quelqu'un qui ne s'entend plus avec son ministre. »* Et l'on ajoute que sur la demande du président, M. Verbrugghe a été recasé *« là où il le voulait »*, *en l'occurrence à la Cour des comptes. En somme, la position n'étant plus tenable, le recul se serait fait en bon ordre...*

E. P.

EN BREF

● **Jean-Paul II au Chili et en Argentine.** — Le Vatican a confirmé, le mercredi 7 janvier, le projet de visite de Jean-Paul II en Uruguay, au Chili et en Argentine du 31 mars au 12 avril prochain. Le pape passera une semaine au Chili, visitant notamment Santiago, Valparaiso, La Serena, Conception, etc. Le 7 avril, il sera à Buenos-Aires, première étape d'une tournée argentine qui le conduira dans neuf autres villes du pays.

● **Fermeture d'un réacteur du type « Tchernobyl » aux Etats-Unis.** — Le seul réacteur nucléaire américain analogue dans son fonctionnement à celui qui a provoqué la catastrophe de Tchernobyl (URSS), vient d'être arrêté pour six mois. Cette décision a été prise par les autorités pour que la sécurité de cette installation, construite près de Richland dans l'Etat de Washington, soit améliorée. Il s'agit d'un réacteur de 800 mégawatts à uranium légèrement enrichi, refroidi à l'eau et modéré avec du graphite, qui permet de produire une partie du plutonium nécessaire à la fabrication des armements nucléaires américains. Les travaux coûteront quelque 50 millions de dollars, soit 320 millions de francs environ.

● **Incendie dans un foyer de personnes âgées dans le Nord : un mort, une dizaine d'intoxiqués.** — Une femme âgée de quatre-vingt-cinq ans est décédée et une dizaine d'autres personnes âgées ont été intoxiquées, dont quatre étaient, dans la soirée, dans un état préoccupant lors d'un incendie qui s'est déclaré, mercredi 7 janvier vers 20 heures dans un foyer de personnes âgées à Montigny-en-Ostrevent, près de Douai (Nord). Les six blessés les plus graves, âgés de soixante-dix à quatre-vingt-dix-sept ans, ont été hospitalisés à Lille, et les autres ont été admis en observation dans d'autres hôpitaux de la région. Le reste des pensionnaires — le foyer en compte une cinquantaine — avaient pu regagner leurs chambres dans la soirée.

هكذا من الأصل

OPEL REMPORTE LE TITRE VOITURE DE L'ANNÉE.

L'Opel Omega élue Voiture de l'Année 1987.
Attribué depuis 1963, par un jury indépendant de 57 journalistes européens spécialisés, le titre de la Voiture de l'Année a été décerné pour 1987 à l'Opel Omega.
Opel triomphe ainsi pour la seconde fois en trois ans.
Ce titre prend en compte l'ensemble des qualités de sécurité, confort, performances, innovations techniques et compétitivité.
Il est considéré comme la plus haute récompense pouvant être attribuée à un constructeur.

A NOUVEAU.





OPEL

UNE MARQUE DE GENERAL MOTORS,
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL.

Société

La rentrée à la Cour de cassation et à la cour d'appel de Paris

Le nombre des affaires non jugées a augmenté de trois mille en un an à la cour suprême

La journée du mercredi 7 janvier aura été marquée, au Palais de justice de Paris, par l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation suivie de celle de la cour d'appel où M. Yves Monnet a été installé dans ses nouvelles fonctions de procureur général.

A la Cour de cassation, ce fut l'occasion pour Mme Simone Rozès, premier président, et pour M. Pierre Arpaillange, procureur général, de dresser, en présence de M. Alain Poher, président du Sénat, et de M. Albin Chalandon, garde des sceaux, représentant le premier ministre, un bilan d'activité et d'exprimer les préoccupations qui demeurent en raison de l'inflation des pourvois, de leur complexité accrue et d'une insuffisance des effectifs.

Devant pareille situation, Mme Rozès a confirmé la politique engagée qui consistera à distinguer entre *« les affaires essentielles »* pour lesquelles la cour *« se donnera le temps et les moyens d'un examen approfondi et d'un débat fructueux sur les questions qui offrent un réel intérêt »*, les autres étant traitées *« en brève réponse aux griefs soulevés par référence aux principes constamment affirmés »*. Cela entraînera, au sein de chaque chambre, la création d'un organe d'examen préjuridictionnel des dossiers, préparatoire à leur orientation et au jugement des affaires qui ne seraient pas retenues pour un débat approfondi. Cette orientation ne sera cependant *« ni brutale, ni radicale »*.

Procédures plus longues

Pour sa part, M. Arpaillange a cité des chiffres. La cour suprême, toutes chambres confondues, avait encore à juger, au 1er janvier 1986, 27 742 affaires. Au cours de la même année 1986, elle a reçu 23 319 affaires nouvelles et n'a pu rendre, dans le même temps, que 20 787 procédures. Ainsi le nombre des affaires non jugées est passé en un an de 27 742 à 30 304.

C'est en matière civile, commerciale et sociale que les pourvois nouveaux ont été les plus nombreux. Mais le chiffre traduit cependant une quasi-stabilité. Cela dit, la durée moyenne des procédures a augmenté. Ce qui demandait dix-neuf mois en 1984 requiert, aujourd'hui, des délais de vingt-trois mois, aggravation qui tient essentiellement aux affaires prud'homales.

La situation apparaît meilleure à la chambre criminelle : stabilité du chiffre des affaires nouvelles, augmentation du nombre des dossiers criminels. Les délais moyens sont, ici, de l'ordre de sept mois. Mais cela tient essentiellement au contraintes du droit pénal qui imposent des limites impératives pour de nombreuses procédures. C'est ainsi, par exemple, que la chambre criminelle est tenue d'examiner dans les trois mois un pourvoi formé contre un arrêt d'une chambre d'accusation renvoyant un inculpé devant la cour d'assises ou statuant en matière de détention provisoire.

L'unité de la magistrature

Dans une identique solennité l'audience de la cour d'appel a été marquée par les propos de son premier président, M. Pierre Drai, pour saluer M. Yves Monnet nommé procureur général, mais aussi pour rendre un hommage remarqué à son prédécesseur, M. Robert Bouchery, *« chef du parquet lucide, tolérant, responsable »*, soucieux *« d'une justice humaine faite de compréhension du possible et du raisonnable »*. Faisant ensuite son compliment à M. Monnet, qui vient de quitter la présidence du tribunal de Paris pour occuper celle de chef du parquet général, M. Drai a estimé que l'installation de son collègue devrait être *« l'occasion de célébrer un principe fondamental régissant la magistrature française, celui de l'unité des membres qui la composent, magistrats du siège et du parquet, qui forment un même corps au sein de la nation française »*.

M. Yves Monnet, dans sa réponse, a déclaré que cette unité de la magistrature lui apparaissait, de la même manière, une réalité : *« Il est vrai*, a-t-il dit, *que les magistrats du parquet, parmi les tâches qui leurs sont spécifiques, ont de façon exclusive une singularité sur laquelle l'accent est souvent mis : ils sont le truchement par lequel le pouvoir exécutif peut s'adresser à l'autorité judiciaire. On ne voit cependant pas pourquoi cette fonction qui, naturellement, s'accomplit comme toute autre dans le cadre général des devoirs des magistrats du parquet et magistrats du siège »*.

Mais, devait-il conclure en évoquant la transformation des structures sociales, *« quelles que soient les évolutions auxquelles notre institution doit s'adapter, s'il serait présomptueux de croire que cette institution puisse, en tous les cas, proposer à ceux qui, dans l'instant ou durablement, sont faibles, les moyens d'une protection juste et absolument efficace, nous ne pouvons, cela va de soi, et que ce soit dans le domaine civil ou dans le domaine pénal, oublier que cette protection est l'objectif lui-même »*.

Pour terminer, la parole devait être donnée à M. Gérard Lupi, substitut général, qui avait choisi, pour sujet *« le rôle du ministère public en matière sociale »*.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Un arrêt de la cour d'appel de Paris

Le livre « l'Affaire Nut » ne sera ni saisi ni mis en vente

L'ouvrage du journaliste Bernard Violet intitulé *l'Affaire Nut-Mort d'un agent secret* ne sera pas saisi mais ne pourra, pour autant, être diffusé en librairie.

Dans un arrêt rendu mercredi 7 janvier, la première chambre de la cour d'appel de Paris a infirmé l'ordonnance de référé du 13 novembre 1986 qui autorisait la veuve du colonel Bernard Nut à faire saisir le livre. Selon la famille de cet officier de la DGSE dont le corps avait été découvert sur le bord d'un route des Alpes-Maritimes le 15 février 1983, l'ouvrage contiendrait des injures, des diffamations, des atteintes à la vie privée de Bernard Nut, ainsi que des violations du secret de l'instruction toujours ouverte à Nice (*le Monde* du 15 novembre 1986).

Le 8 décembre 1986, les éditeurs, la Société Carrère et la Société Christian Chalmin, prenaient l'engagement *« de suspendre toute mesure de distribution ou de mise en vente de l'ouvrage »* jusqu'au prononcé du jugement sur le fond du tribunal saisi par la famille du colonel Nut. Aussi la cour d'appel estime, dans son arrêt, que ces engagements excluent le dommage imminent ou le trouble manifestement illicite que le juge des référés avait voulu faire cesser.

M. P.

Après la mort d'un jeune homme à Pantin

Inculpation aggravée pour un policier parisien

L'inculpation du policier parisien qui avait tué, dans un café de Pantin, le 5 décembre 1986, alors qu'il était en état d'ivresse, Abdelvahad Benyahia, dix-neuf ans (*le Monde* du 10 décembre), a été modifiée par le juge d'instruction de Bobigny, Mlle Catherine Sapène.

Dans un premier temps, le policier, M. Patrick Savrey, trente et un ans, avait été inculpé d'homicide involontaire et était passible d'une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans, assortie ou non d'une peine d'amende. Le policier soutenait qu'il avait tiré alors qu'il était en état de légitime défense. Cette thèse n'a, semble-t-il, pas convaincu le magistrat instructeur, puisque l'inculpation a été modifiée en *« coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner »*. La peine prévue dans ce cas par le code pénal est une peine de réclusion criminelle de cinq à quinze ans.

● **Un voyageur écroué pour avoir piétiné deux femmes en prenant le train.** – Un voyageur, M. Jean-Luc Franciletta, d'origine guadeloupéenne, accusé d'avoir bousculé et piétiné deux femmes, dans la matinée du mardi 6 janvier, en prenant le train en gare de Mantes-la-Jolie (Yvelines), a été inculpé, mercredi, de coups et blessures volontaires et écroué à Bois-d'Arcy.

Quant aux deux femmes, victimes de lésions à la colonne vertébrale et hospitalisées à Mantes-la-Jolie, elles se sont déclarées choquées par *« l'absence de réaction des autres voyageurs »*.

La Commission consultative des droits de l'homme

Une lettre de M. Claude Malhuret

M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, nous a adressé la lettre suivante :

A la suite du refus de la Ligue des droits de l'homme d'être représentée au sein de la Commission consultative des droits de l'homme, vous avez fait paraître, dans *le Monde* du 8 janvier, un article qui appelle, de ma part, les observations suivantes :

Avant toute chose, je rappelle que la Ligue des droits de l'homme, qui conteste aujourd'hui mon action, avait d'emblée, et d'une façon très virulente, critiqué la mise en place du secrétariat d'Etat chargé des droits de l'homme avant même que celui-ci n'ait pu définir une politique. Isolée dans cette critique initiale, la Ligue des droits de l'homme l'est à nouveau dans son refus de siéger à la Commission. Cette dernière comprend des associations et des personnalités venues de tous les horizons et relevant des sensibilités les plus diverses. Les plus grandes associations de défense des droits de l'homme, des personnalités parmi les plus incontestées en France dans ce domaine, sans parler des plus hautes autorités religieuses de France, me paraissent difficilement pouvoir être suspectées de prêter la main à une opération politique ou de cautionner des actions qui seraient contraires aux droits de l'homme.

Pour justifier son refus, la Ligue avance le prétexte que la Commission ne pourra pas s'autosaisir et que, en conséquence, je serai *« le maître de l'ordre du jour »* de ses travaux. S'il est exact que, pour des raisons d'efficacité, le décret institutif prévoit que la Commission se prononce à ma demande, j'ai donné aux différentes personnes contactées pour en faire partie l'assurance que j'inviterai la Commission à examiner toutes les questions dont elle souhaitera se saisir. M. Jouffa est le seul à qui cette assurance n'a pas paru suffisante.

Qu'il me soit enfin permis d'indiquer que la nouvelle commission, pluraliste et indépendante, se voit reconnaître une compétence intérieure, ce qui est sans précédent tant en France que dans le monde. Il y a là de la part du gouvernement un acte de courage dont il me semble qu'on peut donner acte.

Quant aux critiques faites à la position de la France dans la négociation sur l'élaboration d'une Convention européenne contre la torture, elles suscitent de ma part deux remarques. Je rappelle, en premier lieu, que le gouvernement précédent, auquel M. Jouffa n'a pas ménagé son approbation, avait manifesté de vives réticences à l'égard de ce projet de Convention. J'indique, en second lieu, que le souhait exprimé par la France de ne pas voir le projet transmis, pour l'instant, à l'examen du comité des ministres du Conseil de l'Europe a constitué une décision de pure procédure qui ne préjuge nullement de la position qui sera adoptée au fond. Pour ma part, je souhaite que cette position soit la plus ouverte possible.

[Seul, le président de la Ligue des droits de l'homme ? Pas tout à fait. Pour sa part, Mme Simone Veil n'avait pas caché, en son temps, qu'il n'était pas question pour elle de faire partie d'une commission sur les droits de l'homme qui ne disposait pas du droit de se saisir d'office. – Ph. B.]

Communication

Malaise à Radio-France

Eve Ruggieri a déclaré forfait. Après trois matinées sur la tranche 7 h - 8 h 45 de France-Inter, l'animatrice, qui remplaçait Philippe Caloni, cède sa place à Louis Bozon qui vient de la tranche 4 h - 6 h. Le départ d'Eve Ruggieri trahit le malaise qui règne dans la station.

Quelle étrange maison ! Fascinante comme un ville animée... mais souterraine et close. Inquiétante comme la prison Sing-Sing avec sa tour percée de meurtrières et ses couloirs infinis et obsédants. Des couloirs circulaires, interrompus par des portes coupe-feu et bordés de bureaux identiques entrouverts, rapidement fermés. Des couloirs où l'on se frôle et se croise en se tenant les portes, où l'on injecte savamment les rumeurs et nouvelles, sûr de leur propagation immédiate voire d'un retour circulaire à l'envoyeur.

Quelle étrange maison qui bruisse et qui palpite, prompte à s'angoisser, rouspéter ou bouder, rarement, – jamais ? – à s'enflammer. Comme si l'architecture du lieu – *« signe de l'organisation, de la concentration et de la cohésion »*, ainsi que la décrivait le général de Gaulle lors de l'inauguration en 1963 – asphyxiait les velléités de révolte.

France-Inter, mercredi, donnait en tout cas au visiteur l'impression d'être importun. Fichue tâche, en effet, l'enquête auprès d'une rédaction. On observe l'intrus d'un œil méfiant, puis on lui fait promettre que l'entretien est « off » (c'est-à-dire « entre nous »), les citations impossibles, les noms indésirables. *« Vous m'exposeriez, sinon, à de graves ennuis. »* Fichtre ! Là n'est pas notre rôle !

Directeur de l'information depuis bientôt un mois, Michel Meyer, a, lui, l'accueil sympathique et direct. Il est 12 h 30 quand il sort d'une réunion avec le PDG et annonce d'entrée de jeu : *« Vous connaissez la tuile qui nous tombe dessus ?... Eve abandonne la tranche matinale. Oui, celle qu'elle a entamée il y a juste trois jours... Lessivée. Ses activités sont déjà accaparantes, y compris son feuilleton. »* Mais alors, la suite de Caloni ? *« On cherche »*, laisse tomber Michel Meyer.

« On cherche »... Quel aveu ! Improviserait-on ? Jointe un peu plus tard, Eve Ruggieri confirme : *« L'aventure – à hauts risques – a tourné court parce que lancée trop précipitamment. »* Contactée jeudi, d'accord vendredi, elle débutait lundi, sans travail de mise au point ni affinement des rôles. *« On naviguait à vue et j'ai craint de m'être fourvoyée dans un rôle qui ne me convenait pas et de casser une image construite au fil des ans. »* Ni clash ni tempête : tout le monde, semble-t-il, arrivait à la même conclusion : mieux valait interrompre l'expérience. Malgré les vœux du président Roland Faure qui prédisait, la veille, publiquement, le plus grand succès à la vedette d'Inter. Et malgré l'ironie de la situation ; Inter, il y a encore trois semaines, affichait une tranche 6 h-9 h solide, avec une équipe cohérente et stable, gratifiée d'une écoute de poids dans les sondages. Le programme matinal, avec une brutalité qui a surpris tout le monde, a été cassé, l'équipe dispersée, écartée, sans qu'aucun système cohérent et précis ne puisse prendre le relais. Un flottement qui pourrait bien avoir quelque incidence dans les prochains sondages. *« Du sabotage et du gâchis »*, affirme un journaliste, scandalisé par l'empressement à détruire ce qui, pourtant, marchait.

« N'exagérons rien, corrige Jérôme Bellay, le directeur de la rédaction. *Si Inter, aujourd'hui, est à 17,6 % d'audience moyenne, le score atteignait 22 % lors de mon départ en 1982 ! »* Etrange remarque : la période 1982-1986 ne serait donc qu'une parenthèse, la secousse provoquée par l'irruption des radios locales une péripétie négligeable, après quelques années d'errements, Inter retrouverait son héros...

Machine à café bien entourée

Michel Meyer est plus prudent : *« 17,6 % est un bon score. Prenons-le comme palier et transformons l'essai. Le ton matinal me semblait trop calqué sur celui de France Culture. Inter doit être moins élitiste et s'employer à mieux distinguer les faits du commentaire. L'information est à la société moderne ce que l'eau était aux sociétés primitives. Pas questions donc de polluer les sources... »* D'où un remaniement général de l'organigramme, dans lequel le pool des reporters se trouve développés tandis que les services sont, au contraire, appauvris, réserves d'« analystes » auxquels échoient les commentaires de l'actualité. *« Le maximum de reportages bruts*, explique un journaliste, *le minimum d'analyse et mise en perspective. On n'aime pas trop nous voir penser »*.

Au troisième étage de la Maison de la radio, l'heure est donc à l'expectative. Les mouvements et départs n'ont guère donné lieu à débats. Rumeurs, conversations personnelles, tracts syndicaux... Les idées tout de même circulent et, si on la dotait d'un magnétophone, la machine à café – toujours très entourée – livrerait les commentaires les plus extrêmes et les plus opposés. Déçu, le journaliste qui, la veille du 16 mars, se promenait dans les couloirs en criant : *« Ça va flytoxer ! »* ? Sans doute. Inquiet, ce journaliste SNJ qui observe que l'omniprésence des militants FO (très liés au RPR dans les postes à responsabilité) ? Evidemment. Mais la rédaction, décidément, est bien trop disparate et bien trop divisée pour constituer un interlocuteur, voire un contre-pouvoir. Chacun y joue sa carte personnelle et à Dieu va ! La fronde n'est pas de mise, malgré des mutations forcées desquelles, on le découvre, personne n'est protégé.

Ex-directeur de la rédaction d'Inter, Jean-Pierre Mithois s'est ainsi vu bombardé rédacteur en chef chargé de la rédaction de France-Culture et de France-Musique, en remplacement de M. Girardot, dont la prochaine affectation n'est pas encore connue. Même trajectoire pour M. Baraud, ancien responsable du journal de 7 h 30, et pour Annette Ardisson, journaliste au service politique d'Inter, spécialiste du PS et brusquement mutée. Seule une poignée de journalistes de France-Culture se réjouissent de ces transferts. *« Si nous continuons à récupérer des éléments commes ceux-ci, Inter va trembler sur ses bases*, dit un reporter. *Et la « rédaction-poubelle » pourrait bien devenir phare. »*

Alors, chasse aux sorcières ? *« Jamais !*, s'écrie Michel Meyer. *Je ne connais qu'un critère et un seul : le professionalisme, et je me fous des étiquettes réelles ou supposées de mes collaborateurs. »*

Une partie de taquin est néanmoins en cours qui pourrait continuer. La précipitation avec laquelle Radio-France s'est attaquée à l'information augure mal du projet de ses responsables. Et Europe 1, qui avait vu Inter la dépasser récemment dans les sondages, observe avec curiosités les mouvements de barre de sa concurrente de l'avenue Kennedy. *« Les maladresses des derniers jours nous vaudront bien un point*, dit un rédacteur d'Europe 1, *qu'Inter retrouve en plus l'image gouvernementale qu'elle avait dans le passé et nous redécollons. »*

ANNICK COJEAN.

Le calendrier de la CNCL

Appel d'offre pour la « 5 » et TV 6 le 16 janvier

C'est vraisemblablement le 16 janvier que sera officiellement ouverte la compétition pour la reprise des deux chaînes privées, la « 5 » et TV 6. A cette date en effet, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) fixera la liste des fréquences disponibles et leurs conditions d'utilisation technique ainsi que la composition des dossiers que devront déposer les candidats. D'ici là, les membres de la CNCL auront examiné les décrets du gouvernement sur la répartition des fréquences, la réglementation de la publicité et du cinéma. Ils auront terminé, pour leur part, les principales obligations figurant dans les cahiers des charges des futures chaînes privées.

Parallèlement, la CNCL ouvrira les autres dossiers urgents. La privatisation de TF 1, pour laquelle les dossiers de candidature seront définis le 19 janvier. Le prix de la chaîne sera connu à la fin du mois, ce qui permettra à la CNCL de fixer le calendrier d'attribution le 30 janvier. Auparavant, dès le 20 janvier, une première séance devrait être consacrée aux radios privées sur la région parisienne.

Le 23 janvier, la CNCL examinera les modalités des émissions consacrées aux organisations politiques et syndicales sur Antenne 2 et FR 3. Les 26 et 27 janvier, la commission se penchera sur les autorisations de réseaux câblés déposées par les villes de Nice, Montpellier et l'ensemble Suresnes-Sèvres-Saint-Cloud.

Après l'arrêt de « Taxi »

Les magazines « Décibels » et « Urba » disparaissent de la grille de FR 3

Les magazines font les frais du remaniement de la grille des programmes sur FR 3. Après la disparition du magazine « Taxi » de Philippe Alfonsi (*le Monde* du 25 décembre), c'est au tour de « Décibels » et de « Urba » de connaître le même sort.

Créée en 1985 et animée par Jean-Lou Janeir, l'émission rock « Décibels » était produite par FR 3-Bretagne-Pays de Loire en liaison avec l'ensemble des stations régionales de la chaîne. Ce magazine avait une audience restreinte mais fidèle (2% de taux d'écoute) et avait été sacré *« meilleure émission européenne de rock »* par l'hebdomadaire anglais *New Musical Express*. Il encourageait les jeunes talents français – sur les huit cents groupes présentés en deux ans, plus de 55% étaient français – et avait un budget annuel de 5 millions de francs.

Deuxième victime du remaniement : « Urba », magazine mensuel d'architecture et d'urbanisme, lancé il y a deux ans. Il sera remplacé par « Horizons », la magazine proposé par le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). Selon M. Christian Bernadac, directeur de l'information à FR 3, *« le contrat du magazine se termine, et il n'avait pas réussi à faire son trou, puisque, selon les sondages, le taux d'écoute était de moins de 1 % »*.

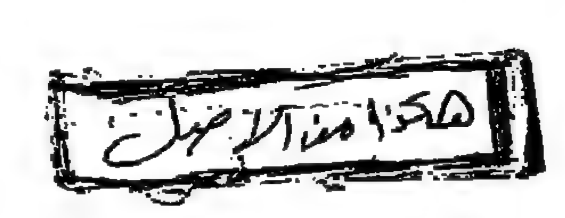
De son côté, le producteur d'« Urba », Dominique Baillaud, conteste ce jugement pessimiste : *« L'émission marchait bien*, dit-il, *puisqu'elle récoltait environ trois points d'audience, un bon score pour 23 heures. C'était le seul magazine télévisé, du reste, consacré à l'architecture. »* M. Baillaud réfute les arguments financiers avancés pour supprimer l'émission. *« La direction nous a demandé de trouver un financement extérieur*, explique-t-il, *et nous l'avons trouvé : deux tiers du budget financés par le ministère de l'urbanisme et du logement, et un tiers par la Caisse des dépôts. »* Mais c'est justement ce côté institutionnel du magazine qui heurtait la *« conception plus autonome de l'information »* prônée par M. Bernadac. Des scrupules qui semblent bien moins virulents quand il s'agit de programmer en remplacement une émission financée par les militaires...

ALAIN WOODROW.

Bons résultats pour le cinéma américain

Les recettes des salles de cinéma aux Etats-Unis ont atteint un total de 3,8 milliards de dollars pour l'année 1986. Un chiffre qui marque une sensible reprise de la fréquentation après le tassement enregistré au cours des derniers dix-huit mois. Selon les analystes américains, ce tassement était essentiellement dû à la faible qualité d'une production qui se contentait de copier les succès des années précédentes.

Paramount arrive en tête des grandes compagnies cinématographiques avec 22,2 % du marché, suivi de loin par Warner Bros (11 %), Buena Vista, filiale de Walt Disney (10,1 %), Columbia (9,5 %), Universal (8,5 %), Twentieth Century Fox (8,1 %), et Metro Goldwyn Mayer-United Artists, qui doit se contenter de 4,4 %.



هكذا من الأصل

unication

Radio-France

Le Monde DES LIVRES

La subversion du roman

***Dans** l'Equipée malaise, Jean Echenoz emploie la manière douce pour « déstabiliser » le récit d'aventures.*

A MOINS d'être niais, un romancier ne peut pas ne pas s'en prendre au roman. C'est un genre si évident, si sûr de soi et de ses charmes, si bien installé dans les habitudes et les imaginaires de ses lecteurs qu'il détruit les écrivains qui ne s'en méfient pas. Le romanesque, lorsqu'on l'aborde sans défense et sans méfiance, mange tout, à commencer par l'intelligence, par la sensibilité et par l'écriture.

Pour échapper à cette leucémie, les artistes ont inventé, depuis qu'il se fait des romans, mille façons de chasser le naturel. On s'est essayé à toutes les formules et à tous les rites, on a brisé le récit en miettes, piétiné la chronologie, dynamité les personnages, pratiqué des greffes monstrueuses; toutes ces tentatives radicales se terminant immanquablement par un retour en force du romanesque le plus béat, le plus triomphaliste, le plus navrant.

L'échec de ces attaques frontales devait amener l'apparition de politiques plus subtiles, moins ostentatoires pour être plus certainement efficaces. Voici Jean Echenoz. Il ne publiera pas de manifeste, il ne fondera pas d'école; il se peut même qu'il continue encore quelque temps à écrire des livres qui passeront pour des divertissements aimables et charmeurs, composés par un vagabond rieur et talentueux. Tant est grande son habileté à tromper son monde.

Et pourtant, au rythme sage d'un roman tous les quatre ans – *le Méridien de Greenwich*, en 1979, *Cherokee*, prix Médicis en 1983, *l'Equipée malaise*, cette année, – Jean Echenoz construit l'une des entreprises littéraires les plus originales et les plus fécondes du roman français d'aujourd'hui : la subversion du roman par déstabilisation douce.

Aventures drolatiques

En surface, tout semble calme, ou presque. *L'Equipée malaise* raconte les aventures drolatiques de deux hommes, Jean-François et Charles, que leur amour déçu pour une même femme va conduire dans une plantation d'hévéas en Malaisie, l'autre parmi les clochards de Paris. Ils se retrouveront bien des années plus tard, embringués sans trop y croire dans un complot minable, avec trafiquants d'armes, indigènes sournois, rafiot de contrebande et mutins d'opérette. Du romanesque de carton-pâte, avec des acteurs qui jouent systématiquement à côté de leur rôle.

Mais tout, précisément, dans ce livre, se joue à côté, avec ce tout petit décalage qui fait que rien jamais ne colle, sans qu'on puisse dire précisément à quel moment, dans quelle marge, se sont produits les gauchissements, quand on a décroché de la réalité – de ce qu'on nomme réalité dans les romans – pour se retrouver dans une sorte de no man's land où rien ne va plus, où les vêtements sont trop petits ou trop grands, où les images ne correspondent pas aux paroles qui les accompagnent, où les conséquences et les causes qui devraient les produire ne s'enchaînent pas vraiment.

Tout se passe comme si un romancier extrêmement méticuleux et calculateur avait construit un livre en s'imposant des règles draconiennes ; une épure presque abstraite, aussi rigoureuse qu'une partition classique, avec des jeux de symétrie, des variations tirées au cordeau, des reprises savantes du thème, et qu'un autre romancier, en même temps, avait bougé la feuille, déplacé les lignes, fait sourire la langue, et offert du même coup *« une petite prime d'imaginaire dans la vie des gens engourdis, transis entre la fiction pure et le réel sans appel »*.

Ce constant brouillage, ce porte-à-faux permanent, créent évidemment un malaise du roman – le jeu de mots du titre est aussi une piste esthétique, – mais ils sont également au cœur de l'intense plaisir que nous éprouvons à le lire. Entre le tout-est-possible, la liberté informe de la fiction sans bornes et la pesanteur opaque du réel, Echenoz nous offre un espace étroit, mouvant, mais merveilleusement libre, ouvert, créateur : l'espace du livre. Il se referme, hélas, dès que le roman est terminé.

PIERRE LEPAPE.

★ L'ÉQUIPÉE MALAISE, de Jean Echenoz, Minuit, 252 p., 68 F.

ROLAND ALLARD/VU

Jean Echenoz : amoureux du porte-à-faux.

Les nostalgiques de l'Europe

Henry James, Edith Wharton : quand les Américains prenaient le chemin du « retour ».

IL y a eu, jadis, en littérature, une façon d'être Américain qui consistait à ne pas vouloir l'être tout à fait. C'est le propre des pays jeunes, où tout participe de leur jeunesse – la politique, les coutumes, l'art. Aux Etats-Unis – si l'on excepte les romans de Fenimore Cooper pour leur valeur ethnologique, et les prêches de Benjamin Franklin pour leur candeur, – la grande littérature n'a pris son essor qu'une fois le dix-neuvième siècle bien avancé. Emerson est né en 1803, Nathaniel Hawthorne, l'année suivante ; Edgar Allan Poe en 1809, Herman Melville et Walt Whitman dix ans plus tard, et Emily Dickinson, dont la gloire est récente, en 1830.

Tous, chacun faisant plus ou moins place dans l'œuvre à une vision du monde propre au Nouveau Continent, écrivent avec innocence une langue apprise chez les classiques anglais, à commencer par la Bible. L'ampleur même des chants de Whitman, qui nous paraît si « américain », est celle des Psaumes.

Plus tard, Henry James, qui mourut citoyen britannique, et son amie Edith Wharton, qui est dans une certaine mesure sa disciple, choisissent de vivre en Europe. Pour eux, c'est une affaire de civilisation, de culture, et leur départ pour le Vieux Monde équivaut à une sorte de retour.

Ce qu'ils n'ont pas découvert – n'y ayant même pas songé, – c'est une langue littéraire qui eût un vrai rapport avec la langue parlée. En revanche, Gertrude Stein qui, elle aussi, choisit l'Europe et s'installa définitivement à Paris en 1906 – la même année qu'Edith Wharton – se proposa comme tâche d'inventer la prose américaine. Si la première grande cliente de Picasso et de Matisse, si l'institutrice monacale de la rue de Fleurus ne gagna pas son pari par elle-même, avec une œuvre où une monotonie ensommeillée prend rang de style, elle apprit à ses jeunes compatriotes – notamment à Hemingway – à élaguer leur écriture des ornementations superflues et à transposer en prose le rythme du parler américain. Car celui-ci s'était créé petit à petit, jusqu'à transformer radicalement l'anglais d'origine. Aussi, les nouveaux émigrants littéraires qui allaient rejoindre l'Europe le firent-ils pour des raisons esthétiques, de culture, comme l'avaient fait Henry James et Edith Wharton, et très particulièrement pour cause de langage : T.S. Eliot, aussi bien que Djuna Barnes, ou Ezra Pound – l'un des membres de sa bande, le poète Marianne Moore, disait que l'Amérique était un pays sans correcteurs d'épreuves, doté d'un langage simplifié que même les chiens et les chats pouvaient lire...

« Convertissez, convertissez »

Henry James était né en 1843, à New-York, au sein d'une famille que la richesse avait mise au-dessus des tarifs et des frontières. Il avait trois frères – dont William, l'aîné, allait devenir le philosophe le plus original des États-Unis – et une sœur, Alice, fille tourmentée, dont le *Journal* laisse voir qu'Henry, qui traquait avec tant de férocité les conventions sociales dans ses romans, ne lui fut d'aucun secours pour qu'elle parvînt à dépasser sa condition de femme et à devenir un écrivain à part entière.

Le père, Henry James Sr., avait voué ses enfants au culte de l'intelligence et au cosmopolitisme. Aussi firent-ils des études intermittentes en Angleterre, en France, à Rome, à Genève, leur père se limitant à exiger d'eux une tension spirituelle constamment entretenue, comme un feu capable de convertir en un peu de sagesse toute épreuve, et jusqu'à la moindre expérience. *« Convertissez, convertissez »*, tel était le mot d'ordre de cet écrivain répandant les idées de Swedenborg, empruntant ses principes sociaux à Charles Fourier, et pour qui la démocratie américaine annonçait l'avènement du royaume de Dieu.

HECTOR BIANCIOTTI.

(Lire la suite page 19.)

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, *de l'Académie française*

La Statue intérieure, de François Jacob

Au fond de soi, une loi

FRANÇOIS JACOB réussit un exploit : raconter une vie faite, avec la fraîcheur authentique de qui ne l'aurait pas encore vécue. C'est beaucoup mieux que s'il se découvrait écrivain, ce qu'il aurait pu être, et qu'il est d'instinct.

Au fait, les textes de couverture et les attachés de presse devraient nous dispenser une bonne fois de cette tarte à la crème : l'homme d'Etat, l'actrice ou le savant qui abritaient un superbe talent pour l'écriture, et que la non moins grandiose intuition de l'éditeur a permis, ô miracle ! de révéler sur le tard.

De même, il serait temps d'abandonner, côté presse cette fois, le « Comment devient-on Untel ? », aussi démagogique que passe-partout. « On » ne devient pas Untel, ce qui supposerait que c'est à la portée de tout le monde et que, tel le Loto, ça peut rapporter gros. Quelqu'un de bien particulier a fait quelque chose de ce que la naissance et les circonstances avaient fait de lui : ce n'est pas pareil. Et sans donner l'illusion stupide de pouvoir en faire autant, cela renseigne sur le mélange de hasard et de nécessité, de gènes et de plaisirs, dont procèdent nos destins à tous.

CELUI de François Jacob est moins captivant par son couronnement, le prix Nobel, que par son cheminement, indécis et inquiet, le contraire de ces contes de fées *a posteriori* où le génie à venir perce sous l'enfant prodige, où tout s'annonce, s'agence, pour la galerie.

Cette tentation de l'arrangement après coup, à laquelle n'échappait par le Sartre des *Mots* et de *l'Idiot de la famille*, si acharné fût-il contre lui-même et contre Flaubert, François Jacob la surmonte avec un naturel rare chez qui, ayant atteint les sommets de sa spécialité, est forcément sollicité, dans la vie courante, de se récapituler.

L'« induction des protophages », qui allait faire sa gloire, il admet qu'elle ne l'empêchait pas de dormir, jusqu'après la guerre. Son ambition d'adolescent était plus vaste. Elle dépassait la biologie. Elle incluait le souci de son pays, des juifs ses frères, et une certaine morale, qui ont fait de lui un citoyen héroïque avant de devenir un chercheur comblé et qui ne cesseront de le tourmenter.

La guerre de 1939-1945 ne fera que vérifier un malheur présent dès l'enfance. Sans complaisance pour le passé – seul l'avenir l'intéresse – et sans esprit d'enchaînement scientifique – il croit moins à la logique qu'au flair, en biographie comme en biologie, – François Jacob égrène des souvenirs de jeunesse plutôt sombres. Fils unique d'une mère exquise mais qui mourra en 1940 en même temps que ses plus chères illusions, il a ressenti le lycée comme une *« punition »*, et la révélation de l'antisémitisme. Ses premières lectures, dont la mythologie, et ses premiers jeux lui enseignent que violence et souffrance ont partie liée avec le plaisir. Tout en aimant la compétition, il rumine ses petits échecs, il énumère ses premiers cadavres. Solitaire, dépressif et dépréciatif, il se console avec les mots. Autant de facteurs qui auraient pu, en effet, le disposer à l'écriture...

C'EST plutôt à Polytechnique que songe alors le futur Nobel, et que l'on songe pour lui. Il suivrait ainsi les traces de son grand-père maternel, le général Albert Franck, dont il est fier, et pour qui il représente l'espoir, faute de foi religieuse. Du côté Jacob, on pratique davantage. Le petit François fera sa *Bar-Mitsva*. Mais, très vite, le ciel se videra, à ses yeux. Resteront une nostalgie de l'immuable, le besoin de chercher de la signification à tout ce qu'il rencontre, et une certaine éthique paternelle : méfiance envers les *« officiers de cavalerie à particules »*, et envers l'héritage, sens de la justice, de l'égalité, des droits de l'homme, préférence pour la France de Blum et de Mendès France contre celle de Maurras et de Pinay. L'idéal serait de concilier ces idées de « gauche » et le patriotisme également très fort dans le legs familial !

Les drames mondiaux ne vont pas tarder à éprouver cette double aspiration. Le temps de quelques amourettes interrompues, d'un virage de maths élem vers le PCB, de quelques dissections et d'un premier contact passionné avec la chirurgie, cette « fabrique d'espoir » : la guerre est là, et l'humiliation de la débâcle.

(Lire la suite page 16.)



A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ROMANS

Tant qu'il y aura des petites filles

Un merle mégalomane qui siffle *« comme un fou, car c'est un travail surhumain qu'offrir aux passants de Montparnasse un moment de fête »* ; Marieke, huit ans et toute la candeur de cet âge, une candeur délurée ; Karel, trente ans, haut fonctionnaire, compétent en affaires européennes. Trois personnages qui ne sont pas faits pour se rencontrer. Quoi de commun entre un oiseau qui veut évoquer les ruisseaux sur le parvis d'une gare parisienne, une fillette qui récite Victor Hugo et un monsieur qui fréquente les ministres, vit un amour libre et insouciant avec une jeune maîtresse ?... Réponse : la poésie. Et, aussitôt, méfiance ! La nature et l'enfance ici, le technocrate là. On pense que le lieu commun va fleurir ; pureté et pollution (des âmes comme des rues, bien sûr), innocence et roublardise, hier et aujourd'hui. Et la fillette aura raison du monsieur.

Certes, nous avons là un *« roman tonique et tendre »*, et il suffit d'un merle et d'une Marieke pour qu'un *« éclat de rire et de chant »* fasse exploser la vie. Mais Arlette Grebel nous offre bien plus qu'une bleuette, qu'un conte gentillet. Par la grâce de son écriture d'abord, une belle poésie en prose ; par la satire qui sonne juste ensuite (et railler l'administration de façon originale n'est pas une mince performance) ; par ce don de la narration, enfin, qui donne leur réalité aux chimères et désoriente le lecteur qui croyait avoir tout compris à la première page et se retrouve, à la dernière, bien étonné. Et ravi. Il est à souhaiter que tous les mots qui font les livres aient cette folie-là. Ne serait-ce que pour y puiser un peu de sagesse. Mais savons-nous écouter les merles ?

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

★ **LES MOTS LES PLUS FOUS, d'Arlette Grebel, Gallimard, 195 p., 78 F.**

Une grâce particulière

Au début, cela ressemble à ces labyrinthes de verre qu'on trouve dans les foires. On ne sait plus ce qui est miroir et ce qui est chemin pour continuer, on se cogne, on perd confiance en soi... on s'amuse. *Un auteur sous influence*, de Jean-François Bory, commence donc par une avalanche très drôle, et très inquiétante aussi, de citations traitées sur le mode allusif, vrai et faux mélangés comme de bien entendu. Voici l'auteur qui rencontre Bérénice pour la première fois et la trouve franchement laide. L'auteur, en compagnie d'autres auteurs sans leurs textes, l'auteur, en compagnie de textes, ou de situations, sans leurs auteurs. Et le pauvre lecteur, qui rit, qui n'ose plus trop rire, se sentant soudain cruellement ignare, sort ses griffes, se méfie : que lui veut donc l'auteur ? C'est le moment choisi, bien sûr, pour changer de registre, et le livre — faut-il appeler cela roman, — c'est une sorte de conversation et de jeu, une construction, un essai, peut-être, plein de finesse sur la littérature éternelle.

Donc, le ton change. Maintenant que l'on est bien sur ses gardes, l'auteur se fait tendre, à la manière un peu du *Roland Barthes par lui-même*, — il raconte ses images favorites, sa vie, par bribes et dialogues. Entrent en scène divers quartiers de Paris, et la galerie Agathe Gaillard, quelques livres rares, une femme, la FIAC, de plus en plus on parle de mots : *« Elle lui dit qu'un jour on ne pourra plus se servir du langage un jour de plus. »* Lui, certains soirs, il est carrément découragé.

Une idée se fait jour, qui est sans doute l'idée du livre, que *« ce n'est pas le verbe qui est au commencement, mais l'émotion »*.

C'est le meilleur du livre, ces moments en mer de Chine, l'auteur a quatre ou cinq ans. Il vit *« avec un couple de jeunes gens rayonnants de santé et de désir »*, son père et sa mère. Quelques pages seulement qui donnent une couleur à tout le livre. Un roman assez proche de ceux de Jean-Philippe Toussaint, par exemple, ou, à force d'intimisme et d'abstraction, on atteint une grâce particulière.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ **UN AUTEUR SOUS INFLUENCE de Jean-François Bory, Flammarion, 230 p., 89 F.**

POÉSIE

Mots d'enfant

Eurydice El-Etr vient d'avoir cinq ans. Ses propos, que ses parents ont eu la bonne idée de noter depuis qu'elle a deux ans, viennent de paraître aux éditions de La Délirante. Instantanés tendres et saugrenus, bribes d'une sagesse espiègle libres de toute préméditation. En voici quelques extraits :

« Seul Dieu sait s'il existe ou s'il n'existe pas. »

« A causes des lucioles on peut se promener dans une nuit noire. »

« Etre jalouse, c'est vouloir être à la place de quelqu'un. »

« Papa, ne dis pas que je suis ta plus belle poésie, sinon mes amis vont croire que tu m'as écrite. »

« J'ai pleuré en pleurant pour rire. »

« Cioran est un penseur parce qu'il pense à moi, à me faire des cadeaux », etc. »

★ **JE TOUSSE DE LA LUMIÈRE, d'Eurydice El-Etr, La Délirante, 90 F.**

CAGNAT.

HISTOIRE

1936-1939 : la répétition espagnole

Lorsqu'il s'embarque en août 1936 à Oran sur le petit paquebot espagnol *Jaime II* pour Alicante, avec pour seul bagage un vieil appareil photographique, Léo Palacio, jeune reporter audacieux, ignorait qu'il entrait de plain-pied dans la seconde guerre mondiale. Et que, journaliste ou combattant, il ne s'arrêterait qu'en 1945, pour se retrouver, vingt ans plus tard, mêlé à un tout autre conflit : la guerre d'Algérie. Correspondant du *Monde* à Oran, il sera plus tard chargé de la région Midi-Pyrénées. Mais, pour ce briscard du journalisme, la guerre d'Espagne, qu'il a suivie du côté républicain en particulier avec les Brigades internationales, est restée la grande aventure de sa jeunesse. Il a voulu tout en savoir, tout en comprendre avec le recul du temps. Et tout dire de cette *« répétition générale du deuxième conflit mondial »*, comme l'indique le sous-titre de son livre.

Cela fait un gros ouvrage bourré d'informations aussi bien sur les méandres de la politique internationale de 1936 à 1945 que sur le calibre des fusils et des canons utilisés par les belligérants : Palacio est un amateur passionné — et pacifique — d'armes à feu.

Sa connaissance directe des Brigades internationales, de leurs avatars et de la part considérable et sanglante qui leur fut attribuée dans le conflit, est l'un des intérêts de l'ouvrage. La quantité d'informations qu'il a emmagasinée ne va pas sans quelques répétitions. Mais le curieux de la guerre d'Espagne y trouvera sinon un récit linéaire et global du conflit, qui n'était pas dans les ambitions de l'auteur, du moins une multitude de détails, d'explications, d'interprétations éclairées par des index minutieux.

On ne fera à Léo Palacio qu'un reproche sérieux : il est trop modeste. Au détour d'une page, il consent à indiquer qu'il était là quand telle chose survint. On aurait aimé qu'il lâche la bride à sa faconde oranaise et nous livre tout à trac les souvenirs d'un témoin privilégié.

JEAN PLANCHAIS.

★ **1936. LA MALDONNE ESPAGNOLE, OU LA GUERRE *D'ESPAGNE COMME RÉPÉTITION* GÉNÉRALE DU DEUXIÈME CONFLIT MONDIAL, de Léo Palacio, préface d'André Fontaine, « Bibliothèque historique », Privat, 490 p., 170 F.**

● DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIES

● UWE HENRIK PETERS : *Anna Freud.* — Née en même temps que les *Etudes sur l'hystérie* en 1895, la fille de Freud *« a représenté »*, comme l'écrit l'auteur allemand de cette biographie, *« en personne toute l'histoire de la psychanalyse »*. Cela ne lui a pas valu, en France, une très grande considération, du moins chez les lacaniens... Une occasion, peut-être, de reconsidérer cette position. Traduit de l'allemand par Jeanne Etoré (Balland, 362 p., 139 F).

● JACQUES BERTIN : *Félix Leclerc. Le Roi heureux.* — Un livre de souvenirs et d'amitié en même temps qu'une biographie du chanteur-poète canadien le mieux connu des Français (Arléa, 314 p., 95 F).

ETHNOGRAPHIE

● BLANCHE LOHÉAC-AMNOUM : *Folklore libanais.* — Scrutées à la lorgnette, les traditions d'un pays contrasté (Rami-el-Khal. Beyrouth. Diffusion : librairies orientalistes, 205 p., 100 F).

HISTOIRE

● OUVRAGE COLLECTIF : *Armand Lunel et les juifs du Midi.* — Actes d'un colloque international publiés sous la direction de Carol Iancu. Des témoignages et études consacrés au chantre du judaïsme provençal et à l'évolution de la judaïcité méridionale, du Moyen Age à la seconde guerre mondiale. Documents inédits et illustrations (Université Paul-Valéry, service des publications, B.P. 5043, 34032 Montpellier, Cedex, 350 p., 120 F).

● *Relation de l'établissement de la compagnie française pour le commerce des Indes orientales.* Publié en 1666 par F. Charpentier et dédié à Louis XIV, ce texte reproduit l'acte de constitution de la Compagnie des Indes orientales. Il est aujourd'hui réédité pour la première fois. Document majeur, il expose les raisons et la philosophie qui ont présidé à l'une des plus grandes entreprises mercantilistes et évangélisatrices françaises. Préface de A.D. Legros, président du conseil général de la Réunion. (Editions du CRI, BP 291, 97490 Sainte-Clotilde, île de la Réunion, 132 p., 120 F.)

POLITIQUE

● JULIETTE BESSIS : *La Libye contemporaine.* — Une historienne franco-tunisienne trace un portrait avisé du pays de Kadhafi (L'Harmattan, 220 p., 85 F).

● MOHAMED SOUHAILI : *les Damnés du royaume.* Préface de Jean Ziegler. Un bilan engagé sur « le drame des libertés » aux pays des Alaouites. (EDI, 29, rue Descartes, 75005 Paris, 95 p., 44 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● AHSAN ABDELQOUDDOUS : *Regards, Souvenirs, Paroles.* — Enfin en français, le maître de la nouvelle populaire égyptienne. Traduction de Jérôme Vérain (Ed. Clancier-Guénaud, 245 p., 95 F).

PHILOSOPHIE

● FRANCIS BACON : *Novum Organum.* — Michel Malherbe et Jean-Marie Pousseur proposent une nouvelle traduction de cette œuvre publiée par le grand chancelier de Jacques-Iᵉʳ en 1620, six ans avant sa mort. *« Point de passage entre le monde ancien et le monde nouveau »* selon les traducteurs, le *Novum Organum*, n'était paru pour la première fois en français que dans les premières années du dix-neuvième siècle (PUF, 350 p., 220 F).

SOCIÉTÉ

● FATNA AIT SABBAH : *la Femme dans l'inconscient musulman.* A partir de la place occupée par la femme musulmane, dans le Coran, dans la littérature religieuse, courtoise et érotique, l'auteur étudie le problème conflictuel des femmes dans les sociétés orientales d'aujourd'hui. Réflexion sur le désir et le plaisir, ce livre décrit les fantasmes de l'homme de l'islam sur la femme. (Albin Michel, 225 p., 79 F.)

LITTÉRATURE

● JEAN-PAUL CLÉBERT : *la Provence de Pagnol.* En s'appuyant sur une centaine de photos souvent inédites et toujours savoureuses, un connaisseur des lettres et du terroir provençaux brosse une ample fresque de la vision pagnolienne du Midi. (Coll. « Les chemins de l'œuvre », Edisud, Aix-en-Provence, 128 p., 22 × 29, 125 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

Les quarante ans de « Kultura »

Pour le quarantième anniversaire de la revue *Kultura*, une importante et passionnante exposition est présentée à la Bibliothèque polonaise (1). Fondée en 1946 à Rome par Jerzy Giedroyc, *Kultura* a été et demeure un lien essentiel entre la *Pologne et son émigration. Les* termes de l'éditorial de son premier numéro restent inchangés. Il y était écrit : « Kultura *veut prouver aux lecteurs polonais qui, ayant choisi l'émigration politique, se sont trouvés hors des frontières de leur pays natal, que l'espace culturel où ils vivent n'est pas un espace mort.*

» Kultura *veut atteindre ses lecteurs potentiels en Pologne même et renforcer leur conviction que les valeurs qui leur sont proches ne se sont pas encore écroulées sous les coups de la force nue.*

» Kultura *veut chercher dans le monde de la civilisation occidentale cette « volonté de vivre » sans laquelle l'Européen mourra comme sont mortes jadis les couches dirigeantes d'anciens empires.* »

Installé à Maisons-Laffitte, l'Institut littéraire — la maison d'édition qui édite *Kultura* — aura publié notamment en quarante ans, quatre cent soixante-dix numéros de la revue, trois cent quarante-cinq volumes de la Bibliothèque Kultura avec un tirage de plus de cinq cent quarante mille exemplaires...

Composée de Jerzy Giedroyc, de Zofia Hertz et de son mari Zygmunt (1908-1979), du peintre Josef Czapski, du correspondant à Londres Juliusz Mieroszewski (mort en 1976) et de son représentant en Italie Gustaw Herling-Grudzinski (l'auteur d'*Un monde à part*, Denoël, 1985), la revue a publié au cours de son histoire quelque deux mille auteurs, notamment C. Milosz, Jacek Kuron, Leszek Kolakowski, Maria Czapska, Konstantin Jelenski, Michel Heller (sous le pseudonyme d'Adam Kruczek), etc.

(1) *Exposition* à la Bibliothèque polonaise, 6, quai d'Orléans. Tous les après-midis de 14 heures à 20 heures. Jusqu'au 10 janvier.

● **L'association PRÉSENCE DE MARCEL ARLAND organise un hommage à l'écrivain à l'occasion du premier anniversaire de sa mort, le 11 janvier à 14 heures au Théâtre de Fontainebleau (rue de Richelieu, 77300 Fontainebleau, tél. : 64-22-26-91).**

● **RECTIFICATIF. — *Rendons au traducteur...* Dans l'article consacré au roman de Franz Werfel, *les Quarante Jours du Moussa-Dag*, publié chez Albin Michel (« le Monde des livres » du 19 décembre), nous avons omis de signaler que ce livre avait été traduit de l'allemand — d'ailleurs remarquablement — par Paule Hofer-Bury.**

La voix d'Artaud

L'œuvre et surtout la personnalité d'Antonin Artaud n'ont pas cessé d'exercer une séduction ambiguë où le discernement ne trouve pas toujours sa juste place. L'image (et quelquefois l'imagerie...) d'Artaud, étendard de la révolte absolue, pourfendeur des valeurs spirituelles de l'Occident chrétien, a trop souvent permis d'ignorer la réalité d'un homme malade, et les modulations de son cri n'ont pas toujours été entendues pour ce qu'elles sont d'abord : l'expression d'une souffrance qui est pauvreté, dénuement, appel...

Après les dessins d'Artaud publiés chez Gallimard (*le Monde* du 11 décembre), l'édition, sous forme de cassette, de l'émission presque mythique intitulée *Pour en finir avec le jugement de dieu* contribuera autant à favoriser la connaissance d'Artaud qu'à renforcer cette séduction.

A presque quarante ans de distance, on peut comprendre le scandale dont cette œuvre fut la cause : en novembre 1947, Antonin Artaud, qui a quitté l'asile de Rodez dix-huit mois plut tôt, reçoit commande d'une émission destinée à un cycle radiophonique. Enregistrée par Maria Casarès, Paule Thévenin, Roger Blin et l'auteur, l'émission est interdite la veille du jour prévu pour son passage, en février 1948. Un jury d'honneur constitué d'une cinquantaine de personnalités (dont Paulhan, Eluard, Cocteau, Jouvet...) prend la défense du poète. Une polémique s'engage dans la presse. *Le Figaro* et *Témoignage chrétien* approuvent l'interdiction, mais un dominicain, le R.P. Laval, prend partie contre la censure malgré le caractère blasphématoire de l'œuvre. En vain, l'émission reste interdite. Artaud meurt d'un cancer quelques semaines plus tard, le 4 mars.

Il n'est pas possible de résumer le propos éclaté de ce poème dramatique ni d'en dire le sens en quelques lignes. Il faut se contenter d'inviter à l'écoute d'un document dont les années n'ont en rien émoussé l'extraordinaire violence poétique. Durant quarante minutes, Artaud — avec ses amis, — de sa voix métallique, vibrante ou suraiguë, chante, vocifère l'étrange parole incantatoire, mêlant cris, glossolalies, rythmes tirés d'un xylophone ou de gongs...

La cassette du texte d'Artaud, coéditée par l'INA et la Manufacture, est destinée à accompagner un livre de la collection « Qui êtes-vous ? », publié par cet éditeur lyonnais. Alain et Odette Virmaux, auteurs de plusieurs ouvrages et articles sur l'écrivain, abordent les thèmes majeurs de l'œuvre et les moments d'une existence souffrante. On pourra, certes, émettre quelques réserves sur le caractère péremptoire de certaines affirmations concernant l'état mental d'Artaud et les « épisodes psychiatriques ». En dehors de cela, le livre d'A. et O. Virmaux a le mérite de présenter un important dossier d'entretiens et des repères biographiques qui éclairent quelques aspects de la personnalité d'Artaud et engagent à sa lecture.

P. Ké.

★ **ANTONIN ARTAUD, d'Alain et Odette Virmaux ; La Manufacture, 288 p., 72 F, avec la cassette de l'émission d'A. Artaud, *Pour en finir avec le jugement de dieu* (coédition INA).**

Passage en revues

Littérature, poésie

Mélusine, revue du Centre de recherche sur le surréalisme de Paris-III, a choisi pour sous-titre de son huitième numéro, *l'Age ingrat*. Henri Béhar et Pascaline Mourier-Casile expliquent que le destin du groupe a d'abord été celui de ses membres : *« Comme eux, il a ses doutes et ses certitudes, ses crises océaniques et ses moments de calme. »* 1936 : le surréalisme tente de se hisser, avec difficulté, jusqu'à son « âge d'homme », tout en rêvant — cela fait partie de son *être — à un « âge d'or » encore à* venir... A travers les auteurs (Breton, De Chirico, Tzara, Aragon, Bousquet...) et les événements politiques de cette année 36, les études réunies dans ce numéro apportent des éclairages souvent intéressants sur les différents épisodes de l'histoire surréaliste (éd. L'Age d'homme).

Un autre dossier, volumineux et passionnant, dans la revue annuelle de la Société française d'études du dix-huitième siècle, porte sur *Les littératures populaires. « Objets culturels hybrides »*, les livres destinés au peuple — ceux de la Bibliothèque bleue en particulier — ne sont pas écrits par lui : une ambiguïté aux multiples conséquences, où la notion même de littérature populaire se trouve contestée. (*Dix-huitième siècle*, nº 18, PUF, sous la direction de Roland Desné, faculté des lettres, 57, rue Pierre-Taittinger, 51100 Reims, 240 F.)

C'est un ensemble un peu *sommaire, disparate et d'inégal* intérêt que Pierre Sipriot a consacré à Paul Claudel dans la première livraison des *Cahiers du Rocher*, revue qu'il dirige désormais aux éditions du même nom. Le centième anniversaire du fameux « coup de grâce » reçu par le poète le jour de Noël 1886 à Notre-Dame de Paris, a fourni le prétexte de ce numéro. Seule la première moitié du volume répond au titre général, *Claudel et la conversion* ; la seconde comprend des études sur le « second métier » de l'écrivain — la diplomatie — sur le théâtre et sur l'art. Parmi les textes sur la conversion, on peut retenir ceux de Xavier Tilliette — qui met en parallèle cet événement avec la lecture de Rimbaud et la dramaturgie de *Tête d'or* — et de René Rémond montrant que l'adhésion de Claudel au credo catholique s'est inscrite dans un contexte idéologique où dominait le rationalisme positiviste et laïque. Jacques Madaule, enfin, rappelle opportunément l'importance et la beauté d'une partie trop peu connue — et non rééditée — de l'œuvre, les commentaires bibliques auxquels Claudel consacra presque exclusivement les vingt-cinq dernières années de sa vie. (Ed. du Rocher, Monaco, 85 F.)

Dans l'avant-dernière livraison de *Roman* (nº 16, septembre 1986), une trentaine d'écrivains expliquent leurs *« passions d'auteurs »*, c'est-à-dire, d'abord, de lecteurs. Les imaginatifs, les grands ordonnateurs de fictions —de Dickens à Borgès et Le Carré, d'Henry James à Roger Laporte et Jean Genet — restent les modèles, les inspirateurs inépuisables. Dans la continuité, le numéro de décembre de cette même revue proclame, pour lui donner corps, *l'idée d'un « retour de la fiction »*. Michel Le Bris, qui a repéré la « mort du signe » et la réévaluation des notions de *« sens »* et de *« sujet »*, et François Taillandier, s'appuyant sur quelques féconds paradoxes, se font les avocats de ce *« retour »*. (Presses de la Renaissance, 50 F.)

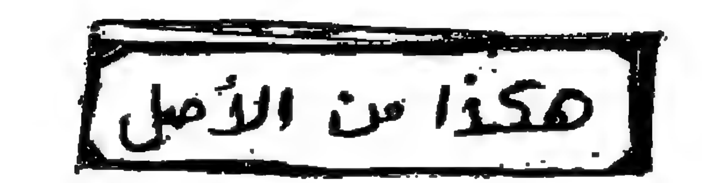
Un beau et savant numéro des *Cahiers confrontation* (nº 16, automne 1986), sur *les Palimpsestes*, thème riche pour l'imagination et fertile pour l'intelligence, sur lequel ont travaillé philosophes, psychanalystes, philologues, critiques d'art... (Aubier, 118 F.)

Entailles, « magazine francophone de lecture » dirigé de Montpellier par Philippe Nadal, publie dans chacune de ses livraisons un dossier sur les grands poètes italiens d'aujourd'hui. Après Margherita Guidacci, dans le précédent numéro, c'est Franco Fortini qui fait l'objet d'un dossier préparé par Bernard Simeone et Jean-Charles Vegliante. (*Entailles*, nº 25, automne 1986, BP 1132, 34008 Montpellier Cedex, 78 F.)

Sur la littérature italienne contemporaine toujours, un ensemble du *Magazine littéraire* présenté par Mario Fusco. (Nº 237, janvier 1987.)

La *Revue des lettres modernes* fait paraître un deuxième cahier sur l'auteur de *Pauline 1880 : Jouve poète de la rupture.* Les textes ont été réunis par Daniel Leuwers. Rappelons que 1987 marque le centenaire de la naissance de ce grand poète dont l'œuvre a profondément marqué plusieurs générations. (Ed. Minard, 73, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)

P. Ké.



هكذا من الأصل

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Gustave Lerouge, dernier prince du feuilleton

Plusieurs rééditions pour refaire connaissance avec un prolifique inventeur de mondes

EN ce début du vingtième siècle, le cadre de la vieille Europe ne suffit plus aux feuilletonnistes : il leur faut explorer à leur tour, après Jules Verne, les grands espaces nord-américains, de la Californie à la Louisiane, en passant par les temples de l'argent de New-York et San-Francisco, et les déserts brûlants du Nouveau-Mexique. Quels théâtres conviendraient mieux aux exploits des savants fous, dont les lecteurs de l'époque sont si friands, que cette Amérique futuriste et grandiose, *« pays le plus farouche et le plus mystérieux de l'univers »* ? Quelles victimes seraient mieux appropriées que ces milliardaires aussi naïfs qu'excentriques, rois du pétrole, rois du rail, rois de l'acier, rois du maïs, rois sans tradition et sans couronne dont les docteur Cornélius et autres escrocs font leurs permanentes délices ?

Il serait vain de chercher dans l'œuvre surabondante de Gustave Lerouge, aujourd'hui partiellement rééditée, le double ressort policier de l'énigme et du suspense savamment distillés. Les bons sont les bons, les méchants ne font pas mystère de leurs intentions ni de la manière diabolique dont ils s'y prennent pour les réaliser. Publiée à l'origine en fascicules, l'œuvre de Gustave Lerouge est la digne héritière de celles d'Eugène Sue, Ponson du Terrail et Michel Zévaco, construites au rythme du rebondissement hebdomadaire. Malgré cette contrainte, équivalent littéraire des montagnes russes, Lerouge a réussi à bâtir un édifice romanesque attachant, où l'invention scientifique mirobolante, digne d'un Wells ou d'un Jules Verne, le dispute à l'imagination culinaire la plus débridée. Pas de fête (et les fêtes sont incessantes, chez nos milliardaires) sans gigot de guanaco des Andes, iguanes grillés accompagnés de sauces indiennes au gingembre, et queues de jeunes alligators lardées et truffées. L'aventure exotique commence dans l'assiette (en or massif).

Pour Pierre Versins, qui a consacré deux colonnes et demie de sa monumentale *Encyclopédie de l'utopie, des voyages extraordinaires et de la science-fiction* à Gustave Lerouge (1), l'œuvre de cet écrivain populaire – journaliste et prince du fait divers, passionné d'alchimie, amoureux des fleurs, animateur de cirque, expert du fouet, inspirateur et ami de Cendrars, intime de Verlaine, – cette œuvre donc se divise en deux courants : les aventures de Todd Marvel, détective milliardaire traquant perpétuellement l'ignoble et talentueux escroc Klaus Kristian, appartiennent à la première catégorie, dans laquelle les inventions, toujours révolutionnaires, servent de faire-valoir.

L'éternel cul-de-sac de la SF

Le Prisonnier de la planète Mars, la Guerre des vampires, également réédités, sont des ouvrages relevant de la science-fiction : les espaces (même immenses) du Nouveau Continent ne suffisant plus à satisfaire les âmes pionnières des héros, ceux-ci regardent avec insistance vers cet éternel cul-de-sac de la SF : la planète rouge. A l'instar de Conan Doyle, Lerouge puise avec équanimité dans le scientisme positiviste ambiant aussi bien que dans le spiritisme.

Si Francis Lacassin, dans les préfaces nourries dont il agrémente ces rééditions, nous montre un Lerouge vivant d'une manière presque aussi étrange que ses personnages, il serait parfaitement vain de chercher dans le caractère de ces derniers, qu'ils soient milliardaires, enfants de milliardaires, ingénieurs émérites, inventeurs, escrocs, Chinois, Peaux-Rouges ou poètes sans fortune, ne fût-ce qu'une once d'humour : bons ou mauvais, ils font tous soit le bien soit le mal, avec génie mais application, et sans prendre le temps de respirer. Todd Marvel, soupirant patient de la belle Elsie, poursuit avec un inépuisable entrain son ennemi intime Klaus Kristian et, après chaque victoire, il est toujours aussi surpris et furieux de voir Monsieur K.K. resurgir de ses cendres.

Les dialogues, d'une remarquable platitude, sont l'exacte contrepartie de ceux qui les profèrent : *« C'est ton fiancé, ce Noir qui sort d'ici ? »*, demande la belle Elsie à sa douce chambrière. *« Betty devient rouge comme une cerise. – Je ne lui ai rien promis,* murmure-t-elle... *Sans lui, je ne serais pas vivante à l'heure qu'il est. – La reconnaissance te fera peut-être oublier le teint un peu foncé de ton adorateur... »*, lâche Elsie avec une candeur qui n'a d'égale que sa splendeur.

« Le sculpteur de chair humaine »

Curieusement, de cette platitude même, outrée, soulignée par tant de rebondissements tragiques ou monstrueux, jaillit un ton comique, peut-être involontaire, un comique dont s'est abondamment servi Cami, fossoyeur hilare de ce genre romanesque. Mais c'est dans les titres et les sous-titres de ses chapitres que le génie de Lerouge atteint des sommets : comment se refuser à découvrir *« les lords de la main rouge »*, *« la cave de bronze »*, *« la voiture anesthésique »*, *« le jardin des gémissements »* (allusion à Mirbeau ?), comment ne pas reconnaître un incomparable talent poétique à cet inventeur de mondes, aussi prolifique qu'impétueux, pour lequel Chicago, capitale du Middle-West et des abattoirs, devient *« la cité du sang »*, une fumerie mal famée de Chinatown *« la crypte de l'opium »*, et un chirurgien habile *« le sculpteur de chair humaine »* ?

ALEXIS LECAYE.

★ **TODD MARVEL, DÉTECTIVE MILLIARDAIRE, de Gustave Lerouge, 10/18, 411 p., 35 F.**

★ **L'AMÉRIQUE MYSTÉRIEUSE, de Gustave Lerouge, 10/18, 411 p., 35 F.**

★ **GUSTAVE LEROUGE, Bouquins, Laffont, 1 340 p., 120 F.**

(1) Age d'homme, 1984.

Sur les traces d'Agatha

LA biographie est un genre difficile qui, outre un long travail de recherches, exige de son auteur des capacités d'analyse, de rigueur, et aussi qu'il sache subordonner provisoirement sa vie à celle de l'autre, qu'il « s'efface » d'une certaine façon.

Le dommage, avec Janet Morgan, qui nous livre une énième biographie d'Agatha Christie, est qu'elle s'efface à contrecœur et qu'elle en « remet » trop souvent. Peut-être insuffisamment convaincue elle-même de la nécessité de son entreprise, elle revient par deux fois, au début et à la fin de l'ouvrage, sur sa qualité de biographe « agréé » par la fille de l'écrivain et se targue d'avoir bénéficié d'un accès exceptionnel à toutes les sources possibles (papiers privés, correspondances, albums de photographies, etc.) pour mener à bien ce travail. Hélas ! Janet Morgan n'utilise pas à très bon escient l'énorme masse d'informations qui fut ainsi mise à sa disposition. On nous annonçait une biographie minutieuse, elle l'est effectivement, à l'excès. On y perd souvent... Agatha ! A-t-on vraiment besoin de connaître par le menu les plats et les boissons préférés des proches de la grande dame du crime, l'emploi du temps, la couleur des costumes ou encore le poids de Frederick Miller (père d'Agatha), le détail de ses factures ? Bref, avant que ne se profile Agatha elle-même, on s'ennuie un peu, on s'impatiente. L'intérêt du lecteur est à peine ravivé par l'entrée en scène de celle qui deviendra le formidable phénomène littéraire que l'on sait. Si le don de la construction s'affirma très tôt chez Agatha Christie – dès ses premières tentatives, vers dix-huit ans, – il manque douloureusement à sa biographe. La progression des chapitres obéit à un incompréhensible arbitraire et le foisonnement de leur contenu étourdit quelque peu.



BERENICE CLEEVE.

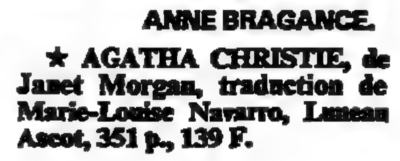
Cependant, la vie d'Agatha Christie fut suffisamment captivante pour que l'on puisse passer outre et s'attacher à la découvrir. Benjamine d'une famille de trois enfants, Agatha naît à Torquay en 1891 et grandit gentiment dans un milieu privilégié (parmi ceux que Virginia Woolf appelait les *highbrows*). Dans cette société anglaise du début du siècle, les divertissements sont nombreux et raffinés : on voyage beaucoup, on fait de la musique, on monte entre amis des pièces de théâtre, et tout le monde écrit peu ou prou. Celle qui, enfant, proclame qu'elle n'aime pas *« répandre des informations »* montre déjà certain penchant pour les puzzles, les devinettes, les études théoriques sur la physique et la chimie.

La « trahison » d'Archibald

Mais la Grande Guerre et la mort vont venir assombrir cette existence idyllique. Pendant ces années difficiles, Agatha obtient un diplôme de préparatrice en pharmacie, travaille dans un dispensaire, épouse Archibald Christie et s'essaie à écrire son premier roman policier. En 1926, auteur déjà reconnu, mise au désespoir par la *« trahison »* d'Archibald et la mort de sa mère, elle fait une *« fugue hystérique »* qui dure dix jours et met l'Angleterre sens dessus dessous. Après cet épisode dramatique et resté énigmatique, il lui faudra rencontrer Max Mallowan, archéologue, pour recouvrer son équilibre. Ils se marient et elle l'accompagne dans ses fouilles en Irak, non sans poursuivre son œuvre prolifique. Elle écrit partout, sans cesse, publiant en moyenne deux ou trois livres par an, et son succès va grandissant. Lorsqu'elle ne parcourt pas le monde, elle est occupée à acheter des maisons et à les décorer. Elle tente aussi de débrouiller ses démêlés avec le fisc, car elle est devenue l'auteur anglais le plus connu sur la planète (des millions d'exemplaires, traduits en cinquante langues), et en 1970, âgée de quatre-vingts ans, elle atteint le sommet de la gloire. Une vie riche et bien remplie, dont Agatha Christie elle-même rend compte dans cette *Autobiographie* qu'elle écrivit vers la fin pour couper *« l'herbe sous les pieds de tous les autres biographes en puissance »*, et qui est, de l'aveu même de Janet Morgan, qui s'y réfère souvent, *« un livre enchanteur, fluide, poignant et clairvoyant sur toute une époque... »*



ANNE BRAGANCE.



★ **AGATHA CHRISTIE, de Janet Morgan, traduction de Marie-Louise Navarro, Lumeau Ascot, 351 p., 139 F.**

● ROMANS

Le vieux monsieur de la Russian Tea Room

De « scènes vécues » en « scènes imaginaires », Alain Bosquet réinvente son père.

QU'IMPORTE si Alexandre Bisk n'était pas vraiment celui que son fils Anatole, l'écrivain Alain Bosquet, restitue dans cette *Lettre à mon père qui aurait eu cent ans*, mémoires en fragments, roman par lettres éparses, à la chronologie bousculée, où un père et un fils se retrouvent et se réinventent.

Alexandre Bisk a toujours été un personnage de roman. Dès sa jeunesse il aurait pu être le héros d'un de ces récits d'apprentissage où les enfants fortunés commençaient leur vie adulte par un tour d'Europe. Fils d'industriel russe, né à Kiev en 1884, Alexandre était à Heidelberg en 1904, à la Sorbonne en 1906. A Paris, il fréquenta le milieu littéraire et rencontra Henri de Régnier – *« moustache conquérante, monocle dévastateur, calvitie pensive, veston amarante, pomme d'Adam virile »*, mais surtout un homme qui se présenta comme *« René Maria Rilke »*. Alexandre Bisk sera son premier traducteur en russe.

Pendant la révolution d'octobre, qu'il regarde, comme tout, avec une certaine nonchalance, Alexandre est emprisonné, condamné à mort. Grâce à son épouse Berthe, il est libéré et peut quitter le pays avec elle, et le petit Anatole, âgé de quelques mois. Sofia, Bruxelles, Montpellier (au début de la seconde guerre mondiale), puis New-York, dont il ne bougera plus... c'est le roman de l'exil.

Mais ce ne sont pas les anecdotes biographiques qui intéressent Alain Bosquet dans cette recherche du père, c'est le personnage à jamais mystérieux d'un roman impossible à écrire : Alexandre Bisk, poète dont l'œuvre commence d'être redécouverte en Union soviétique (poète que son fils a toujours voulu *« mineur »* pour être bien sûr qu'il ne serait que *« le père du poète Alain Bosquet »* ; Alexandre Bisk, qui n'a jamais joué à l'émigré amer, rêvant de la richesse passée et de la splendeur qui aurait pu être, mais a organisé la survie de la famille en négociant, avec des collectionneurs du monde entier, des timbres rares, activité qu'il n'abandonnera qu'à quatre-vingt-neuf ans, en 1973 ; Alexandre Bisk qui apprit Memling et Van Eyck au petit Anatole, lui offrit le goût de la culture, du superflu et lui enseigna : *« Sois libre, étudie, projette-toi dans le passé et l'avenir. C'est toujours ça de gagné sur le présent. »*

Bien sûr, Alain Bosquet n'était sans doute pas, à six ans, cet éternel fabricant de mots d'enfant qui parsèment les scènes de jeunesse. Certes, les *« scènes imaginaires »*, où père et fils découvrent une sorte de fraternité, sont un peu « parleuses ». Et dans les *« scènes reconstituées »* – moments de la vie du père que le fils n'a pas connus, notamment les années de formation, – Alain Bosquet insiste un peu trop sur sa toute-puissance de romancier, qui lui permet de recréer celui qui l'a procréé : on avait compris dès la première allusion. Mais la première partie, *« scènes vécues »*, est une réussite, un hommage violent et touchant à un « couple » qui s'est un peu manqué : un père *« exilé d'origine russe »* et un fils *« métèque sans même la nostalgie du pays perdu »*.

« On n'est pas d'ici »

« Je ne suis pas sûr que tu me considères comme un être humain, tout à fait acceptable », dit Alain Bosquet à son père, après avoir décrit sa vie dans le milieu littéraire parisien où il n'est pas aimé, – *« un métèque, un importun, un arriviste, un agent double »* – sans doute parce qu'il fait avec une hautaine affectation ce que d'autres manigancent en se cachant. On sait depuis sa triologie autobiographique (1) qu'Alain Bosquet se peint à plaisir comme un personnage peu estimable. Ici, il raconte comment après le coup de téléphone lui apprenant la mort de son père, à quatre-vingt-neuf ans, dans l'incendie d'une maison new-yorkaise, il ne pense qu'à lui-même, prend son pouls, a un malaise, convoque le médecin pour qu'il lui interdise d'aller aux funérailles et termine par une colère contre lui-même : *« Comment est-il possible de céder à l'émotion, après tant d'années de prudence et de désinvolture étudiées avec un soin extrême ? »*

Mais ce n'est pas avec ces failles, peut-être elles aussi *« étudiées avec un soin extrême »*, qu'Alain Bosquet donne sa force à cette *Lettre à mon père*... C'est en restituant (lui qui aime et connaît la peinture) des scènes de genre parfaites – le père séducteur : Knocke le Zoute 1936, la visite au musée Guggenheim : New-York 1960, etc. – qu'il fait d'Alexandre Bisk le père rêvé de tous les enfants de familles sans migrations, sans histoire, un père qui, comme celui de Marguerite Yourcenar, Michel de Crayencour, pouvait dire à tout moment : *« On s'en fout, on n'est pas d'ici, on s'en va demain. »*

Désormais, Alexandre Bisk est pour toujours ce vieux monsieur russe auquel on aimerait donner rendez-vous à New-York, à la Russian Tea Room sur la 57e Rue West – il la fréquentait dans les années 60 – pour, en s'enivrant de vodka, entendre et redire son histoire désordonnée et imprévue : Sofia, Bruxelles, Odessa, New-York, Montpellier, la poésie, le fils, les philatélistes, Rilke, les plages de la mer du Nord, les nazis, les juifs réfugiés aux Etats-Unis, et une ultime visite, sous la neige de Manhattan, à quatre-vingt-neuf ans, à la poste de la 103e Rue, presque au coin de Broadway, pour prendre livraison du dernier envoi, des derniers timbres rares...

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ **LETTRE A MON PÈRE QUI AURAIT EU CENT ANS**, d'Alain Bosquet, Gallimard, 250 p., 89 F.

Chez Gallimard, Alain Bosquet fait paraître, en même temps, un nouveau recueil de poèmes, *le Tourment de Dieu*, poèmes d'incertitude d'un *« athée bousculé par la mystique »*, mais aussi, dans la troisième partie, *« Pour une identité »*, poèmes d'évocations de Manhattan, de l'enfance, du père, de sa mort, ainsi que de la vieillesse de la mère. (*Le Tourment de Dieu*, Gallimard, 276 p., 95 F.)

(1) *L'enfant que tu étais ; Ni guerre ni paix, les Fêtes cruelles* (Grasset).

● ÉCRITS INTIMES

Les nuits de Roland Barthes

TENIR son journal, c'est céder au vertige de l'insignifiant, du médiocre, du pitoyable. Le diariste le plus présomptueux en vient lui-même à douter de l'intérêt de ces pages envahies par le désarroi des sentiments, par la confusion du quotidien, par l'effort, presque toujours vain, de ressaisir une existence qui va à vau-l'eau. Mais lorsque James Boswell, jeune diariste écossais du dix-huitième siècle (1), demanda à l'illustre Samuel Johnson s'il valait vraiment la peine de noter dans ses carnets de si *« petites »* choses, ce dernier lui répondit avec superbe : *« Dès lors qu'il est question de l'homme, rien n'est jamais trop petit. »* Ce pourrait être la devise de tout diariste.

Roland Barthes, au soir de sa vie (2), a tenu pendant près d'un mois (du 24 août au 17 septembre 1979) son journal. En exergue, il a placé (ironiquement ?) la dernière phrase que Schopenhauer nota avant de mourir : *« Eh bien, nous nous en sommes bien tiré ! »* On ne s'en tire jamais bien, et c'est le propos de ce journal. Dans ces pages, plus question de tricher, de prendre la pose, de cacher des revers ou des disgrâces. Si compagnonnage il y a, il est d'infortune.

Le prince du sarcasme

Le sexe ? Une attente fébrilement érotisée que rien n'assouvit. L'autre est toujours ailleurs : *« Une sorte de désespoir m'a pris, j'avais envie de pleurer.. Je voyais dans l'évidence qu'il me fallait renoncer aux garçons, parce qu'il n'y avait pas de désir d'eux à moi, et que je suis ou trop scrupuleux ou trop maladroit pour imposer le mien. »* Quant aux amis, notamment un certain F.W. – *« le Juge aimant »*, – ils l'incitent, avec un sadisme raffiné, à s'expliquer sur son refus du sado-masochisme. Réplique de R.B. : *« C'est décourageant cette vogue – cette doxa – de constituer le sado-masochisme en norme, en normal, dont il faut expliquer les défaillances. »*

De quoi parle-t-on dans un journal ? Du dérisoire ballet mondain, de la comédie de l'amitié, de la politique, de ses maux d'estomac, de ses insomnies, du *Monde* qu'on lit au Flore en zieutant les gigolos, du dernier film de Maurice Pialat. Réaction de Roland Barthes à *Passe ton bac d'abord* : *« C'était abusivement hétéro, et je n'aime pas ce type très actuel de message où il faut sympathiser avec des paumés (horizon bouché de la jeunesse, etc.), dont tout l'univers est imbécile : les arrogances des paumés, telle est l'époque. »* Voilà, à coup sûr, une réflexion qui


PH. CHAUSSE/SIPA

Un Barthes inattendu

aurait comblé Schopenhauer. Peut-être ce prince du sarcasme eût-il fait observer que le vrai drame de Roland Barthes fut d'être toujours trop gentil, trop complaisant, trop fils à sa maman, trop universitaire.

Dans les pages de ce journal, Barthes laisse pressentir ce qu'il aurait pu devenir s'il ne s'était pas toujours contenu, surveillé, bridé. Comment aimer ou admirer un écrivain qui ne serait pas monstrueux ? Voilà pourquoi de Barthes je conserverai précieusement, outre ses *Mythologies*, ces confidences d'un homme à la dérive, la nuit, dans Paris. On songe à une nouvelle de Tanizaki. C'est du Roland Barthes scandaleusement inattendu. Oui, après tout, il ne s'en est peut-être pas si mal tiré...

ROLAND JACCARD.

★ **INCIDENTS**, de Roland Barthes, Seuil, 116 p., 55 F.

(1) Hachette vient de publier *Journal intime d'un mélancolique* (1762-1769) de James Boswell. Edition établie par Gilles Brochard, 355 p., 110 F.

(2) Rappelons que Roland Barthes est mort le 26 mars 1980.

L'utopie de Vercors

***Le Tigre d'Anvers**, ou le roman d'un humaniste qui veut « y croire encore ».*

AVEZ-VOUS lu *les Armes de la nuit*, que Vercors publia peu après la Libération ? Ce n'est pas le récit le plus connu de l'auteur du *Silence de la mer* et des *Animaux dénaturés*, qui font figure de classiques dans l'œuvre abondante de cet écrivain âgé de quatre-vingt-quatre ans, mais vous y trouvez le thème, les décors et les caractères que Vercors reprend, si longtemps après, dans *le Tigre d'Anvers*. Il ne s'agit pas d'un remake, mais d'un acte de fidélité à soi-même, et l'écrivain s'en explique avec une modestie qui force la sympathie : *« Passé quatre-vingts ans, un écrivain a conservé moins de ses vieux lecteurs qu'il n'en a acquis de nouveaux. Or seuls les premiers ont pu lire telles œuvres de ses débuts et sont en mesure de s'en souvenir. Les plus jeunes n'ont rien pu connaître de ces œuvres très anciennes (et parfois maladroites) épuisées depuis quarante ans. De son côté, l'auteur est resté très attaché à plusieurs des thèmes qu'il y développait ; certains même ont dirigé sa vie ; et il souhaiterait qu'ils lui survivent. »*

Pierre, le héros du *Tigre d'Anvers*, porte le même prénom que le héros des *Armes de la nuit*. Comme lui, il est un résistant qui revient dans sa Bretagne, rescapé des camps de concentration. Et, comme lui, il survit à peine, ne peut plus sourire ni aimer, car il a le sentiment d'avoir perdu son honneur d'homme en jetant dans le feu, sur l'ordre d'un officier nazi, un être humain qui vivait encore. Pour Pierre, où sera désormais le salut ? C'est cela qui fait la différence fondamentale entre deux livres : dans *le Tigre d'Anvers*, la fiancée du héros de la Résistance, qui se croit à jamais déchu, parviendra à le faire renaître à lui-même. *Les Armes de la nuit* étaient un roman de l'échec. *Le Tigre d'Anvers* est le livre de la résurrection. Vercors écrivait en 1946, à la fin du premier récit : *« Nul plus que moi ne sera heureux si je puis un jour reprendre la plume, et dussé-je secouer tout l'oubli du monde, relater les étapes de la guérison. » Le Tigre d'Anvers* répond à ce vœu prononcé voilà quarante ans.

Ambassadeur d'une génération

La lecture de ce roman est d'abord, pour vous, un dépaysement dans le temps. La beauté éternelle des côtes bretonnes et des îlots ne saurait vous faire oublier que le discours de l'auteur a vieilli, ce que vous constaterez sans méchanceté, et presque avec tendresse. Qu'il est donc difficile d'être un écrivain contemporain de grand âge ! Les morts, eux, n'ont pas de rides, ou sont définitivement oubliés. Ici, vous peinez quelque peu à suivre les méandres des longs discours moraux et psychologiques que le sage vous assène. Grand humaniste, marqué à vie par la lutte contre le nazisme, Vercors, qui porte le nom des montagnes où furent massacrés tant de maquisards, appartient à cette génération, à la fois naïve et admirable, pour laquelle les mots d'honneur, de courage, de lâcheté, avaient un sens qui n'a sans doute pas disparu aujourd'hui, mais qui est différemment perçu.

L'auteur a conscience, le premier, du danger auquel il s'expose : chavirer dans le ton *« ancien combattant »*. A plusieurs reprises, son récitant prend mille précautions oratoires, comme s'il excusait, d'avance, un déraillement possible. Pourtant, le vrai danger n'était pas là. Si vous vous rappelez contre quoi luttait le défunt nouveau roman, avec ses abus et ses exclusives injustifiées, vous retrouverez une certaine indulgence pour Robbe-Grillet et consorts, car, vraiment, l'analyse psychologique servie par un Vercors trouve ses limites dans son excès même.

Heureusement, *le Tigre d'Anvers* est attachant à d'autres titres. Vercors se met une seconde en scène, comme Hitchcock dans ses films, apparaissant à La Coupole, au cœur d'un Montparnasse naguère peuplé de gens de talent, dans le même plan qu'Eluard, Aragon, Elsa Triolet, Tzara, Louis Guilloux, et vous ne pouvez vous défendre de l'émotion que suscitent les grands cimetières sous la lune.

Comme le tigre royal du zoo d'Anvers, l'homme n'est-il pas un monstre aux yeux froids qui ne regarde rien ni personne, mû par son seul instinct de sauvagerie et de puissance ? Parfait ambassadeur d'une génération matraquée par deux guerres mondiales, le créateur des *Animaux dénaturés* ne veut ni ne peut croire cela. Garder sa foi d'homme dans un univers où ne cesse de s'élargir la déchirure est peut-être utopique. Mais cette utopie vous est aussi nécessaire que l'eau et le pain.

F.-A. BURGUET.

★ **LE TIGRE D'ANVERS**, de Vercors, Plon, 261 p., 80 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Au fond de soi, une loi

(Suite de la page 13.)

L'étudiant Jacob pourrait passer ses examens et flirter en écoutant la radio, comme presque tout le monde : il choisit de se battre. A Saint-Jean-de-Luz, il embarque sur le *Batory* avec les débris de deux divisions polonaises. Destinations : Londres, de Gaulle, qu'il compare à une *« cathédrale gothique »*, la 2e DB comme médecin, Dakar, le Tchad...

EN a-t-on lu, de ces récits de guerre ! J'en connais peu d'aussi dépourvus de frime. Cela existait donc, loin de la France avachie, cette fureur d'en découdre, cette ivresse de faire l'événement au lieu de le subir ! Au printemps 1943, les gueux de Leclerc arrivent enfin au contact de l'Afrika Korps, leur intrépide espérance, et font basculer l'histoire entre deux dunes bouillantes. Plus tard, ce sera la jonction alliée à Tripoli, Alger et ses intrigues, re-Londres, la campagne de Normandie, le Val-de-Grâce...

Le prix à payer n'est pas mince. Compagnon de la Libération, certes ; mais de lourdes blessures, d'admirables amis tombés absurdement, et le décalage avec l'« arrière » retrouvé. Le père s'est remarié. La petite amie de 1940 s'est fiancée. Les condisciples résignés à la défaite ont pris quatre ans d'avance. Les héros dérangent plus qu'ils n'épatent, et leurs idéaux cadrent mal avec l'esprit jouisseur du moment. Paradoxe des après-guerres : les hommes à qui on les doit s'y sentent déplacés, encombrants, de trop.

SA vocation pour la recherche ne s'impose pas encore. Elle est faite d'éléments épars : du bricolage dans les antibiotiques, un dîner au quartier Latin entre amis, mais aussi, au vu de l'affaire Lyssenko, l'envie de combattre l'intolérance avec des éprouvettes, comme il l'a défiée les armes à la main. (Toujours l'exigence morale venue de loin !)

Ignorance, flair et chance agissent ensemble sur les destinées, comme sur les cellules. La chance, c'est la rencontre de Jacques Trefouël, d'André Lwoff, de Jacques Monod. Comme l'admet modestement François Jacob : il arrive *« au bon endroit, au bon moment »*.

A près de trente ans, ce médecin sans certificat de science et qui va jusqu'à se comparer à un *« Charlot biologiste »* jure qu'il ignore le sens du mot « enzyme ». On aurait peine à le croire s'il ne se montrait, tout au long du livre, inapte à la coquetterie. C'est seulement sur le terrain du labo qu'il acquiert les bases, puis qu'il débusque avec ardeur les secrets génétiques des bactéries.

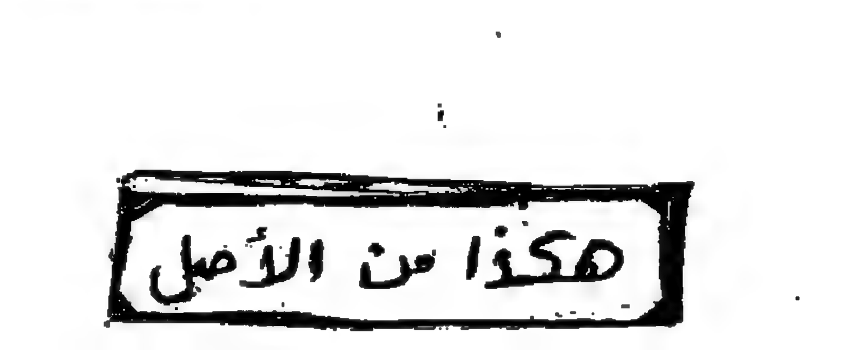
Ne m'en demandez pas plus, la protophagie et la lysogénie n'évoquant pour moi que des sonorités dépourvues de sens. Ce qui passionne en revanche, si peu que l'on comprenne l'enjeu scientifique, c'est l'observation des mécanismes de la découverte, vus par quelqu'un qui reste extérieur au phénomène et au milieu, comme il a regardé sa vie avec les yeux étonnés de l'enfance. Ce sont les portraits d'amis, de Monod et d'Elie Wollman en particulier, la sensibilité aux affects et aux idéaux que recèlent les discussions les plus techniques, l'excitation juvénile de pressentir les trouvailles à l'improviste, au cinéma ou en traversant le jardin du Luxembourg...

LA *Statue intérieure* n'est pas seulement le témoignage de quelqu'un qui pèse ses mots sur une activité dont les aspects humains sont mal connus. C'est une confidence attachante par son exceptionnelle probité.

En nos temps d'autoglorification à tout va et de verbiage humaniste, il est presque surprenant qu'un chercheur de cette taille parle de sa chance sans trace de fausse modestie, qu'il admire sans idolâtrer, qu'il explique comment ses confrères ont redressé ses erreurs et permis ses succès, qu'il confie simplement ses bonheurs familiaux ou qu'il avoue ses troubles d'éternel adolescent en mal d'absolu.

Il faut avoir accompagné François Jacob, sans armes, à portée d'une sentinelle allemande, dans le désert tunisien, l'avoir suivi sur les champs de bataille et dans les labos de Pasteur, l'avoir vu s'abstenir au milieu des compagnons de la Libération votant, en 1958, l'appel à de Gaulle, pour comprendre comment un même être peut, à travers une série de personnages différents et d'idées fixes successives, sinon assurer une cohérence impossible et dangereuse, car porteuse de fanatisme, du moins rester fidèle à la statue intérieure qu'il s'est donnée, à l'héritage moral des ancêtres, au noyau de caractère dont il a fait au fond de soi, dès l'enfance, sa loi.

★ **LA STATUE INTÉRIEURE**, de François Jacob, éditions Odile Jacob, 368 p., 98 F.

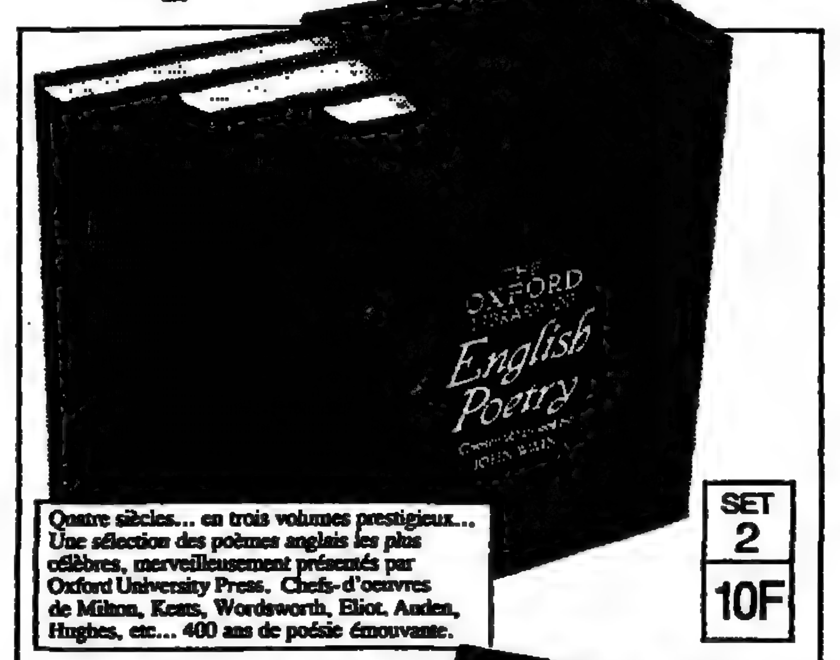




Sélectionnez 2 sets de livres à partir de 10F* seulement par set



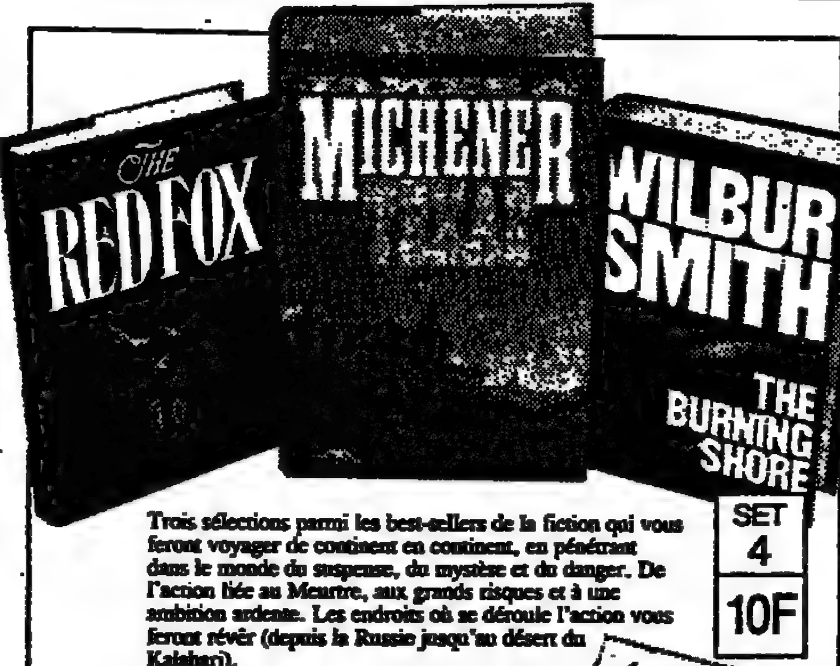
Les splendeurs visuelles et irréelles des Etats-Unis, Histoires merveilleuses de Washington Irving, Edgar Allan Poe, Mark Twain, John Updike et bien d'autres encore. 190 saisissantes photographies en couleur des splendeurs sauvages de canyons... la fièvre de New York...



Quatre siècles... en trois volumes prestigieux... *Une sélection des poèmes anglais les plus* célèbres, merveilleusement présentés par Oxford University Press. Chefs-d'oeuvres de Milton, Keats, Wordsworth, Eliot, Auden, Hughes, etc... 400 ans de poésie émouvante.



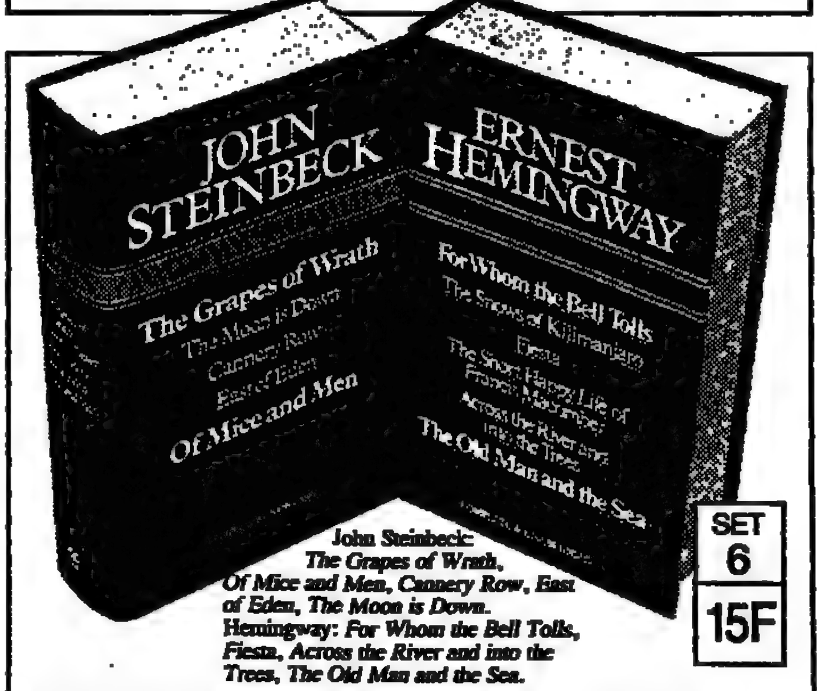
Toutes les connaissances utiles tout au long de la vie en 2 volumes géants. Facile à comprendre, fiable, très à jour. Depuis Pythagore jusqu'aux lasers et la microbiologie. 27 000 références. Plus 1 200 illustrations en couleur.



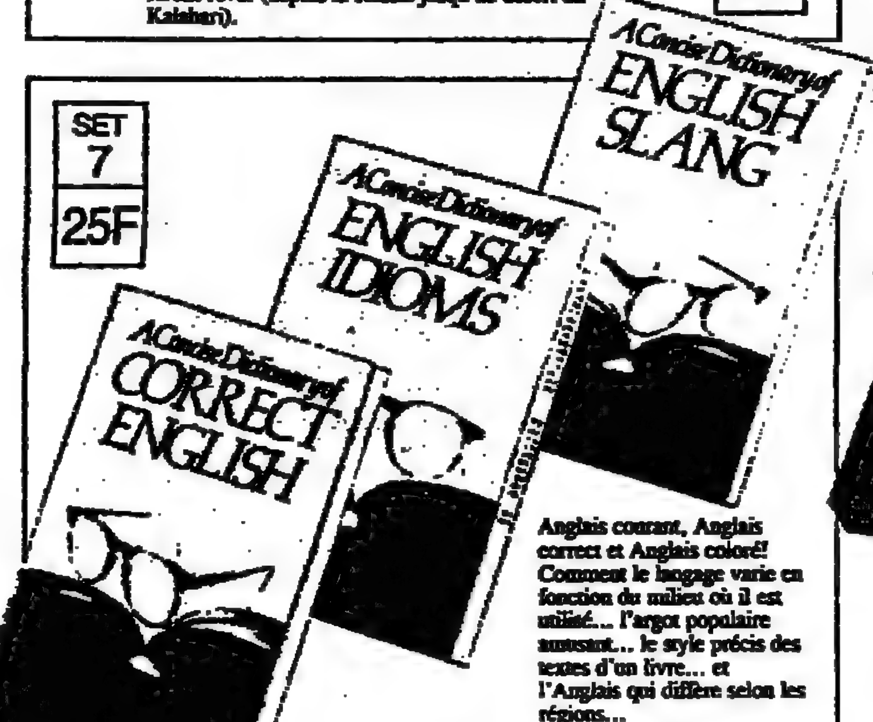
Trois sélections parmi les best-sellers de la fiction qui vous feront voyager de continent en continent, en pénétrant dans le monde du suspense, du mystère et du danger. De l'action liée au Meurtre, aux grands risques et à une ambition ardente. Les endroits où se déroule l'action vous feront rêver (depuis la Russie jusqu'au désert du Kalahari).



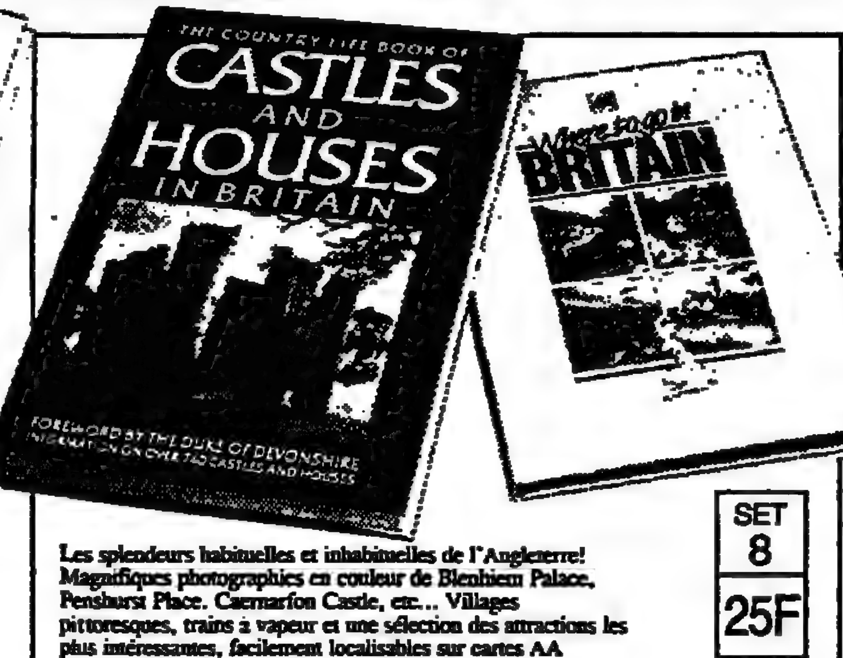
Pour vous aider à dominer la langue Anglaise; Le dictionnaire favori des Anglais; 1264 pages: plus de 40 000 mots-clés. 75 000 rubriques de vocabulaire. Définitions claires *avec également* un guide concis (en 1 volume) pour simplifier merveilleusement votre utilisation de la grammaire, de la ponctuation, de la prononciation, etc...



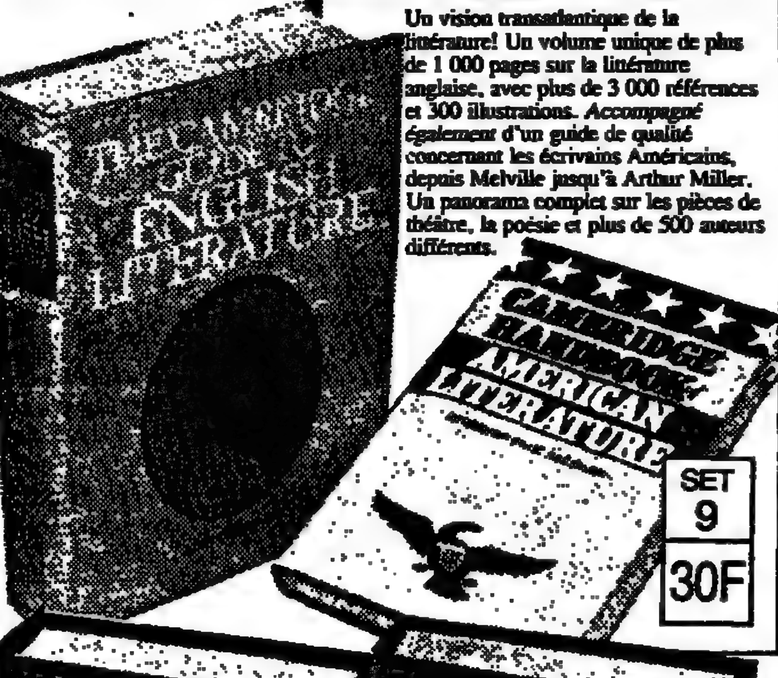
John Steinbeck: *The Grapes of Wrath, Of Mice and Men, Cannery Row, East of Eden, The Moon is Down.* Hemingway: *For Whom the Bell Tolls, Fiesta, Across the River and into the Trees, The Old Man and the Sea.*



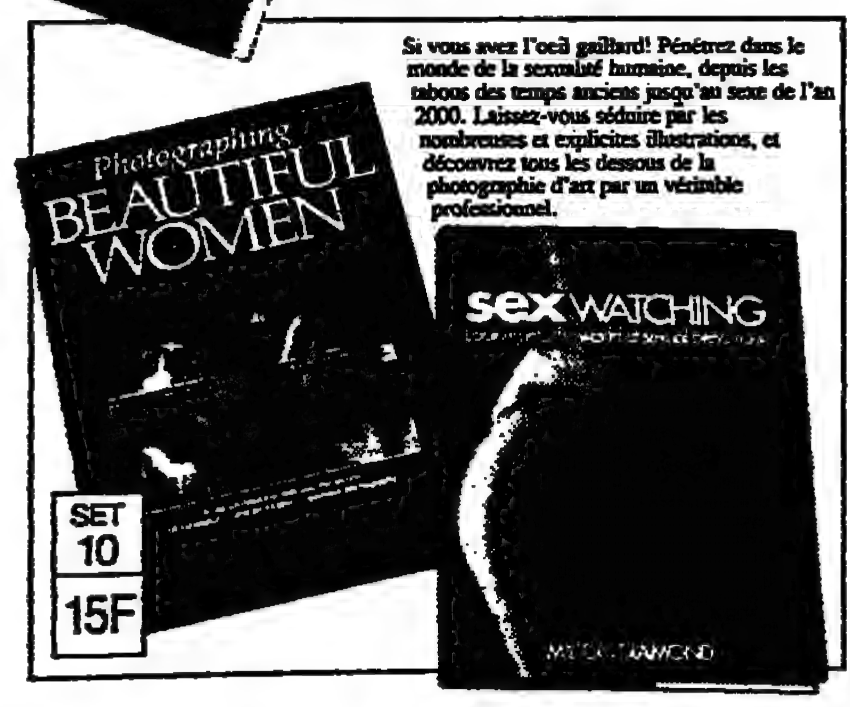
Anglais courant, Anglais correct et Anglais coloré! Comment le langage varie en fonction du milieu où il est utilisé... l'argot populaire amusant... le style précis des textes d'un livre... et l'Anglais qui diffère selon les régions...



Les splendeurs habituelles et inhabituelles de l'Angleterre! Magnifiques photographies en couleur de Blenhiem Palace, Penshurst Place. Caernarfon Castle, etc... Villages pittoresques, trains à vapeur et une sélection des attractions les plus intéressantes, facilement localisables sur cartes AA annexées.



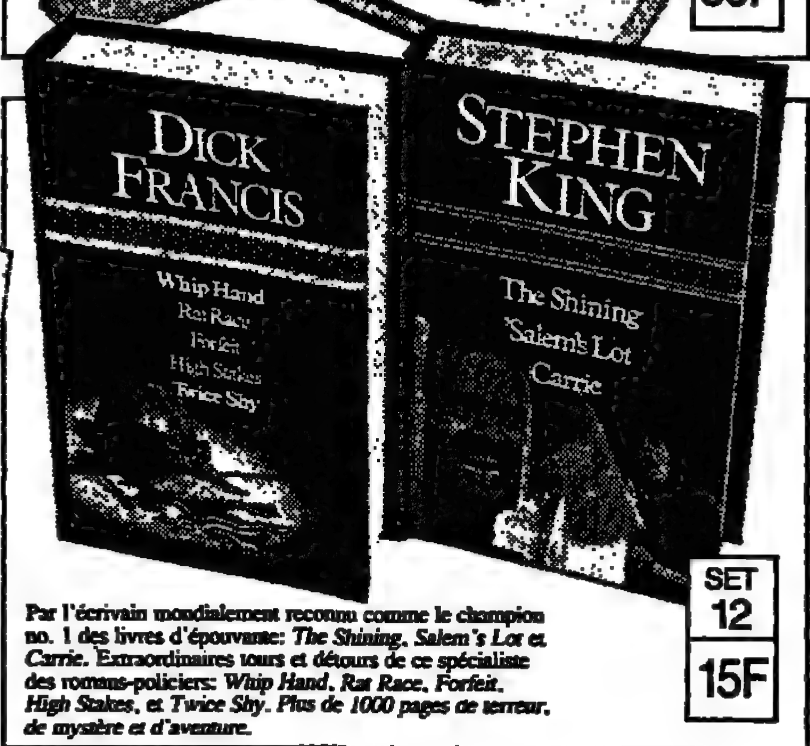
Un vision transatlantique de la littérature! Un volume unique de plus de 1 000 pages sur la littérature anglaise, avec plus de 3 000 références et 300 illustrations. *Accompagné également* d'un guide de qualité concernant les écrivains Américains, depuis Melville jusqu'à Arthur Miller. Un panorama complet sur les pièces de théâtre, la poésie et plus de 500 auteurs différents.



Si vous avez l'oeil gaillard! Pénétrez dans le monde de la sexualité humaine, depuis les tabous des temps anciens jusqu'au sexe de l'an 2000. Laissez-vous séduire par les nombreuses et explicites illustrations, et découvrez tous les dessous de la photographie d'art par un véritable professionnel.

SET 11 — 30F

Comment y aller et que visiter et voir lorsque vous y serez! La Grande Bretagne représentée par de superbes cartes, avec 35 pages supplémentaires détaillant sa géographie. Accompagné également d'un splendide livre illustrant les chaumières, les auberges historiques, etc...



Par l'écrivain mondialement reconnu comme le champion no. 1 des livres d'épouvante: *The Shining, Salem's Lot* et *Carrie.* Extraordinaires tours et détours de ce spécialiste des romans-policiers: *Whip Hand, Rat Race, Forfeit, High Stakes,* et *Twice Shy. Plus de 1000 pages de terreur, de mystère et d'aventure.*

Venez rejoindre *Le Nouvel English Bookclub...* dès aujourd'hui
Oui, vous pouvez choisir 2 sets (de 2 livres minimum par set) parmi ces livres séduisants, à partir de 10F seulement par set, une merveilleuse façon d'accéder aux avantages offerts par l'English Bookclub.

Comment fonctionne The English Bookclub
The English Bookclub fait partie du plus important groupe anglais de Club de livres, ayant acquis des années d'expérience en fournissant des livres en langue anglaise, principalement en Hollande, Australie, Allemagne, Nouvelle Zélande — et bien sûr en Angleterre. Dès à présent, les membres francais de l'English Bookclub pourront bénéficier des capacités et de l'énorme puissance d'achat d'une des meilleures sources de livres en langue anglaise dans le monde.

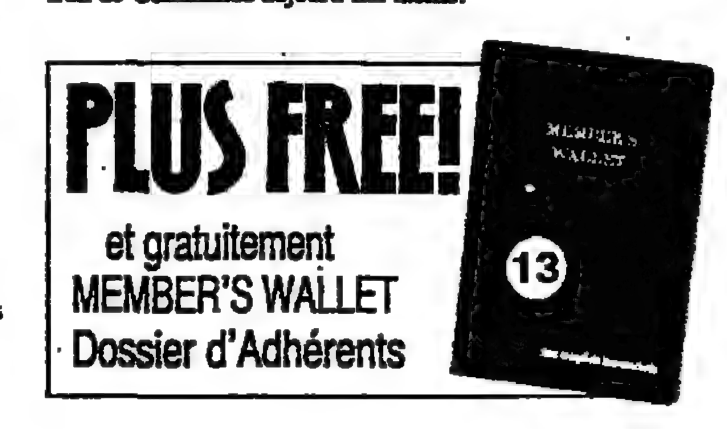
Grand Choix En tant que membre, nous vous offrirons une très large variété des meilleurs livres anglais et américains. Bestsellers signés par des auteurs tels que Frederick Forsyth, Graham Greene et John le Carré... Classiques en littérature, d'auteurs reconnus comme Orwell, H.G. Wells et D.H. Lawrence... atlas... dictionnaires... livres pour améliorer votre anglais... histoire, art et livres sur la nature... et beaucoup d'autres encore...

Directement chez vous Tous vos livres sont expédiés rapidement et efficacement, en direct de Grande Bretagne. Tous entièrement reliés et en édition complète. Parce qu'à l'English Bookclub, nous baissons les prix, jamais la qualité.

Magazine Gratuit Tous les trimestres, vous recevrez notre Magazine gratuit en couleur, le "Bookshop". Votre seule obligation est de choisir au moins 1 livre par trimestre, parmi plus de 600 titres proposés tout au long de l'année. La durée minimum d'adhésion est fixée à 1 an seulement.

10 jours d'examen gratuit
Commandez dès aujourd'hui vos livres afin de vérifier vous-même ce que nous voulons dire par Economie et Qualité. Mais n'envoyez pas d'argent maintenant, examinez tranquillement vos livres, chez vous, avant de décider de rejoindre les membres de l'English Bookclub.

Agissez maintenant!
Faites votre choix parmi les livres proposés ici et renvoyez votre Bon de Commande aujourd'hui même.



the english bookclub

Renvoyez ce coupon-réponse à notre adresse française:
The English Bookclub, 60329 Compiègne cedex.

Oui, je désire devenir membre de The English Bookclub, Londres et je souhaite recevoir les livres dont les codes sont indiqués ci-dessous dans les cases prévues.

[ ] [ ] FREE 13

Si je décide de conserver les livres, je ne paierai que le prix préféntiel correspondant aux livres choisis, plus seulement 19 F d'envoi et de conditionnement*. Je m'engage à commander au moins un livre par trimestre, parmi les titres proposés dans le magazine trimestriel gratuit 'Bookshop'
Si je ne passe pas de commande dans les délais précisés par le magazine du club, j'accepte de recevoir le Choix de l'Editeur, décris dans le 'Bookshop'. Mon adhésion est enregistrée pour une période minimum d'un an, je pourrai ensuite l'annuler à tout moment avec trois mois de préavis.
Si je ne suis pas totalement satisfait de mon offre de bienvenue, je pourrai vous la retourner dans les 10 jours et je ne vous devrai rien.

Signature ______________ Date ______________

Cette offre s'applique uniquement à la France métropolitaine. Offre reservée aux nouveaux adhérents. (Ecrire en majuscules SVP)

M.
Mme Nom ______________
Mlle

Prénom ______________

N° ____ Rue ______________

Code Postal ________ Ville ______________

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT LM708

● PHILOSOPHIE

Etre marxiste aujourd'hui

Lire Lukacs, c'est s'interroger sur l'actualité de Marx

LE philosophe hongrois György Lukacs mourut en 1971. Peu de temps avant sa mort, il entreprit – en partie pour répondre au vœu de son épouse – de rédiger son autobiographie, mais la maladie l'empêcha d'esquisser plus d'une quarantaine de pages en style télégraphique. Il consentit alors à ce que cette ébauche fût complétée par une série de conversations, enregistrées sur bande magnétique, avec deux universitaires. *Pensée vécue,* la partie rédigée par Lukacs, ainsi que ces conversations reproduites et mises en forme sous le titre *Mémoires parlés,* viennent d'être publiées aux éditions de l'Arche, éclairant d'un jour nouveau le parcours intellectuel d'un des plus importants théoriciens marxistes du vingtième siècle.

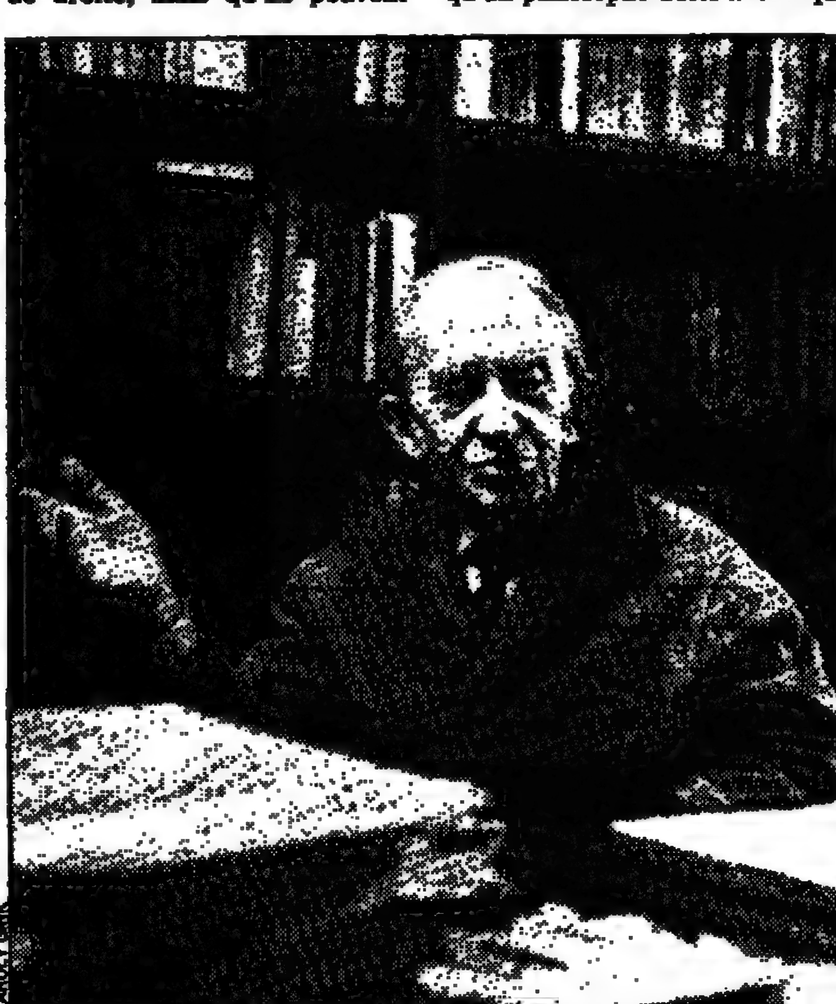
Simultanément, Actes Sud nous offre l'essentiel d'un colloque qui, en mars 1985, s'est tenu à Paris, *Ernst Bloch et György Lukacs un siècle après.* On y trouve une série de communications intéressantes sur ces deux philosophes qui, nés la même année, entretinrent toute leur vie des relations étroites et partagèrent certaines convictions politiques, tout en s'opposant fréquemment sur des questions de fond. Enfin, Aubier nous apporte un ouvrage qui réunit une conférence sur Lukacs, prononcée par Henri Lefebvre en 1955 à l'Institut hongrois de Paris, et un texte du philosophe français Patrick Tort, daté de janvier 1986 et intitulé *Etre marxiste aujourd'hui.*

Une question qui pèsera lourd

La conjonction de ces trois livres, même si elle est le fruit du hasard, ne peut que donner à penser. Que veut dire « être marxiste aujourd'hui » ? Peut-on encore l'être et de quelle façon ? Ce ne sont pas là de minces questions. Ce ne sont pas davantage des questions innocentes. Si toute prise de parti en philosophie est *aussi* un choix politique, toute prise de position *sur* le marxisme l'est à plus forte raison – et cela, qu'on soit *pour* ou *contre,* qu'on se situe *dedans* ou *dehors.* Mais le travail de réflexion est encore plus périlleux lorsque le philosophe qui parle du marxisme, tout en se plaçant à l'intérieur de ce système, essaie de le faire évoluer ou bien tente d'infléchir, voire de discuter les positions théoriques de ceux qui se considèrent eux-mêmes comme les gardiens officiels de la doctrine, à savoir les partis communistes. Tout le monde a en mémoire les difficultés que Lukacs connut avec l'appareil du parti en Hongrie. Son livre *Histoire et conscience de classe* (1923) fut jugé tellement dangereux que Lukacs dut, en 1949, se résigner à le renier publiquement.

Henri Lefebvre, de son côté, a dû batailler sa vie durant contre la prétention des institutions à définir le vrai. Il est à peine besoin de rappeler qu'il fut exclu du Parti communiste français en 1958, trois ans après avoir prononcé cette conférence sur Lukacs dont la publication avait été, sur le moment, interdite par le comité central. Quant à Patrick Tort, il est clair que le petit texte qu'il vient de publier – petit par la taille, mais pas par les problèmes qu'il pose – pèsera lourd dans la suite de ses rapports (s'il continue d'en avoir) avec les communistes français.

Que dit donc, en substance, Patrick Tort ? Que le marxisme, bien sûr, est toujours vivant. Qu'il consiste d'abord à se souvenir que le peuple existe. A ne pas oublier que la classe ouvrière ne s'identifie pas à la totalité de ce peuple. Qu'il convient de sortir les concepts révolutionnaires des vitrines poussiéreuses où les idéologues officiels s'efforcent de les ranger, pour les expliquer aux masses, pour les leur offrir comme arme théorique. Qu'il faut prendre acte du fait que le capitalisme a évolué; que l'aliénation a pris des formes nouvelles; que la conscience de classe n'est pas un phénomène aussi « naturel » qu'au siècle passé; que, si la révolution est souhaitable, elle n'est sûrement pas inéluctable. Que la société industrielle moderne est une « *société du spectacle* »; qu'elle s'appuie sur des modes inédits d'assujettissement; que le nationalisme et le racisme ne sont plus, comme on le croyait jadis, des caractéristiques du discours de droite, mais qu'ils peuvent aussi bien se retrouver à gauche. Bref, que les partis communistes occidentaux doivent sans doute rechercher du côté de leur retard théorique et de leur refus de poser clairement certains problèmes actuels (par exemple celui de l'immigration) l'explication de leur recul électoral et politique.



György Lukacs : il fut souvent en délicatesse avec le marxisme « officiel ».

Toutes ces remarques m'ont l'air pétries de bon sens. A vrai dire, ce qu'énonce Patrick Tort dans ce texte, toutes les questions qu'il pose, tous les doutes qu'il formule sont partagés par beaucoup de gens et depuis fort longtemps. Il n'y a guère que les gardiens de la loi qui puissent être choqués par un tel discours. Les autres, ceux qui ne prétendent pas détenir la vérité mais continuent de la chercher, ceux qui ne se situent pas spontanément *dans* le marxisme mais qui préfèrent demeurer à l'extérieur, ceux-là resteront sur leur faim. Je regrette de le dire, car j'aime bien, par ailleurs, les travaux de Patrick Tort, mais il s'est cette fois-ci trompé sur la question fondamentale. Ce qu'il convient de déterminer, ce n'est pas *comment* il convient d'être marxiste aujourd'hui, mais *si* il y a encore lieu de l'être. Et ce qu'il faudrait arriver à formuler par rapport au marxisme, ce n'est pas une attitude d'adhésion inconditionnelle ou de rejet sans nuance, c'est tout simplement un *discours critique.*

Car le marxisme, en fin de compte, est une philosophie comme les autres. C'est ainsi qu'il a prétendu détenir la vérité absolue sans trop se donner la peine d'entrer dans les démonstrations. Chaque fois qu'il s'est trouvé à court d'arguments, il a utilisé l'anathème. Henri Lefebvre lui-même, dans le bref espace de cette conférence prononcée en 1955 pour défendre Lukacs, trouve le moyen de traiter, par exemple, Raymond Aron de « *mystificateur fieffé et patenté* » et de déclarer Merleau-Ponty responsable de la « *dégradation* » de la raison contemporaine. Admettons qu'un tel langage ait fait partie, pendant des siècles, de la rhétorique philosophique : traîner son adversaire dans la boue est de bonne guerre entre intellectuels. Mais tout cela témoigne seulement de ce que le marxisme, je le répète, est un discours philosophique comme les autres, construit sur les mêmes moules, obéissant aux mêmes contraintes.

Le vrai problème qui se pose à nous est alors le suivant : pourquoi faudrait-il aujourd'hui continuer d'attribuer un statut privilégié au marxisme, persister à en faire une théorie à part, dont l'évidence se passerait de justification? Pourquoi faudrait-il tenir pour évident le caractère « *souhaitable* » de la révolution, ou la nécessité de « *l'expliquer* » au peuple? De quel peuple parle-t-on là, d'ailleurs, et de quelle révolution?

Il est pour le moins curieux qu'un philosophe aussi averti que Patrick Tort ne pose pas ces questions à son propre discours, ne se mette pas lui-même davantage en question, au moment où il dénonce si hardiment la langue de bois des partis communistes. La méfiance à l'égard de toutes les rhétoriques n'est-elle pas l'une des leçons les plus importantes que nous ait données l'histoire de la philosophie moderne ? La recherche de la vérité n'oblige-t-elle pas, en permanence, à prendre d'assaut les forteresses métaphysiques bâties par les générations antérieures ? La philosophie même est-elle autre chose qu'une entreprise de déconstruction de tous les dogmatismes ? C'est, me semble-t-il, l'essentiel du message qu'il convient de tirer de Husserl, Wittgenstein, Popper, Bloch, Adorno, Benjamin, et de Lukacs lui-même. Alors, relisons Lukacs, puisque l'occasion nous en est donnée par ces trois livres récents. *De lui,* au moins, nous apprendrons que la vérité, si elle existe, n'est pas de l'ordre de la présence et de l'avoir, mais bien plutôt de la différence et du chemin. Et qu'elle ne fait qu'un, au bout du compte, avec le long parcours que nous devons suivre pour la saisir – sans jamais y atteindre et sans jamais désespérer.

CH. DELACAMPAGNE.

★ PENSÉE VÉCUE, MÉMOIRES PARLÉS, de György Lukacs ; l'Arche, 272 p., 75 F.

★ ERNST BLOCH ET GYORGY LUKACS UN SIECLE APRES. Actes du colloque du Goethe Institut ; Actes Sud, 304 p., 150 F.

★ LUKACS 1955, d'Henri Lefebvre, et ETRE MARXISTE AUJOURD'HUI de Patrick Tort ; Aubier, 158 p., 75 F.

*

Rappelons aussi *Marx... ou pas ? Réflexions sur un centenaire.* Ouvrage collectif auquel ont notamment contribué Henri Lefebvre, François Châtelet, Jean-Marie Vincent, René Lourau, Michael Löwy, Ernest Mandel, Daniel Bensaïd. Etudes et documentation internationales (29, rue Descartes, Paris 75005), 342 p., 116 F.

● SOCIÉTÉ

SAGAS

Cet étrange « Eden »

De 1607 à 1985, André Kaspi

DANS son dernier ouvrage, *The Cycles of American History (les Cycles de l'histoire américaine),* l'historien américain Arthur Schlesinger Jr., lui-même fils d'un historien distingué et ancien conseiller de Kennedy, accuse ses compatriotes de se désintéresser de plus en plus de l'histoire. Ce qu'on a du mal à comprendre quand on parcourt l'immense champ de la production historique des Etats-Unis depuis un siècle ainsi que l'ardent labourage qui le retourne sans cesse. Mais qu'est-ce qui parvient en Europe non anglophone de ces travaux ? Au seuil de cette somme que représentent *les Américains,* André Kaspi fait écho au pessimisme de Schlesinger. « *L'histoire américaine,* écrit-il en avant-propos, *ne suscite guère d'intérêt en France. Au mieux, elle reste une curiosité qu'alimentent des ouvrages d'inégale valeur. Elle est un des parents pauvres de l'Université.* » Et il est vrai que les quelques tentatives pour l'introduire chez nous n'ont pas rencontré un franc succès, qu'il s'agisse de la collection « Vents d'Ouest » chez Seghers ou de la traduction des trois volumes de Daniel J. Boorstin sur *l'Histoire des Américains* (Armand Colin, 1981), que Kaspi recommande de lire « *très attentivement* ».

Son projet s'y apparente et, cette fois, il vient sans intermédiaire du milieu américaniste français. *Les Américains* nous proposent un panorama de la saga américaine tout entière, du premier établissement anglais à Jamestown, en 1607, noyau de la future Virginie, à la réélection de Ronald Reagan en 1984. Ce n'est donc pas une mince affaire. Non seulement parce qu'elle rassemble trois siècles et demi de chronique américaine, mais parce que Kaspi vise à « l'histoire totale ». S'il suit plus ou moins le cours des choses politiques, il entend bien y intégrer l'économie, la démographie, la diplomatie, l'évolution des mentalités et des techniques. D'où, outre les dates, bien sûr, des cartes, des tableaux comparatifs, des statistiques et *in fine* quatorze pages d'une chronologie détaillée (pas seulement « événementielle »), plus la traduction de la Déclaration d'indépendance, celle de la Constitution et de ses amendements – dont les dix premiers forment la Déclaration des droits ou Bill of Rights – ainsi qu'un index et une bibliographie fournie quoique forcément très sélective.

Lourd et utile bagage que Le Seuil a eu l'idée de mettre à la portée de toutes les bourses en publiant, avec l'édition normale (697 pages sans compter les annexes), deux livres de poche qui reprennent mot à mot le texte en le partageant en deux sections, 1607-1945 et 1945-1985.

Cette division correspond d'ailleurs aux intentions de l'auteur, qui répartit sa matière sur quatre périodes : naissance des Etats-Unis (1607-1815), l'accession à la puissance (1815-1945), la maturité (1945-1964), les doutes et les incertitudes (1965-1985). Après tout, pourquoi pas ? L'ennui de ce découpage, c'est qu'il ne s'accompagne d'aucune justification. Mais on est davantage contrarié par certaines latitudes, par certaines libertés de langage, comme celle qui en vient, en s'autorisant de Boorstin, à réduire l'œuvre de Franklin aux expérimentations personnelles et aux « *gadgets* ».

Londres, « phare » culturel

Passage obligé de tout américaniste français : le sort des Indiens. Kaspi s'étend sur l'existence et la diversité des tribus primitives. Il présente même une carte où elles recouvrent la totalité de l'espace nord-américain. On sait ce qu'il en advint. Kaspi n'approuve pas, mais, soucieux d'éviter l'anachronisme, il prend argument des horreurs de la guerre de Trente Ans pour relativiser le refoulement progressif des Indiens. L'« *extirpation* » de ces derniers était pourtant conclue d'avance. Seule son énormité échappait aux vues géographiques des premiers arrivants.

Autre remarque sur les premiers temps de la colonisation : Kaspi y voit fleurir rapidement l'« *abondance* » – terme qu'il affectionne et emploie à plusieurs reprises dans son livre, – la longévité et autres prospérités, mais les débuts furent partout extrêmement ardus, lents, ingrats, si bien, par exemple, qu'en Virginie le taux de mortalité, surtout chez les mâles, était effrayant et qu'il fallut du temps pour en faire la « patrie » de Jefferson et de Washington, parenthèse heureuse que la guerre de Sécession refermera jusqu'à nos jours. Les autres « plantations » connurent des fortunes diverses. On a montré qu'au moment de leur épanouissement, au milieu du dix-huitième siècle, c'étaient des opérations fructueuses pour la Couronne et les Grands à qui elle distribuait généreusement des concessions immenses. S'il est vrai que l'Océan interposait des distances incertaines entre Londres et ses sujets lointains, la « mère-patrie » ne les perdait pas de vue pour autant. Les actes de navigation, les instructions aux gouverneurs prouvent qu'avec les moyens du moment, et du bord, Londres ne jetait pas seulement un regard distrait sur ses possessions.

Parvenues à un degré d'aisance enviable, les colonies ne se jouxtaient que sur le papier. Entre elles, pas ou peu de contacts. C'est avec Londres qu'elles en ont le plus. Aussi est-il hautement conjectural de dépeindre une société américaine « *ressemblant de moins en moins à la société anglaise* ». Ce qui est vrai, c'est que les sociétés coloniales aspiraient à « émuler » les modèles londoniens, que Londres servait, comme le dit Kaspi, de « *phare* » culturel, qu'on en faisait venir tout ce qui servait au bien-être et au luxe, qu'on s'efforçait de copier ses institutions, au point d'en oublier – ou d'en effacer – l'autorité du Parlement de Londres.

En même temps, on découvrait, semble-t-il, qu'on aurait été trop loin dans l'imitation, dans l'« anglicisation ». Quelque chose remuait dans ce que Kaspi appelle « *la personnalité intellectuelle* » des colonies. Mais ce sera encore une personnalité d'emprunt, l'idéologie de l'opposition whig, additionnée de ce qui traînait dans l'air de philosophie naturelle, qui inspirera l'insurrection.

Le défaitisme du Sud

Dans *les Américains,* après un préambule remontant aux racines de l'antagonisme qui la déclencha, la guerre de Sécession succède à la guerre d'Indépendance. Kaspi en retrace d'une main sûre les péripéties, les combats. Il décrit les activités de l'arrière des deux camps, mais il attribue la victoire du Nord (ou plutôt de l'Union) à la seule supériorité morale et matérielle des armées de Lincoln. Selon lui, les hostilités auraient traîné trop longtemps pour laisser sa chance à la Confédération, qui n'était pas loin de la tenir en 1862.

Thomas Farber : la vie en spirale

UN chien qui joue sur une plage, tandis que son maître se promène en ligne droite, à faire des ronds autour de lui, s'éloignant puis revenant, finit par décrire sur le sable une sorte de spirale bien particulière, baptisée par un mathématicien français du dix-neuvième siècle « *courbe du chien* ». De même, les héros du premier roman de Thomas Farber avancent dans la vie chacun selon sa piste singulière, se tournent autour sans pouvoir se quitter.

Ce sont deux frères, séparés par toute l'étendue du continent nord-américain. L'un est avocat à Boston, l'autre libraire sur la côte californienne. Tous deux sont assez tourmentés, ont plutôt souffert des femmes sans jamais les comprendre, et se passent des coups de fil longue distance en plusieurs langues, en code, comme au temps de leur enfance. Au temps du football.

Car le football a une grande importance ici, non comme rite culturel (ce fut le cas du baseball avec Philip Roth dans *le Grand Roman américain*), mais comme métaphore à la fois triviale et sophistiquée. Il y a toute la gamme des souvenirs communs, les premières passes entre gosses, les balles ratées ou lancées trop loin, les chandelles interminables, et aussi des considérations diverses et généralement très argumentées sur le mouvement du ballon en vol. Sur les nécessités du lancer en spirale, à la fois mécanique et symbolique, la spirale étant une des courbes fondamentales de l'univers, comme en témoigne le mouvement de la Voie lactée, similaire à celui du lait que l'on verse dans un évier mouillé, etc. Soit.

Sur fond de whisky

Après nombre d'allers et retours du minuscule quotidien à l'incommensurable universel par le biais des associations d'idées que fait jaillir dans un esprit littéraire la fulgurance de certaines formules mathématiques ou physiques, nous avons droit à une assez longue discussion, sur fond de whisky, entre le narrateur et son père à propos des spirales, où les deux hommes se persuadent un peu vite qu'ils vont « *penser grand* » à l'aide de propositions du style : « *La passion déclinante voyage plus vite que l'intelligence* » ou « *l'amour, le désir sont morts avant que les êtres s'en rendent compte.* »

L'auteur salue, à juste titre, une présentatrice de télévision capable de « *nous faire avaler gaiement les « nouvelles » en nous faisant oublier que nous vivons dans un monde multicatastrophique, du moins en nous persuadant qu'il n'est pas nécessaire de les prendre au sérieux* ». Thomas Farber, dont c'est le premier roman (il est né en 1944 et a publié deux recueils de nouvelles non traduits en français), a le bon sens de pimenter ce texte au souffle un peu court – ni Brautigan ni Salinger, mais pas assez dégagé de ces deux-là – avec des statistiques et des anecdotes amusantes sur les suicides depuis le Golden Gate au-dessus de la baie de San-Francisco (sept cents cas depuis 1937) et certaines de ces questions qui égaient un roman : pourquoi tel suicidé avait-il choisi de sauter du côté est et non du côté ouest du pont ? « *L'homme avait eu peur de traverser la circulation pour passer de l'autre côté : il ne voulait pas se faire écraser par une voiture.* » Farber doit adorer découper les faits divers dans les journaux, collecter les bizarreries, les plis dans le tissu de la logique et de l'existence. Il les noue ensemble comme des mouchoirs de prestidigitateur. Ce n'est pas encore là l'étoffe des romanciers.

MICHEL BRAUDEAU.

★ LA COURBE DU CHIEN, de Thomas Farber, traduit de l'américain par Philippe Mikriammos, Gallimard, 172 p., 75 F.

AMÉRICAINES

à l'ouest de nos rêves

nous raconte « les Américains »

On a tellement écrit et romancé sur ces années-là qu'aucune hypothèse n'est à jamais discréditée. Récemment, trois historiens se demandaient gravement *« Why the South lost the Civil War »* (Pourquoi le Sud a-t-il perdu la guerre de Sécession ?) ; occasion pour le Nestor de la profession, C. Vann Woodward, de passer en revue quelques réponses données à la question (1). La sienne est que le Sud n'était pas vraiment battu, qu'il aurait pu continuer la lutte, mais qu'il était rongé par le défaitisme, par le doute sur la cause qu'il avait embrassée : l'esclavage n'était décidément plus défendable – ce qui ne signifie pas qu'on en ait fini, au Nord comme au Sud, avec un *« problème noir »* dont on n'entrevoit même pas la solution aujourd'hui.

Le long règne des présidents républicains, qui ne fut interrompu que deux fois par le démocrate Grover Cleveland – lequel n'a droit qu'à quatre lignes dans le Kaspi (n'est-ce pas lui, pourtant, qui institua le « public service », la fonction publique ?) – aurait pu se prolonger indéfiniment si la rivalité Taft-Theodore Roosevelt n'avait divisé l'électorat républicain en 1912, ouvrant ainsi la voie de la Maison Blanche au démocrate Woodrow Wilson. Kaspi le dépeint comme *« une extraordinaire personnalité, si typiquement américaine qu'elle paraît insaisissable aux Européens »*. Wilson n'était pas homme à pactiser ni à faire la part des choses. Il voulut imposer aux traités qu'il rapportait de Paris la maxime du tout ou rien, ce qui n'est pas « typiquement » américain. Les quinze derniers mois de son second mandat, atteint d'hémiplégie, il sera séquestré par une épouse cerbère. Il ne semble pas que ses contemporains s'en soient émus outre mesure. On sait combien leurs descendants sont devenus chatouilleux sur le chapitre de la santé présidentielle.

Après Wilson, c'est « le retour à la normale », l'isolationnisme, la prohibition, l'enfilade des présidents-potiches (Harding, Coolidge, Hoover), puis douze millions de chômeurs, l'effondrement de Wall Street. Il faudra l'élection de 1932 et le généreux activisme du New Deal pour sortir du marasme et introduire dans le monde de l'argent et du travail *« une nouvelle conception des relations humaines »*. Mais, si Roosevelt reçoit son dû de Kaspi, c'est Truman qui force son admiration. Il consacre 184 pages à son administration, contre 43, à celle de F.D.R. Et il est vrai que les années 1944-1952 furent, à l'intérieur comme à l'extérieur des Etats-Unis, des années charnières, pleines de fracas, de tourments, d'innovations et de hantises.

La « peur des rouges »

Kaspi s'efforce de faire le point sur les origines de la guerre froide. Il contredit les historiens de la New Left – bien oubliés aujourd'hui – qui en imputent la faute à la politique américaine, et réplique que *« le choc de deux messianismes »* était inévitable, même si Washington a eu tort – mais qu'en savons-nous ? – de prêter à l'URSS des ambitions hégémoniques au-delà de l'Elbe.

Kaspi ne cache pas que c'est sous Truman, en 1946, qu'a pris naissance le grand soupçon envers les personnes suspectes de « déviation » idéologique... ou autre. Le célèbre J. Edgard Hoover, patron du FBI depuis 1924, aux mœurs rien moins que transparentes, s'en donne à cœur joie. A partir de 1950, très officiellement, un simple « doute » sur le loyalisme des fonctionnaires permet leur révocation. La « peur des rouges », qui avait déjà sévi dans les années 20, revient en force. *« Le maccarthysme existe avant qu'on ne parle de McCarthy »*, note Kaspi. Ce qui est curieux, c'est que l'auteur, s'il n'éprouve aucune indulgence pour cette « nouvelle Inquisition », semble minimiser le rôle qu'y joua Nixon, lequel, dans ses campagnes électorales de 1946 et de 1950, recourut à la diffamation anticommuniste la plus crue. Qu'il ait pu paraître digne de figurer sur le « ticket » Eisenhower en 1952 en dit long sur l'état d'esprit des « caciques » républicains d'alors. Le Watergate et ses à-côtés achèveront le portrait du personnage.

La Maison Blanche n'est plus le siège d'un exécutif imaginatif et puissant, mais le lieu qui polarise les engouements et les désenchantements d'une ferveur populaire sujette à des variations brusques. Ainsi Carter apparaît-il à M. Kaspi comme une *« aberration »*, tandis que Reagan est crédité d'un *« charisme »* quasi gaullien.

Il ne faut pas en vouloir à Kaspi de ces jugements à l'emporte-pièce, qui émaillent des développements beaucoup plus subtils et circonstanciés. Il n'est pas, comme le fut Tocqueville, obsédé par la recherche d'une *« cause première »*, encore qu'il fasse souvent référence à la Frontière (avec une majuscule) ; comme s'il trouvait dans l'intuition formulée par Frederick Jackson Turner en 1893 – à la fois vulgarisée et controversée depuis – l'ultime ressort du devenir américain.

Sans doute est-il sain pour l'historien de rejeter, comme le fait Kaspi, les *« visions réductrices »* et les déterminismes en tout genre, mais n'est-ce pas, en l'occurrence, diminuer la part qui revient aux religions de diverses observances dans *l'« aventure conceptuelle »* des Etats-Unis, dans la formation de leur intelligence d'eux-mêmes et jusque dans leur vocabulaire pratique ? Bien sûr, l'importance du facteur religieux n'a pas échappé à la sagacité de Kaspi. Seulement, si l'on ose-dire, il ne sait pas quoi en faire.

Les « religious-affections »

Nous n'apprenons que tranche par tranche les éruptions et les modifications de ce que le pasteur et théologien Jonathan Edwards appelait jadis les *« religious-affections »*. Peut-être le secret d'une continuité est-il de cette façon perdu. Oui, peut-on écrire une histoire « laïque » des Etats-Unis ? Il est significatif de cette interrogation que *les Américains* passent pratiquement sous silence l'émergence massive d'une Eglise catholique qui regroupe, de nos jours, le quart de la population américaine, et dont les évêques ont quelque mal à surmonter leur antipathie pour l'ordre établi.

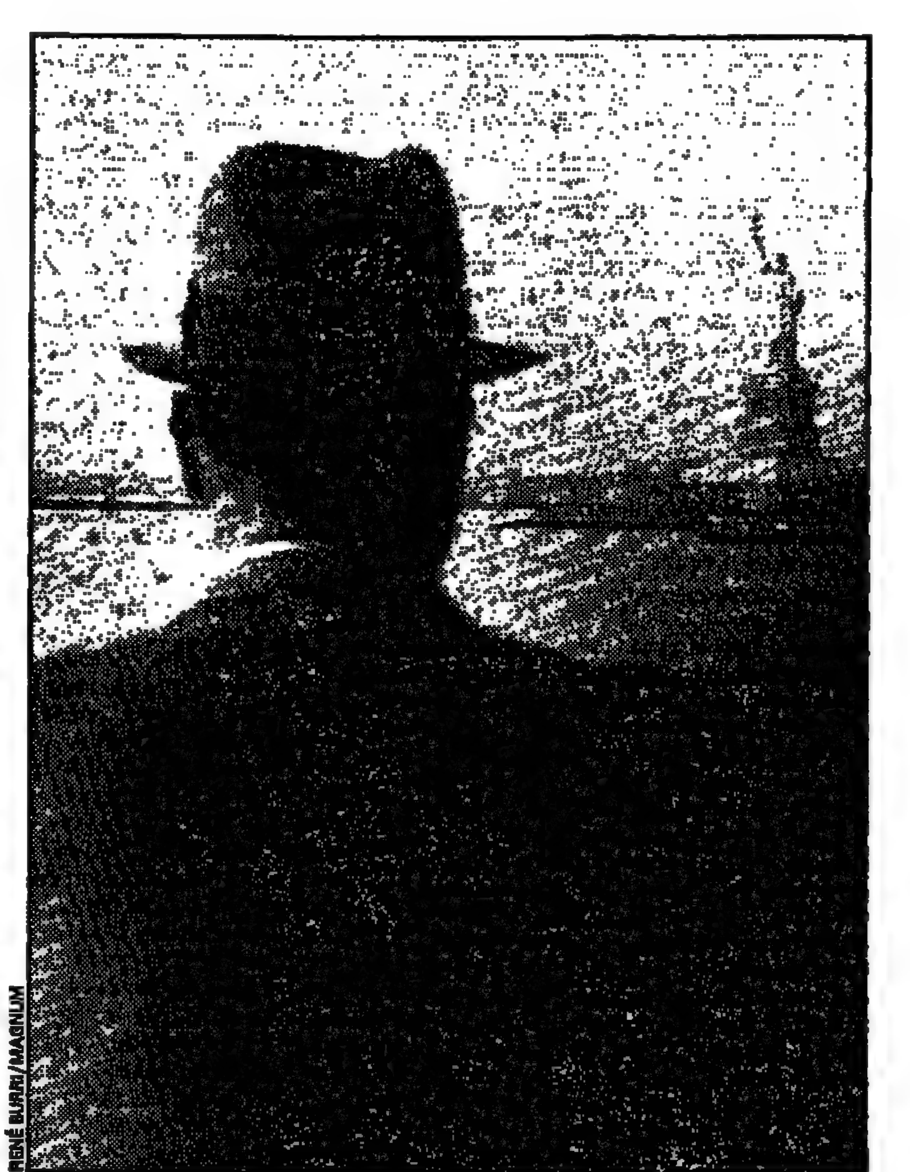
Cela dit, le livre de Kaspi, riche d'une documentation exceptionnelle, mérite d'être lu et discuté par tous ceux qu'intriguent non seulement les avatars de *« l'étrange Eden américain »*, comme le dit quelque part Chaunu, mais encore ce qui peut en résulter pour l'ensemble de l'humanité.

ALAIN CLÉMENT.

★ LES AMÉRICAINS d'André Kaspi, Seuil, un volume, 700 p., 250 F.

★ En poche : LES AMÉRICAINS, collection « POINTS HISTOIRE » : vol. I : Naissance et essor des Etats-Unis (1607-1945) ; vol. II : Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, chaque volume 35 F.

(1) *The New York Review of Books* 17 juillet 1986.



RENÉ BURRI/MAGNUM

● ***Au diable le Père Bruck !,*** c'est le bilan de huit ans de séjour américain du Père Bruckberger (1950-1958). Un Bruckberger bien dans sa manière, qui ne craint ni le paradoxe ni le raccourci, et qui ravira ses fidèles. *« Je suis allé en Amérique non pour la conquérir, non pour en tirer quelque enseignement,* écrit le Père Bruckberger en présentant son livre, *mais parce que j'avais tellement exaspéré mon monde qu'on m'eût envoyé n'importe où, pourvu que ce soit le plus loin possible. Je n'y fus pas perdu pour autant. L'ordre dominicain est catholique, c'est-à-dire universel. Il y a des dominicains en Amérique, qui me reçurent comme un des leurs. En fait, je ne me suis jamais senti autant chez moi. »* (*Au diable le Père Bruck !* de R.L. Bruckberger, éd. Plon, 330 p., 100 F).

● « Texas, ton univers impitoyable »... C'était « incontournable » ! C'est le titre d'un article sur l'individualisme et la loi du plus fort (de Sophie Body-Gendrot) dans un numéro spécial de la revue *Autrement* consacré audit Texas. Dirigé par Brigitte Ouvry-Vial, ce volume, tout à fait intéressant et riche, s'ouvre sur un entretien avec James Michener, auteur du best-seller *Texas,* et se clôt sur une conversation avec le dramaturge Bob Wilson, *« né à Waco, Texas »*. Entre les deux, deux cent trente pages pour passer le Texas au peigne fin, de la finance aux sectes, du pétrole aux *« Black Cowboys »*. (*Autrement,* hors série, nº 20).

Les nostalgiques de l'Europe

(Suite de la page 13.)

Pour ce qui est du reste, n'alla-t-il pas jusqu'à approuver sa fille qui, à vingt ans, voulait en terminer avec la vie, pourvu qu'elle le fît à bon escient et d'une manière qui affligerait le moins possible ses amis ?

« Nous devions convertir et convertir tout ce qui pouvait nous arriver, s'exclame son fils Henry, *chaque contact, chaque impression, et regarder toujours le revers de la médaille »*. Quelle torture, mais quelle discipline pour un romancier !

« Cette chose si distinguée »

La réalité aime les symétries qui atténuent l'impression de chaos qu'elle donne. Elles ne sont pas forcément utiles, mais elles nous permettent de soupçonner qu'une loi sous-tend la vie : Henry James Sr. avait quatorze ans lorsque, en essayant d'éteindre un incendie, il subit de telles brûlures que sa jambe dut être amputée au-dessus du genou. Son fils Henry avait, lui, dix-huit ans quand, aidant à éteindre un autre incendie, il fut victime d'une *« horrible mais obscure lésion »*. Lésion énigmatique, volontairement énigmatique, dans laquelle certains voient l'origine de l'impuissance sexuelle que l'on se plaît à attribuer à ce célibataire, et d'autres, l'accident providentiel dont il s'empara pour justifier son goût du secret, sa position de retranchement poli. Comme dans ses romans, qui finissent toujours par éluder le but vers lequel ils tendent, et où le romancier se tient dans l'ombre, guettant comme une araignée la lente marche de ses créatures, infiniment perplexes et civilisées, vers la mort.

« Personne, assurait son frère William, *n'a jamais éprouvé une simple sensation isolée. Depuis le jour de notre naissance, la conscience est une multiplicité foisonnant d'objets et de relations, et ce que nous appelons des sensations simples, ce sont les résultats d'une attention discriminatoire, souvent poussée à un très haut degré. »* Ces mots du philosophe, d'où allait découler l'expression *« flux de conscience »* chère à Virginia Woolf et à James Joyce, pourraient définir l'œuvre subtilement enchevêtrée du romancier. A cela près que ce qui intéresse fondamentalement ce dernier, c'est non pas la conscience de soi de chacun de ses personnages, mais la conscience qu'ils ont de leur rapport avec les autres. Ce sont les situations qui passionnent James, pas les personnages – et notre lecture de Kafka éclaire autrement ce théâtre de gestes dans un salon que sont, à première vue, ses romans.

Somerset Maugham voyait en James un Américain qui, se haussant sur la pointe des pieds derrière une haie, essayait de surprendre une confidence britannique... Moins soucieux de formules, Graham Greene a dit que l'auteur de *Ce que savait Maisie* était aussi solitaire dans l'histoire du roman que Shakespeare pouvait l'être dans l'histoire de la poésie. De son vivant, il ne connut qu'une de ces célébrités distraites qui n'impliquent pas la lecture de l'œuvre. Mais il sut vite mettre à profit son insuccès : se rappelant le précepte de son père, il se donna corps et âme à la tâche de *« convertir »* tout ce qu'il avait vécu et observé – et surtout tout ce qu'il n'avait pas vécu mais observé – en réalité verbale, en littérature. Afin de figer sous le masque de l'art le froid visage de méduse de la vie.

En 1915, comme il avait toujours vécu à Londres, James demanda la nationalité britannique, alléguant, pour justifier son reniement, que les Etats-Unis ne s'étaient pas engagés dans la défense de la civilisation. Il mourut un an plus tard. On dit qu'à l'approche de la mort il murmura : *« Enfin, elle est là, cette chose si distinguée... »*

En 1929, Charles Du Bos s'était employé sans succès à faire publier son œuvre complète. On le traduisit partiellement. Aujourd'hui, nous avons presque toute son œuvre en français.

En ce qui concerne les dernières publications, *Une vie à Londres* est un court roman dont le charme est rompu très souvent par les maladresses de la traduction. Les *Heures italiennes,* ses chroniques de voyage dans la Péninsule, d'une écriture moins complexe, sont en revanche très plaisantes à lire.

Peintre ironique de la décadence

D'Edith Wharton – Newbold Jones de son vrai nom, – née à New-York en 1862 et morte en Seine-et-Oise en 1937, on ne saurait pas parler en toute innocence : l'ombre magnifique de son ami et maître Henry James tend à voiler son œuvre. Au point qu'il est difficile de lire ses meilleurs ouvrages, ses meilleures pages, sans imaginer les ouvertures métaphysiques que James aurait pratiquées dans ces constructions très solides que sont *Ethan Frome* (Mercure de France), *le Temps de l'innocence* (Flammarion), ou, aujourd'hui, le très beau roman intitulé *l'Ecueil,* ainsi que les nouvelles, parmi lesquelles le texte qui donne son titre au recueil récemment paru, *Madame de Treymes,* est une réussite parfaite.

Comme l'a dit si bien Diane de Margerie, *« il y a une voix chez Edith Wharton qui est bien à elle et qui se fait entendre dans des domaines où tout homme de l'époque victorienne demeurait légèrement silencieux : celle de la femme qui secoue ses liens »*. Issue de la haute société américaine, Edith Wharton est devenue le peintre ironique de sa décadence et de sa corruption.



D.R.

Edith Wharton et Henry James à l'aube du siècle.

Ainsi, l'édition française reste fidèle à la tradition de mettre à leur vraie place les écrivains américains. L'histoire est vieille – elle ne date pas de la découverte de Faulkner, en 1931 – et les idées qui caractérisent les grands mouvements, voire les époques littéraires, naissent comme par hasard. Le jour où Baudelaire découvre chez Edgar Allan Poe l'idée que *« le but de la poésie est de même nature que son principe et qu'elle ne doit pas avoir en vue autre chose qu'elle-même »*, l'auteur des *Fleurs du mal* a trouvé le germe de l'esthétique moderne. En 1845, quatre ans avant sa mort, Poe, *« l'homme dont l'haleine pouvait prendre feu à la flamme d'une chandelle »*, avait publié son poème *le Corbeau* et rédigeait son essai *Genèse d'un poème,* comme pour amener le lecteur à croire que *le Corbeau* avait été composé de façon si délibérée que même l'émotion qui s'en dégage avait été scientifiquement prévue. »

Un siècle plus tard, T.S. Eliot avouait sans détours, dans une conférence prononcée à Aix-en-Provence, que s'il examinait avec sérieux l'art poétique de son compatriote, c'était en raison de son admiration à l'égard des trois grands Français qui l'avaient, respectivement, découvert et abondamment traduit (Baudelaire), admiré et partiellement traduit (Mallarmé), analysé avec passion (Valéry). Eliot ajoutait que les deux premiers *« avaient changé en un français d'une grande distinction un anglais de pacotille »*...

Toute notre modernité pourrait se résumer à une bataille, qui est loin d'être finie, entre partisans et détracteurs d'un Américain de la première moitié du dix-neuvième siècle, mort à quarante ans sur un lit d'hospice. Les labyrinthes de l'histoire sont aussi complexes que les chemins de la providence. Il est heureux, en tout cas, qu'un écrivain méprisé dans son propre pays ait pu dévoiler sa grandeur dans le passage à une autre langue, à une autre culture. Et cela pourrait nous conduire à penser qu'une culture n'est vraiment vivante que si elle est capable de se laisser irriguer par une autre, ou, tout au moins, d'en nourrir la nécessaire nostalgie.

HECTOR BIANCIOTTI.

★ UNE VIE A LONDRES, de Henry James, traduit par François Rosso, Ed. de la Différence, 195 p., 69 F.

★ HEURES ITALIENNES, de Henry James, traduit par Jean Pavans, Ed. de la Différence, 420 p., 138 F.

★ L'ÉCUEIL, d'Edith Wharton, traduit par Sabine Porte, introduction de Marilyn French, Christian Bourgois, 388 p., 120 F.

★ MADAME DE TREYMES ET AUTRES NOUVELLES, d'Edith Wharton, traduit par Frédérique Daber et Emmanuèle de Lesseps, Christian Bourgois, 384 p., 120 F.

*

– Signalons aussi *Fièvre romaine,* nouvelle d'Edith Wharton, traduite par Diane de Margerie. Ce volume est offert aux clients des librairies qui font partie du groupement *l'Œil de la lettre* (40, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris).

D'AUTRES MONDES

Le complot de Thomas Pynchon

★ **VENTE A LA CRIEE DU LOT 49, de Thomas Pynchon, traduit de l'américain par Michel Doury. Seuil, coll. « Fiction et Cie », 216 p., 79 F.**

DÉCIDÉMENT, ce sont toujours les meilleurs qui choisissent de nous quitter. Et qui, vivants, se comportent comme s'ils étaient morts pour nous journalistes, comme s'ils n'étaient pas de ce monde où les propos de l'écrivain finissent par être plus (ou aussi) importants que son œuvre. Salinger, Rejean Ducharme, Miguel Torga, Thomas Pynchon... Insaisissables, muets. Leur silence nourrit la légende ; le mystère dont ils s'entourent les marque d'une estampille particulière, comme un masque. Alors, le mieux est de s'en tenir à l'œuvre.

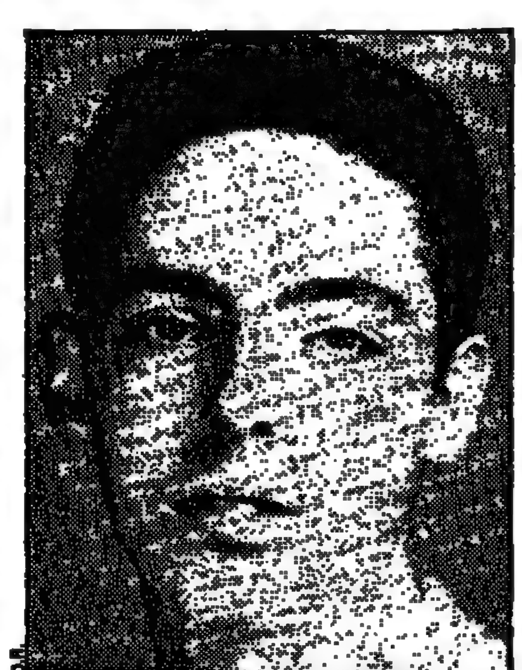
Ainsi l'Américain Thomas Pynchon (1), considéré par ceux qui l'ont lu comme le génie des lettres américaines, est-il resté en France un inconnu, adulé par quelques spécialistes, aucun de ses livres n'étant disponible chez nous en traduction. Il y a vingt ans, à l'émission de télévision « Lectures pour tous », Max-Pol Fouchet avait « lancé » Pynchon en déclarant à propos de *V*, qui venait de paraître chez Plon : *« Je viens de lire un roman américain qui est certainement le plus grand roman de notre temps... »* Huit ans plus tard, en 1975, parut ce que l'on peut considérer comme le chef-d'œuvre de Pynchon, *Gravity's Rainbow*, qui avait obtenu deux ans auparavant aux Etats-Unis le National Book Award ; et l'année suivante *The Crying of Lot 49*. Bientôt introuvables dans les librairies, mais pas épuisés, les romans de Thomas Pynchon furent certainement les champions du pilon !

Aussi faut-il être reconnaissant aux Editions du Seuil et à Denis Roche d'avoir repris les droits des ouvrages déjà publiés en France pour exhumer cet écrivain mythique : après *V*, réédité l'an dernier (2), c'est *Vente à la criée du lot 49* qui reparaît, vieux de vingt et un ans, mais sans une ride (3). Il y a des rééditions qui sont de vrais événements...

La *Vente à la criée du lot 49*, le plus court des trois romans de Pynchon, est une énigme, un complot multiséculaire à l'échelle mondiale, une quête, une enquête, un signe de piste, un inventaire du monde, une révélation sans réponse qui aboutit à un questionnement infini : sur l'Amérique, sur l'histoire, sur l'homme. A la dernière phrase, Œdipa, l'héroïne, *« se cale confortablement en attendant la vente à la criée du lot 49 »*. Nous ne saurons rien des enchères... Il y a longtemps qu'un roman contemporain n'avait donné un tel plaisir de lire, un tel plaisir de rire à propos des allusions, des références, des mots qui chahutent, des situations rocambolesques. Une cohérence naît de l'incohérent, et l'auteur, patiemment, savamment, sérieusement érudit et rigolo, construit tout un système de narration dont les éléments s'emboîtent avec une logique imperturbable jusque dans le chaos.

Tout commence lorsque Œdipa Maas, *« rentrant d'une réunion Tupperware où l'hôtesse avait peut-être mis trop de kirsch dans sa fondue »*, découvre qu'elle vient d'être nommée exécuteur testamentaire d'un ancien amant oublié depuis longtemps, Pierce Inverarity, magnat californien de l'immobilier. La lettre vient de l'étude Warpe, Wistfull, Kubitschek & McMingus de Los Angeles, dont nous ne saurons rien de plus, et elle porte la signature d'un certain Metzger, dont nous allons découvrir, en même temps qu'Œdipa, qu'il est d'une séduction à laquelle on ne résiste pas. Enfin, pas longtemps... Elle est une ménagère californienne typique, mariée et psychanalysée, qui achète de la *ricotta*, écoute le *Concerto* de Vivaldi pour mirliton, ramasse de la marjolaine et du basilic dans son jardin d'herbes, prépare des lasagnes, met des croûtons aillés dans la salade avant de préparer deux *whiskey sour* à l'heure où son mari Mucho Maas *(mucho mas* = beaucoup plus) rentre du travail. Lui est disc-jockey dans une radio locale, porte les cheveux plaqués à la manière de Jack Lennon et écrit deux fois par semaine à sa femme lorsqu'ils sont séparés.

Devenue exécutrice testamentaire à temps complet, Œdipa va découvrir l'ampleur de sa tâche, car c'est le monde tout entier qu'avait acquis Pierce Inverarity, un monde entièrement miné par le système Tristero, qui se cache derrière le sigle WASTE *(We Await Silent Tristero's Empire)*, WASTE, un réseau postal clandestin issu de courriers privés Thurn und Taxis, du nom d'Omedio Tassis, banni de Milan, qui organisa les premiers services de courrier en 1290 dans la région de Bergame !...



Thomas Pynchon, étudiant dans les années 50
Sa seule photo connue...

La chronique de NICOLE ZAND

C'est une coquille qui l'a mise par hasard – mais Œdipa devrait savoir que le hasard n'existe pas – sur la piste de Tristero. Sur l'enveloppe envoyée par son mari, le timbre oblitéré s'agrémentait d'un étrange conseil : *« Signalez toute correspondance obscène à votre receveur des postes » (postmaster)*. Œdipa, notre Œdipe féminin, va donc se lancer à la poursuite du Sésame de la connaissance, et, délivrée de la tour où elle se voyait enfermée dans l'attente du chevalier ou du disc-jockey, elle part pour déchiffrer les mystères de la Californie des années 60 à la lumière de Shakespeare et de l'informatique. Grand admirateur de Jack Kerouac, Thomas Pynchon envoie Œdipa *« sur la route »* comme pour déchiffrer le circuit imprimé d'un appareil électronique auquel elle ne comprend rien. *« Avec sa Chevrolet, elle semblait garée juste au beau milieu d'une extase religieuse »*, écrit l'auteur, qui n'hésite jamais à avoir recours aux images les plus hardies. Et plus loin, *« elle était déçue. Cette route, en fait, c'était une aiguille de seringue hypodermique plantée quelque part là-bas dans la veine que constituait l'autoroute, une veine qui allait à son tour alimenter le flot en direction de Los Angeles »*.

Ce n'est pas seulement le LSD qui nous fait constamment perdre le fil de la narration, car, dans ce roman déroutant, le sens importe moins que l'artillerie de la langue et du Verbe dans un univers complètement dingue tiré à hue et à dia par la psychanalyse, l'électronique, la drogue, le fascisme nazi, le chômage des cadres quadragénaires, les autoroutes californiennes dont on ne trouve jamais la sortie, tout cela noyé dans un océan de tequila, de bourbon ou de vin de pissenlit. *« N'oubliez pas que les puritains, comme aujourd'hui les critiques littéraires, étaient autrefois voués au Verbe »*, rappelle l'auteur, lui-même descendant des Pilgrims.

EN filigrane, Pynchon fait apparaître les obsessions majeures de l'Amérique : la Peter Pinguid Society, du nom du premier héros anticommuniste qui s'illustra pendant la guerre de Sécession dans le premier accrochage militaire entre Russie et Amérique ; la CIA, une société secrète mexicaine, la Conjuration de los Insurgentes Anarquistas ; les Inamorati anonymi, qui soignent les amoureux comme d'autres les alcooliques ; et ces lieux-dits de Californie qui *« sont moins une ville identifiable qu'un ensemble d'idées générales – une zone de recensement, un lotissement, des centres commerciaux où s'entrecroisent les bretelles qui mènent à son autoroute »*.

La musique d'un groupe ringard qui chante avec l'accent *british* rythme cette équipée où le théâtre, une pièce élisabéthaine désopilante, *The Courier's Tragedy* (« la Tragédie du courrier »), représentée *« en anglais de scène modifié à l'intention des spectateurs du Middle-West »*, va jouer un rôle capital. Tourneur, Webster ou Shakespeare n'ont pas fait mieux.

Shakespeare ?... Quel Shakespeare ? Existe-t-il davantage que ce Pynchon dont on a dit parfois que ses romans étaient l'œuvre d'une équipe d'écrivains ?... Shakespeare imbriqué dans ce système « postal » que l'auteur échafaude patiemment et où aucune pièce n'est inutile, où – malgré les apparences – tout est logiquement assemblé.

Société secrète, hallucination, coup monté, complot ? Œdipa ne peut pas répondre, et personne ne peut l'aider. *« Le mieux, ç'aurait encore été qu'elle fût folle, un point c'est tout. »* La vente aux enchères du lot 49 – des timbres WASTE de la collection de Pierce Inverarity – est un événement. Attention ! chef-d'œuvre... L'architecture de Pynchon est complexe et dangereuse pour les esprits rationalistes. Entrez. Entrez. La vente à la criée va commencer...

(1) Né le 8 mai 1937 dans l'Etat de New-York. Etudes à Cornell University. Service militaire dans la US Navy. Voilà tout ce qu'on sait de lui.

(2) Voir l'article de Bernard Geniès dans « le Monde des livres » du 11 octobre 1985.

(3) Voir l'article de Pierre Kyria dans « le Monde des livres » du 29 octobre 1976. La traduction de 1976 a été revue, mais certaines « pailles » gâcheront parfois un travail considérable et incroyablement difficile qui réussit en général à rendre justice au style de l'auteur. Par exemple pourquoi *« prendre la main comme pour faire* top là » ? Au quatrième top, le pari sera perdu.

∴

● ŒUVRES DE PYNCHON : *V* (Plon 1966, Seuil 1985) ; *l'Homme qui apprenait doucement, nouvelles* (Seuil 1985) ; *l'Arc-en-ciel de la gravité* (Plon 1975). A paraître au Seuil en octobre 1987.

● Pour une approche universitaire de *The Crying of Lot 49*, on pourra lire les études de Marion Bruguière (*les Avatars de la quête*) dans le numéro 8 de la revue *Delta*, mai 1979.

● LETTRES PORTUGAISES

Jorge de Sena, les feux de la conscience et de l'histoire

Le roman « total » d'un grand écrivain portugais

PORTUGAL, 1936 : tandis que la guerre civile éclate en Espagne, le chef de l'Estado novo, Antônio de Oliveira Salazar, au pouvoir depuis quatre ans, réorganise l'armée et la marine, instruments sûrs d'une diplomatie musclée. La sympathie immédiate du pouvoir portugais pour les généraux nationalistes espagnols amène Salazar à choisir, sans attendre, ses vrais amis et, entraîné par l'exemple du grand voisin, à radicaliser le régime. En octobre de la même année, il rompt officiellement avec les républicains et apporte son soutien direct et précieux à Franco.

Une subjectivité démultipliée

A l'intérieur de cette unité de temps, *Signes de feu*, le seul roman écrit par Jorge de Sena, vient s'inscrire en des cercles successifs : les plus lointains sont l'Europe, qui se prépare à basculer dans le feu de la guerre mondiale, et cette péninsule Ibérique s'installant (pour longtemps) dans le totalitarisme noir. Figueira da Foz, station balnéaire au nord du Portugal entre Lisbonne et Porto, où quelques jeunes gens ont pris leurs quartiers d'été, où se nouent, comme en un subtil et cruel jeu de société, les intrigues amoureuses, érotiques et politiques, constitue l'un des cercles resserrés, le théâtre visible du récit : *« Tout le monde était en vacances. C'était la vie qui n'était pas en vacances... »*

Mais le noyau central de tous ces cercles est la conscience de Jorge, le narrateur, double de l'auteur qui, âgé de seize ans en 1936, s'est vieilli de quelques années pour les besoins du roman.

A *« l'exigence d'être, purement et simplement, une unité idéale et fictive »*, Jorge oppose une subjectivité démultipliée, une mutabilité infinie de la conscience réagissant plus aux êtres et aux choses qu'à une morale établie. *« Ce qui nous distingue n'existe pas »* : cette mise en cause du principe d'identité fait du narrateur un homme dont les *« qualités »*, ou l'absence de *« qualités »*, tiennent lieu d'être.



BERENICE CLEEVE.

« Signes de feu, les hommes exténués et tranquilles prennent congé de ces cendres froides et lancent à la mer les barques d'une autre vie. »

Roman de formation qui prend naturellement place parmi les grands modèles européens, témoignage lucide où le regard et la conscience individuels sont les dimensions obligées de l'expérience historique, *Signes de feu* est aussi un magnifique roman d'amour. Du tumulte – parfois assourdissant – de cette énorme vague réaliste qui brasse les crudités les plus directes et d'interminables déambulations psychologiques et philosophiques se détachent les accents d'un chant amoureux parfaitement composé.

Le monde à son commencement

« La pureté, l'audacieuse timidité, la douloureuse tendresse » de Mercedes, qui devient pour le narrateur *« le corps par lequel l'amour existe »*, ne sont pas les gages d'une félicité possible. Ce qui est mis à vif dans cette relation, c'est ce même principe tragique d'impermanence, cette absolue précarité de l'être, cette totale incertitude sur l'identité... Monde à son commencement, où les amants doivent organiser le chaos, lui inventer un sens, l'amour porte en lui sa propre mort *« avant même d'être l'immense amour qu'il se préparait à être »*.

A la fin du roman, Jorge, adulte sans doute, c'est-à-dire déchiré, abîmé dans une part essentielle de lui-même, découvre, comme le narrateur proustien, une vocation littéraire. *« Signes de feu, les hommes, exténués et tranquilles, prennent congé de ces cendres froides, et lancent à la mer les barques d'une autre vie »*, se surprend-il à écrire, reprenant le poème commencé au début du livre. Ainsi, entre *« une absurdité pleine de sens »* et *« un sens plein d'absurdité »*, le dernier cercle se trouve parcouru, fermé.

Inachevé, *« rédigé »*, comme le précise la traductrice Michelle Giudicelli (1), dans la préface de sa belle traduction du roman, *« directement à la machine, de façon très sporadique »*, *Signes de feu* présente parfois quelques longueurs, une architecture un peu incertaine. Mais ce roman n'en reste pas moins une œuvre ample et passionnante, répondant à son ambition, celle de totaliser, sur une scène unique, expériences individuelle et historique.

Mort en 1978, Jorge de Sena, qui écrivit ce livre dans les années 60 au Brésil puis en Californie, est probablement l'un des plus grands écrivains portugais contemporains. Auteur de très nombreux livres, il se voulait d'abord poète et avait consacré plusieurs études aux deux grands pôles poétiques du Portugal, Pessoa et Camoes. Exilé de son pays par la dictature, Jorge de Sena n'a pas été rappelé après la révolution de 1974. Marxiste hétérodoxe, son indépendance d'esprit l'isolait au sein de sa propre génération. Jugé indésirable par la dictature, il le resta après le 25 avril.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ **SIGNES DE FEU, de Jorge de Sena, traduit du portugais par Michelle Giudicelli, Albin Michel, 492 p., 140 F.**

(1) Michelle Giudicelli avait déjà traduit un délicieux conte de Jorge de Sena, *le Physicien prodigieux*, paru chez A.-M. Métaillé (voir « le Monde des livres » du 19 avril 1985).

Eugenio de Andrade, l'ami intime du soleil

EUGENIO DE ANDRADE est l'un des rares poètes portugais contemporains à avoir imposé sa singularité, à avoir traversé la galaxie Pessoa sans demeurer dans la dépendance de ce fabuleux champ d'attraction mentale. Aux vicissitudes, aux drames, aux terreurs de l'identité et du manque d'être, il a substitué l'évidence du désir. Il a inventé un langage du corps, musical et ascétique, sensuel et cristallin, qui transmet, instant après instant, sa façon d'être au monde.

Les doigts jouent avec
[la lumière de mars
la mort n'a pas de prise
[sur le corps
lorsqu'on tient le soleil
[endormi dans ses bras.

Le corps, pourtant, est un dieu périssable, et ayant célébré cette « matière solaire » de la beauté physique, Eugenio de Andrade éprouve *« le poids de l'ombre »* qui, à l'approche du crépuscule, vient parfois ralentir l'élan. Alors, avec une admirable simplicité, il sait doter sa nostalgie des accents de la lucidité, mais sans jamais renier son credo initial : *« C'est ce qui t'aveugle, le soleil de la peau. »* Cet éblouissement reste sa vraie lumière.

ANDRÉ VELTER.

★ **MATIÈRE SOLAIRE et LE POIDS DE L'OMBRE, d'Eugenio de Andrade, textes traduits du portugais par Maria Antonia Camara Manuel, Michel Chandeigne et Patrick Quillier, éditions de la Différence, 120 p. et 132 p., 59 F chaque volume.**

Miguel Torga, au jour le jour

Miguel Torga, dont on fêtera cette année les quatre-vingts ans, n'est pas seulement une institution nationale respectée et écoutée, c'est aussi l'un des meilleurs écrivains portugais vivants. A la différence de Jorge de Sena, né treize ans après lui, Torga, qui était médecin à Coimbra, a vécu son opposition à la dictature dans un exil intérieur. Il est l'auteur d'une œuvre considérable, que sa traductrice, Claire Cayron, tente d'imposer en France. Outre deux recueils de nouvelles et des extraits de son grand roman, *la Création du monde* (Aubier, 1985), des pages du *Journal 1933-1977* ont été publiées en 1982 (*En franchise intérieure*, Aubier).

A la proue d'un navire de roc, que publient dans un élégant volume les éditions du Tout sur le tout, est un choix de poèmes tirés du *Journal* et qui ne figuraient pas dans le volume paru en France. Ils suivent les jours dont ils sont les notations poétiques, distincts du *Journal* lui-même mais substantiellement liés à lui. Ce volume présente également le très beau discours prononcé par Torga en 1977, lors de la réception du Grand Prix international de poésie.

P. Ke.

★ **A LA PROUE D'UN NAVIRE DE ROC, de Miguel Torga, traduit du portugais par Claire Cayron, Ed. Le Tout sur le tout, 96 p., 70 F. (La traductrice explique, dans une note, son *« refus de réaliser une édition bilingue »*. Permettons-nous simplement de déplorer ce « refus ».)**

● **Une correspondance de Pessoa.** – La publication d'un choix de lettres de Fernando Pessoa porte à nouveau l'attention sur le grand poète portugais dont la présence ne cessera de s'affirmer en France tout au long de l'année qui vient. Avant les découvertes majeures promises par l'édition des œuvres en huit volumes chez Christian Bourgois, la correspondance, choisie et présentée par José Blanco, révèle un Pessoa au quotidien, un *Pessoa en personne*, homme vivant parmi les hommes, même s'il doute toujours plus de sa propre existence que de celle, proliférante, de ses doubles, les célèbres hétéronymes : Caeiro, Reis, Campos, Bernardo Soares... (*Pessoa en personne*, lettres et documents choisis par José Blanco, traduits du portugais par Simone Biberfeld, éditions de la Différence, 322 p., 138 F.)

هكذا من الأصل

Premier.

Avec vous, en 1986, RENAULT a pris la tête des ventes dans toutes les catégories de voitures. Petites, moyennes, moyennes supérieures, haut de gamme, véhicules utilitaires. RENAULT est le premier groupe français avec 32,8 % du marché.

PREMIER de la catégorie des petites voitures avec la Supercinq, 11,4 % du marché.
La Supercinq est la voiture la plus vendue en France.

PREMIER avec la RENAULT 9 et la RENAULT 11 qui dépassent toutes leurs concurrentes de même catégorie avec 6,4 % du marché.
De plus, les nouvelles RENAULT 9 et RENAULT 11 viennent tout juste d'être lancées.

PREMIER avec la RENAULT 21 dans la catégorie moyenne supérieure avec 7,2 % du marché.

PREMIER avec la RENAULT 25 qui domine très largement le segment haut de gamme avec 3,6 % du marché.

PREMIER avec la RENAULT EXPRESS et la RENAULT SUPERCINQ SOCIÉTÉ sur le marché des petites utilitaires. Et avec le RENAULT TRAFIC dans sa catégorie.

Depuis Janvier 86, les ventes RENAULT ont ainsi progressé deux fois plus vite que le marché. Oui, merci les voitures à vivre se portent bien.

Les chiffres mentionnés, arrêtés à fin novembre 1986, proviennent de la Chambre Syndicale des Constructeurs Automobile.



Culture

CINÉMA

« Si j'avais un million », d'Ernst Lubitsch

Le geste qui sauve

Précisons qu'il s'agit de 1 million de dollars au cours de l'année 1932, d'abord, et ensuite que les huit sketches de ce film ne sont pas tous de Lubitsch, puisque l'ensemble est mis au crédit également de Norman Taurog, Stephen Roberts, Norman Mac Leod, James Cruze, William Seiter, Bruce Humberstone.

John Glidden, archi-milliardaire, est donné comme mourant, surtout par son entourage. Lui, ne veut pas faire hériter de sa fortune tous ces fainéants, ces rapaces (la famille), ces crétins (ses employés) et décide de donner des chèques de 1 million de dollars à des inconnus pris au hasard dans l'annuaire. Le million tombé du ciel révèle chacun comme un acide, ou un secours, selon. Le vendeur de porcelaine humilié ose casser tout le magasin de théières où, chaque jour, il travaille dans l'angoisse. La prostituée s'offre une chambre dans un palace pour enfin dormir seule. Un couple d'ivrognes (le grand W.-C. Fields dans ses œuvres est monumental) s'achète une dizaine de voitures d'occasion pour la joie d'emboutir les chauffards. Mary Walker, vieille dame têtue, prend la tête de l'asile où elle croupissait et en fait un havre de liberté, condamne l'ancienne pionne à se balancer inutilement sur sa chaise...

D'autres ne savent ou ne peuvent pas employer leur pactole. Un condamné à mort va griller sur la chaise, riche pour rien. Jackson, le faussaire (George Raft), échoue dans un asile, n'ayant pas le droit d'entrer dans une banque. Gregory Peck ne croit pas à l'aubaine et reste pauvre, sot et militaire.

Le seul sketch signé Lubitsch est le plus court et le meilleur : Charles Laughton, employé de bureau reçoit le fameux chèque, le lit posément, range ses lunettes, traverse les quatre antichambres et vestibules qui mènent chez son patron, et se paie ce bonheur, qui rachète en une seconde toute une carrière de courbettes, il tire la langue au tout-puissant M. Brown. Lubitsch ou l'art du geste qui sauve.

M. B.

Au nouvel Institut hongrois

Quelques inédits remarquables

L'Institut hongrois, nouvellement installé au 92, rue Bonaparte, présente chaque jeudi un cycle des meilleurs films magyars de ces dernières années. Si quelques-unes des œuvres retenues, comme *Méphisto*, d'Istvan Szabo, *le Temps suspendu* de Peter Gothar, *Princesse*, de Pal Erdöss, sont déjà connues du public français, ayant bénéficié d'une distribution commerciale régulière, d'autres, non moins intéressantes, n'ont pas encore trouvé preneur.

En premier lieu, le 8 janvier, *l'Education de Vera*, de Pal Gabor (1978), souvent annoncé sur nos écrans, chaque fois renvoyé aux calendes grecques, alors que l'Amérique et l'Angleterre lui ont réservé un accueil très favorable. L'éducation de Vera promise par le titre, c'est la formation pure et dure d'une jeune militante communiste dans les années du stalinisme triomphant. Portée par un authentique enthousiasme au départ, Vera voit vite ses convictions exploitées à des fins de manipulation politique. L'habileté du cinéaste consiste à montrer la politique au ras de la vie quotidienne la plus banale, comme une expérience vécue et subie.

La Confiance, d'Istvan Szabo, le 15 janvier, moins connu que ses derniers films (outre *Méphisto* et *Colonel Redl)*, conte sur le mode lyrique une histoire d'amour étrange comme seule la guerre peut en susciter. Ce sujet, idéalement désigné pour un traitement à la Frank Borzage, tout dans l'émotion, est élargi par Istvan Szabo à un portrait de société, quand la guerre brise les âmes mais trempe les caractères. Un homme et une femme vivent côte à côte par la force des choses, dans la clandestinité. Ils se découvrent mutuellement et découvrent le sens de leur existence.

De Gabord Body, cinéaste visionnaire, mort prématurément il y a deux ans, sera montré *Narcisse et Psyché* (1980), le 29 janvier, récit d'initiation où des personnages intemporels traversent le temps et l'histoire. La version présentée, sans être exactement celle conçue originellement par l'auteur et qui durait quatre heures, permet néanmoins, en l'espace de deux heures et quart de projection, d'avoir une idée assez précise de l'originalité du projet de Gabor Body.

LOUIS MARCORELLES.

★ Les séances ont lieu chaque jeudi, à 20 heures. Téléphone : 43-26-06-44.

« Peggy Sue s'est mariée », de Francis Coppola

L'instant présent

Kathleen Turner, épouse malheureuse, mère de famille, retourne à son adolescence. Les années 60 vues par Coppola.

Il y a plusieurs Francis Coppola : un producteur, un scénariste, un réalisateur et, sous cette dernière casquette, il faut en compter deux : celui qui signe avec « Ford » en deuxième prénom et réalise de somptueuses machines épiques comme *le Parrain I* et *II*, ou *Apocalypse Now* (sans parler de *Cotton Club*, moins réussi), et le Coppola sans « Ford » qui préfère se mouler dans une pointure plus modeste, souvent celle de la comédie comme dans *Coup de cœur*, *Outsider*, *Rusty James*.

Peggy Sue s'est mariée est un Coppola sans Ford, et peut-être le plus réussi de la série. Kathleen Turner, que l'Amérique considère, assez curieusement, depuis *la Fièvre au corps*, comme une bombe sexuelle, est une femme de quarante-trois ans, mère de deux enfants, plus ou moins en train de divorcer de son mari, présentateur de publicités à la télévision.

Pour la vingt-cinquième réunion des anciens élèves de la classe 1960 du lycée Buchanan, elle a sorti sa plus belle robe argentée d'époque et ses jupons moussants. Elue reine du bal, elle a un étourdissement, tombe en syncope et se réveille... en 1960 précisément. Surprise d'abord, contente aussi de revoir ses grands-parents, indulgente comme elle ne le fut sans doute pas à dix-huit ans, elle conserve – c'est là le charme du film – la pleine conscience (et l'apparence) de la femme de 1985 : elle sait bien que sa grand-mère va mourir, elle ne peut plus se fâcher contre sa jeune sœur qui va avoir un cancer, elle ne voit pas pourquoi papa l'empêcherait de se verser un petit whisky après l'école.

Son futur mari, Charlie, est un grand dadais un peu molasson qui essaie de croire à son avenir d'idole de rock. Peggy, qui sait « d'expérience » qu'il ne sera qu'un raté, ne peut s'empêcher de le trouver mignon, bien qu'il soit prude comme on ne le sera plus guère en 1980. En revanche, elle ne se prive pas d'aider Richard, le bouc émissaire de l'école, un binoclard génial, et lui conseille discrètement d'inventer les postes à transistors, les collants, les fours à micro-ondes, etc., qui le rendront riche. Richard, à qui elle expose son problème de voyage dans le temps, lui fait part de sa théorie du *burrito* : comme l'omelette mexicaine, le temps peut se replier sur soi et, sans discontinuité, rejoindre un moment du passé. Soit. Peggy s'offre à un jeune et beau rebelle qui sera écrivain, mais finit toujours dans les bras de son brave Charlie, parce qu'elle connaît déjà (et pour cause) les merveilleux enfants qu'il va lui faire.

On s'interroge un moment sur la manière dont Coppola scénariste va se sortir d'un tel imbroglio. Vous le verrez, il s'en tire bien, l'astuce technique, la pirouette sont tout aussi bien exécutées que le décollage initial. Entre les deux, on a eu droit à une évocation splendide des « sixties » glorieuses, décor et musique, à un regard critique aussi sur ces années, sur la formidable dose d'illusions et de bonheur factice qui se balançait au bout des « whap dowwhap... ». Coppola a eu la chance d'avoir vingt et un ans en 1960 et tout le temps de déchanter ensuite, comme tant d'autres. De cette jeunesse scintillante et perdue, peut-être trompée, il est resté nostalgique à mort et lucide.

La comédie qu'il tire de ces sentiments doux-amers s'inscrit dans une tradition du cinéma américain du meilleur classicisme. Et la leçon en est vieille comme le monde : connaître l'avenir n'empêchera jamais de passer à côté du présent.

MICHEL BRAUDEAU.

Kathleen Turner, la femme double

D'abord *Peggy Sue s'est mariée* devait être réalisé par Jonathan Demme, avec Debra Winger. Par suite de « divergence des créativités », Jonathan Demme s'en va. Il est remplacé par Penny Marshall. Ça ne va pas non plus. Penny Marshall s'en va à son tour. Debra Winger aussi, par solidarité. Coppola accepte le défi. Debra Winger revient, mais des raisons de santé l'obligent à renoncer au projet. Panique : qui est libre cette semaine ? Kathleen Turner. Avant d'accepter le rôle, elle veut s'assurer qu'elle pourra s'entendre avec Francis Coppola : *« Nous sommes sortis du studio, nous avons pris la voiture et filé sur l'autoroute en chantant à tue-tête. »* Coppola chante bien ? *« Euh, disons qu'il y met du cœur. »*

Avoir quarante-trois ans en début de film puis, sans changer de robe, être une adolescente crédible, tel était le défi de *Peggy Sue*. Kathleen Turner l'a relevé avec brio : *« Je n'ai jamais eu l'air d'avoir dix-huit ans. Même quand je les avais, j'en paraissais trente. C'est une chose qu'il faut simplement accepter... »*

Kathleen Turner est née dans une famille de nomades. Son arrière-grand-père était missionnaire méthodiste, élevé en Chine. C'est également là que son père a grandi, là



qu'il a rencontré sa mère, détachée à Shanghai par le gouvernement fédéral après la guerre. Ils se marient, fondent un foyer – et connaissent le sort de toutes les familles de diplomates, ballottées au gré des affectations et des événements politiques. Expulsion de Chine en 1949, après l'avènement du régime communiste. Japon, Belgique, Canada, Cuba (jusqu'à la chute du régime de Batista et la prise du pouvoir par Fidel Castro), Caracas, Londres... Ces déplacements constants ont été déterminant dans le choix d'une carrière de saltimbanque...

Dès la fin de *Peggy Sue s'est mariée*, Kathleen Turner, l'héroïne de *A la recherche du diamant vert*, est partie pour l'Italie tourner sous la direction de Peter Del Monte *Julia et Julia* : *« Encore un personnage double... une Américaine qui épouse un Italien (Gabriel Byrne). Il est tué le jour de leur mariage, puis revient pour l'entraîner dans une vie parallèle où elle se découvre un enfant, un amant – Sting... »*

Après *Julia et Julia*, Kathleen Turner s'était juré de faire de la musique dans le groupe rock de son mari, ou de prendre des vacances. Résultat : elle vient de faire sa rentrée théâtrale, en province, au prestigieux Long Wharf Theatre de New-Haven, avec une *Dame aux camélias* révisionniste. Nous jugerons sur pièce, à Broadway, en septembre 1987. En principe.

HENRI BEHAR.

« Dis-moi d'abord que tu m'aimes »

Le charme de Jean-Pierre Aumont

Jean-Pierre Aumont s'intéresse aux stars, ces créatures à qui *« il suffit d'apparaître pour enchaîner les cœurs »*. Vivien Leigh, par exemple, avec qui il a joué *Tovaritch* à Broadway pendant plus de deux ans : bouleversante à l'écran, mécanique sur les planches. Mais elle possédait ce quelque chose de plus que les dieux, dit-il, *« octroient à bon escient »*. Et lui ? Lui, le jeune premier lumineux de *Lac aux dames*, de *Drôle de drame*, d'*Hôtel du Nord* ? A-t-il jamais été une star ? Il incarne le charme, et les rides n'y changent rien. Il a fait une carrière aux Etats-Unis, ce qui n'a pas été donné à tous les Français qui ont tenté leur chance là-bas. Il est revenu à Paris, et a continué, comme s'il n'était jamais parti. Lui aussi possède la grâce, mais ce n'est peut-être pas celle qui fait les stars.

Il ne suffit pas de *« naître star comme on naît chinois ou norvégien »*, il faut y croire, croire en sa destinée. Et Jean-Pierre Aumont ne semble pas spécialement préoccupé par ce type de problème. Il prend à son compte la réplique de Mozart quand il était enfant et qu'on lui demandait de jouer : *« Dis-moi d'abord que tu m'aimes... »* Un beau titre pour un livre où se mêlent souvenirs et réflexions.

Jean-Pierre Aumont annonce la couleur dès le prologue : *« Oui, nous sommes vulnérables, oui, nous sommes fragiles et désarmés ; oui, nous sommes susceptibles et trop facilement blessés ; oui, nous sommes anxieux, égocentriques, ombrageux, écorchés vifs... »* On pourrait craindre une introspection complaisante, mais pas du tout. Jean-Pierre Aumont parle des autres – c'est sans doute ce qui l'empêche d'être une vraie star. Il parle de ses amis, de Dalio à Truffaut en passant par Orson Welles, de Marlène à Darrieux en passant par Popesco ou Feuillère. Il les raconte avec une grande lucidité et malgré tout pas mal d'admiration, beaucoup de tendresse. Il les connaît bien et ne dit pas tout ce qu'il sait, c'est tout à son honneur.

On ne trouvera pas de ragots dans son livre, mais des portraits sensibles, une sorte de gentillesse détachée. Ce qui fait son charme, et ses limites.

COLETTE GODARD.

★ *Flammarion*, 217 p., 99 F.

ARCHITECTURE

Un guide et trois monographies

A la découverte du Paris moderne

Paris déformé ? Paris à la remorque des gratte-ciel en verre ? Paris résigné ? Quelques guides pour se promener dans la capitale, et savourer.

« Laboratoire d'architecture », la formule qui, voici dix ans, faisait fureur chez les étudiants et leurs professeurs sans commande, s'appliquait de préférence à la banlieue de la capitale. Celle-ci était en même temps qualifiée de « champ d'expérimentation ». Tout cela ferait froid dans le dos si ces notions de laboratoire et d'expérience ne s'étaient appliquées à une véritable volonté d'amélioration, sorte de rachat théorique des erreurs commises pendant les années précédentes.

Paris semblait alors en dehors du coup. Paris devait souffrir jusqu'au bout les massacres urbanistiques et la médiocrité. Paris se lamentait sur son sort, car, sauf quelques cocasseries de dimensions modestes, les années d'après guerre paraissaient vouées, au mieux, à la confection défectueuse de sous-clichés américains copieusement bardés, lardés de verre fumé dans la dernière, sinon la pire, période. Cela devait durer jusqu'au début des années 80.

On manquait jusqu'à présent d'outils, de repères pour évaluer la production du Paris moderne. On manquait de ces guides que chaque ville américaine de quelque importance aime donner à ses visiteurs, livres-témoins d'une grandeur architecturale qui a rarement plus d'un siècle d'histoire pour s'affirmer. Or voici qu'Hervé Martin vient de faire paraître un *Guide de l'architecture moderne à Paris*, de 1900 à... 1990, qui est la meilleure somme d'exemples soigneusement référencés et illustrés qui soit jusqu'à ce jour parue (1).

Il y a trois ans, *le Monde* avait publié une série de promenades architecturales dûment cartographiées (2). Les lecteurs, ou plutôt les utilisateurs d'Hervé Martin retrouveront quelques-uns des exemples retenus par nos suggestions de balades. Mais l'investigateur de ce guide est allé plus loin, cherchant moins le remarquable que l'exemplaire, ou l'élément révélateur de chaque période.

Les choix d'Hervé Martin sont sans doute sélectifs. Ils ne sont pas critiques, comme le sont ceux, par exemple, de *New York, the City Observed*, de Paul Goldberger. Cela signifie des commentaires sans enthousiasme ni désolation, sans interrogation ni exclamation, même si les habitués, il faudrait dire les initiés, repéreront un nombre non négligeable de points d'ironie. A côté du Tout-Paris d'avant guerre, brillant salon où se croisent Perret, Sauvage, Mallet-Stevens, Loos, Le Corbusier, il y a en effet quelques maîtres d'œuvre à qui l'on hésiterait à serrer la truelle, et qui n'appartiennent pas seulement aux tristes années 50 et 60, d'ailleurs peu ? (trop peu nous suggère le préfacier) représentées.

Un guide d'architecture, cela dit, n'est pas un livre d'histoire, c'est un bagage de piéton. Dimanche, remontant de la République à La Villette en suivant le tracé du canal Saint-Martin, nous n'aurions pas dû oublier cet ouvrage. Cela nous aurait évité de donner un nom de peintre à l'auteur des redoutables « orgues de Flandre », inévitable obstacle au regard dû, en fait, à l'architecte Van Treck. Quai de la Loire, nous nous serions aussitôt rappelé que le brillant bâtiment qui nous fit nous arrêter près d'une heure était l'œuvre d'Edith Girard. Nos hésitations sur la date de construction, occasionnées par quelques chichis pardonnables, par quelques utilisations désuettes de matériaux, se seraient évanouies : 1985 nous aurait dit notre Martin de poche (prévoir un large duffle-coat).

Le préfacier de ce guide, dont on soulignera, d'autre part, le rare et précieux index, est Christian de Portzamparc (3). Un familier de Paris. Il y a construit, en 1979, l'ensemble de la rue des Hautes-Formes, qui tentait de marquer une rupture dans l'urbanisme sauvage de Paris, du treizième arrondissement en particulier, le conservatoire maniériste du septième arrondissement, il est censé édifier la Cité de la musique de La Villette, après avoir échoué de peu dans la « conquête » de l'Opéra de Paris. Tout cela vaut bien aussi un livre.

C'est du moins ce que pensent les Editions Electa Moniteur qui viennent de rééditer et d'augmenter la monographie qu'elles lui avaient consacrée en 1984, rendant alors le même hommage à Henri Gaudin et à Henri Ciriani. C'est, en effet, devenu une habitude pour les architectes, qui sont en cela bons derniers après les musiciens, les cinéastes, les rockers et les peintres, que de voir leur œuvre célébrée et comme momentanément figée quand leur carrière est vraisemblablement loin d'être achevée.

Cette aventure arrive aujourd'hui à Roland Simounet, auteur du musée Picasso, dont les amateurs trouveront ici l'étonnante et riche carrière, partie des simples collines d'Algérie. Il croise, en cela, Fernand Pouillon, mort en juillet dernier, et dont la monographie est donc, à la fois, un véritable hommage et la première synthèse sur celui qui fut, pour le meilleur et pour le pire, le plus célèbre et le plus batailleur des architectes français.

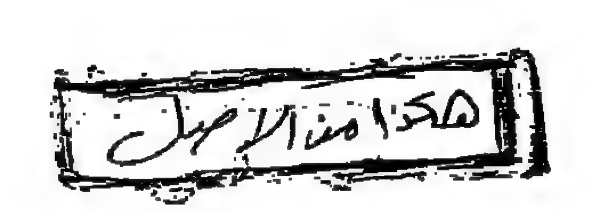
FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

(1) Hervé Martin, *Guide de l'architecture moderne à Paris*, Editions Alternatives, 286 p.

(2) Bert McClure et Bruno Régnier, *Promenades d'architecture à Paris*, *le Monde*, 40 F.

(3) Christian de Portzamparc (ouvrage collectif, 184 p.), Roland Simounet (ouvrage collectif, 144 p.), *Fernand Pouillon*, par Bernard Félix Dubor (144 p.), Editions Electra Moniteur.

● **Le coût de l'exposition saoudienne du Grand Palais.** – L'ambassade d'Arabie saoudite nous prie d'indiquer que contrairement à ce qui avait été écrit, de source saoudienne, dans *le Monde* du 17 décembre 1986 la somme de 38 millions de francs dépensée par Ryad en France à l'occasion de l'exposition « Le prodige saoudien » à Paris ne représente pas le coût de la seule campagne publicitaire mais la dépense totale entraînée par cette campagne (18 millions de francs) et par l'exposition au Grand Palais elle-même (20 millions de francs), qui a été visitée par plus de six cent mille personnes.



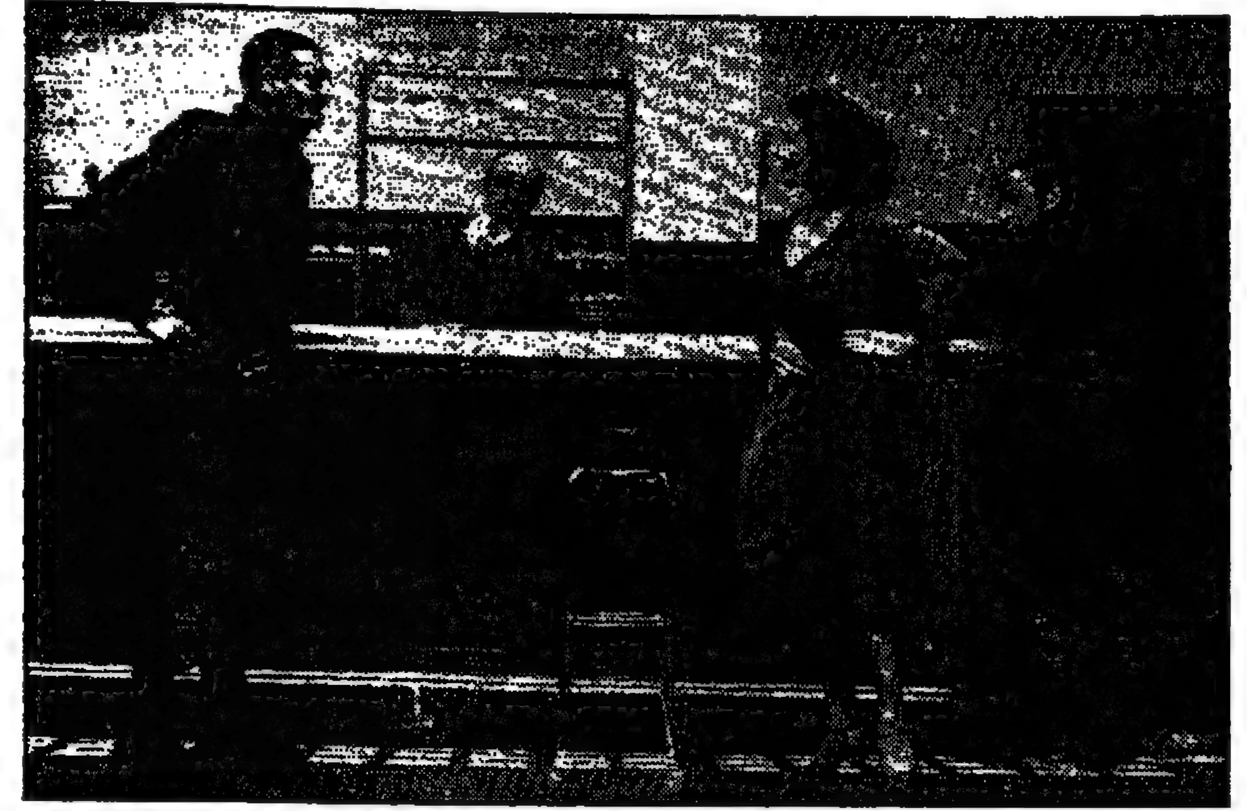
هكذا من الأصل

Culture

THÉATRE

« Les Crachats de la Lune », au Théâtre de la Ville

Eloge de la nuit



TRISTAN VALÈS/ENGUERAND

Au bar du buffet-hôtel d'une ville du Nord, une poignée d'hommes et de femmes, insomniaques ou qui ne veulent pas dormir, jouent, durant une nuit, à cache-cache avec leurs vies. Gildas Bourdet, qui a écrit et met en scène ces *Crachats de la Lune*, du nom que l'on donne dans le Massif Central à certaines mousses invisibles le jour et que révèlent les rayons de la lune, a, une fois de plus et au mot près, offert aux comédiens de la Salamandre des rôles sur mesure.

Il y a les patrons de l'endroit, lui facho, elle, ancienne prostituée, retranchée derrière leur zinc, protégés par leur berger allemand ; des clients de passage, comme ce cheminot cégétiste en plein conflit social ; les habitués aussi, un rocker, un souteneur et deux de ses filles, un employé municipal et un travelo, et aussi un colosse blond, le Belch, qui parle une langue inconnue comprise seulement de Princesse, l'une des deux prostituées.

Princesse, c'est Marief Guittier, comédienne élégante, poétique, personnage de désespoir et d'espérance conjugués. Elle concentre l'émotion, la sympathie pour ces êtres dont la nuit dénude la vérité.

OLIVIER SCHMIDT.

★ Au Théâtre de la Ville jusqu'au 31 janvier, à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77.

« La grande magie », au Théâtre de l'Europe

Le privilège Strehler

L'amour et des illusions. Les illusions de la magie et la magie théâtrale. Obsessions de Georgio Strehler.

Un homme, ni as, ni cancre, ni jouvenceau, ni centenaire, un homme parmi des millions d'autres, est le mari d'une femme plus jeune et plus tentante que lui.

Il est inquiet, il ne la laisse pas libre de tous ses mouvements. Elle s'ennuie, elle manque d'air, elle manque, aussi, d'étreintes plus vigoureuses, plus émues. Et, justement, un beau grand brun musclé avantageux cherche à l'entraîner dans un lit, mais le mari est sur ses gardes.

Passe par là un prestidigitateur, ambulant, un peu miteux, qui présente un numéro de « sarcophage égyptien ». Dans un grand coffre doré, il fait entrer une spectatrice, referme le coffre, le rouvre un instant plus tard : la spectatrice a disparu. Puis il rouvre le coffre : la femme est de nouveau là.

En échange de 50000 lires, le beau brun obtient du prestiditateur qu'il fera entrer dans le sarcophage l'élue de sa libido. Elle sort par le fond du coffre. Il l'enlève.

Le mari réclame sa femme. Le prestidigitateur lui met alors sur les genoux une petite boîte très jolie, de la taille d'une boîte à chaussures. Ouvrez, lui dit-il, votre épouse est là, là-dedans. Mais n'ouvrez que si vous êtes sûr, d'avance, qu'elle est là. Si vous n'en êtes pas sûr, et si vous ouvrez quand même, elle disparaîtra pour toujours, et vous ne la reverrez plus.

Le mari n'ose pas ouvrir. Durant quatre années, il va vivre, serrant la boîte contre lui, serrant contre lui cette illusion de sa femme, plus forte presque que l'absence. Presque chaque jour, le prestidigitateur, par une dialectique infinie du vrai et de l'imaginaire, emberlificote ce malheureux dans des embrouillaminis d'illusions.

Mais l'épouse, un jour, rentre à la maison. Je t'avais quitté pour un autre, lui dit-elle, j'étais follement heureuse.

Qui est cette femme ? dit le mari. Et, lui tournant le dos, il s'en va finir ses jours, serrant contre son cœur la boîte de ses rêves.

De cette fable, qui a le charme d'un conte persan, l'auteur italien Eduardo de Filippo a fait une comédie en trois actes, *la Grande Magie* que Giorgio Strehler présente aujourd'hui, à Paris, avec ses acteurs du Piccolo Teatro, en langue italienne.

Pour le premier acte, Strehler a réalisé un spectacle assez épatant; qui repose sur des charmes de décoration, de costumes et de lumières, puisque c'est là son fort. Au bord de la mer, il a déposé, sur des transats de toile, quelques estivants, les hommes en costumes blancs d'été, sous des panamas, les femmes dans des tenues plus ou moins extravagantes. Les attitudes, les mouvements, forment une lente pavane stylée, et belle. Et un soleil oblique accroche les nuances, découpe les ombres.

Il y a dans ce tableau un sortilège de Fellini, que les journalistes italiens ont noté. Jamais il n'est assez dit à quel point les mérites de l'évolution scénique des années 1960 à 1980, chez Strehler mais aussi chez Peter Stein et d'autres, sont redevables aux films de Fellini.

Les dons décoratifs de Giorgio Strehler apparaissent encore dans le tableau suivant, le numéro du prestidigitateur et l'enlèvement de la jeune femme.

Et puis, dans les deux derniers actes, qui sont longs, parce que Strehler prend terriblement son temps, le charme n'opère plus. Par la faute de l'auteur, qui « exploite » avec bien trop d'insistance ses jeux d'argumentation sur l'illusoire et le tangible. Mais par la faute de Strehler aussi, qui laisse ces dialogues phraseurs faire du sur-place, sans inventer des accidents, des ruptures, et cela d'autant plus que ses acteurs manquent d'allant, de vraie présence : les jeunes ont un jeu plutôt niais, les vétérans un jeu plus finaud, mais traditionnel et usé.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Odéon, 20 heures.

« Les Rêves de Lolita et Laverdure », de Richard Demarcy

Les grands-mères du Chaperon rouge

Fantaisie généreuse à propos des chamailleries cruelles de l'actualité, c'est le théâtre de Richard Demarcy.

Des vieilles dames sont assassinées dans le dix-huitième arrondissement. Nos policiers font chou blanc. Un certain M. Laverdure, gardien de square à la retraite ou ministre de l'intérieur, ne chipotons pas sur son gagne-pain exact, a soudain l'idée de former, pour coincer les criminels, un commando de choc, constitué de champions de pancrace travestis en Mimi Pinson septuagénaires.

Un Africain de la grande espèce, très vif, très souple, un Français moyen, style Filochard des Pieds nickelés, et un râblé au swing rapide, genre manouche d'Andalousie, se déguisent illico en mémés ravageuses : caracos à pois, jupes froncées, superbes capelines ornées de cerises et de mimosas, et talons aiguilles.

Les tueurs tombent dans le panneau : ils sont abattus ou bouclés. C'est l'apothéose des grands-mères : médiatisées par les télés, elles forment le Parti unique, et sauvent la France.

Sur l'esplanade des Invalides, une immense fête nationale célèbre alors la doyenne des vieilles dames assassinées : la grand-mère du Petit Chaperon rouge. La foule va lyncher le grand méchant loup, lorsqu'une jeune femme, qui dit s'appeler Michèle Louise, pseudonyme vite décrypté de Louise Michel, arrête cette scène de sauvagerie, et, équipée d'un porte-voix, rappelle que là-bas, perdues au milieu des flots, les grands-mères canaques de la Nouvelle-Calédonie restent sans aucune protection.

Le commando de choc des trois bonnes-mamans du dix-huitième prennent l'avion pour Nouméa, organisent le référendum, se portent électrices dans tous les bureaux : triomphe unanime des grands-mères canaques, qui peuvent, après des siècles de frustration, planter leurs ignames dans les seules terres cultivables de l'île, que leur avaient piquées des on-ne-sait-qui venus d'ailleurs.

Que devient alors le commando de choc ? S'égare-t-il dans la forêt des tropiques ? Se fait-il bouffer par les requins ? Toujours est-il qu'à partir du référendum *les Rêves de Lolita et Laverdure*, la nouvelle féerie policière et politique de Richard Demarcy, se perd plus ou moins dans les sables...

Peu importe, parce qu'une fois de plus, sous la baguette magique de Demarcy, les planches du théâtre sont en fête. C'est l'évasion, la poésie pour tous les âges, la liberté. Un rythme de rondes et de comptines, des couleurs de livres d'images, et là-dessous un cœur qui gronde, une ambiance de manifs pour les causes pas toujours perdues, et la bonne idée de se demander, presque à chaque pas, *« à quoi ça sert donc, le théâtre » ?*

Teresa Motta (le Chaperon rouge), Alain Aithnard et Jacky Sapart et Bernard Spiegel (la fine équipe des fausses mémés), et Guy Cambreleng (Laverdure), jouent ça tambour battant.

M. C.

★ Théâtre 14-Jean-Marie-Serreau, 20 h 45.



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES CRACHATS DE LA LUNE, Théâtre de la Ville (42-74-22-77), 20 h 45.

LA VILLE BLEUE, Arcanne (43-38-19-70), 20 h 30.

LE DÉSIR SOUS LES ORMES, Athénée (47-42-67-27), 20 h 30.

JE T'EMBRASSE POUR LA VIE, Athénée (47-42-67-27), 18 h 30.

HOME, Cartoucherie Tempête (43-26-36-36), 20 h 30.

LA RELIGIEUSE, Cité Galerie (45-85-38-69), 20 h 30.

KOU PAR KOU, Lucernaire (45-44-57-34), 21 h 15.

ANTIGONE, Boulogne, TBB (46-03-60-44), 20 h 30.

LA POUDRE AUX YEUX, Vincennes, Sorano (48-08-60-83), 20 h 30.

BRÈVES INQUIÉTUDES, Roseau (48-07-00-21), 20 h 30.

ÉLECTRE, Lierre (45-86-55-83), 20 h 30.

SOS, Théâtre 18 (42-26-47-47), 20 h 30.

LE MAITRE NAGEUR, Petit Odéon (43-25-70-33), 18 h 30.

LA GRANDE MAGIE (en italien), Odéon (43-25-70-33), 18 h 30.

BAUDELAIRE (45-44-57-34), 19 h 30.

LES PÊCHES DE BAGNOLET, Bagnolet, ATEM (43-64-77-18), 19 h.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.

ODÉON (43-25-70-32), Théâtre de l'Europe, 20 h 30 : la Grande Magie, d'Eduardo de Filippo, par le Piccolo Teatro de Milan ; mise en scène de Giorgio Strehler (en italien).

PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : le Maître-nageur, de J.-P. Amette.

TEP (43-64-80-80), 19 h : les Voix intérieures.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Débats-Rencontres, 18 h 30 : Débat : Éditer japonais en français ; Cinéma-Vidéo : Cinéma et littérature au Japon (se reporter à la rubrique Films/Cinémathèque) ; Vidéo-Musiques : 16 h : Introduction à la musique contemporaine ; 19 h : Falstaff, de Verdi ; Cinéma du musée 15 h : Le Japon des avant-gardes : 1955-1977 ; 18 h : Collection du musée.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : les Crachats de la Lune.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Yiddish cabaret.

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70), 20 h 30 : la Ville bleue, l'Amour noir, le Rêve rose et poire.

ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Adriana Monti.

ATHÉNÉE (47-42-67-27), salle L.-Jouvet, 20 h 30 : le Désir sous les ormes ; salle Ch.-Bérard, 20 h 30 : Je t'embrasse, pour la vie.

BATACLAN (47-00-30-12), 20 h 30 : Kabaret de la dernière chance.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), 20 h 30 : le Récit de la servante Zerline.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 21 h : le Nègre.

CARTOUCHERIE, th. de la Tempête, (43-28-36-36), 20 h 30 : Home.

CITÉ INTERNATIONALE (45-85-38-69), Galerie, 20 h 30 : la Religieuse.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 45 : Clérambard.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Orlando Furioso.

DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?

DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : Naître ou naître pas.

DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : la Magie d'Abdul Alafrez ; 22 h : l'Odieux visuel.

EDEN-THÉÂTRE (43-56-64-37), 21 h : Du sang sur le cou du chat.

EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : les Clients.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : l'Arrêt de mort.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 20 h 30 : l'Amour en pièces ; 22 h 30 : les Chiards du grand mec.

ESSAION (42-78-46-42), 20 h 30 : le Chemin d'Anna Bergston.

FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : le Système Ribadier.

GALERIE 55 (43-26-63-51), 21 h : Sir Gawain and the green Knight.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : la Valse du hasard.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 19 h 30 : Beaudelaire ; 21 h 15 : Kou par Kou. – II : 20 h : Thérèse Desqueyroux ; 21 h 45 : Ainsi soit je.

MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Deux sur la balançoire.

MARIGNY (42-65-04-41), 21 h : la Galipette (à partir du 9).

MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 15 : Savage/Love.

MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 45 : les Petits Oiseaux.

MOGADOR (42-85-28-80), 20 h 30 : l'Avare.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, 20 h 45 : la Maison du lac. – Petite salle, 21 h : Bonsoir maman.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-99), 20 h 30 : l'Idiot.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?

ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : Léopold le bien-aimé.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), Grande salle, 20 h 30 : F. Chopel.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.

PLAINE (42-50-15-65), 20 h 30 : Amesamour.

PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20), 20 h 30 : Hedda Gabler.

POTINIÈRE (42-61-44-16), 21 h : Chat en poche.

TEMPLIERS (42-78-91-15), 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir.

THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TH. 14 J.-M. SERREAU (45-45-49-77), 20 h 45 : les Rêves de Lolita et Laverdure.

TH. DU LIERRE (45-86-55-83), 20 h 30 : Electre.

TH. DES 50 (43-55-33-88), 20 h 30 : Paris pas comme ça tu t'fais du mal.

THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Antigone.

TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : Théâtre de foire. – Petite salle, 20 h 30 : Pour un oui pour un non.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Taupes niveaux.

Music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), 21 h : Ligue d'improvisation française.

GYMNASE (42-46-79-79), 20 h 45 : F. Perrin.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h : G. Scherer.

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 15 : El Wad Saïd el Shagal.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90), 20 h 30 : Cirque de Moscou.

TH. GRÉVIN (42-46-84-47), 20 h 30 : P. Desproges.

TLP DEJAZET (42-74-20-50), 18 h : Le prince qui ne voulait pas être roi ; 20 h 30 : Font et Val.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-habitation.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

Opérettes, comédies musicales

PORTE ST-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : la Petite Boutique des horreurs.

TH. DE PARIS (43-59-39-39), 20 h 30 : la Belle Hélène.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré ; 22 h : Tous les plaisirs en un seul corps.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.

LE BOURVIL (43-73-47-84), 20 h 15 : Pas 2 comme elle.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : la Conscience nationale des faisans d'élevage.

LE GRENIER (43-80-68-01), 22 h : N'insistez pas je reste.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : D. and J. Memories ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : Laissez-les vivre.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboïm (Wagner).

La Table verte, 22 h : B. Gaucet, M.-L. Charnaux (Schumann, Mozart, Debussy...).

Festival d'automne

(42-96-12-27)

THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : le Récit de la servante Zerline, à partir du 5.

Festival Jazz Valley 1986

CERGY, Maison des Touleuses (30-30-35-48), le 5, à 21 h : Trio Barret, Romand, Texier.

DOMONT, Salle des fêtes (39-91-04-90), le 7, à 15 h : Trio Becker + Quartet Laronde.

L'ISLE-ADAM, Maison de l'Isle-Adam (34-69-21-38), le 6, à 21 h : Quartet B. Willen, Ph. Petit.

Festival de l'Ile-de-France

(34-12-40-50)

PLAISIR, Église Saint-Pierre, le 5, à 21 h : Ensemble instrumental A. Stajic (Janacek, Suk, Smetana...).

TORCY, église, le 5, à 21 h,

FONTENAY-AUX-ROSES, Th. des Sources, le 6, à 20 h 30,

AULNAY-SOUS-BOIS, Espace J. Prévert, le 7, à 16 h : la Grande Écurie et la Chambre du Roy (Mozart, Zelenka).

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX, salle J. Brel, le 5, à 21 h,

PERSAN, salle P. Bromelette, le 6, à 21 h,

PARIS, musée Carnavalet, le 7, à 15 h 30 : la Camerata de Versailles (Smetana, Dvorak, Mahler...).

En région parisienne

ANTONY, Atem (43-64-77-18), 19 h : les Pêches de Bagnolet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (46-03-60-44), 20 h 45 : Antigone.

CRÉTEIL, Maison des arts (48-99-90-50), 20 h 30 : Eden.

GENNEVILLIERS, Théâtre (47-93-26-30), 20 h 30 : Ubu Roi.

STAINS, Théâtre P.-Eluard (48-21-61-05), 20 h 30 : la Religieuse.

VINCENNES, Théâtre D.-Sorano (48-08-60-83), 21 h : la Poudre aux yeux.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeudi 8 janvier

Jazz, pop, rock, folk

(Voir aussi th. subventionnés)

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Bert de Kort.

GIBUS (47-00-78-88), 22 h : Kalin, Scott, Flynn, Barstars.

MERIDIEN (47-58-12-30), 22 h : L. Hampton.

MONTANA (45-48-93-08), 22 h 30 : R. Urtreger ; Cl. Luter.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : Azzola, Caratini, Fosset.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : M. Rocheman, F. Montin, P. Gritz.

SLOW CLUB (42-33-84-30), S. Guérault, B. Vasseur.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Phil Karlson : 16 h, The Phenix City Story ; Films réalisés par les étudiants de l'IDHEC ; 19 h, Film de 1re année 1985 : Blind Alley d'E. Salinger ; Films de 1re année 1986 : Les huîtres d'E. Salinger ; La quatrième dimension : le Secret de B. Eluerd ; Tartare de L. Vachaud ; 9 h 58, de E. Dioulouffet ; Le théâtre anatomique de E. Bullot ; Portez ce vieux whisky au juge blond qui fume de T. Tartas ; En ville d'O. Devautour et O. Ducastel ; Pueri Domus d'A. Komives ; les Volets clos de J. Gottesdiener ; La cinémathèque de la danse présente ; 21 h, Serge Lifar, Une vie pour la danse, avec des extraits de La mort du cygne de J. Benoit-Levy ; Symphonie en blanc de R. Chanas et F. Ardoin ; A la mémoire d'un héros de R. Ventura ; Méphisto-valse de R. Ventura ; le Spectre de la danse de D. Delouche ; Première du film : Lifar à Paris de P. Bensard.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

AMERICAN WARRIOR II (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 6e (43-25-19-90) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ, (A., v.o. et v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BIRDY (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; V.f. : Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Gaumont Halles 1er (42-97-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Opéra, 9e (47-42-60-33) ; Gaumont Colysée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81), Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).

LE CHEVALIER A LA ROSE (All., v.o.) : Vendôme, 3e (47-42-97-52).

CLINS D'ŒIL SUR UN ADIEU (A., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; V.f. : Elysée Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

COURS PRIVÉ (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE COUREUR (Iran.) (v.o.), Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA DERNIÈRE IMAGE (Franco-Algérien) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

DESCENTE AUX ENFERS (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DÉSORDRE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

DEUX FLICS A CHICAGO (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; République Cinéma, 11e (48-05-51-33).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) : La Géode, 19e (42-05-06-07).

L'ÉTAT DE GRACE (Fr.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-10-32-20) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'ENTERREMENT DU SOLEIL (Jap., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (43-26-58-00).

FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Latina, 5e (42-78-47-86) ; UCG Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-86-90) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96) ; Secrétans, 19e (42-41-77-99).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Templiers, 3e (42-72-94-56).

HOWARD (A., v.f.) : Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

JEAN DE FLORETTE (Fr) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Elysée, 8e (47-20-76-23) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE JOUR DES MORTS-VIVANTS (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; V.f. : Arcades, 2e (43-33-54-58).

JUMPIN' JACK FLASH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-49-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

KAMIKAZE (Fr.) : Studio Contrescarpe, 6e (43-25-78-37) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; (v.f.) : Paramount Opéra 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

LE MAL D'AIMER (Fr-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxeville 9e (47-70-72-86) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MÉMOIRES DU TEXAS (A., v.o.) : Rotonde, 6e (45-74-94-94).

MISSION (A. v.o.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Lucernaire 6e (45-44-57-34), Parnassiens 14e (43-20-33-20) ; (Fr.), Français 9e (47-70-33-88).

MON AMI IVAN LAPCHINE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOIR ET BLANC (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.a.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pagode 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Maillot, 17e (47-22-46-01) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ON A VOLÉ CHARLIE SPENCER (fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; St-Germain village, 5e (46-33-63-20) ; Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (42-28-42-27).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

LE PASSAGE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PÉKIN CENTRAL (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LA PURITAINE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71).

LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).

LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12) ; Triomphe 8e (45-62-45-76).

SARRAOUNIA (Fr.) : Cinoches (h.sp.), 6e (46-33-10-82).

SCANDALEUSE GILDA (**) (It., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

SID ET NANCY (*) (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LE SIXIÈME JOUR (Egyptien, v.o.) : Epée de bois, 5e (43-37-57-47).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama (h.sp.), 13e (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

TERRE JAUNE (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

THE ACTRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

37°2 LE MATIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

TOP GUN (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; (v.f.) : Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LA VÉRIFICATION (Sov., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

LA VÉRITABLE HISTOIRE AH. Q (Chin., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

Y A-T-IL QUELQU'UN POUR TUER MA FEMME ? (A., v.o.) : Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

Les festivals

CHAPLIN, ŒUVRES INTÉGRALES (v.o.), Action Ecoles, 5e (43-25-72-07), jeu. : Charlot marin, Charlot boxeur....

HOMMAGE A C. GRANT (v.o.), Champo, 5e (43-54-51-60) : Sylvia Scarlett + Action-Christine, 6e (43-29-11-30) : Chérie, je me sens rajeunir.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18e (46-06-36-07) : Prière pour un tueur.

J. ROUCH, Panthéon, 5e (43-54-15-04), en alternance : la Pyramide humaine, Jaguar, la Chasse au lion à l'arc, Petit à Petit, Moi un noir, Cocorico M. Poulet, Dionysos.

CINÉMA SOVIÉTIQUE (v.o.), Épée de Bois, 5e (43-37-57-47), 15 h : Mon ami, Ivan Lapchine ; 17 h : La Vérification ; 19 h 30 : 20 jours sans guerre.

TARKOVSKI (v.o.), Denfert, 14e (43-21-41-01), 19 h 20 : Nostalghia ; 21 h 40 : Solaris.

LES FILMS NOUVEAUX

LE BEAUF, film français de Yves Amoureux : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

COCA COLA KID, film australien de Dusan Makavejev, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 11e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

EMMANUELLE V (**), film français de Valerian Borowczyk : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FIRESTARTER, film américain de Mark Lester, v.o. : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon-Bastille, 11e (43-43-01-59) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE, film américain de Spike Lee, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-Germain des Prés, 6e (42-22-87-23) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

PEGGY SUE S'EST MARIÉE, film américain de Francis Coppola, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champ-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14e (45-74-94-94) ; UGC Lyon-Bastille, 11e (43-43-01-59) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 9 JANVIER

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française : ruelles moyenâgeuses, le café Procope », 14 h 30, 1, rue des Carmes (Vieux Paris).

« Rencontre avec les architectes du Palais omnisports de Bercy », 15 heures, tél. : 48-87-24-14 (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

« Exposition Les ors hellénistiques de Tarente : couronnes, colliers, diadèmes, pierres gravées... », 15 heures, musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (M. Hager).

« France et Russie au dix-huitième siècle », 16 h 30, Grand Palais (J. Angot).

« Mobiliers et meubles de l'aristocratie sous Louis XVI », 15 heures, 107, rue de Rivoli (AITC).

« Les rouages du palais de justice en fonctionnement, une audience de flagrant délit, visite de plusieurs chambres dont la criminelle, souvenirs du Parlement et du tribunal révolutionnaire » (M. Banassat).

« Les prix de Rome ou l'académisme triomphant du dix-neuvième siècle. Le statut de l'étudiant résidant à la villa Médicis », 15 heures, 13, quai Malaquais (I. Hauller).

« Le musée d'Orsay », 10 heures, entrée 1, rue de Bellechasse (Paris Passion).

« La franc-maçonnerie », 14 h 30, 16, rue Cadet (M. Pohyer).

« Exposition La Voie royale : 9 000 ans d'art au royaume de Jordanie », 16 heures, 19, rue de Vaugirard (P.Y. Jaslet).

« De Fernandel à Marcel Dassault : pèlerinage émotionnel au cimetière-musée de Passy », 14 h 30, angle de la place du Trocadéro et de l'avenue Paul-Doumer (V. de Langlade).

« Musée Rodin », 14 h 30, hall (V. Turpin).

« Coins charmants de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris pittoresque et insolite).

« Les tombeaux des rois de France à la basilique Saint-Denis », 14 h 30, façade église.

« Les Capétiens en leur première demeure, la Conciergerie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge.

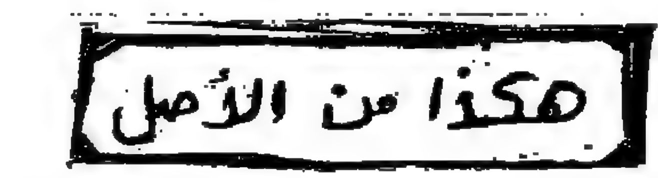
« Le pilier des nautes et la religion gallo-romaine à Lutèce », 15 heures, musée de Cluny (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

« Le musée Cognacq-Jay », 14 h 30, 25, boulevard des Capucines (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 18 h 30 : « Cuba : le développement agricole, réalisation, enjeux, perspectives », conférence-débat avec Françoise Barthélémy (*le Monde diplomatique*), René Nozeran (professeur honoraire de l'université) et Didier Spire, directeur de recherches à l'INRA.

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 15 heures : « Les châteaux fous de Louis II de Bavière » (M. Meunier-Thouret).



هكذا من الأصل

Le 30 décembre 1986 : la CGE et ITT Telecommunications, en association avec la Société Générale de Belgique et le Crédit Lyonnais, ont décidé de regrouper l'ensemble de leurs activités de communications sous l'autorité d'une société commune de droit néerlandais : Alcatel. Le nouvel ensemble ainsi constitué se présente d'emblée comme un leader mondial du domaine des communications. Fort de l'étendue de ses compétences, de son assise financière, de son potentiel humain, Alcatel dispose des moyens nécessaires au développement des nouvelles technologies qui vont lui permettre de jouer un rôle déterminant, à l'échelle mondiale, dans tous les domaines des communications d'avenir.





*Alcatel N.V.

GROUPE CGE

CGE ET ITT TELECOMMUNICATIONS : WORLDWIDE CONNECTION

Asie

AFGHANISTAN : les ouvertures de Moscou

Guerre de propagande et guerre tout court

Washington a accueilli avec prudence la proposition de calendrier de retrait des troupes soviétiques émise par Moscou à l'issue de la visite de M. Chevardnadze à Kaboul. D'autre part, tandis que Pékin réclamait de nouveau la fin de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, le Pakistan a mis en garde Kaboul contre les violations répétées de ses frontières.

MOSCOU
de notre correspondant

MM. Chevardnadze et Dobrynine, respectivement ministre des affaires étrangères et chef du département international du comité central, sont rentrés, mercredi 7 janvier, à Moscou, après une visite de deux jours à Kaboul. Dans une interview accordée avant son retour à l'agence afghane Bakhtar et que publie ce jeudi la *Pravda*, M. Chevardnadze affirme que *« le retrait des troupes soviétiques est à portée de la main »*. Le ministre des affaires étrangères emploie une expression qui signifie littéralement en russe que l'événement n'est pas *« au-delà des montagnes »* et qu'on utilise habituellement pour désigner une action toute proche.

M. Chevardnadze estime également qu'*« un règlement politique n'est pas une perspective éloignée, mais une réalité d'aujourd'hui »*. Dans une autre partie de cette interview, le ministre des affaires étrangères répète cependant que le départ des soldats soviétiques *« dépend en premier lieu de l'arrêt de l'ingérence étrangère et des garanties de non-renouvellement de cette ingérence »*. Si on comprend bien le propos du chef de la diplomatie soviétique, la paix est donc toute proche si... l'adversaire cesse de se battre.

On admirera à la fois l'habileté de la formulation et sa totale ambiguïté. L'URSS et son allié afghan multiplient les gestes spectaculaires et les paroles généreuses, mais rien ne vient étayer sur le terrain leur *« volonté de paix »*. Il y a eu successivement en octobre le « show », devant les correspondants occidentaux, du rapatriement de six régiments. Ces huit mille hommes sur les cent quinze mille que compte le corps expéditionnaire auraient déjà été partiellement remplacés... Puis le nouveau numéro un afghan, M. Najibullah, a proposé au début de l'année un cessez-le-feu de six mois à compter du 15 janvier. Les combats n'ont pas pour autant diminué d'intensité.

MM. Chevardnadze et Dobrynine sont allés à Kaboul pour donner plus d'éclat à cette proposition de cessez-le-feu assortie du côté afghan d'un nouvel appel à la *« réconciliation nationale »*. La guerre de propagande continue donc parallèlement à la guerre tout court.

Moscou et Kaboul cherchent visiblement à se montrer sous leur jour le plus favorable à l'approche de deux rendez-vous diplomatiques importants : la réunion à la mi-janvier, à Koweït, de la conférence des chefs d'Etat islamique, et la reprise, le 11 février, à Genève, des pourparlers « indirects » entre l'Afghanistan et le Pakistan sous l'égide des Nations unies.

Parler de cessez-le-feu, de réconciliation nationale et de retrait des troupes soviétiques ne peut, dans ce contexte, pas faire de mal. Le message s'adresse tout particulièrement au Pakistan et à l'Iran, les deux principales bases arrière de la résistance, que M. Chevardnadze met, pour la première fois dans cette interview, sur le même plan. Jadis, l'Iran était mieux traitée par les Soviétiques, qui évitaient de présenter explicitement le pays de l'imam Khomeiny comme un soutien de la guérilla.

Des « cow-boys »

M. Chevardnadze considère comme une *« vérité évidente »* que *« le Pakistan et l'Iran sont vitalement intéressés à l'existence d'un Etat* [l'Afghanistan] *voisin, ami, non aligné et indépendant »*. Le chef de la diplomatie soviétique remarque, à juste titre, qu'on ne choisit pas ses voisins. Il évite cependant de préciser ce qu'il entend par *« non aligné »*. On sait que Cuba est souvent présenté par Moscou comme un modèle de non-alignement.

M. Chevardnadze déclarait, mardi, à Kaboul, que *« l'année qui commence peut et doit donner naissance à des relations inédites entre l'Afghanistan et tous ses voisins »*. L'art de la diplomatie soviétique consiste à présenter inlassablement comme autant de nouveautés des propos apaisants tenus pratiquement dès le premier jour de l'intervention il y a sept ans. M. Chevardnadze y ajoute une note personnelle d'humour quand il traite les résistants afghans de *« cow-boys »* utilisés sans vergogne comme des figurants par l'administration américaine pour un mauvais *« western néo-globaliste »*. Ce dernier terme implique une volonté américaine d'intervenir *« globalement »* sur tous les points de la planète. Là encore, de nouveaux mots recouvrent les vieux concepts. On peut en effet remplacer sans difficulté *« néo-globaliste »* par *« impérialiste »* en n'altérant en rien le sens général du propos.

DOMINIQUE DHOMBRES.

CHINE : la contestation étudiante

M. Deng Xiaoping aurait personnellement ordonné la reprise en main

La reprise en main face à la contestation étudiante en Chine, à la fin du mois de décembre, aurait été décidée à l'initiative personnelle de M. Deng Xiaoping, selon de bonnes sources chinoises. M. Deng aurait adressé le 29 décembre, alors que les manifestations en faveur de la démocratie, parties de plusieurs villes de province, avaient gagné Pékin, une note de quatre lignes à l'intention des responsables de la police leur fournissant les instructions suivantes : *« Durcissez un peu le ton ; montrez plus de fermeté ; indiquez clairement la démarcation entre le positif et le négatif ; renseignez-vous sur les étudiants afin de les comprendre. »*

A la suite de cette directive, la presse officielle chinoise, qui avait ignoré les manifestations en faveur de la démocratie qui ont lieu depuis le début du mois de décembre, a adopté un ton nettement plus ferme à l'égard des contestataires. Le 1er janvier, les forces de l'ordre interpellaient une trentaine d'étudiants venus sur la place Tiananmen manifester en faveur de la démocratie en dépit de l'interdit officiellement décrété. Selon ces mêmes informations, c'est le vice-premier ministre Li Peng qui, saisi de l'affaire par plusieurs hautes personnalités du monde universitaire, et jugeant que la police était allée trop loin, aurait lui-même ordonné la mise en liberté des étudiants, tandis que se poursuivait une manifestation nocturne de contestataires exigeant la libération de leurs camarades.

En février 1979, déjà, M. Deng Xiaoping avait personnellement ordonné la reprise en main et l'arrestation de dissidents et contestataires, lorsque le mouvement du Printemps de Pékin en était arrivé à remettre publiquement en question l'autorité du Parti communiste. Curieusement, mais sans qu'on puisse à ce stade y voir autre chose qu'une coïncidence, ces deux reprises en main ont précédé de quelques jours une aggravation notable de la tension militaire sur la frontière entre la Chine et le Vietnam. Les premières arrestations de dissidents en 1979 avaient eu lieu peu avant l'invasion par les troupes chinoises des régions frontalières vietnamiennes.

Selon des sources chinoises informées, la contestation étudiante de ces dernières semaines, qui semble à présent retomber, avait touché au moins cent cinquante universités et établissements d'enseignement en Chine, affectant la totalité des provinces du pays, à l'exception du Tibet et du Qinghai (ouest). Des manifestations ont été signalées fin décembre dans le Nord-Est, la dernière région à être touchée par la fièvre contestataire. – *(AFP, Reuter.)*

La tension sino-vietnamienne

Pékin et Hanoï se rejettent la responsabilité des combats sur la frontière

La tension semble persister sur la frontière sino-vietnamienne l'agence Chine nouvelle ayant fait état de combats, mercredi 7 janvier, dans la région de Laoshan (Yunnan), alors que Hanoï a affirmé qu'ils avaient lieu dans la région, voisine mais vietnamienne, de Vi-Xuyên. Au bilan vietnamien de cinq cents soldats chinois tués lundi, premier jour des combats, Pékin a opposé celui de deux cents soldats vietnamiens tués le même jour.

On ignore toujours lequel des deux pays est à l'origine de ces incidents, apparemment les plus graves depuis avril 1984. L'agence de presse vietnamienne a affirmé, mercredi, que l'armée chinoise s'apprêtait à lancer de nouvelles attaques alors qu'à Pékin, de source diplomatique occidentale, *on ne s'attendait* pas, ce jeudi, à une escalade du conflit.

La Chine n'a jamais caché qu'elle continuerait d'exercer une pression sur cette frontière tant que le Vietnam ne mettrait pas fin à son occupation militaire du Cambodge. Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang l'a redit en novembre 1986 et le prince Sihanouk, chef de la résistance khmère, a de nouveau affirmé en avoir obtenu l'assurance, lundi, avant de quitter Pékin pour la Roumanie.

Ces affrontements coïncident, d'ailleurs, avec une visite du général *Yang Dezhi, chef d'état-major de* l'armée chinoise, en Thaïlande, où il doit évoquer, avec ses interlocuteurs thaïlandais, le problème de la coordination de l'aide chinoise à la résistance cambodgienne.

La Chine est le principal pourvoyeur en armes de la résistance cambodgienne, notamment de la faction des Khmers rouges, la plus active en territoire khmer. Les Khmers rouges viennent de revendiquer une nouvelle attaque à la roquette – non confirmée de source indépendante – contre l'aéroport de Pochentong, à la lisière de Phnom-Penh. Ils avaient déjà tiré plusieurs roquettes en avril contre Pochentong, sans faire de victimes.

La diplomatie chinoise a engagé un processus de normalisation avec *Moscou*, les Etats de l'Europe de l'Est et même le Laos, qui a reçu, en décembre, la visite d'un vice-ministre chinois des affaires étrangères. Mais elle n'a pas fait le moindre geste en direction du Vietnam qui, depuis un an et jusqu'aux combats de lundi, avait mis fin à ses critiques publiques de Pékin. L'impossibilité de savoir qui a pris l'initiative de ces nouveaux affrontements sur la frontière sino-vietnamienne ne doit pas occulter la détermination de Pékin à obtenir un retrait militaire vietnamien du Cambodge.

J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

M. Duarte adresse une mise en garde à l'extrême droite

San-Salvador. – Le chef de l'Etat, M. Napoleon Duarte, a adressé mercredi 7 janvier une sévère mise en garde à l'extrême droite salvadorienne, en affirmant que *« le poids de la loi s'abattra sur tous ceux qui appellent à des actes de sédition »*. M. Duarte a affirmé que, *« élu par le peuple, il n'abandonnera ses fonctions de président que si le peuple en décide démocratiquement »*.

Il a ajouté : *« Ceux qui adoptent des positions qui les placent en marge de la loi et se convertissent de la sorte en factieux recevront le châtiment que la loi a édicté pour les guérilleros. »* L'avertissement était adressé aux dirigeants du Mouvement d'action nationale (MAN) et de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), deux formations d'extrême droite qui, ainsi que les chefs d'entreprise, s'opposent au paiement des nouveaux impôts décidés par le gouvernement.

Le chef d'état-major des forces armées, le général Adolfo Blandon, a, pour sa part, réagi mercredi aux rumeurs de coup d'Etat militaire qui circulent actuellement en affirmant que l'armée *« ne se prêtera pas à une situation qui mettrait en danger le processus démocratique »*. – *(AFP.)*

Nicaragua

Manifestation antisandiniste à Masaya

Managua. – Environ deux cents personnes ont manifesté sans incident mercredi 7 janvier à Monimbo, un quartier de la ville de Masaya, au sud de Managua, afin de réclamer la fin de la *« dictature sandiniste »*.

La manifestation était organisée par la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN), qui réunit trois petits partis politiques d'opposition, deux centrales syndicales et le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP, patronat). Il s'agissait d'honorer la mémoire de l'ancien directeur du journal *la Prensa*, devenu le principal quotidien d'opposition au régime sandiniste et fermé depuis juin par les autorités. La mort de Pedro Joaquin Chamorro, assassiné il y a neuf ans par des hommes de main du dictateur Anastasio Somoza, avait précipité l'insurrection générale qui avait porté au pouvoir les sandinistes, le 21 juillet 1979.

Dans un discours, l'un des dirigeants de la CDN, Mme Azucena Ferrey, a affirmé que *« la dictature sandiniste est encore plus violente »* que celle du général Somoza. C'est la première fois que la CDN se manifeste depuis les élections générales de 1984, auxquelles elle avait refusé de participer en arguant de l'absence de *« garanties suffisantes »* pour un processus démocratique. – *(AFP.)*

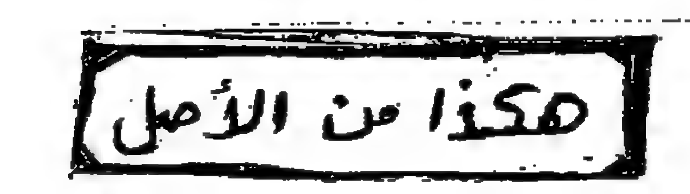
Des envoyés spéciaux de M. Reagan en « mission diplomatique »

MM. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, et Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan ont rencontré à Miami le ministre des *affaires étrangères du Costa-Rica*, M. Rodrigo Madrigal, et un représentant du gouvernement du Guatemala. De bonne source, on indique que ces entretiens « secrets » ont pour objectif la recherche d'une nouvelle « ouverture » diplomatique permettant une relance du dialogue avec les dirigeants sandinistes. – *(AP).*

Pérou

Attentats à Lima

Les bureaux de la Banque mondiale à Lima, ainsi que ceux de l'ONU et des lignes américaines Eastern ont été endommagés par l'explosion d'une charge de dynamite dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 janvier. Il n'y a pas de victimes. – *(AFP.)*



Les grèves demeurent fortes à la SNCF, à la RATP et à EDF

Les grèves dans les services publics n'ont pas connu de répit mercredi 7 janvier, ni à la SNCF, ni à la RATP, ni à EDF.

• A LA SNCF, la grève ne s'est pas relâchée, malgré certains retours individuels. La direction a mis en service le même nombre de trains que la veille sur les grandes lignes rapides et express ainsi que pour les marchandises. Le climat est resté aussi tendu, des cheminots grévistes cherchant sur différents points du réseau à empêcher la circulation des trains, ou retardant les départs, comme à Vierzon, où l'alimentation des caténaires a été coupée et le dépôt de carburants occupé. Tout trafic a été bloqué dans la journée à Toulouse, où le dépôt des machines a été occupé et les voies enduites de graisse sur plusieurs centaines de mètres ; une liaison par car a été établie avec Brive, après que la police eut fait évacuer la gare routière occupée. Les forces de l'ordre sont intervenues aussi pour faire évacuer les gares de Rennes, d'Auray (Morbihan), le centre de triage de Trappes (Yvelines) et l'aiguillage de Saint-Germain-du-Puy, près de Bourges.

La mise hors service, la nuit précédente, d'une centaine de locomotives à Brétigny (Essonne) a suscité une polémique. Ces actions ont été désavouées par l'assemblée générale des grévistes, qui ont indiqué que *« les seules actions effectuées par nous ont été la retenue des trains de grandes lignes quelques minutes et la lecture d'un communiqué dans les trains de banlieue »*. FO a dénoncé les *« actes de vandalisme »*, la CGC a demandé aux pouvoirs publics de *« rétablir l'ordre »*, la Fédération maîtrise et cadres (autonome) a proposé une réunion avec la direction pour mettre fin aux *« atteintes à l'outil de travail »*. En revanche, la coordination « intercatégories » a reproché à la direction de faire rouler des trains *« aux dépens de la sécurité »*.

• A la RATP, le mouvement s'est durci dans la journée du mercredi 7 dans les autobus en raison du blocage de trois dépôts par les grévistes. Dans le métro, la proportion du trafic assuré a oscillé, selon les heures, de 50 % à 70 %.

La direction et des syndicats minoritaires représentant environ 40 % des voix exprimées lors des élections professionnelles (FO, CFTC, autonomes et indépendants) sont parvenus, le 7 janvier, à un accord sur la progression salariale en 1987. Celle-ci sera de 2,98 %. Déduction faite du « glissement, vieillesse, technicité » de 1,7 %, il restera 1,28 % à distribuer sous forme d'augmentations générales et d'amélioration de la grille des salaires pour les conducteurs de bus, les ouvriers et les agents de station. Tous les agents de la RATP bénéficieront d'une augmentation générale de 1,2 % au 1er juin et de 0,5 % au 1er septembre. Après consultation de la base, la direction et les syndicats se retrouveront, le mardi 13 janvier, pour signer l'accord définitif.

La CGT, la CFDT, la CGC et le Syndicat autonome traction (SAT) ont refusé de s'associer à ce protocole et ont reconduit la grève. La CGT et la CFDT dénoncent la perte de pouvoir d'achat et la réduction des effectifs et veulent obliger la direction et le gouvernement à accepter les augmentations n'incluant pas le « glissement-vieillesse technicité ». Quant au SAT, il n'a pas obtenu satisfaction sur sa demande de reclassement hiérarchique.

• A EDF, la grève de vingt-quatre heures reconductible lancée par la CGT et la CFDT a été très suivie le mercredi 7 janvier, touchant, à la suite d'assemblées générales, la plupart des unités et entraînant de très fortes perturbations. Après consultation de ses syndicats, la fédération FO d'EDF-GDF a décidé de lancer un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures reconductible jusqu'à la fin de la semaine. Elle *« met en garde le personnel sur tout excès portant atteinte à la sécurité des personnes et des installations, ainsi qu'à la liberté du travail »*. L'UNCM-CGC a décidé pour sa part de signer, le 10 janvier, l'accord salarial 1987 en mettant en avant la perspective d'une négociation sur l'intéressement.

Mercredi, les baisses de production ont commencé à partir de 9 heures. Entre 9 heures et midi, la baisse de puissance est passée de 7000 à 25000 MW. A partir de 11 heures, EDF a délesté sur toute la France (d'environ 20 %). A 14 h 30, il manquait de 30 à 40 % de la puissance. La baisse de production était de 34000 MW à 16 heures. Sur l'ensemble de la France, le délestage a été de l'ordre de 7000 MW. Paris a été particulièrement touché, notamment à la Défense où le poste d'alimentation a été coupé, avec des coupures « sauvages ».

Quelques incidents se sont produits. A Gimont (Gers), des grévistes d'EDF ont essuyé des coups de feu, mais il n'y a pas eu de blessés. Sur le site d'Eurodif, des forces de police sont intervenues à la suite du blocage par des grévistes de la relève des équipes de sécurité. La situation était redevenue normale jeudi ainsi qu'à la cockerie de Carling, où six ingénieurs séquestrés ont été libérés peu après 0 heure.

• DANS LES PORTS, la situation est loin d'être redevenue normale, notamment parmi le personnel des entreprises de remorquage, qui continue la grève sur l'initiative de la CGT, pour obtenir le paiement des jours de grève. Ces mouvements perturbent le trafic des navires de fort tonnage, notamment à Fos. A Marseille, le personnel CGT du Port autonome était aussi en grève.

Que réclament les grévistes ?

SNCF

LES DEMANDES

• **Conditions de travail**

– 122 jours de repos (au lieu de 116) ;

– Davantage de repos le dimanche (certains ont déjà 18 dimanches) au lieu des 14 réglementaires actuels ;

– Limitation à 5 jours consécutifs du travail entre 2 jours de repos. Aujourd'hui, le cas le plus fréquent est 6 jours, mais il peut aller jusqu'à 7 (notamment pour les « remplaçants »), avec une seule journée de repos ;

– Amélioration des rotations pour les roulants et les agents postés : pas de semaine de 4 heures à 12 heures après une semaine de 20 heures à 4 heures ; transition par la semaine 12-20 heures à chaque fois ;

– Pas de reprise de service de nuit après un dimanche, de façon à avoir 48 heures de repos et non 36 heures ;

– Réduction du nombre de « découchés » pour les roulants ;

– Amélioration des foyers (insonorisation, matériel, vaisselle) pour les roulants ;

– Amélioration des « coupures » pour les agents de conduite, en rapprochant autant que possible les pauses des heures de repas ;

– Meilleure organisation des rotations pour les remplaçants, qui veulent connaître à l'avance leurs journées ;

– Pour les agents de conduite, fin de service à 18 heures au lieu de 20 heures en fin de semaine.

– Application de la semaine de 35 heures aux roulants et aux postés en regroupant par journées complètes (et non à raison de réduction d'un quart d'heure par jour).

• **Salaires**

– Maintien de la grille salariale actuelle.

– Intégration d'une partie importante des primes dans le traitement.

– Amélioration de la prime de traction.

– Un véritable treizième mois.

LES ACQUIS

• **Conditions de travail**

– 2 jours de repos supplémentaires pour les roulants et les sédentaires postés en continu.

– 15 dimanches au lieu de 14.

– Amélioration des heures du début de repos périodique (19 h 30 au lieu de 20 heures).

– Pauses pour les repas placées entre 11 h 30 et 13 h 30 ou 18 h 30 et 20 h 30.

– Nombre de journées de service entre repos limité à 6 en principe pour les sédentaires mais la journée blanche d'« inutilisation » demeure possible.

– Pas de deuxième coupure pour les agents de remplacement, ce qui raccourcit l'amplitude de la journée de travail.

– Amélioration du taux des primes de traction.

– Concertation pour les examens médicaux et psychotechniques : le renforcement des examens expérimenté à Paris sera discuté.

– Pas de changement pour l'application des 35 heures.

• **Salaires**

– « Retrait » de la grille salariale. Un nouveau système sera négocié avec les organisations syndicales et tiendra compte des garanties statutaires, mais des éléments du projet contesté seront en fait repris dans la future grille. L'équilibre sera respecté entre « choix » et « ancienneté ».

– Majoration du salaire de base de 1 % au 1er juin 1987 et de 0,7 % au 1er octobre 1987.

– Prime uniforme de 250 F au 1er janvier 1987, dont une part sera prise en compte pour les retraités, plus une part hiérarchisée : 2,8 % du salaire mensuel.

– 5 000 promotions supplémentaires en 1987.

– Intégration d'un point (en deux fois) de l'indemnité de résidence.

RATP

LES DEMANDES SYNDICALES

• *Syndicat autonome traction* : 400-500 F de plus par mois pour rester à parité avec les conducteurs de la SNCF banlieue et pour conserver une différence de rémunération avec certains agents de maîtrise.

• *Autres syndicats :*

– Maintien en masse et en niveau des salaires pour 1986 et 1987, ce qui, selon la CGT, nécessiterait un rattrapage de 7-8 % ;

– Refus de l'intégration du « glissement vieillesse technicité » positif ;

– Refus des individualisations salariales ;

– Arrêt des diminutions d'effectifs ;

– Application complète de la grille salariale de 1983.

LES PROPOSITIONS DE LA DIRECTION

• Une prime de 150 F pour les conducteurs en échange du transfert de quatre jours de repos de la période d'été vers la période d'hiver.

• Une augmentation de 2,98 % de la masse salariale, se traduisant notamment par des hausses générales du point de 1,2 % au 1er juin et de 0,5 % au 1er septembre.

Les cadres supérieurs de la SNCF doutent de leur direction

Ça devait arriver : dans le grand tourbillon social qui secoue la SNCF depuis le 18 décembre, les cadres supérieurs commencent à faire le compte des dégâts et à chercher les responsabilités de ce gâchis.

Et ils parlent, pas très fort et masqués, camouflés, parce que, dans la structure cheminote conformiste et quasi militaire – ainsi qu'ils la décrivent – tous ceux qui s'écartent du modèle dominant sont des hommes et des femmes professionnellement morts. Mais ils parlent tout de même, ces cadres supérieurs des services centraux et régionaux parce qu'ils se désespèrent de voir leur entreprise inadaptée au monde moderne. Ils expriment en sourdine leur désir de rénovation. Prêtons-leur une voix.

Il était peut-être normal que le gouvernement prenne son temps lorsque la grève a commencé. S'il a parlé le 26 décembre d'un médiateur, nommé le 29 décembre et qui a débuté ses consultations le 30, c'était vraisemblablement pour vérifier que le mouvement était vigoureux et bien apolitique. Mais pourquoi fallait-il que le directeur général, M. Jean Dupuy, s'enferme à double tour en déclarant, le 24 décembre, à l'occasion d'une téléconférence avec ses directeurs de régions : *« Moi présent dans cette entreprise, le projet de nouvelle grille salariale ne sera pas retiré »* ?

Pourquoi la provocation à l'égard des syndicats conviés à une négociation lorsque le travail aurait repris ? Il ne restait plus, lorsque ces positions sont devenues intenables, qu'à suspendre ladite grille et à ouvrir des négociations, toute honte bue.

Comment la direction générale n'a-t-elle pas vu qu'elle demandait beaucoup trop à une entreprise très lourde ? Car la SNCF, et avec elle les cheminots, souffre d'une sévère indigestion de réformes : les diminutions d'effectifs de huit mille personnes par an depuis deux ans, la décentralisation de la notation, l'annonce d'une nouvelle grille salariale faisant une plus grande place au mérite, le lancement de groupes d'initiatives pour le progrès et la qualité. C'était trop pour des cheminots sous-informés sur le pourquoi de ces bouleversements.

L'élaboration de la fameuse grille, qui a fait déborder la coupe, est un modèle de maladresse. Conçue à l'échelon central, elle a failli pousser, dès le mois d'octobre, les chefs de traction à la grève car on avait oublié de les placer dans l'encadrement. Faut-il rappeler que ce sont ces chefs de traction qui ont maintenu un service minimum pendant toute la durée de la grève ?

Emporter l'adhésion

Pourquoi avoir réintroduit ce qu'on appelle le glissement vieillesse technicité « positif », autrement dit pourquoi avoir repris de l'autre main les augmentations à l'ancienneté attribuées par ailleurs ? Pourquoi avoir méprisé les cheminots en n'accordant pas à leurs « foyers » une modernisation décente ? Pourquoi avoir tué le dialogue au sein de notre maison ?

Car c'est bien de ça qu'il s'agit : de dialogue. On nous compare quelquefois à l'armée. Pourtant celle-ci a plus et mieux évolué que nous. Notre organisation était adaptée au monde rural, un monde peu critique où l'on avait le respect du père et de l'autorité. La SNCF s'est mise à recruter des citadins devenus majoritaires en France. Ceux-ci ont pour beaucoup le baccalauréat et un sens critique développé. On ne les commande plus comme leurs grands-pères. Il faut emporter leur adhésion.

Or, à la SNCF, vous ne vous exprimez pas si vos propos risquent de ne pas aller dans le sens de ce que pense votre chef. Du haut en bas de la hiérarchie. Même les directeurs de région sont considérés comme irresponsables : la direction générale leur a adressé un modèle de lettre à envoyer aux agents de conduite pour leur dire qu'après les catastrophes de l'été 1985 (1), ils devraient subir un nouvel examen de leurs connaissances. Le 30 septembre 1985, tous les agents de conduite de France étaient en grève sauvage et illimitée...

Nous pourrions aider à éviter tellement de bêtises si on nous écoutait, mais nous ne disons que ce que le directeur général veut entendre. Si nous lui faisons part des réticences de la base, il nous retire la parole ou il nous tourne en ridicule, ou il change de sujet. C'est un formidable technicien qui a créé le plus beau train du monde, le TGV, mais qui est incapable de réaliser autour de lui ce qu'il souhaite pourtant sincèrement, à savoir *« améliorer les relations hiérarchiques en suscitant la discussion, le dialogue, la participation »*. De surcroît, il forme avec le président de la SNCF, M. Philippe Essig, un couple désuni qui commence à traumatiser la famille dont il a la charge.

La SNCF crève parce que ses agents, ses cadres, ses dirigeants ont prétendu se l'approprier. Nous ne nous en tirerons que s'il nous arrive ce qui est arrivé à Renault. Eux non plus ne voulaient pas entendre parler d'un patron extérieur à la Régie. Ils ont failli disparaître dans les querelles de clans. Il a fallu un Besse sans préjugés, sans respect inutile des traditions-maison pour imposer un redressement que personne n'avait la force de vouloir. La SNCF est dans la même situation critique. Il nous faut un vrai capitaine d'industrie venu d'autres horizons que le corps des ponts ou celui des mines, que la traction ou la direction du matériel. Quelqu'un qui mette la SNCF à l'heure du reste de la France.

Sinon tout recommencera. Les agents de conduite se croiseront les bras, les routiers grignoteront notre clientèle marchandises. L'Etat-actionnaire refusera de faire son devoir financier et le voyageur préférera son automobile.

ALAIN FAUJAS.

(1) Quatre-vingt-quatre morts dans trois accidents.

EDF : la grogne des usagers

Des usagers sans chauffage, des skieurs étrangers bloqués dans les téléphériques aux Arcs qui jurent, mais un peu tard, qu'on ne les y prendra plus à venir en France pour les sports d'hiver, l'extinction des feux tricolores qui entraîne des embouteillages dans les grandes villes, les Français, qui avaient pris leur parti de la grève SNCF et s'étaient organisés en conséquence, commençent à s'indigner dans les régions les plus touchées par les coupures de courant, nous indique nos correspondants.

Si les professionnels du tourisme ont manifesté à deux reprises en Savoie ces derniers jours, afin de protester contre la grève de la SNCF, qui fera du mois de janvier une période plus creuse encore que d'habitude, un peu partout les usagers se sont résignés au blocage des trains et se sont organisés pour y faire face. Dans les Bouches-du-Rhône, les cars remplacent quotidiennement la SNCF, et la colère des vacanciers à la fin des congés scolaires est oubliée. A Caen, le directeur d'une usine a obtenu de la préfecture le déblocage sans incident par les forces de l'ordre du train de marchandises qu'il attendait et a renoncé à mettre ses salariés au chômage technique comme il en avait l'intention.

En revanche, la grève de l'EDF catalyse l'irritation des usagers directement et quotidiennement gênés dans les régions les plus touchées. Dans les Bouches-du-Rhône, certains salariés sont au chômage technique. A Marseille, dans des immeubles entiers chauffés au fuel, mais équipés d'un thermostat électrique, les habitants commençent à protester. Un malade ne cache pas sa colère : il peut vivre chez lui grâce à un appareil électrique et se verra obligé d'aller à l'hôpital si la grève continue. Dans le Calvados, les coupures de courant ont été peu nombreuses, et les commerçants se sont contentés de sortir leurs bougies. En revanche, dans le Nord, la baisse de production d'électricité a atteint 40 %, et les Lillois gelés, les dentistes, les boulangers, ont envahi, le mercredi 7 janvier, un centre de distribution EDF. Le patronat lillois prépare une manifestation : les nouvelles machines très sophistiquées utilisées dans le textile, les ordinateurs, se sont arrêtés entraînant de longues remises au point techniques. Dans le Finistère, où on enregistrait 60 % de grévistes, à Brest, des patrons de PME accompagnés de certains de leurs salariés ont manifesté devant le centre de distribution de Landerneau afin de protester contre les coupures de courant. Enfin à Lyon, les coupures de courant ont été épisodiques. Ce sont les transports en commun qui ont été les plus touchés. *« Les trolleybus se sont arrêtés, mais les usagers ne manifestent pas encore »*, souligne-t-on.

On enregistre des manifestations sporadiques. A Saint-Claude (Jura), les artisans ont bloqué le centre-ville afin de protester contre les coupures de courant. Quatre cent cinquante entreprises de Saint-Ouen-l'Aumône ont décidé de manifester. A Paris, où les pompiers sont intervenus trois cent quatre-vingts fois le 7 pour débloquer des ascenseurs, les artisans du Sentier spécialisés dans la confection demandent un report du paiement de leurs charges sociales en raison de leur manque à gagner.

M.-C. R.

Le RPR invite les usagers à protester contre la poursuite de la grève

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a, dans un communiqué public, le mercredi 7 janvier, lancé un appel aux parlementaires, élus locaux, militants et sympathisants de son mouvement *« à soutenir activement les usagers qui, de plus en plus nombreux, expriment leur protestation face aux grèves »*. Il leur demande de *« manifester dans le calme par tous les moyens démocratiques leur volonté de faire respecter le verdict populaire du 16 mars »*.

Selon M. Toubon, *« la prolongation des grèves dans le secteur public est de plus en plus mal supportée par les usagers ; elle freine et risque d'interrompre l'activité des entreprises ; elle a pris désormais un tour politique et tend à faire échouer l'action de redressement engagée depuis dix mois »*.

Politique

M. Barre à « L'heure de vérité »

M. Raymond Barre qui était, le mercredi 7 janvier, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, a conforté le gouvernement dans son refus de remettre en cause la politique salariale dans le secteur public, mais il l'a incité à faire davantage de place au *« nécessaire dialogue »*. Interrogé par Alain Duhamel, Albert du Roy et Catherine Nay, l'ancien premier ministre, sous l'œil attentif et bienveillant de M. Pierre Méhaignerie, membre du gouvernement et président du CDS, s'est voulu à la fois loyal à l'égard de la majorité, mais aussi différent de celle-ci, au-delà et au-dessus des partis.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a commenté jeudi sur Europe 1, la prestation de l'ancien premier ministre, en affirmant : *« Il me semble que (...) M. Barre (...) n'est pas chiraquien »* dans son analyse des conflits sociaux. M. Jospin, en revanche, se déclare toujours en désaccord avec M. Barre quand celui-ci juge que les fonctionnaires sont des *« nantis »*, car, dit le député de Haute-Garonne, *« le droit au travail inscrit dans la Constitution ne peut pas devenir un privilège »*. *« C'est une approche,* a continué M. Jospin, *que jamais le monde salarial ne pourra accepter. »*

Quant à l'*« overdose »* de réformes de société décelée par M. Barre, le premier secrétaire du PS juge que, *« dans les projets du gouvernement, ce n'est pas seulement leur accumulation qui est en cause, c'est leur nocivité intrinsèque »*.

Enfin, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, qui présentait mercredi ses vœux à la presse en tant que secrétaire général du Parti républicain, a mis en garde l'UDF : *« Personne ne doit courir le risque de voir apparaître, au fil de l'année 1987, deux UDF : une qui s'écarterait progressivement du gouvernement en le critiquant ; une autre, l'UDF loyale, qui le soutiendrait et qui respecterait ainsi le pacte de 1986 »*, a-t-il déclaré. *« On ne demande pas à l'UDF,* a précisé M. Léotard, *de soutenir l'éventuel gouvernement d'après 1988 (hypothétique), mais l'actuel gouvernement de 1987 (réel), parce qu'il n'y en a pas d'autres possible pendant un an et demi (...) et que, s'il échoue, l'alternative ne sera pas libérale, mais socialiste. »*

« Je ne suis pas de ceux qui trahissent leur camp »

« Il ne serait pas convenable que je me régalasse, mais on serait surpris que je m'étonnasse et déconcerté que je me déjugeasse... » C'est en ces termes empruntés au dessinateur Jacques Faizant que M. Raymond Barre a défini *« son état d'esprit »* au seuil de cette nouvelle année 1987. Participant, le mercredi 7 janvier, à l'émission politique d'Antenne 2 « L'heure de vérité », l'ancien premier ministre, après dix mois de quasi-mutisme médiatique, a constamment manifesté sa volonté de *« parler sérieusement des problèmes de la France »* sans tomber *« au niveau microcosmique et microcosmien »* des questions de personne.

De même a-t-il voulu s'efforcer de ne pas mettre *« des bâtons dans les roues »* au gouvernement, jugeant qu'il pouvait aujourd'hui se dispenser de renouveller ses griefs vis-à-vis de la cohabitation et s'interdisant quant à l'avenir de cette expérience de *« lire dans le marc de café »*. *« Je ne suis pas d'accord avec l'expérience actuelle,* s'est-il simplement borné à répéter, *pour des raisons qui tiennent aux institutions. Mais pour le reste, je suis avec les hommes avec qui je me suis battu dans l'opposition. »*

Soulignant que depuis le 2 avril 1986 pas une voix barriste n'a manqué au Parlement pour soutenir le gouvernement, le député du Rhône a réaffirmé que ses amis et lui entendent conserver *« cette attitude de loyauté »*. *« Je ne suis pas de ceux qui trahissent leur camp, qui manœuvrent contre leur camp,* a-t-il insisté. *Si je n'étais pas content de la majorité, j'irai chez les socialistes ou dans un autre parti... Il faut laisser cette expérience se dérouler dans sa pureté de cristal. Je ne veux en aucun cas mériter même une minute une une imputation de responsabilité dans l'échec de cette expérience... »*

Pour l'heure M. Barre se dit être dans la position du *« non-candidat »*, le *« problème »* de l'élection présidentielle n'étant selon lui *« pas actuel »*. Son principe ? Se décider toujours *« le moment venu »* car c'est *« quand le moment est venu que l'heure est arrivée... »* Pour l'heure précisément, M. Barre préfère se référer au célèbre vers de la non moins célèbre fable de Jean de la Fontaine *le Lièvre et la Tortue.*

« Rien ne sert de courir, il faut arriver à point... », un vers que M. Barre juge *« très caractéristique »* et qu'il interprète politiquement de cette façon : *« Il y a beaucoup de lièvres aujourd'hui, laissez-moi être la tortue... Le lièvre dit : je vais partir, je vais gagner. La tortue dit : je n'en sais rien, je porte ma maison sur le dos... »* Pour le moment aussi, M. Barre préfère revendiquer toujours sa liberté, en *« abandonnant la vision étroite de la gauche et de la droite »*, en se laissant la faculté d'être quand il l'estime nécessaire *« aux antipodes »* du RPR, des socialistes, des démocrates chrétiens, voire même des barristes...

Invité à commenter les sujets d'actualité, M. Barre constate qu'en matière de réformes sociales et de société, les Français ont actuellement *« un sentiment d'overdose »* qui était presque inévitable selon lui. *« Dites-vous bien que le gouvernement a peu de temps devant lui et qu'il est bien obligé de chercher à faire un certain nombre de choses. »*

Concernant les conflits sociaux du moment et particulièrement dans le secteur public, il donne raison au gouvernement *« d'être très vigilant en matière salariale »* mais rappelle que *« la fermeté ne doit pas laisser de côté les possibilités de dialogue »*.

Pour résoudre ces conflits sociaux à la SNCF et chez d'autres catégories du secteur public, l'ancien premier ministre avance trois principes : ne pas agir dans tous ces secteurs *« de façon uniforme »*, *« débloquer progressivement »* des systèmes d'organisation internes qui relèvent de *« l'organisation taylorienne »* et s'avèrent donc *« archaïques »*. Enfin *« ne pas raisonner sur les seuls salaires »*, mais aussi sur les conditions de travail, tout en n'oubliant pas que les fonctionnaires *« nantis »* de la garantie de l'emploi *« peuvent accepter certains sacrifices pour éviter qu'une débandade économique générale ne se retourne contre tout le monde... »*



En toute hypothèse, il estime que le président de la République qu'il qualifie de *« chef de l'opposition »*, n'aurait pas dû recevoir, au fort de Bregançon, des cheminots grévistes.

Quant à la situation économique, M. Barre ne fait pas preuve d'optimisme, même si globalement, le gouvernement semble aller *« dans une voie très largement satisfaisante »*, la conjoncture 1987 lui apparaît plutôt *« grise »*.

En tout état de cause, il juge que *« les conseilleurs ne sont pas les payeurs »*, que la *« situation est assez difficile pour que le gouvernement puisse arrêter sa stratégie et la suive. »* A cet égard, l'attitude de *« Monsieur le président de la République,* lui paraît peu conforme : *« Aujourd'hui quand vous entendez le président de la République parler de la lutte contre l'inflation, je me souviens dans les années 1976-1981 qu'il avait une manière de conseiller de lutter contre l'inflation qui conduisait à des conséquences tout à fait différentes. »*

Sa conclusion sur ce point : *« les problèmes de cœur, n'en parlez pas trop, car c'est un peu médiatique de porter son cœur en écharpe. Rodrigue as-tu du cœur ? Moi quand on me dit cela, j'ai tendance au contraire à me rétracter. »* Enfin, ce comportement de M. Mitterrand le confirme dans l'idée que le chef de l'Etat se trouve *« dans une situation incontournable »*. C'est *« heureux pour la fonction »*, il *« ne le blame pas »*, mais cela finit de prouver toute la difficulté de la position du premier ministre de la cohabitation.

Aurait-t-il préconisé d'autres solutions économiques ? Deux à son avis devraient être primordiales : *« Un effort plus grand en faveur de l'investissement des entreprises »* et la mise en œuvre *« d'un plan complet de réformes fiscales »*. L'impôt sur les grandes fortunes ? Il ne l'aurait pas fait disparaître *« bille en tête »* sans concevoir une réforme d'ensemble de l'impôt sur le patrimoine.

Les prisons privées ? Le gardiennage doit rester de la compétence de l'Etat. La retraite à soixante ans ? Il est contre *« cette mesure de progrès social à crédit »*. Le code de nationalité ? Un sujet « aussi délicat » ne doit pas être *« traité en termes d'enjeu électoral »* et de renouveler sa proposition de création *« d'une commission composée d'hommes et de femmes unanimement acceptés et respectés par toutes les tendances de l'opinion, y compris le Front national »*. Un président pour l'Europe ? Le plus urgent serait de parvenir rapidement à une confédération européenne.

La réduction du mandat présidentiel ? Ce n'est pas *« la panacée universelle »*, le danger étant *« que ceux qui veulent cinq ans ne se rendent pas compte que cela nous conduit au régime présidentiel »*. L'homme de l'année 1986 ? Jean-Paul II. Raymond Barre a-t-il changé ? Ce sont *« les mentalités des commentateurs qui ont évolué... »* Lui soutient qu'avoir *« le cerveau gaullien et le cœur démocrate-chrétien »* compose *« son équation personnelle »*.

La tortue des antipodes...

« A l'œuvre, on juge l'artisan... » (les Frelons et les Mouches à miel).

M. Barre, qui connaît ses classiques, avait le choix, pour se camper dans l'univers animalier du bon Jean de La Fontaine, entre plusieurs caractères de tortue.

L'ancien premier ministre eût pu évoquer, au moment où il était interrogé sur ses qualités de cœur, la serviable tortue racontée dans *le Corbeau, la Gazelle, la Tortue et le Rat.* Mais cette référence-là eût risqué de prêter à confusion. La Fontaine y exalte, en effet, les vertus de la solidarité pratiquée par ces animaux, qui *« vivaient ensemble, unis »*, dans la *« douce société (...) d'une demeure aux humains inconnue »* ; quand arrive un méchant chasseur, la brave tortue se sacrifie jusqu'à mettre en péril sa propre carapace, afin de secourir l'un de ses compagnons en détresse. Toute comparaison avec la situation de féroce concurrence, qui prévaut actuellement au sein de la famille majoritaire, eût assurément été déplacée. Qui eût envisagé M. Barre *dans un rôle aussi altruiste ?*

Il était également exclu que M. Barre fît référence à la malheureuse vedette de *la Tortue et les Deux Canards,* cette tortue *« à la tête légère, qui, lasse de son trou, voulut voir le pays »*, loua pour la circonstance les services de deux canards afin de parcourir les airs, accrochée par la gueule à un bâton, et, dans l'aventure, trouva stupidement la mort à cause d'un bavardage intempestif... On sait que M. Barre est plutôt avare de ses paroles.

Sans conteste, la charge parabolique que recèle *le Lièvre et la Tortue* est plus appropriée. Elle confirme que la participation du « non-candidat » Barre à la course présidentielle n'est pas... une fable. Ce dont personne, au demeurant, ne doutait. Comme la tortue obstinée, M. Barre *« se hâte avec lenteur »* vers son objectif élyséen.

Cette bonne référence est même encore plus juste que M. Barre ne le dit lui-même lorsqu'il se borne à rappeler que *« rien ne sert de courir ; il faut partir à point »*. Car dans cette fable de La Fontaine, c'est bien la tortue qui lance un défi au lièvre ! Et si le lièvre perd le pari, c'est parce qu'*« il croit qu'il y va de son honneur de partir tard »*.

Or on imagine mal que le premier des lièvres concernés aujourd'hui par la succession éventuelle de M. Mitterrand, laisse longtemps la tortue barriste *« aller son train de sénateur »*. M. Chirac n'est pas lièvre à *« brouter »* quand on le défie.

On est fondé à penser que, tortue ou pas, M. Barre ne choisit pas la voie la plus rectiligne quand il prévoit de cheminer des antipodes du socialisme... à ceux du RPR selon les aléas du parcours, ce qui ne lui laisse pas nécessairement un terrain de manœuvres aisé.

Il y a ainsi, chez La Fontaine, des histoires de carapace qui renvoient à... *« la peau de l'ours »*

A. R.

Parts de marché et commerce extérieur

M. Raymond Barre assure que si la France avait conservé les parts de marché qu'elle détenait en 1980, l'excédent de sa balance commerciale serait actuellement de 100 milliards de francs. En fait, si les parts de marché de la France ont connu une progression jusqu'en 1979, elles se sont détériorées à partir de ce moment, passant par rapport à l'ensemble des pays exportateurs de 5,6 % à 4,9 % en 1985. Cette tendance a été particulièrement sensible pour les produits manufacturés, les parts de marché de la France diminuant dans ces secteurs de près de deux points par rapport à ses principaux concurrents industriels, toujours à partir de 1979. Il est bien difficile cependant de calculer la perte en valeu de ce recul sur les marchés extérieurs, bien d'autres paramètres devant être pris en compte pour définir le solde de la balance commerciale. Mais sans doute l'ancien premier ministre voulait-il simplement indiquer un ordre de grandeur somme toute plausible.

En prenant cet exemple, M. Barre n'a fait qu'exprimer, en définition, une vérité somme tout assez banale, puisque tout le problème de la France pour équilibrer ses échanges réside dans sa capacité à vendre à l'étranger et à ralentir la pénétration sur son marché intérieur.

F. S.

Œcuménique

LE pari peut être considéré comme gagné. Malgré dix mois de diète médiatique, M. Barre a réussi à tempérer son gros appétit pour les phrases assassines, les rappels douloureux, les observations suffisantes et les prédictions contrariantes. Qu'il ait pu ainsi se dispenser, au cours de cette « Heure de vérité », de distiller leurs quatre vérités à tous et à chacun relève incontestablement, chez lui, d'un bel effort : l'éléphant s'est promené sans dommage dans le magasin de porcelaines.

Le député du Rhône a en fait accompli mercredi soir une triple performance. Montrer qu'il pouvait parler différemment et gouverner un jour autrement sans jamais faillir à la stricte observance de la solidarité avec la majorité du moment. Dire agréablement au gouvernement des vérités désagréables. Enfin, preuve que cet homme a l'art de faire de la politique tout en jurant qu'il n'en fait pas, réussir à multiplier les clins d'œil tous azimuts : aux démocrates-chrétiens, lorsqu'il insiste sur l'indispensable conscience sociale qu'exige l'action libérale du gouvernement ; aux gaullistes, quand il parle effort et rassemblement ; au Front national, quand il exige sa participation à une réflexion sur le code de la nationalité ; aux socialistes, lorsqu'il rappelle qu'il fut l'un des premiers à approuver leur rétablissement économique de 1983 et loue l'action de MM. Bérégovoy, Delebarre et Auroux ; à la CGT enfin, qu'à la différence de M. Chirac il se garde bien de dénoncer.

M. Barre est donc un « non-candidat » à l'élection présidentielle qui, quoiqu'il s'en défende, a déjà un pied en campagne. Avec, pour toute étiquette, le mot *« libre »* ; pour programme, le mot *« confiance »*, et pour ambition, la réconciliation nationale, au centre.

Personne évidemment ne peut croire que son jugement sur l'expérience de la cohabitation a changé d'un iota, qu'il est prêt à retirer ne serait-ce qu'une virgule à ses déclarations d'avant le 16 mars. Sur le fond, son analyse n'a pas changé, même s'il accepte de faire quelques concessions sur la forme, admettant en somme qu'en politique toute vérité n'est pas toujours bonne à dire. Au risque d'apparaître trop *« microcosmique ou microcosmien »*, on peut aisément expliquer cette prudence et cette habileté.

M. Barre peut considérer aujourd'hui qu'il n'est pas de son intérêt de « tirer sur l'ambulance » gouvernementale, qu'il est inutile de mettre des bâtons dans les roues du char d'un gouvernement qui se trouve selon lui d'ores et déjà dans l'ornière. M. Barre a toujours pensé qu'il fallait laisser MM. Chirac et Mitterrand *« vivre et... mourir ensemble »*.

Mais, surtout, M. Barre veut à tout prix éviter maintenant de jouer, selon son expression, *« dans la main de M. Mitterrand »*, sachant pertinemment que toute dissension au sein de la majorité fournirait la meilleure planche de salut au président de la République sortant. Pour prouver d'ailleurs qu'il ne se trompe point d'adversaire, M. Barre ne ménage plus guère M. Mitterrand, qui n'est encore et toujours pour lui que *« le chef de l'opposition à l'Elysée »*.

Si l'on peut donc parler d'une adhésion plus forcée que volontaire à la politique gouvernementale et à la plate-forme majoritaire, M. Barre prend le risque de voir se refermer le piège de la solidarité gouvernementale. Son « parler vrai » lui avait permis d'être distingué par les Français. Qu'adviendra-t-il si, politique oblige, M. Barre se décide cette année à ne plus parler... vraiment ?

DANIEL CARTON.

Une politique fiscale différente

IL faut un grand talent politique pour donner l'impression qu'on soutient l'action du gouvernement, en même temps qu'on déclare ouvertement que si les guides du pouvoir vous étaient remises, la politique menée serait différente. Sur des points essentiels, en tout cas.

S'il approuve la libération des prix qu'il avait lui-même très largement conduite de 1978 au début de 1981, s'il se déclare d'accord avec les principes de privatisation, sinon exactement avec leurs modalités, l'ancien premier ministre mènerait une stratégie fiscale et budgétaire très sensiblement différente de celle qui a été retenue par MM. Chirac, Balladur et Juppé.

M. Barre n'a jamais caché son hostilité à des baisses importantes d'impôts. Pour au moins deux raisons. La première est l'existence d'un déficit budgétaire relativement important qu'il est nécessaire de réduire en priorité, ne serait-ce que pour mettre fin aux ponctions importantes qu'opère l'Etat sur le marché obligataire. En finançant le déficit public, le Trésor enlève en effet au secteur privé une partie de l'épargne dont il a besoin et entretient des taux élevés.

Deuxième raison : s'il est partisan de faire des économies sur les dépenses publiques, l'ancien premier ministre sait que certaines coupes, certaines compressions budgétaires, provoquent souvent en retour des demandes de crédit supplémentaires. Cette philosophie était celle de l'ancien directeur du budget, M. Jean Choussat, qui se défiait des décisions trop draconiennes. Supprimer des dizaines de milliers d'emplois en un ou deux ans, c'est s'exposer, disait-il, à en recréer le double un peu plus tard pour faire cesser une grève ou satisfaire des revendications pré-électorales.

M. Barre se souvient quant à lui, d'un certain programme de Blois qui lui avait été imposé par son entourage en 1978. Il pourrait arriver aussi que la conjoncture se dégrade, rétrécissant l'assiette de l'impôt et ajoutant aux pertes de recettes provoquées par la réduction des taux.

Un dirigeant responsable doit se ménager des marges de manœuvre. En 1987, celles-ci auraient été utilisées, de l'aveu même de l'ancien premier ministre, pour augmenter les crédits alloués à l'éducation nationale. Les manifestations de lycéens et d'étudiants sont passées par-là. Il faut bien maintenant en tenir compte.

Mais il est d'autres raisons qui nourrissent la méfiance de M. Barre. Ce qui sera fait cette année pour réduire les impôts bénéficiera trop peu, selon lui, aux entreprises et donc trop aux particuliers.

Un système sur la tête

Trop peu aux entreprises, dont la situation financière reste fragile par rapport aux bilans des firmes étrangères, et cela malgré l'amélioration enregistrées ces deux dernières années en France. M. Barre aurait choisi de réduire davantage la taxe professionnelle, de même qu'il aurait à nouveau institué un système d'encouragement spécifique à l'investissement, souple, optionnel, et pour une assez longue durée.

S'il approuve la baisse de l'impôt sur les sociétés, l'ancien premier ministre estime en effet — quoique les chiffres ne le prouvent pas de façon indiscutable, sauf vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon — que la France a pris un retard grave sur les pays industrialisés en matière d'investissements.

En ce qui concerne la fiscalité des particuliers, le député de Lyon estime que les mesures retenues dans le budget de 1987 aggravent notre système, *« qui marche maintenant sur la tête »*. L'impôt sur le revenu, du fait de l'exonération d'un très grand nombre de contribuables — onze millions de foyers fiscaux sur vingt-trois — est trop concentré sur les classes moyennes, celles-là mêmes qu'il s'agirait d'encourager à prendre des initiatives, à travailler davantage, bref à gagner plus d'argent. Cette concentration de l'imposition est nettement plus forte qu'à l'étranger, où la plus grande partie des contribuables paie là-bas un impôt sur le revenu.

Sans le dire aussi clairement, l'ancien premier ministre était hostile et à l'exonération totale de deux millions de contribuables supplémentaires, comme il a été décidé pour cette année, et à la baisse de la part de l'impôt sur le revenu dans le total des recettes fiscales.

Ce faisant, M. Barre rappelle que, pendant quinze ans, la France s'est efforcée de réduire ses taux de TVA parce qu'ils sont nettement plus élevés qu'à l'étranger et parce qu'il faudra bien un jour les harmoniser dans le cadre de la Communauté économique européenne, mais aussi parce que des taux élevés de taxe à la valeur ajoutée pèsent sur les prix et entretiennent l'inflation.

Enfin — et ce n'est pas le moindre des reproches adressés à la politique budgétaire actuelle, — une réforme de la fiscalité ne doit pas être faite de pièces et de morceaux, mais procéder d'une vision d'ensemble. M. Barre a insisté sur la nécessité de réformer la fiscalité des patrimoines, devenue trop lourde, notant au passage qu'il n'aurait pas supprimé *« bille en tête »*, comme l'a fait M. Balladur, l'impôt sur les grandes fortunes, même si celui-ci était un mauvais impôt.

A ces critiques, le député de Lyon aurait pu ajouter la fiscalité mobilière, qui, à coups de retouches d'apparence anodine, transforme peu à peu le barème progressif de l'impôt sur le revenu — fondement de notre système fiscal — en une série de taux forfaitaires.

De façon plus générale, on comprend que M. Barre n'approuve pas tous les choix budgétaires et fiscaux opérés par l'actuel gouvernement. S'il était élu président de la République en 1988 — hypothèse d'école, bien entendu, — son premier ministre et son ministre des finances auraient à supporter le poids des promesses faites l'année dernière par l'équipe actuellement au pouvoir. Des promesses qui, déjà, amputent de quelque 40 milliards de francs les recettes budgétaires de 1988.

ALAIN VERNHOLES.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 8 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20.30 Série : Columbo.
22.10 Magazine : Infovision.
Émission d'Alain Denvers, Roger Pic, Maurice Albert, Jacques Decornoy et Bernard Laine. Au sommaire : veillée d'armes au Nicaragua ; la maffia des hormones ; ANPE : Kafka ou maman.
23.25 Paris-Dakar : résumé.
23.30 Journal.
23.45 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20.35 Cinéma : les Loups de haute mer □
Film américain de Andrew W. McLaglen (1980), avec Roger Moore, James Mason, Anthony Perkins, Michael Parks, David Edison.
22.15 Jeudi magazine.
Proposé par la rédaction d'A2, présenté par Daniel Bilalian. Spécial SIDA.
23.30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20.35 Cinéma : Guet-apens ■
Film américain de Sam Peckinpah (1972), avec Steve Mac Queen, Ali MacGraw, Ben Johnson, Sally Struthers.
22.35 Journal.
23.05 Magazine : Montagne.
23.30 Prélude à la nuit.
Sonate pour piano en la majeur, nº 50, de Joseph Haydn.

CANAL PLUS

▶ **20.35 Cinéma : *Une femme en Afrique* ■■** film français de Raymond Depardon (1985), avec Raymond Depardon, Françoise Prenant. *Un homme (qu'on ne voit pas mais dont on entend la voix) et une femme se rencontrent ; sans se connaître, le couple part pour un périple en Afrique. Photographe-cinéaste de talent, spécialisé dans le reportage (Numéro zéro, Faits divers), Depardon tente de mêler documentaire et fiction, à travers une réflexion sur l'amour, la vie et le malheur. C'est très intellectuel, assez intelligent, souvent fascinant ; c'est un univers dans lequel il faut savoir rentrer. Intéressant.* **21.55 Flash d'informations. 22.05 Commando Ninja ■** film américain de Sam Firstenberg (1984), avec Sho Kosugi, Lucinda Dickey, Jordan Bennett, David Chung, Dale Ishimodo, James Hong. **23.35 Cinéma : Obsession ■■** film américain de Brian DePalma (1976), avec Cliff Robertson, Geneviève Bujold, John Lithgow, Sylvia « Kuumba » Williams, Wanda Blackman. **1.10 Les superstars du catch. 2.05 Série : Winchester à louer.**

LA « 5 »

20.30 Téléfilm : La fleur ensanglantée (2e partie). 22.05 Série : Supercopter. 23.00 Série : Lou Grant. 23.55 Téléfilm : La fleur ensanglantée (2e partie). 1.25 Série : Supercopter.

TV 6

20.30 Cinéma : le Téléphone rouge ■ film franco-espagnol d'Etienne Périer (1968) avec Charles Boyer, Marie Dubois. **22.10 6 Tonic.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le volcan, de Jean-Marie Turpin, première partie. **21.20 Musique : limites.** Trio de clarinettes, Armand Angster, Jacques Di Donato, Louis Sclavis. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment ; Art-sons. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 octobre 1986 à l'Opéra de Lille). Symphonie nº 81, en sol majeur, de Haydn ; Elegy pour orchestre à cordes, de Carter ; Concerto pour hautbois et orchestre, de R. Strauss ; trois extraits de Rosamunde, de Schubert ; Divertimento pour orchestre à cordes, de Bartok, par l'Orpheus Chamber Orchestra. **22.30 Les soirées de France-Musique.** Yvonne Lefébure raconte... ; à 23.08, Poissons d'or ; à 24.00, Brouillards.

Vendredi 9 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

13.50 Série : La croisière s'amuse.
14.40 Feuilleton : Issura.
15.10 Ravi de vous voir.
16.00 Série : Alfred Hitchcock présente.
16.30 Ravi de vous voir (suite).
17.00 Variétés : La chance aux chansons.
17.30 La vie des Botes.
17.50 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Variétés : Grand public.
Avec Annie Cordy, Rita Mitsouko, la Compagnie créole, Etienne Auberger, Desireless, Image, Michel Lagueyrie.
22.00 La séance de 10 heures.
Avec Gérard Jugnot pour *le Beauf.*
22.30 Feuilleton : Heimat.
D'Edgar Reitz. 1er épisode : L'appel du lointain, 1919-1928.
▶ *L'histoire d'un petit village allemand de 1919 à nos jours.*
23.30 Paris-Dakar : résumé.
23.35 Journal.
23.55 Magazine : Premier balcon.
0.10 T.S.F. (Télévision sans frontière).

DEUXIÈME CHAINE : A2

13.45 Feuilleton : l'amour en héritage.
14.45 Magazine : Ligne directe.
15.40 Feuilleton : Lili, petit à petit.
16.10 C'est encore mieux l'après-midi.
17.35 Récré A2.
18.05 Série : Ma sorcière bien-aimée.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Série : Deux flics à Miami.
21.25 Apostrophes.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Sur le thème « Les minorités », sont invités : Roger Caratini *(la Force des faibles)*, Jean-Paul Dubois *(Eloge du gaucher dans un monde manchot)*, François Fontaine *(Blandine de Lyon)*, Pierre Haski *(l'Afrique blanche)*, Sapho *(Ils préféraient la lune)*.
22.40 Journal.
22.50 Ciné-club : Murs, Murs ■■
Cycle cinéma d'aujourd'hui. Film français d'Agnès Varda (1981), avec Juliet Berto.
Un documentaire sur les peintures murales de la région de Los Angeles : gigantesques fresques, souvent naïves, laissées comme un signe d'existence par les communautés qui n'ont pas d'autre accès à la culture. « Un documentaire tourné comme une fiction », *dit Varda ; en tout cas un témoignage passionnant sur Los Angeles et sur les cultures marginales, un regard personnel sur l'état du rêve américain.*
0.10 Second film : Documenteur ■
Film français d'Agnès Varda (1981), avec Sabine Mamou.
A Los Angeles, la vie de deux exilés qui ne peuvent communiquer avec leur entourage. Un petit film de fiction, réalisé à la suite, et dans le décor même de Murs, murs, *interprété par la monteuse et le propre fils d'Agnès Varda. Réflexion sur l'amour et la création.*

TROISIÈME CHAINE : FR3

14.00 Magazine : Montage (rediff.).
14.30 Millésime : L'encyclopédie audiovisuelle du vin.
15.00 Prélude bis.
16.00 Documentaire : Vive l'histoire.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 3.2.1. Contact.
18.00 Inspecteur Gadget.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
19.00 Le 19-20 de l'information (et 19.35).
19.15 Actualités régionales.
19.55 Dessin animé : Les entrechats.
20.05 Les jeux à Vienne.
20.30 Feuilleton : Le tiroir secret.
21.25 Magazine.
Vérité sur les Tamouls. Reportage sur les guérillas sri-lankaies et les raisons de l'exode des Sri-Lankais vers l'Europe.
22.25 Journal.
22.50 Magazine : Mach 3.
23.20 *Prélude à la nuit.*

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Salut l'ami, adieu le trésor ! □ film italien de Sergio Corbucci (1981), avec Bud Spencer, Terence Hill, John Fujoka, Luise Bennett, Sal Borgese. **15.40 Cinéma : Bunny Lake a disparu ■■** film américain d'Otto Preminger (1965), avec Carol Linley, Kein Dullea, Laurence Olivier, Anna Massey, Martina Hunt. **17.25 Série : Cisco Kid. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.55 Flash d'informations. 20.05 Starquizz. 20.30 Les triplés. 21.00 Cinéma : Martin soldat ■■** film français de Michel Deville (1966), avec Robert Hirsch, Véronique Vendell, Walter Rilla, Paul-Emile Deiber. **22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : l'Effrontée ■■** film français de Claude Miller (1985), avec Charlotte Gainsbourg, Bernadette Lafont, Jean-Claude Brialy, Clothilde Baudon, Jean-Philippe Ecoffey. **0.10 Cinéma : Obsession ■■** film américain de Brian de Palma (1976), avec Cliff Robertson, Geneviève Bujold, John Lithgow, Sylvia « Kuumba » Williams, Wanda Blackman. **1.45 Cinéma : Norma Rae ■■** film américain de Martin Ritt (1979), avec Sally Field, Beau Bridges, Ron Leibman, Pat Hingle, Barbara Baxley, Gail Strickland (v.o.). **3.35 Cinéma : Amour, fantasmes et fantaisie ■** film français classé X de Michel Barny (1985), avec Michelle Davy, Diane Suresne, Susanna Baruk, Gérard Luig, Michaela Peters. **4.55 Les superstars du catch. 5.45 Série : Rawhide.**

LA « 5 »

13.55 Téléfilm : La fleur ensanglantée (2e partie). 15.30 Série : Chips. 16.20 Série : K 2000. 17.20 Série : Shérif, fais-moi peur. 18.20 Série : Supercopter. 19.00 Série : Happy days. 19.30 Série : Star Trek. 20.30 Téléfilm : L'accident du vol 401. 22.25 Série : Supercopter. 23.15 Série : Lou Grant. 0.30 Téléfilm : L'accident du vol 401. 2.30 Série : Supercopter.

TV 6

14.00 6 Tonic. 17.00 Système 6. 18.50 NRJ 6. 19.40 Série : Max la Menace. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Live 6. 21.45 Côté court (courts métrages). **22.45 6 Tonic.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Enchantement et détresse. Gabrielle Roy, romancière canadienne. **21.30 Musique : Black and blue.** Jazz et littérature. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment. Les premiers pas. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (émis de Baden-Baden). Taras Boulba, rapsodie pour orchestre, de Janacek ; Concerto pour piano et orchestre nº 25, en ut majeur, K 503, de Mozart ; Symphonie nº 6, en fa majeur, op. 68, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk, dir. Michael Gielen ; sol. Stephen Bishop-Kovacevich, piano. **22.30 Les soirées de France-Musique ;** à 22.30, Les pêcheurs de perles : les premiers disques de Rameau ; à 0.30, Méli-mélodrame.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 8 janvier à 0 heure et le dimanche 11 janvier à 24 heures.

Les conditions anticycloniques vont se dégrader vendredi avec la pénétration d'une perturbation atlantique, peu active dans sa partie septentrionale, mais qui devrait donner samedi et dimanche des précipitations abondantes sur les régions du sud-est (sous forme de neige à basse altitude). Dans le même temps de l'air froid plus continental devrait s'étendre samedi sur le nord-est du pays progressant vers le sud dimanche.

Vendredi, sur la Bretagne, la Normandie, les Pays de Loire et la Vendée, un temps gris et humide règnera jusqu'au milieu d'après-midi : il pleuvra près du littoral, il neigera dans l'intérieur. Il faudra attendre la fin de la journée apercevoir à nouveau le soleil.

De la Lorraine et de l'Alsace au Jura et au nord des Alpes, la neige tombera durant toute la matinée. Des éclaircies commenceront à se développer en mi-journée sur la Lorraine, pour s'étendre ensuite à l'Alsace, puis aux Alpes. Le Sud-Est et la Corse continueront à bénéficier d'un temps ensoleillé, malgré quelques passages nuageux plus nombreux le soir.

Partout ailleurs, le soleil du matin se retirera pour laisser place à un ciel couvert. On verra quelques flocons jusqu'en plaine du Nord au Limousin et au Massif Central, en altitude seulement sur le Sud-Ouest où il pleuvra. Un vent modéré de secteur sud soufflera sur le quart nord-ouest de la France.

Côté températures, elles avoisineront un minimum de 0 à – 2° de la Bretagne au Nord et près de la Méditerranée, – 3° à – 5° dans l'intérieur sur la moitié nord, – 6° à – 10° sur la moitié sud.

Dans l'après-midi, elles atteindront un maximum de – 2° à – 3° du Nord-Est au Lyonnais, 0 à – 1° du bassin Parisien au Massif Central, 2° dans le Nord, 4 à 6° dans le Sud-Ouest, 6° à 8° en Bretagne et Normandie et près de la Méditerranée.

Prévisions pour samedi

Le ciel sera très nuageux à couvert en début de matinée sur la majeure partie du pays avec quelques chutes de neige éparses. Des pluies plus abondantes affecteront dans la matinée les régions du Sud-Ouest, le sud du Massif Central et le golfe du Lion (neige au-dessus de 600 m).

Cette zone pluvio-neigeuse gagnera dans la journée les Alpes, l'est du Massif Central et le pourtour méditerranéen (neige au-dessus de 300 à 400 m). Les précipitations devraient être assez abondantes. Sur le reste du pays, le ciel restera généralement gris sans précipitations. Des éclaircies se développeront de la Manche orientale au Nord-Est.

Les températures minimales seront de l'ordre de 2 à 5 degrés près de la Méditerranée, de 0 à 4 degrés sur la moitié ouest du pays, de – 1 à – 5 degrés sur le reste de la moitié est. Les températures maximales seront comprises entre 2 et 6 degrés sur la moitié ouest, 6 et 9 degrés près de la Méditerranée, – 3 et 1 degré sur la moitié est.

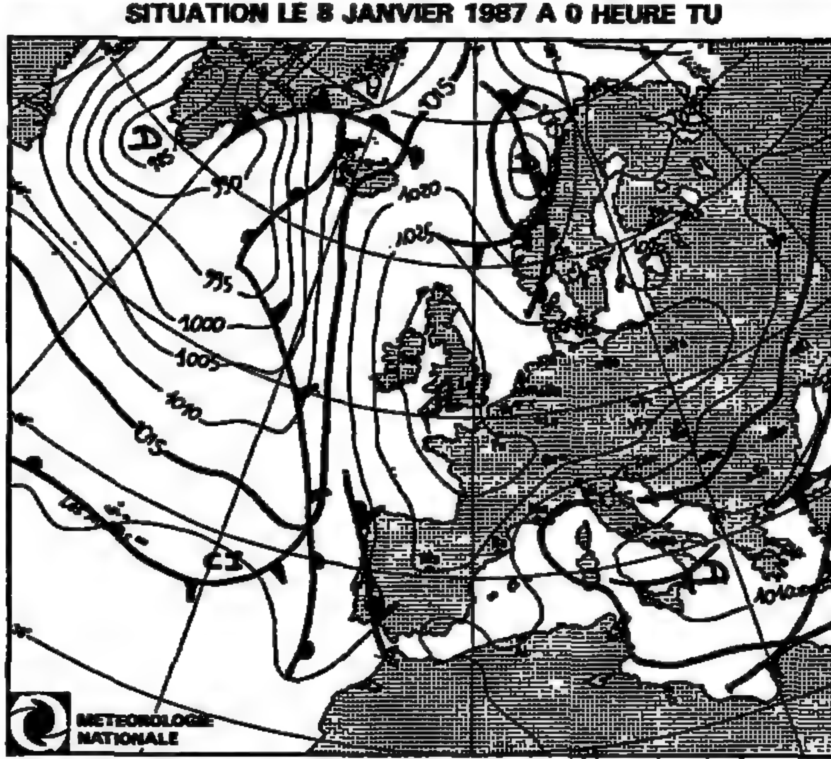
Prévision pour dimanche

Les nuages seront encore très nombreux le matin en toutes régions, avec quelques flocons de neige de la Manche occidentale au Sud-Ouest, quelques éclaircies au Nord-Est de la Seine, des précipitations abondantes (pluies près de la Méditerranée, neige au-dessus de 300 m) sur le quart Sud-Est du pays.

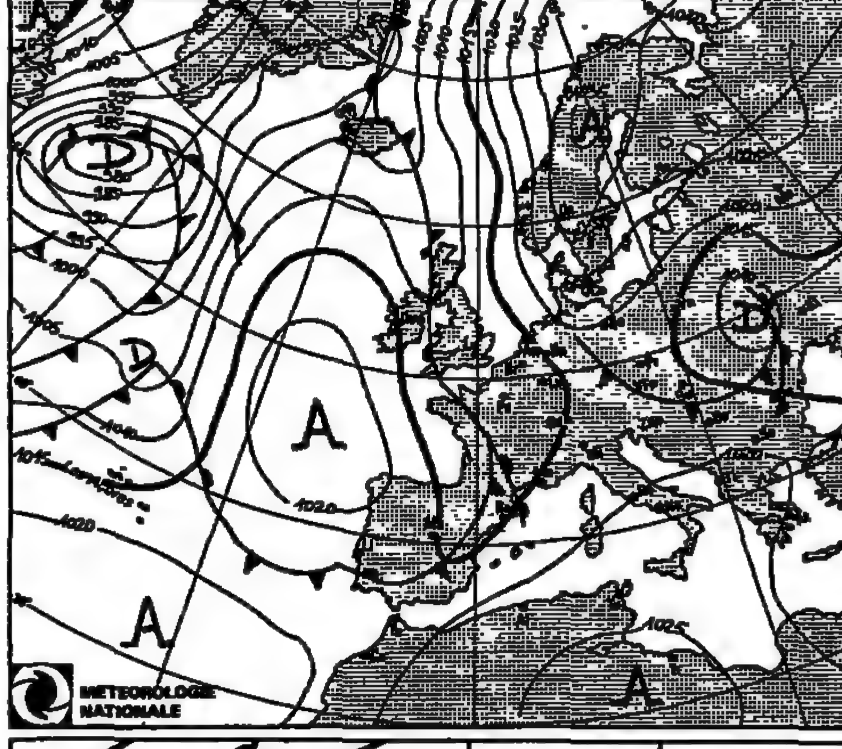
Dans la journée, le ciel deviendra peu nuageux de la Manche au nord de l'Aquitaine, au nord du Massif Central et au Jura, tandis que des chutes de pluie et de neige affecteront encore le Sud-Est ainsi que les Pyrénées.

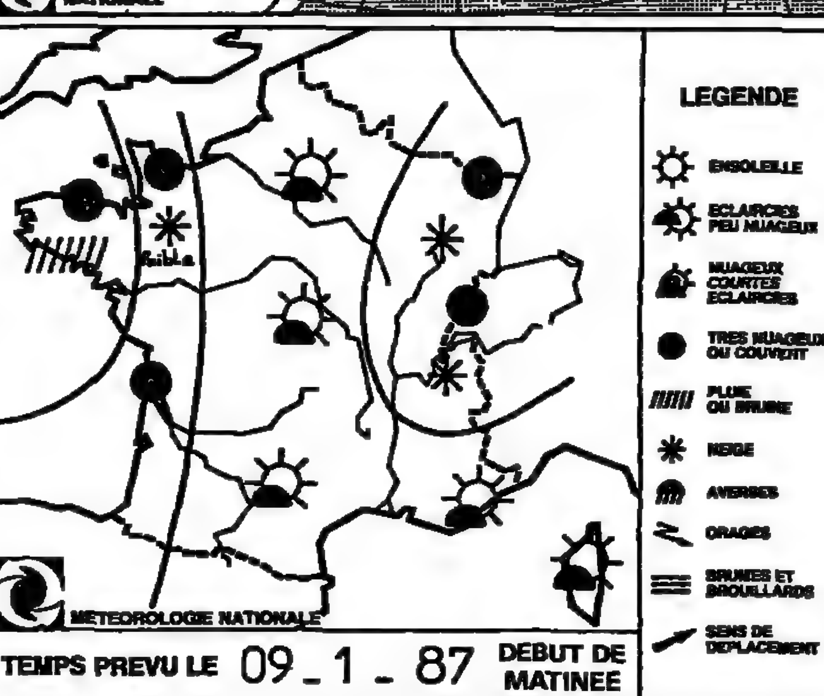
Les températures seront en baisse sensible (excepté dans le Sud-Est) avec, en particulier sur l'est du pays, des minima de l'ordre de – 6 à – 9 degrés dans l'intérieur et des maxima qui resteront négatifs.

SITUATION LE 8 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 JANVIER A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-1 à 6 h TU et le 8-1-1987 à 6 h TU — le 8-1-1987

FRANCE

AJACCIO	13	–2	D
BIARRITZ	8	–2	D
BORDEAUX	6	–5	D
BOURGES	1	–6	C
BREST	6	–1	D
CAEN	4	–1	D
CHERBOURG	4	0	D
CLERMONT-FERR.	2	–7	D
DIJON	1	–7	D
GRENOBLE-ST-M-H.	3	–2	D
LILLE	1	–2	N
LIMOGES	0	–6	D
LYON	2	–4	D
MARSEILLE-MAR.	8	–1	D
NANCY	–1	–7	D
NANTES	5	–5	D
NICE	12	1	D
PARIS-MONTS.	1	0	N
PAU	7	–5	D
PERPIGNAN	8	2	D
RENNES	5	–3	N
ST-ÉTIENNE	1	–5	D
STRASBOURG	–2	–11	D
TOURS	1	–4	C
TOULOUSE	6	–5	D
POINTE-À-P.	30	25	P

ÉTRANGER

ALGER	16	9	N
AMSTERDAM	0	–5	D
ATHÈNES	15	9	P
BANGKOK	34	21	D
BARCELONE	12	0	D
BELGRADE	1	–8	*
BERLIN	–4	–9	*
BRUXELLES	0	–4	*
LE CAIRE	17	10	D
COPENHAGUE	–7	–13	*
DAKAR	25	18	D
DELHI	24	10	B
DJERBA	15	9	N
GENÈVE	3	–5	D
HONGKONG	21	16	D
ISTANBUL	8	3	P
JÉRUSALEM	9	–1	D
LISBONNE	11	10	B
LONDRES	4	–3	B
LOS ANGELES	15	8	D
LUXEMBOURG	–3	–8	N
MADRID	10	–4	D
MARRAKECH	21	6	D
MEXICO	25	9	B
MILAN	11	–3	D
MONTRÉAL	0	–7	A
MOSCOU	–26	–31	D
NAIROBI	27	16	N
NEW-YORK	9	2	D
OSLO	–16	–22	*
PALMA-DE-MAL.	12	2	D
PÉKIN	1	–9	D
RIO-DE-JANEIRO	31	25	N
ROME	12	4	D
SINGAPOUR	26	23	C
STOCKHOLM	–18	–25	N
SYDNEY	24	23	N
TOKYO	9	3	D
TUNIS	14	6	P
VARSOVIE	–19	–31	D
VENISE	7	–5	D
VIENNE	–2	–12	N

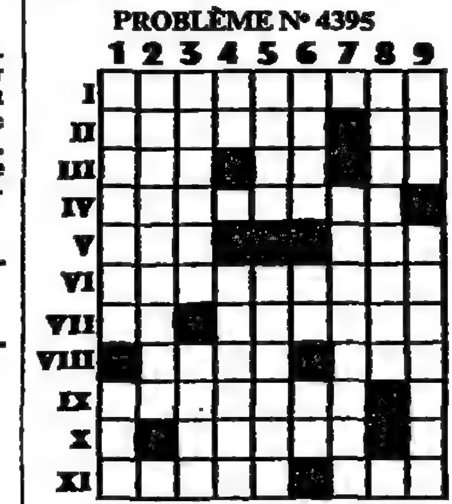
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4395



HORIZONTALEMENT

I. Spécialiste de la guimbarde. – II. Enrichit donc ou coûte un peu d'argent. Indique la répétition. – III. Manière de parler. Abréviation épistolaire. Manche. – IV. Court les rues ou court dans la campagne. – V. Travail d'orfèvre. Ne laisse donc pas sans rien. – VI. Ne peut s'exprimer d'une manière claire. – VII. Préposition. Avance avec des crampons. – VIII. Déclenche ou arrête un mécanisme. Poste d'écoute. – IX. Attaquerai donc en chargeant. – X. Maison de maître. – XI. Portion de tripes. Se dit lorsqu'on est d'attaque.

VERTICALEMENT

1. Forte femme. Naît un jour de fête. – 2. Capable de semer le trouble. – 3. Accents plaintifs. Plan d'action. – 4. Indéfini. Incontinent. – 5. Poissons rouges. D'où l'on peut tirer le canon. – 6. Monte naturellement aux arbres. Petit chemin. Symbole chimique. – 7. Bien éclairées. – 8. Hommes de restes. – 9. Les plaisirs démodés. Ensembles de couleur.

Solution du problème nº 4394

Horizontalement

I. Cinéroman. – II. Otite. Ici. – III. Négocier. – IV. Air. Ver. – V. Rouleur. – VI. Dealer. – VII. Ri. St. Io. – VIII. Ile. Idées. – IX. Trou. Ut. – X. Noé. Nous. – XI. Tôle. Sied.

Verticalement

1. Contrariant. – 2. Ite. Il. OO. – 3. Nigaud. Etel. – 4. Etoiles. – 5. Récréation. – 6. UL (lu). Duos. – 7. Mièvre. Ui. – 8. Acre. Rieuse. – 9. Ni. Ré. Ost.

GUY BROUTY.

TRANSPORTS

Paris-Londres pour 650 F

Du 31 janvier au 14 avril, Air France, British Airways et British Caledonian proposent, au départ de Paris, un billet aller-retour vers Londres au prix de 650 F. Ce tarif est *inférieur de 63 % au plein tarif de la* classe économique et de 27 % par rapport au plus bas tarif en vigueur sur cette ligne.

Pour en bénéficier la réservation de la place doit être effectuée la veille du départ de chacun des parcours, pour l'aller comme pour le retour. *Le voyage doit être accompli* en totalité entre le 31 janvier et le 14 avril. La durée du séjour ne peut excéder quatorze jours.

En cas d'annulation, le billet n'est remboursable que si la réservation du vol aller n'a pas encore été faite.

« Services »

EN BREF

● **COLLOQUE : « la société médiatique ».** – Vie sociale, politique, religieuse, loisirs, lectures, aucun secteur de la vie n'échappe à l'influence des médias. Quels sont ces médias ? Qui les contrôle ? Comment s'exerce leur pouvoir ? La réponse à ces questions est importante pour la société et l'Eglise. Les jésuites du CERAS organisent du 27 janvier au 5 février à Chevilly-Larue (Val-de-Marne) une session d'information et de réflexion sur « La société médiatique ».

★ Renseignements et inscriptions : CERAS, Service session, 14, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 45-48-52-51.

● **LOISIRS : demandez le programme...** – L'Office de tourisme de Paris enregistre sur répondeurs téléphoniques une sélection hebdomadaire des loisirs à Paris. En français : 47-20-94-94 ; en anglais : 47-20-88-98 ; en allemand : 47-20-57-58.

● **MINITEL : Handi-Média.** – L'association Handi-Média (régie par la loi de 1901) lance un magazine inter-handicap accessible directement par minitel (en composant le 36-14, puis AATEL) à l'intention des handicapés. Ceux-ci y trouveront des informations pratiques et l'annonce des manifestations en cours et à venir (expositions, colloques, voyages, etc.). Une boîte aux lettres est mise à la disposition des utilisateurs de ce service pour émettre des suggestions, donner des informations ou exposer leurs problèmes particuliers.

★ Handi-Média, BP 33, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

● **SOLIDARITÉ : SOS troisième âge.** – Pour les personnes âgées isolées, la maison de retraite ou l'hospice est parfois la seule issue. Certaines pourraient pourtant continuer à vivre chez elles, au milieu de leurs souvenirs, avec simplement une aide ménagère pour les courses et le ménage. SOS troisième âge, association régie par la loi de 1901, regroupe trois cents bénévoles, qui consacrent leur temps libre à aider les personnes âgées, par une écoute téléphonique vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, des équipes se relayant deux fois par jour pour les courses, le repas, le ménage et les soins ; des dépanneurs bricoleurs, etc.

★ Accueil et service SOS troisième âge : 163, rue de Charenton, 75012 Paris, et 37, rue des Pyramides, 59000 Lille.

Gaz toxiques

Mise en garde aux particuliers

Plus de quarante personnes sont mortellement asphyxiées chaque année et plus de trois cent gravement intoxiquées à Paris et dans les communes de banlieue par des émanations d'oxyde de carbone. Ces accidents sont souvent dus au mauvais fonctionnement des chauffe-eau et des appareils de chauffage alors que, précisément, en hiver les habitants d'un local croient bon de calfeutrer toutes les entrées d'air.

La préfecture d'Ile-de-France met en garde contre ces accidents qui constituent la première cause de mortalité toxique en France et recommande de prendre deux précautions élémentaires : faire ramoner les conduits de fumée et faire régler les appareils.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 8 janvier 1987 :

DES DÉCRETS

● N° 87-2 du 2 janvier 1987 modifiant le décret n° 63-684 du 13 juillet 1963 relatif à diverses dispositions concernant les sociétés immobilières d'investissement ;

● N° 86-1402 du 31 décembre 1986 modifiant le décret n° 85-1399 du 27 décembre 1985 fixant les taux de la taxe piscicole ;

● N° 86-1404 du 31 décembre 1986 modifiant le décret n° 83-744 du 11 août 1983 relatif à la gestion et au financement des établissements d'hospitalisation publics et privés participant au service public hospitalier.

UN ARRÊTÉ

● Du 5 janvier 1987 fixant la valeur du coupon de l'emprunt d'Etat p. 100 1973 mis en paiement le 16 janvier 1987.

UNE LISTE

● D'admission au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (1986).

Sciences

La mort de Jean Goguel

Le père de la géothermie française

Jean Goguel, ingénieur général des mines, est mort subitement à Paris le 5 janvier. Il était âgé de soixante-dix neuf ans.

Né le 2 janvier 1908 à Paris, Jean Goguel était ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur du corps des mines et docteur ès sciences. Son nom est lié aux sciences de la terre dans leur ensemble. Il faisait partie, en effet, de ces rares savants aux connaissances encyclopédiques.

Dans son cas, il s'agissait de domaines aussi variés que la tectonique, la géodésie, la géologie, la géophysique, la stratigraphie, la paléontologie et aussi la géothermie.

Ayant commencé en 1931 sa carrière au Service de la carte géologique (dont il fut directeur de 1953 à 1967), il était directeur adjoint du Bureau des recherches géologiques et géophysiques de 1941 à 1952. Ainsi put-il favoriser d'abord la création, par regroupement de divers organismes, du Bureau de recherches géologiques et minières (1959), ensuite la fusion de ce Bureau avec le Service de la carte géologique (1968). Même après sa retraite (1977) il est resté un conseiller fort écouté du BRGM jusqu'à sa mort.

Jean Goguel était aussi un enseignant à l'Ecole des mines, à celles des ponts et chaussées et du génie rural et à la Sorbonne. Récemment encore, il donnait des conférences à la faculté des sciences de Jussieu. Il a écrit de nombreux ouvrages et traités, notamment l'un des premiers livres expliquant la géothermie pour le développement de laquelle il fut le pionnier en France.

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

● **Concours externe**

MM. Aucoin, Beffre, Brocart, Buttin; Mlle Cachera; MM. Carrel-Billiard, Catenos, Chataigner, Coiffet, Comolet-Tirman, Delpit, Dottelonde, Fond, Fratacci; Mlle Froissart; MM. Furno, Girault, Glicenstein, Grandjouan; Mlle Grassi; MM. Grivet, Groven, Guéroult, Guigue; Mlles Icre, Janot; M. Kessler,; Mlle Kistler; MM. Lagarde, Lamotte, Lamoureux, Le Gail; Mlles Le Guevel, Leroy; MM. Le Theule, Lieb, Ligeard, Maire, Michon du Marais, Mills, de Montaigne de Poncins, Murcia, Ochsenbein, Picard, Pilloton; Mlle Pineau; MM. Pujolas, Rance; Mlle Régis; MM. de Ricolfis, Savoie, Scotti, Seiller; Mlle Siboni; M. Simonneau; Mlle Tréheux; MM. Trupin, Turrini, Urgin, Valentin, Valentin, Vincent.

Liste complémentaire. – MM. Coirre, Bry.

● **Concours interne**

Mme Adda; MM. Aunay, Barbaza, Barbillon, Belet, Béoutis, Cazottes, Chevalier, Colombani, Coux, de Croone; Mme Dalmas; MM. Deulin, Dubreuil, Elkaïm, El Nouchi, Fabre; Mme Feau; M. Fournier,; Mme Gille; M. Gloux; Mme Grésy; MM. Guillon, Guinard, Henry; Mlle Jouen; M. Jourda; Mme Kirchner, Labroue; MM. Laforêt, Lagrange, Lansman, Lasvignes, Le Divenah, Le Mehaute; Mme Le Noan, Lepiat; MM. Lercher, Lévêque, Loth, Malardier; Mme Martinez; M. Morel; Mlle Mouginot; Mme Nattiez Aline; M. Nattiez Renaud; Mlle Pelissier; M. Persuy,; Mlle Py; M. Raineri; Mme Saliou-Gloux; MM. Sanson, Simon; Mlle Sin; MM. Testu, Thevenon, Thornary, Ulrich, Vacher, Viala, Viron, Wolf.

Liste complémentaire. – M. Raymond-Clergue; Mlle Trouilleux.

Le Carnet du Monde

Naissances

– M. Radwan KARIM KASSAR et Mme, née Annabel CLIN,

ont la joie de faire part de la naissance de leur troisième enfant,

Roland, Sinaan,
frère de Caroline et de Naël,

le 17 décembre 1986,

et

M. Gérard CLIN
et Mme, née Claude BRUN,

ont la très grande joie de faire part de la naissance de leurs sixième et septième petits-enfants,

Ana Gabriella,

le 9 février 1986,
fille d'Ana Béatriz
et de Philippe-Emmanuel Clin,

et

Roland, Sinaan,
frère de Caroline et de Naël,

le 17 décembre 1986,
troisième enfant d'Annabel et de Radwan Karim Kassar.

– M. Robert TRUFFOT,
M. Gilbert TRUFFOT,
et Mme, née Janine POTUREJKO-MAKOHYN,

ont la joie d'annoncer la naissance, en 1986, de leur petite-fille et fille,

Xavière.

Saint-Léger-près-Troyes,
Troyes.

Fiançailles

– On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Stéphane VIELJEUX,
fils de M. Christian-Georges Vieljeux
et de Mme, née Paule Vimal de Flechac,
avec Mlle Marie-Aude DESFORGES,
fille de M. Xavier Desforges
et de Mme, née Catherine Gruson.

Décès

– M. et Mme Pierre Catesson,
ses enfants,
François et Marie Catesson,
ses petits-enfants,
Mme Juliette Borrel
et Mlle Anne-Marie Catesson,
ses sœurs,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean CATESSON,

survenu le 3 janvier 1987, dans sa quatre-vingtième année.

Le docteur Jean Catesson avait collaboré à diverses publications, notamment *Critique* et la *Revue de métaphysique et de morale*.

Cet avis tient lieu de faire-part.

101, rue Léon-Desoyer,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

– Michel Ciment,
son époux,
Gilles Ciment,
son fils,
Suzanne Le Gras,
sa mère,
Arlette Thébert,
sa sœur, son mari et ses enfants,
Mme Hélène Ciment,
Mme Hélène Fousnier
et son fils,
M. et Mme Marcel Ciment
et leurs enfants,

ont l'immense douleur de faire part de la mort de

Jeannine CIMENT,

survenue le 28 décembre 1986, dans sa quarante-septième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue de Montyon,
75009 Paris.

– François Colin,
Odile Colin
et sa fille, Pénélope,
Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès survenu à Paris, le 5 janvier 1987, de

Mme veuve Anne-Marie COLIN,

leur mère et grand-mère.

15, rue du Petit-Musc,
75004 Paris.

– Mme Jean Goguel,
Ariane et Pierre Lantz,
Olivier et Michèle Lantz, Barbara,
Eric Lantz, Nicolas et Elise,
Alain et Catherine Goguel,
Anne, Florence et Eléonore,
Claude et Solange Goguel,
Jérôme, Perrine et Mathieu,
Sylvie et André Hochet,
Fanny et Magali,
Bernard et Françoise Goguel,
Rémi, Christine et Julien,
Béatrice et Christian Voitellier,
Thierry, Laurent et Gaëlle,
M. et Mme François Goguel,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Elisabeth Labrousse,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Anne-Marie Goguel,
M. et Mme Charles-André Vernes,
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingtième année, de

M. Jean GOGUEL,
ingénieur général des mines (ER),
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
ancien directeur
du service de la Carte géologique de la France,
professeur honoraire
à l'Ecole des mines de Paris
et à l'Ecole des ponts et chaussées.

Le service religieux sera célébré en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, à Paris-1er, le lundi 12 janvier 1987, à 13 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

100, rue du Bac,
75007 Paris.

(*Lire ci-contre.*)

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Louis NEILLOT,
née Suzanne Chopin,

survenu à Paris le 25 décembre 1986.

De la part de :
Ses enfants,
Colette et Georges Manigand,
Juliette et Maurice Constantin,
Ses petits-enfants,
Catherine et Jean-Michel Chaplain,
Sophie, Anne et Marie Manigand,
Virginie et Xavier de Saint-Phalle,
Sonia Constantin,
Ses arrière-petites-filles,
Anaïs et Chloé de Saint-Phalle,
De Jeanne Neillot,
Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu à Saulcet (Allier), le 31 décembre, dans l'intimité familiale.

145, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.
49, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

– Mme André Serrey,
son épouse,
Marie et Takeshi Ose,
ses enfants,
Kenji et Tomoji,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part de la mort de

André SERREY.

67, rue du Vieux-Pré,
28100 Dreux.
63, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

– Mme René Termignon,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Son frère et sa famille,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès du

colonel René TERMIGNON,
commandeur de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, à Saint-Jean-de-Maurienne.

1, clos Cautin,
Ahuy, 21121 Fontaine-lès-Dijon.

Anniversaires

– Suzanne et Gérard Attard

rappellent à votre souvenir

Georges ATTARD,

décédé le 9 janvier 1967.

– Il y a deux ans,

Léon ROUDINE

nous quittait.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé une pensée est demandée.

Avis de messes

– Une messe à la mémoire du graveur

Robert CAMI.

sera célébrée le lundi 12 janvier 1987, à 19 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

Communications diverses

– Loge l'Echelle de Jacob n° 27, Franc-Maçonnerie féminine de tradition. Rite anglais Emulation. Mercredi 21 janvier, à 19 h 30 : Rudyard Kipling et la franc-maçonnerie. BP 646, 75161 Paris Cedex 04. Note d'information sur demande.

– Une conférence-débat sur le thème « Freud et l'hypnose » est organisée par l'Institut Milton-Erickson de Paris, le vendredi 9 janvier, à 20 heures, à la Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, à Paris-7e. Renseignements : 43-29-83-49.

Soutenances de thèses

– Université Paris-IV, mardi 13 janvier, à 14 heures, salle des Actes, M. Lotfi Zneidi : « L'art religieux à Tunis au dix-septième siècle : les mosquées funéraires de Yusuf Day et de Hammada Pasha Al Muradi. »

Economie

Les grèves demeurent fortes à la SNCF, à la RATP et à EDF

Les grèves dans les services publics n'ont pas connu de répit mercredi 7 janvier, ni à la SNCF, ni à la RATP, ni à EDF.

• A LA SNCF, la grève ne s'est pas relâchée, malgré certains retours individuels. La direction a mis en service le même nombre de trains que la veille sur les grandes lignes rapides et express ainsi que pour les marchandises. Le climat est resté aussi tendu, des cheminots grévistes cherchant sur différents points du réseau à empêcher la circulation des trains, ou retardant les départs, comme à Vierzon, où l'alimentation des caténaires a *été* coupée et le dépôt de carburants occupé. Tout trafic a été bloqué dans la journée à Toulouse, où le dépôt des machines a été occupé et les voies enduites de graisse sur plusieurs centaines de mètres ; une liaison par car a été établie avec Brive, après que la police eut fait évacuer la gare routière occupée. Les forces de l'ordre sont intervenues aussi pour faire évacuer les gares de Rennes, d'Auray (Morbihan), le centre de triage de Trappes (Yvelines) et l'aiguillage de Saint-Germain-du-Puy, près de Bourges.

La mise hors service, la nuit précédente, d'une centaine de locomotives à Brétigny (Essonne) a suscité une polémique. Ces actions ont été désavouées par l'assemblée générale des grévistes, qui ont indiqué que *« les seules actions effectuées par nous ont été la retenue des trains de grandes lignes quelques minutes et la lecture d'un communiqué dans les trains de banlieue »*. FO a dénoncé les *« actes de vandalisme »*, la CGC a demandé aux pouvoirs publics de *« rétablir l'ordre »*, la Fédération maîtrise et cadres (autonome) a proposé une réunion avec la direction pour mettre fin aux *« atteintes à l'outil de travail »*. En revanche, la coordination « intercatégories » a reproché à la direction de faire rouler des trains *« aux dépens de la sécurité »*.

• A la RATP, le mouvement s'est durci dans la journée du mercredi 7 dans les autobus en raison du blocage de trois dépôts par les grévistes. Dans le métro, la proportion du trafic assuré a oscillé, selon les heures, de 50 % à 70 %.

La direction et des syndicats minoritaires représentant environ 40 % des voix exprimées lors des élections professionnelles (FO, CFTC, autonomes et indépendants) sont parvenus, le 7 janvier, à un accord sur la progression salariale en 1987. Celle-ci sera de 2,98 %. Déduction faite du « glissement, vieillesse, technicité » de 1,7 %, il restera 1,28 % à distribuer sous forme d'augmentations générales et d'amélioration de la grille des salaires pour les conducteurs de bus, les ouvriers et les agents de station. Tous les agents de la RATP bénéficieront d'une augmentation générale de 1,2 % au 1er juin et de 0,5 % au 1er septembre. Après consultation de la base, la direction et les syndicats se retrouveront, le mardi 13 janvier, pour signer l'accord définitif.

La CGT, la CFDT, la CGC et le Syndicat autonome traction (SAT) ont refusé de s'associer à ce protocole et ont reconduit la grève. La CGT et la CFDT dénoncent la perte de pouvoir d'achat et la réduction des effectifs et veulent obliger la direction et le gouvernement à accepter les augmentations n'incluant pas le « glissement-vieillesse technicité ». Quant au SAT, il n'a pas obtenu satisfaction sur sa demande de reclassement hiérarchique.

• A EDF, la grève de vingt-quatre heures reconductible lancée par la CGT et la CFDT a été très suivie le mercredi 7 janvier, touchant, à la suite d'assemblées générales, la plupart des unités et entraînant de très fortes perturbations. Après consultation de ses syndicats, la fédération FO d'EDF-GDF a décidé de lancer un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures reconductible jusqu'à la fin de la semaine. Elle *« met en garde le personnel sur tout excès portant atteinte à la sécurité des personnes et des installations, ainsi qu'à la liberté du travail »*. L'UNCM-CGC a décidé pour sa part de signer, le 10 janvier, l'accord salarial 1987 en mettant en avant la perspective d'une négociation sur l'intéressement.

Mercredi, les baisses de production ont commencé à partir de 9 heures. Entre 9 heures et midi, la baisse de puissance est passée de 7000 à 25000 MW. A partir de 11 heures, EDF a délesté sur toute la France (d'environ 20 %). A 14 h 30, il manquait de 30 à 40 % de la puissance. La baisse de production était de 34000 MW à 16 heures. Sur l'ensemble de la France, le délestage a été de l'ordre de 7000 MW. Paris a été particulièrement touché, notamment à la Défense où le poste d'alimentation a été coupé, avec des coupures « sauvages ».

Quelques incidents se sont produits. A Gimont (Gers), *des grévistes d'EDF ont essuyé des coups de* feu, mais il n'y a pas eu de blessés. Sur le site d'Eurodif, des forces de police sont intervenues à la suite du blocage par des grévistes de la relève des équipes de sécurité. La situation était redevenue normale jeudi ainsi qu'à la cockerie de Carling, où six ingénieurs séquestrés ont été libérés peu après 0 heure.

• DANS LES PORTS, la situation est loin d'être redevenue normale, notamment parmi le personnel des entreprises de remorquage, qui continue la grève sur l'initiative de la CGT, pour obtenir le paiement des jours de grève. Ces mouvements perturbent le trafic des navires de fort tonnage, notamment à Fos. A Marseille, le personnel CGT du Port autonome était aussi en grève.

Que réclament les grévistes ?

SNCF

LES DEMANDES

• **Conditions de travail**

– 122 jours de repos (au lieu de 116) ;

– Davantage de repos le dimanche (certains ont déjà 18 dimanches) au lieu des 14 réglementaires actuels ;

– Limitation à 5 jours consécutifs du travail entre 2 jours de repos. Aujourd'hui, le cas le plus fréquent est 6 jours, mais il peut aller jusqu'à 7 (notamment pour les « remplaçants »), avec une seule journée de repos ;

– Amélioration des rotations pour les roulants et les agents postés : pas de semaine de 4 heures à 12 heures après une semaine de 20 heures à 4 heures ; transition par la semaine 12-20 heures à chaque fois ;

– Pas de reprise de service de nuit après un dimanche, de façon à avoir 48 heures de repos et non 36 heures ;

– Réduction du nombre de « découchés » pour les roulants ;

– Amélioration des foyers (insonorisation, matériel, vaisselle) pour les roulants ;

– Amélioration des « coupures » pour les agents de conduite, en rapprochant autant que possible les pauses des heures de repas ;

– Meilleure organisation des rotations pour les remplaçants, qui veulent connaître à l'avance leurs journées ;

– Pour les agents de conduite, fin de service à 18 heures au lieu de 20 heures en fin de semaine.

– Application de la semaine de 35 heures aux roulants et aux postés en regroupant par journées complètes (et non à raison de réduction d'un quart d'heure par jour).

• **Salaires**

– Maintien de la grille salariale actuelle.

– *Intégration d'une partie* importante des primes dans le traitement.

– Amélioration de la prime de traction.

– Un véritable treizième mois.

LES ACQUIS

• ***Conditions de travail***

– 2 jours de repos supplémentaires pour les roulants et les sédentaires postés en continu.

– 15 dimanches au lieu de 14.

– Amélioration des heures du début de repos périodique (19 h 30 au lieu de 20 heures).

– Pauses pour les repas placées entre 11 h 30 et 13 h 30 ou 18 h 30 et 20 h 30.

– Nombre de journées de service entre repos limité à 6 en principe pour les sédentaires mais la journée blanche d'« inutilisation » demeure possible.

– Pas de deuxième coupure pour les agents de remplacement, ce qui raccourcit l'amplitude de la journée de travail.

– Amélioration du taux des primes de traction.

– Concertation pour les examens médicaux et psychotechniques : le *renforcement* des examens *expérimenté* à Paris sera discuté.

– Pas de changement pour l'application des 35 heures.

• **Salaires**

– « Retrait » de la grille salariale. Un nouveau système sera *négocié* avec les *organisations* syndicales et tiendra compte des garanties statutaires, mais des éléments du projet contesté seront en fait repris dans la future grille. L'équilibre sera respecté entre « choix » et « ancienneté ».

– Majoration du salaire de base de 1 % au 1er juin 1987 et de 0,7 % au 1er octobre 1987.

– Prime uniforme de 250 F au 1er janvier 1987, dont une part sera prise en compte pour les retraités, plus une part hiérarchisée : 2,8 % du salaire mensuel.

– 5 000 promotions supplémentaires en 1987.

– Intégration d'un point (en deux fois) de l'indemnité de résidence.

RATP

LES DEMANDES SYNDICALES

• *Syndicat autonome traction* : 400-500 F de plus par mois pour rester à parité avec les conducteurs de la SNCF banlieue et pour conserver une différence de rémunération avec certains agents de maîtrise.

• *Autres syndicats :*

– Maintien en masse et en niveau des salaires pour 1986 et 1987, ce qui, selon la CGT, nécessiterait un rattrapage de 7-8 % ;

– Refus de l'intégration du « glissement vieillesse technicité » positif ;

– Refus des individualisations salariales ;

– Arrêt des diminutions d'effectifs ;

– Application complète de la grille salariale de 1983.

LES PROPOSITIONS DE LA DIRECTION

• Une prime de 150 F pour les conducteurs en échange du transfert de quatre jours de repos de la période d'été vers la période d'hiver.

• Une augmentation de 2,98 % de la masse salariale, se traduisant notamment par des hausses générales du point de 1,2 % au 1er juin et de 0,5 % au 1er septembre.

Les cadres supérieurs de la SNCF doutent de leur direction

Ça devait arriver : dans le grand tourbillon social qui secoue la SNCF depuis le 18 décembre, les cadres supérieurs commencent à faire le compte des dégâts et à chercher les responsabilités de ce gâchis.

Et ils parlent, pas très fort et *masqués, camouflés*, parce que, dans la structure cheminote conformiste et quasi militaire – ainsi qu'ils la décrivent – tous ceux qui s'écartent du modèle dominant sont des hommes et des femmes professionnellement morts. Mais ils parlent tout de même, ces cadres supérieurs des services centraux et régionaux parce qu'ils se désespèrent de voir leur entreprise inadaptée au monde moderne. Ils expriment en sourdine leur désir de rénovation. Prêtons-leur une voix.

Il était peut-être normal que le gouvernement prenne son temps lorsque la grève a commencé. S'il a parlé le 26 décembre d'un médiateur, nommé le 29 décembre et qui a débuté ses consultations le 30, c'était vraisemblablement pour vérifier que le mouvement était vigoureux et bien apolitique. Mais pourquoi fallait-il que le directeur général, M. Jean Dupuy, s'enferme à double tour en déclarant, le 24 décembre, à l'occasion d'une téléconférence avec ses directeurs de régions : *« Moi présent dans cette entreprise, le projet de nouvelle grille salariale ne sera pas retiré » ?*

Pourquoi la provocation à l'égard des syndicats conviés à une négociation lorsque le travail aurait repris ? Il ne restait plus, lorsque ces positions sont devenues intenables, qu'à suspendre ladite grille et à ouvrir des négociations, toute honte bue.

Comment la direction générale n'a-t-elle pas vu qu'elle demandait beaucoup trop à une entreprise très lourde ? Car la SNCF, et avec elle les cheminots, souffre d'une sévère indigestion de réformes : les diminutions d'effectifs de huit mille personnes par an depuis deux ans, la décentralisation de la notation, l'annonce d'une nouvelle grille salariale faisant une plus grande place au mérite, le lancement de groupes d'initiatives pour le progrès et la qualité. C'était trop pour des cheminots sous-informés sur le pourquoi de ces bouleversements.

L'élaboration de la fameuse grille, qui a fait déborder la coupe, est un modèle de maladresse. Conçue à l'échelon central, elle a failli pousser, dès le mois d'octobre, les chefs de traction à la grève car on avait oublié de les placer dans l'encadrement. Faut-il rappeler que ce sont ces chefs de traction qui ont maintenu un service minimum pendant toute la durée de la grève ?

Emporter l'adhésion

Pourquoi avoir réintroduit ce qu'on appelle le glissement vieillesse technicité « positif », autrement dit *pourquoi avoir repris de l'autre main* les augmentations à l'ancienneté attribuées par ailleurs ? Pourquoi avoir méprisé les cheminots en n'accordant pas à leurs « foyers » une modernisation décente ? Pourquoi avoir tué le dialogue au sein de notre maison ?

Car c'est bien de ça qu'il s'agit : de dialogue. On nous compare quelquefois à l'armée. Pourtant celle-ci a plus et mieux évolué que nous. Notre organisation était adaptée au monde rural, un monde peu critique où l'on avait le respect du père et de l'autorité. La SNCF s'est mise à recruter des citadins devenus majoritaires en France. Ceux-ci ont pour beaucoup le baccalauréat et un sens critique développé. On ne les commande plus comme leurs grands-pères. Il faut emporter leur adhésion.

Or, à la SNCF, vous ne vous exprimez pas si vos propos risquent de ne pas aller dans le sens de ce que pense votre chef. Du haut en bas de la hiérarchie. Même les directeurs de région sont considérés comme irresponsables : la direction générale leur a adressé un modèle de lettre à envoyer aux agents de conduite pour leur dire qu'après les catastrophes de l'été 1985 (1), ils devraient subir un nouvel examen de leurs connaissances. Le 30 septembre 1985, tous les agents de conduite de France étaient en grève sauvage et illimitée...

Nous pourrions aider à éviter tellement de bêtises si on nous écoutait, mais nous ne disons que ce que *le directeur général veut entendre*. Si nous lui faisons part des réticences de la base, il nous retire la parole ou il nous tourne en ridicule, ou il change de sujet. C'est un formidable technicien qui a créé le plus beau train du monde, le TGV, mais qui est incapable de réaliser autour de lui ce qu'il souhaite pourtant sincèrement, à *savoir « améliorer les relations hiérarchiques en suscitant la discussion, le dialogue, la participation »*. De surcroît, il forme avec le président de la SNCF, M. Philippe Essig, un couple désuni qui commence à traumatiser la famille dont il a la charge.

La SNCF crève parce que ses agents, ses cadres, ses dirigeants ont prétendu se l'approprier. Nous ne nous en tirerons que s'il nous arrive ce qui est arrivé à Renault. Eux non plus ne voulaient pas entendre parler d'un patron extérieur à la Régie. Ils ont failli disparaître dans les querelles de clans. Il a fallu un Besse *sans préjugés, sans respect inutile* des traditions-maison pour imposer un redressement que personne n'avait la force de vouloir. La SNCF est dans la même situation critique. Il nous faut un vrai capitaine d'industrie venu d'autres horizons que le corps des ponts ou celui des mines, que la traction ou la direction du matériel. Quelqu'un qui mette la SNCF à l'heure du reste de la France.

Sinon tout recommencera. Les agents de conduite se croiseront les bras, les routiers grignoteront notre clientèle marchandises. L'Etat-actionnaire refusera de faire son devoir financier et le voyageur préférera son automobile.

ALAIN FAUJAS.

(1) Quatre-vingt-quatre morts dans trois accidents.

EDF : la grogne des usagers

Des usagers sans chauffage, des skieurs étrangers bloqués dans les téléphériques aux Arcs qui jurent, mais un peu tard, qu'on ne les y prendra plus à venir en France pour les sports d'hiver, l'extinction *des feux tricolores qui entraîne* des embouteillages dans les grandes villes, les Français, qui avaient pris leur parti de la grève SNCF et s'étaient organisés en conséquence, commençent à s'indigner dans les régions les plus touchées par les coupures de courant, nous indique nos correspondants.

Si les professionnels du tourisme ont manifesté à deux reprises en Savoie ces derniers jours, afin de protester contre la grève de la SNCF, qui fera du mois de janvier une période plus creuse encore que d'habitude, un peu partout les usagers se sont résignés au blocage des trains et se sont organisés pour y faire face. Dans les Bouches-du-Rhône, les cars remplacent quotidiennement la SNCF, et la colère des vacanciers à la fin des congés scolaires est oubliée. A Caen, le directeur d'une usine a obtenu de la préfecture le déblocage sans incident par les forces de l'ordre du train de marchandises qu'il attendait et a renoncé à mettre ses salariés au chômage technique comme il en avait l'intention.

En revanche, la grève de l'EDF catalyse l'irritation des usagers directement et quotidiennement gênés dans les régions les plus touchées. Dans les Bouches-du-Rhône, certains salariés sont au chômage technique. A Marseille, dans des immeubles entiers chauffés au fuel, mais équipés d'un thermostat électrique, les habitants commençent à protester. Un malade ne cache pas sa colère : il peut vivre chez lui grâce à un appareil électrique et se verra obligé d'aller à l'hôpital si la grève continue. Dans le Calvados, les coupures de courant ont été peu nombreuses, et les commerçants se sont contentés de sortir leurs bougies. En revanche, dans le Nord, la baisse de production d'électricité a atteint 40 %, et les Lillois gelés, les dentistes, les boulangers, ont envahi, le mercredi 7 janvier, un centre de distribution EDF. Le patronat lillois prépare une manifestation : les nouvelles machines très sophistiquées utilisées dans le textile, les ordinateurs, se sont arrêtés entraînant de longues remises au point techniques. Dans le Finistère, où on enregistrait 60 % de grévistes, à Brest, des patrons de PME accompagnés de certains de leurs salariés ont manifesté devant le centre de distribution de Landerneau afin de protester contre les coupures de courant. Enfin à Lyon, les coupures de courant ont été épisodiques. Ce sont les transports en commun qui ont été les plus touchés. *« Les trolleybus se sont arrêtés, mais les usagers ne manifestent pas encore »*, souligne-t-on.

On enregistre des manifestations sporadiques. A Saint-Claude (Jura), les artisans ont bloqué le centre-ville afin de protester contre les coupures de courant. Quatre cent cinquante entreprises de Saint-Ouen-l'Aumône ont décidé de manifester. A Paris, où les pompiers sont intervenus trois cent quatre-vingts fois le 7 pour débloquer des ascenseurs, les artisans du Sentier spécialisés dans la confection demandent un report du paiement de leurs charges sociales en raison de leur manque à gagner.

M.-C. R.

Le RPR invite les usagers à protester contre la poursuite de la grève

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a, dans un communiqué public, le mercredi 7 janvier, lancé un appel aux parlementaires, élus locaux, militants et sympathisants de son mouvement *« à soutenir activement les usagers qui, de plus en plus nombreux, expriment leur protestation face aux grèves »*. Il leur demande de *« manifester dans le calme par tous les moyens démocratiques leur volonté de faire respecter le verdict populaire du 16 mars »*.

Selon M. Toubon, *« la prolongation des grèves dans le secteur public est de plus en plus mal supportée par les usagers ; elle freine et risque d'interrompre l'activité des entreprises ; elle a pris désormais un tour politique et tend à faire échouer l'action de redressement engagée depuis dix mois »*.

Social

Les mouvements de grève dans le secteur public

Le pouvoir et l'évolution du conflit

(Suite de la première page.)

Mais M. André Lajoinie (candidat potentiel à l'élection présidentielle) ne veut pas *« mettre de l'huile sur le feu »*. Il observe que la représentativité des organisations syndicales n'est pas au mieux de sa forme, et prend l'exact contrepied de M. Krasucki lorsqu'il salue comme *« un phénomène positif »* la création de *« coordinations »* de salariés en grève. De toute manière, nul ne croirait la direction du Parti communiste si elle prétendait donner quelque impulsion que ce soit aux mouvements sociaux.

Le Parti socialiste, lui, reste au bord de la route et observe avec inquiétude le développement d'une crise sociale dont il redoute le choc en retour électoral. Sa direction, qui avait joué un rôle de conseil et de modération lors de la crise étudiante, n'a, cette fois, pas la moindre prise sur l'événement. Son premier secrétaire estime, comme M. Barre, qu'il y a encore matière à dialogue, *« au-delà de la politique salariale »*, sur les conditions de travail, et, reprenant une formule que M. Barre applique à la boulimie des réformes, il accuse M. Chirac de pratiquer l' *« overdose »* dans le corps social. La situation actuelle lui rappelle la période 1966-1968 : on comprend qu'il la juge dangereuse.

Les socialistes et *M. Barre* ne sont certes pas les meilleurs amis du monde. Les premiers se souviennent de ces *« hauts fourneaux de la colère »* (l'expression est de M. Mauroy) allumés par la grande grève des sidérurgistes de Lorraine (1978-1979), alors que M. Barre premier ministre a laissé l'image d'un homme réticent au dialogue social dont il vante maintenant les vertus. Mais ils noteront que, face à M. Chirac, il existe entre eux une convergence, même si elle n'est que de circonstance, sur la gestion sociale.

Bien que, à l'inverse de M. Barre, ils se refusent à considérer tout salarié qui échappe au chômage comme un *« nanti »*, il ne leur est pas indifférent que l'ancien premier ministre cite l'équipe Bérégovoy-Auroux-Delebarre comme un exemple de l'heureuse alliance de la rigueur économique à la *« conscience sociale »*, comme dirait M. Giscard d'Estaing.

La traduction politique des conflits sociaux est incertaine. M. Chirac peut en souffrir autant qu'il a pâti de la crise étudiante. Mais les socialistes, comme M. Barre, sentent que le premier ministre pourrait aussi bien tirer profit du pourrissement et de l'impopularité des grèves. La crise se retournerait alors contre eux. Les uns et l'autre ne veulent pas laisser M. Chirac et la CGT s'isoler, jusqu'à l'*« épreuve de force »* (redoutée par M. Bérégovoy), dans leurs fausses altercations à grands fracas.

JEAN-YVES LHOMEAU.

La CGT « communiste », une offense ?

M. Bernard Lacombe, secrétaire de la CGT, ne décolère pas depuis le mardi 6 janvier. Très exactement depuis que M. Chirac, dans son interview à Europe n° 1, a parlé de la *« CGT communiste »*. Dans une lettre adressée au premier ministre, M. Lacombe écrit notamment : *« S'il est clair que cela est un signe de faiblesse de votre part, c'est aussi une contre-vérité, et je tiens à vous faire connaître personnellement et publiquement mon indignation. » « Personnellement, comme prêtre ouvrier, membre d'aucun parti politique, comme militant et dirigeant de la CGT*, conclut M. Lacombe, *je me considère offensé par de tels propos et vous en demande une réparation de caractère public. »*

Membre du bureau confédéral de la CGT depuis le 20 janvier 1982 – où il est l'un des neuf non-communistes de cette instance face à neuf communistes, – M. Lacombe est prêtre de la Mission de France. Si, contrairement à d'autres dirigeants non communistes de la CGT, il a évité d'appeler, *« à titre personnel »*, à voter pour le PCF en 1981 et en 1986, il défend sur la paix et le désarmement, dont il s'occupe particulièrement, des idées pour le moins très proches de celles du parti de M. Marchais.

Les entreprises privées pratiquent avec prudence le salaire au mérite

En proposant d'appliquer dès 1988 une grille des salaires « au mérite », la direction de la SNCF a voulu aller plus vite et plus loin que les entreprises privées, qui avancent, en ce domaine, à pas de loup.

Une part des salaires a toujours été calculée « au mérite », une autre part à l'ancienneté. Tel est le premier constat qu'on peut faire en interrogeant les directions des diverses entreprises. Mais l'inflation a mis en valeur l'augmentation « au mérite ». Lorsque la croissance du coût de la vie dépassait, en effet, 10 % par an, l'augmentation générale (applicable à tous uniformément) correspondait à une part importante de la hausse des salaires fondée sur l'inflation, tandis que l'augmentation au mérite ne concernait en général que 2 % des salaires bruts. Aujourd'hui, l'inflation se réduit et la part du mérite paraît beaucoup plus importante.

De plus, la crise économique, la nécessité d'être compétitifs, productifs, ont poussé les chefs d'entreprise à récompenser les salariés les plus performants par une augmentation. Ce sont les cadres qui, la plupart du temps, ont été visés par la décision de certains chefs d'entreprise de supprimer l'augmentation générale et de la remplacer par l'augmentation individualisée. C'est le cas par exemple chez Thomson et à Usinor. Chaque année, le cadre rencontre le chef du personnel, fait avec lui le bilan de ses activités et fixe ses objectifs pour l'année suivante. Les éléments d'appréciation sont définis grâce à la méthode Hay, qui permet de retenir des critères objectifs qualitatifs et quantitatifs de l'évaluation du travail.

Pour les non-cadres, les entreprises font preuve d'une grande prudence. Les syndicats sont, en effet, hostiles à une évaluation du travail dont les critères ne sont pas discutés avec eux et vident les négociations salariales de leur sens. D'autre part, ils sont exclus de la discussion qui a lieu entre le chef du personnel et le salarié. En fait, le salaire au mérite pour les non-cadres en est encore au stade expérimental.

Chez Thomson Semi-Conducteurs, il a été appliqué à toutes les catégories de personnel. Cette décision a été prise par la direction de l'entreprise, en raison de la crise économique, lors de la négociation salariale pour 1986. *« Plutôt que de donner à tout le monde une faible augmentation, nous avons préféré remercier ceux qui étaient les plus performants »*, affirme-t-on à la direction. Le pourcentage des salariés bénéficiant de cette augmentation (les deux tiers du personnel) et la promesse de publier un bilan ont fait passer la pilule auprès des syndicats, mais seules la CFTC et FO ont signé cet accord.

Pour la direction de Thomson Semi-Conducteurs (mille cinq cents cadres, cinq mille cinq cents non-cadres), la pérennisation de cette méthode ne va pas sans difficulté. Il faut appliquer une grille de lecture objective de performance des salariés. Il s'agit de la méthode Bocquillon, fondée sur les mêmes principes, mais plus simple que la méthode Hay. Thomson forme actuellement des « évaluateurs » et des personnes qui seront chargées de conduire les entretiens avec les non-cadres. Mais la direction sait qu'elle engage là une véritable révolution des mentalités. Le salaire au mérite ne sera accepté qu'après plusieurs années de pratique. C'est le même blocage psychologique et syndical que craint la direction d'Usinor pour étendre aux non-cadres l'augmentation au mérite.

La Sorenolif, filiale de la Compagnie internationale des wagons-lits, qui assure la restauration dans les TGV, conduit, elle aussi, une expérience de paiement des cadres au mérite, mais seulement pour une partie des salariés. Les cinq cents hôtesses et stewards qui servent les repas à bord des trains sont « suivis » par un cadre. Celui-ci est chargé de vingt employés. Il les rencontre régulièrement et fixe avec eux, sur six mois, leurs objectifs. Ce personnel est intéressé à la recette. *« L'expérience est concluante*, affirme M. Bernard Gauthier, directeur d'exploitation, *car le personnel accepte des objectifs qu'il discute lui-même. »* En revanche, la Sorenolif n'a pu mettre en place un tel dispositif pour les autres catégories de salariés : *« L'encadrement n'est ni prêt ni formé à accepter une mission dont le succès repose entièrement sur lui. »*

Dans une entreprise de la banlieue lyonnaise, le calcul des salaires au mérite vient d'être mis en place pour les cadres. Mais, pour les autres salariés, sa création dépend des cercles de qualité, à l'occasion desquels les salariés organisent eux-mêmes leur travail et se fixent des objectifs. *« Après un an de fonctionnement des cercles, nous espérons que les salariés sauront mesurer leurs performances et accepteront que leurs revenus soient fixés au mérite »*, affirme le directeur de l'entreprise.

Des critères objectifs

Les négociations salariales de demain seront-elles davantage individualisées ? En 1986, 30 % des accords salariaux d'entreprise ont associé augmentations générales et augmentations individuelles. Pour être accepté par le personnel, le salaire au mérite doit être fixé en fonction de critères objectifs. Il doit, en outre, y avoir une possibilité de recours pour le personnel devant une commission où seraient représentés les syndicats. Un bilan doit enfin être publié. Faute de quoi, l'augmentation au mérite est synonyme de l'augmentation « à la tête du client ».

Les fonctionnaires qui découvrent les notions de productivité et de concurrence ne sont pas les mieux placés pour accepter de telles mesures. La SNCF l'apprend à ses dépens.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Les « hors syndicats » manifestent « Si, c'est possible à la SNCF »

A l'appel des deux coordinations nationales, celle des agents de conduite et l'intercatégorielle annoncée par M. Daniel Vitry, près de trois mille cheminots ont manifesté, le mercredi 7 janvier, de la gare du Nord au siège social de la SNCF, rue Saint-Lazare. Les « hors syndicats », comme ils se nomment parfois, ont ainsi fait la démonstration de leur poids : ils étaient aussi nombreux que les cheminots rassemblés par la CGT la veille à la gare Montparnasse, ou la semaine précédente à la gare Saint-Lazare. En milieu de cortège apparaissaient les premières banderoles de la CFDT avec les syndicats régionaux, Paris-Ile-de-France, Paris-Sud-Est et Paris-Nord. En queue, derrière une forte délégation des grévistes venus de Sotteville-lès-Rouen et de Rouen, une banderole de la CGT, également rouennaise, fermait la marche.

Essentiellement composée de conducteurs de trains, la manifestation donnait une image de la particularité de ce mouvement, né à la base. Plusieurs comités de grève locaux y étaient représentés, en provenance de Lens par exemple, ou des conducteurs de la ligne C du RER, depuis longtemps combatifs, qui se considèrent eux-mêmes *« comme les cancres de la SNCF sur Paris »*.

Pour la plupart, les slogans s'inspiraient du conflit étudiant. *« Et hop, Douffiagues plus haut que Devaquet ! »*, scandaient les manifestants en bondissant pour se réchauffer. *« Dupuy, va-t'en, Devaquet t'attend ! »*, *« La grille, tu sais où on se la met ? »* Quelquefois, ils reprenaient à leur compte un slogan publicitaire : *« Si, c'est possible à la SNCF. »*

Parvenus après deux heures de marche devant les grilles du siège social, les conducteurs de trains s'asseyaient sur l'asphalte et les organisateurs annonçaient qu'ils attendraient *« jusqu'à l'ouverture immédiate de négociations »*. Trois quarts d'heure plus tard, vaincus par le froid, ils se dispersaient. M. Daniel Vitry, lui, réunissait ses amis à la Bourse du travail, pour une nouvelle discussion.

Sous ses allures bon enfant, cette manifestation a encore une fois démontré que les conducteurs en grève sont déterminés à poursuivre. *« On reviendra »*, ont-ils promis. *« On a toujours fait grève pour les autres »*, expliquent les grévistes, las de voir la CGT *« noyer nos revendications dans un ensemble »* où ils ne se retrouvent pas. *« A chaque fois c'est pareil*, disent-ils. *Quand arrive le moment des négociations, ce qui nous avait motivé, nous, disparaît. »* Ainsi, et ils le répètent encore, ils ne recherchent pas une augmentation de salaire. *« Il faut parler de nos conditions de travail et maintenir la grille telle qu'elle est »*, continuent d'affirmer les agents de conduite. C'est pourquoi leur mode d'organisation, parfois surprenant, leur est devenu indispensable. Moins non syndiqués que hors syndicats, ils veulent garder la maîtrise de l'action pour s'assurer que ses objectifs ne seront pas dévoyés. Ils sont méfiants et déterminés.

AL. Le.

M. Lajoinie : Pas d'huile sur le feu

Après M. Georges Marchais, le mardi 6 janvier, sur l'antenne de RTL (*le Monde* du 7 janvier), M. André Lajoinie a réaffirmé, mercredi, que *« le Parti communiste ne dirige pas le mouvement social »*. Au cours du premier point de presse de l'année du PCF, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a souligné que le PCF *« ne veut pas « tirer » le mouvement social »*, car *« le mouvement syndical le dirige de façon démocratique »*, mais *« il lui apporte son soutien le plus complet, car il est juste »*. Affirmant que le but de son parti n'est pas *« de mettre de l'huile sur le feu »* ni de faire *« un calcul politique »*, il a accusé M. Chirac de se livrer à *« des manœuvres politiciennes pour rassembler tous les réactionnaires »* et d'avoir *« une attitude provocante »* qui n'est pas celle d'*« un homme d'Etat responsable »*, car *« il ne règle ni les problèmes posés par la grève ni la gêne aux usagers »*.

M. Lajoinie a fait part de *« l'opposition catégorique du PCF à la thèse de M. Chirac, malheureusement conforté, par le président de la République »*, selon laquelle des hausses de salaires trop importantes conduiraient à remettre en cause la politique de lutte contre l'inflation et le chômage. Le dirigeant communiste a exprimé trois vœux pour 1987 : *« La satisfaction des revendications du mouvement social, l'arrêt de l'escalade des armements et des progrès dans la défense et l'épanouissement des droits de l'homme et des libertés »*.

M. Jospin inquiet

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, le jeudi 8 janvier sur Europe 1, qu'il est *« inquiet de la situation qui est en train de se développer »* à propos des conflits sociaux. M. Jospin *« condamne »* les actes de sabotage à la SNCF, *« contraires*, dit-il, *à la tradition syndicale »*, mais estime que *« le gouvernement n'est pas à la hauteur de ses responsabilités »*. *« Il est en train*, a continué M. Jospin, *d'exploiter politiquement* [la] *situation et non pas de la gérer. »* Pour M. Jospin, *« la seule issue possible est que le gouvernement provoque des négociations, et il y a de quoi négocier, même au-delà de la politique salariale, dans ce conflit »*.

M. Jospin a commenté l'appel de M. Jacques Toubon à la formation de comités d'usagers, en affirmant qu'il s'agit d'un *« appel à l'affrontement »*, tandis que M. Jospin affirme lancer *« un appel au dialogue »*.

Le premier secrétaire du PS a affirmé que *« la politique salariale du gouvernement »* est *« dangereuse »*, car elle ne laisse *« plus de marge pour négocier »*. Selon lui, la situation de *« blocage des salaires moyens et petits »* est *« grosse d'explosions sociales »*.

Les turbulences monétaires

La RFA affirme qu'elle a rempli ses obligations

Les Banques centrales européennes ont vendu pour plus de 5 milliards de marks, le mercredi 7 janvier, pour tenter de calmer quelque peu le jeu monétaire, exacerbé par une vive polémique entre Paris et Bonn. Avant de décider de laisser filer le franc, mardi après-midi, jusqu'à son cours-plancher vis-à-vis du mark, soit 3,3303 F, un cours où la devise française est restée collée depuis lors, la Banque de France était lourdement intervenue, seule (*le Monde* du 8 janvier). Le tir groupé des instituts d'émission le lendemain, prévu par les règles du Système monétaire international (SME), peut paraître limité. Il constitue néanmoins l'une des plus importantes opérations réalisées en une seule journée pour défendre les parités européennes. Le franc français n'est pas seul en effet à être menacé par l'appréciation persistante du mark allemand. Le franc belge a également été attaqué, obligeant les autorités monétaires de Bruxelles à relever d'un demi-point le taux d'escompte, désormais à 8,5 %, alors que la couronne danoise et la lire italienne commencent à ressentir les effets des remous monétaires des derniers jours. Les déclarations qui se sont multipliées à Bonn et à Paris n'ont guère permis d'apaiser les esprits, c'est le moins qu'on puisse dire. Le premier ministre français, M. Jacques Chirac, avait lancé la première salve, mardi, en regrettant, lors d'une émission sur Europe 1, que les autorités allemandes ne jouent pas le jeu de la coopération européenne. Le ministre allemand de l'économie, M. Martin Bangemann, répliquait vertement à l'issue du conseil des ministres de la RFA en estimant qu'il n'y avait aucune raison de procéder à une réévaluation du mark. Faisant allusion à l'agitation sociale en France, le ministre voyait dans ces *« événements intérieurs »* un simple prétexte à la spéculation, nous indique notre correspondant à Bonn. Pour sa part, le porte-parole du gouvernement soulignait que la RFA avait rempli, quoi qu'on en dise, les obligations qui lui incombaient en intervenant pour soutenir à la fois le franc et le dollar.

Seule approche conciliante dans ce concert de critiques, M. Raymond Barre a plaidé pour la « coopération » avec la RFA lors de l'émission d'Antenne 2, « L'heure de vérité », et a plaidé pour qu'on *« ne jette pas d'huile sur le feu en favorisant la spéculation »*.

Les limites de la vertu

Le rebond de l'économie allemande n'a pas eu lieu. Certains, début 1986, envisageaient dans l'euphorie de la chute des cours du pétrole une croissance supérieure aux 3 % prévus par le gouvernement. C'est une augmentation de 2,5 % du produit national brut que l'Office fédéral des statistiques a annoncée le mercredi 7 janvier. Le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, s'est certes félicité de voir la RFA boucler ainsi sa quatrième année d'expansion consécutive. *Cette dernière se révèle cependant* bien modeste et risque d'envenimer la polémique sur la nécessité de relancer une économie menacée d'essoufflement en 1987.

A quinze jours des élections générales, il n'est pas question pour Bonn de changer un iota à sa politique : rien ne doit remettre en cause les succès enregistrés contre l'inflation et contre les déficits budgétaires. Des résultats chèrement acquis.

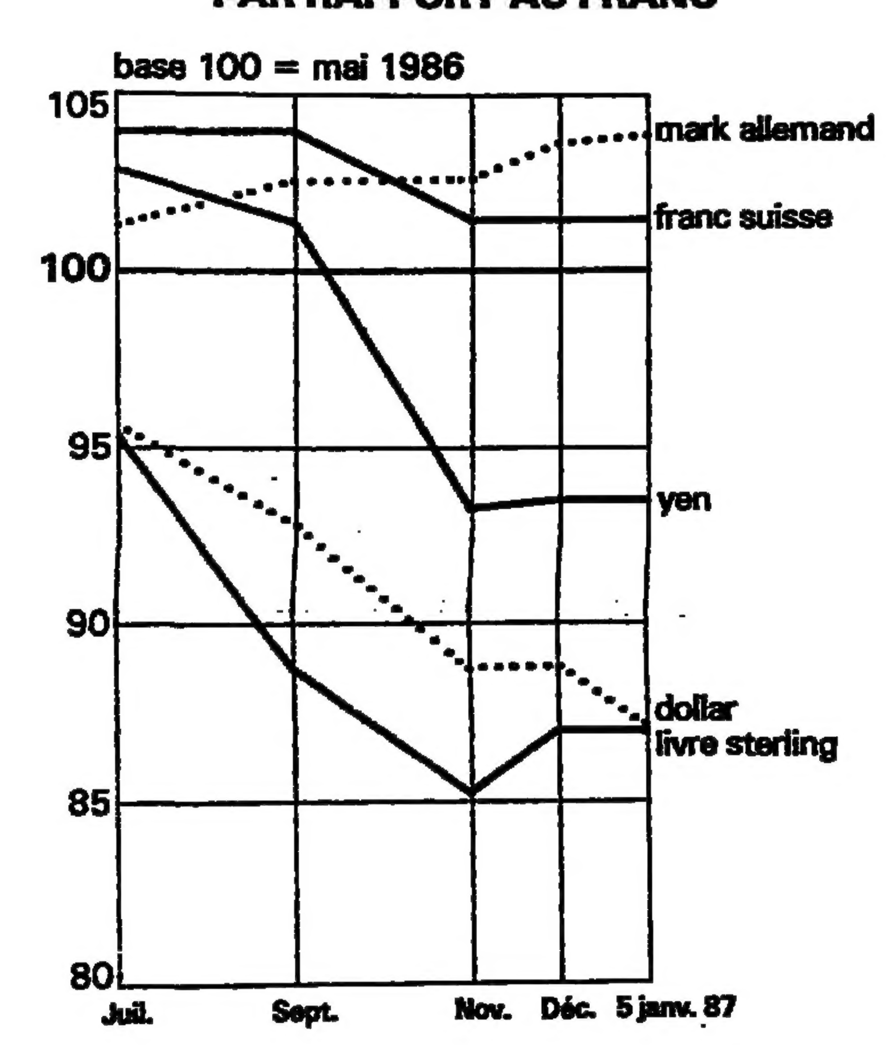
Faut-il rappeler que le gouvernement Schmidt n'avait pas hésité à resserrer sa politique budgétaire dès 1981, en pleine récession, entamant ainsi un processus permettant au déficit budgétaire de revenir de 3,7 % du PNB à l'époque à 1 % en 1986 ? Quant à la détermination de la Bundesbank, habituée à régler l'évolution monétaire sur deux principes majeurs, inflation faible et monnaie forte depuis 1975, elle est pratiquement entrée dans la légende économique internationale. Fondements de la « vertueuse Allemagne », ces principes trouveraient-ils aujourd'hui leurs limites ? Ceux qui le pensent sont de plus en plus nombreux en RFA comme en Europe ou aux Etats-Unis.

On peut regretter la maladresse avec laquelle les Etats-Unis ont insisté jusqu'à l'automne dernier pour que la RFA donne le signal d'une détente sur les taux d'intérêt permettant à ses partenaires de suivre un mouvement essentiel à leur propre croissance. Le refus de l'institut d'émission allemand de réduire d'un demi-point des taux directeurs, certes à un niveau déjà très bas (3,5 %) laisse malgré tout perplexe plus d'un expert.

La conjugaison de la baisse des prix du pétrole, des produits de base et du dollar (qui s'est déprécié de 21 % en 1986 par rapport au mark) a permis à la RFA de conserver la palme de la lutte anti-inflationniste : en décembre dernier, les prix à la consommation étaient inférieurs de 1,1 % à *leur niveau de décembre* 1985. La marge de manœuvre existant en ce domaine a pourtant paru insuffisante au conseil d'administration de la Bundesbank, inquiet du dérapage de la masse monétaire, dont le rythme d'accroissement frôle 8 % alors que son objectif était situé entre 3 % et 5 %.

Les économistes sont de plus en plus persuadés qu'en période de désinflation l'attrait pour les liquidités explique ce phénomène à vrai dire très nouveau dans les pays industrialisés. Cette logique étant pour le moment impossible à prouver, l'orthodoxie l'a d'autant plus facilement emporté outre-Rhin que les représentants des Laender au sein de la Bundesbank ont une tendance *« provinciale »* bien connue des milieux internationaux et répugnent à une optique mondiale de la politique monétaire.

ÉVOLUTION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES PAR RAPPORT AU FRANC



La réforme fiscale

Opposés à tout risque inflationniste, les dirigeants allemands le sont aussi à tout laxisme budgétaire. Le plaidoyer en faveur d'un coup de pouce fiscal s'est, pour le moment tout au moins, heurté à l'opposition tenace du ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg. Un consensus apparaît toutefois parmi les grands instituts de conjoncture en faveur d'une telle action.

Le rythme et les modalités diffèrent selon les experts. Certains préconisent l'application dès 1987 de la seconde tranche d'allégement d'impôts qui, avec celle de 1986, représentera 20 milliards de marks et permettra de ramener la pression fiscale à son niveau de 1981, les barèmes n'étant pas indexés. D'autres, peut-être plus ambitieux, prônent la mise en œuvre rapide de la véritable réforme fiscale envisagée pour la fin de la décennie. Leur souci reste le même : stimuler dès cette année si possible une consommation intérieure qui ne pourra plus compenser le tassement des exportations et assurer une croissance suffisante pour lutter contre le chômage.

Cette préoccupation reste pour le moment masquée par les statistiques de 1986. L'impressionnant excédent commercial, un record de 110 milliards de marks sans doute, reflète encore largement l'appréciation du mark. En volume, les exportations allemandes ont quasiment stagné l'an dernier alors que les importations progressaient de quelque 7 %. Pour un pays dont plus du tiers du PNB dépend des ventes à l'étranger, le recentrage de la croissance interne devenait essentiel. Un effort réel a été fait en ce sens en 1986. Sur ce point, les partenaires de Bonn peuvent lui rendre hommage, même si les arrière-pensées électorales n'étaient pas absentes de ce calcul. Outre les allégements fiscaux prévus de longue date, les dirigeants allemands ont laissé, pour la première fois depuis des années, les salaires augmenter plus vite que l'expansion nationale, de 5 % en moyenne. La baisse des prix a fait le reste.

On estime au total que les *ménages ont disposé de 65 milliards* de marks supplémentaires, dont 40 milliards ont été consacrés à la consommation. Or, cette compensation aux recettes réelles à l'exportation ne durera pas indéfiniment. Certes, les exportateurs allemands, contrairement à leurs homologues français, refusent de baisser les bras et, confrontés au défi d'une monnaie toujours plus forte, se réfugient dans des investissements leur assurant de meilleurs gains de productivité.

Ce dynamisme a malgré tout des limites. Pour éviter de se trouver, en 1987, dans une situation inconfortable avec une croissance anémiée – 1,5 % selon les plus pessimistes, – et plus de deux millions de chômeurs, la voie à suivre s'annonce étroite. Nul ne le conteste dans un pays où la rigueur a fini par être politiquement payante et où l'assainissement financier a rarement été poussé aussi loin. Mais si les partenaires de Bonn ont quelque raison de s'irriter d'une constance qui leur paraît souvent étroite et fort éloignée de l'intérêt de l'économie internationale, au moins ont-ils un sujet de satisfaction.

Même atténuée, en valeur, par un mark dévastateur, la poussée des importations allemandes ne devrait pas se démentir cette année, permettant à la RFA de jouer un rôle moteur au sein de la Communauté européenne. A charge pour ses fournisseurs traditionnels, France en tête, de savoir bénéficier de ce marché porteur.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Affaires

Les arsenaux passent à travers la taxe professionnelle

BREST
de notre correspondant

Les villes sur le territoire desquelles un arsenal est installé vont-elles perdre la taxe professionnelle que versent ces établissements ? Un arrêt du Conseil d'Etat en date du 4 juillet 1986 fait des vagues à l'heure de boucler les budgets locaux.

Les arsenaux ne versaient la taxe professionnelle que sur une partie de leurs activités. En l'occurrence celles qui concernaient la construction et la réparation navales. En 1981, la municipalité de Brest saisissait le tribunal administratif, estimant que l'établissement de la marine devait acquitter la taxe sur l'ensemble de ses activités. En 1983, le tribunal administratif de Rennes faisait droit à la requête de Brest. Aussitôt, le ministère de la défense déposait un recours devant le Conseil d'Etat. Résultat : les arsenaux, selon la haute juridiction, sont seulement tenus de s'acquitter des impôts fonciers. Car l'Etat, qui travaille pour lui-même, ne peut, en vertu du code général des impôts, être assujetti à la taxe professionnelle.

Le manque à gagner est important : à Lorient, 4,8 millions de francs (10 % de la taxe professionnelle), soit 3,2 points d'impôts locaux. *« Le ministère de la défense,* souligne M. Jean-Paul Halliot, premier adjoint chargé des finances, *n'a pas mesuré la portée de cette affaire. »*

A Brest, où M. Jean-Yves Le Borgne, adjoint chargé des finances, parle de *« coup de grisou »*, la perte se monte à 15 millions de francs pour la ville, à 10 millions de francs pour la communauté urbaine, à 2,8 millions de francs pour la chambre de commerce. Cela fait aussi 6 millions de francs en moins pour le département du Finistère. Les choses sont plus graves encore pour Cherbourg. Les sommes versées par l'arsenal représentent 30 % de la masse totale de la taxe professionnelle.

GABRIEL SIMON.

La fusion de CGE et d'ITT dans les télécommunications

Le baptême manquait de sel

Elle s'appelle... Alcatel NV. Sept jours après le bouclage de l'accord entre le groupe français CGE et l'américain ITT donnant naissance au numéro deux mondial des télécommunications (*le Monde* du 1er janvier), les présidents des deux entreprises ont dévoilé le nom et l'équipe de direction de leur filiale commune (1).

Ceux qui s'attendaient à des éclaircissements sur l'avenir, le mercredi 7 janvier, à Bruxelles, à l'occasion du lancement de la nouvelle société seront restés sur leur faim. M. Pierre Suard, le très discret patron de la CGE, qui présidera également aux destinées d'Alcatel NV, n'a rien dit qu'on ne savait déjà sur la stratégie qu'il comptait appliquer dans les prochains mois. Aucun chiffre sur les suppressions d'emplois à effectuer dans les anciennes filiales d'ITT (notamment en Espagne). Aucune précision sur la situation de ces filiales dans cent dix pays.

Le président d'ITT, M. Rand Arastok, qui présidera également le comité de surveillance d'Alcatel NV (dans lequel on retrouve le vicomte Davignon, le général Haig, le comte Lambsdorff et M. Jacques Dondoux, l'ancien directeur général des télécommunications françaises), a indiqué que son groupe resterait actionnaire à 37 % du nouvel ensemble mais qu'il ne faudrait pas s'étonner si, à l'avenir, cette participation tombait – avec l'accord de la CGE – à 30 % (ce qui était du reste le niveau prévu au début des négociations entre les deux groupes). Guère de précisions non plus sur la politique de produits, si ce n'est que les deux centraux téléphoniques, E 10 Alcatel et S 12 d'ITT, seront maintenus pendant *« les dix ans qui viennent »*.

« Pour moi, la Telefonica, c'est fini », confiait cependant en aparté M. Suard à propos de la participation de l'entreprise espagnole au montage, qui s'est discutée jusqu'au dernier moment.

Pour le reste, il a indiqué qu'il était *« dans la nature d'Alcatel NV »* d'être cotée en Bourse, mais que c'était une *« affaire de plusieurs années »*. Toutefois, cette question est tout à fait *« déconnectée du problème de la privatisation de la CGE »*, que M. Suard appelle de ses vœux. Car s'il affirme que son groupe n'a pas un besoin immédiat d'argent frais, le président de la CGE *« pense néanmoins probable que, dans les prochains mois, il y ait une opération qui améliore les fonds propres »* de l'entreprise. Une façon détournée de devancer l'annonce par M. Balladur d'une privatisation de la CGE pour la fin mai ou la première quinzaine de juin, qui devait probablement avoir lieu ce jeudi 8 janvier, comme on le laissait entendre dans son entourage ?

FRANÇOISE VAYSSE.

(1) Alcatel NV est détenue à 55,6 % par la CGE, 37 % par ITT, 5,7 % par la Société générale de Belgique, et 1,7 % par le Crédit lyonnais.

Marchés financiers

PARIS, 7 janvier =

Retour au calme

Survoltée pendant deux jours, la Bourse de Paris s'est calmée mercredi, tout comme l'avait fait Wall Street la veille après sa course effrénée. La tendance est redevenue irrégulière, mais les écarts de cours dans les deux sens n'ont qu'assez rarement pris de l'ampleur, se limitant à quelques fractions, voire à 1 % ou 2 %. La plupart des vedettes ont marqué le pas. A la clôture, l'indicateur instantané adoptait la même attitude (+ 0,11 %).

Ce coup d'arrêt à la hausse n'a guère étonné les professionnels. En quarante-huit heures, le marché avait regagné (+ 4,5 %), et même un peu au-delà, tout le terrain perdu (– 4 %) la semaine précédente. Il se met maintenant en devoir de digérer ce repas copieux absorbé à toute vitesse. Mais l'incitation à se calmer est venue aussi de l'environnement.

Malgré les espoirs nourris, aucun règlement n'est en vue pour la grève de la SNCF. D'autre part, le ministre de l'économie allemande, M. Martin Bangemann, a rejeté toute idée de réévaluer le deutschemark. Enfin, M. E. Balladur a confirmé que l'année 1987 serait difficile. Le soudain appétit manifesté par la Bourse avait donc toutes les bonnes raisons de se calmer.

Reste qu'au premier étage, sur les obligations, la hausse, elle, n'a pas fait long feu. « Le marché est raide », disait un spécialiste. La progression a été d'au moins un point sur la plupart des produits. Le MATIF a encore monté de près de 1 %.

NEW-YORK, 7 janvier ↑

Premier essai à 2 000

Pour la quatrième séance consécutive, les cours ont monté, mercredi, à Wall Street, et un troisième record d'altitude est tombé. Très ralenti la veille sur l'apparition des ventes bénéficiaires, le mouvement de hausse s'est accéléré. A mi-journée, l'indice Dow Jones des industrielles réussissait à franchir, pour la première fois de l'histoire, la barre des 2 000 points, pour atteindre la cote 2 003,9. Mais sur de nouvelles prises de bénéfice, cet exploit n'a pu être enregistré. A la clôture, le Dow s'établissait à 1 993,95 (+ 19,12 points), un niveau quand même jamais atteint dans le passé. Le bilan de la session a été à la hauteur de ce brillant résultat. Sur 2 023 valeurs traitées, 1 215 ont monté, 442 seulement ont baissé et 366 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, les professionnels ravis se frottaient les mains. *« La fermeté du marché obligataire a largement contribué à entretenir les courants d'achats »*, disaient-ils. Mais beaucoup attribuaient le mouvement au phénomène « boule de neige ». La hausse appelle la hausse. Les plus indécis se précipitent pour ne pas rater la reprise du siècle.

Hausse nouvelle ou pas, l'activité est demeurée très forte, et 190,87 millions d'actions ont changé de mains, contre 189,30 millions mardi.

VALEURS	Cours du 6 janv.	Cours du 7 janv.
Alcoa	36 1/8	36 3/4
A.T.T.	25 1/2	25 7/8
Boeing	50 7/8	51
Chase Manhattan Bank	37 5/8	37 7/8
Du Pont de Nemours	88 7/8	89 3/8
Eastman Kodak	70 3/4	71 1/4
Exxon	73 1/2	73 3/8
Ford	60 5/8	63 1/4
General Electric	88 3/4	91
General Motors	68 3/4	69 1/8
Goodyear	43 1/8	43 7/8
I.B.M.	122 7/8	123 5/8
I.T.T.	55 3/4	56 5/8
Mobil Oil	40 3/4	40 1/4
Pfizer	64 7/8	65 3/8
Schlumberger	33	32 5/8
Texaco	37 3/8	37 3/8
U.A.L. Inc.	55	54 1/4
Union Carbide	23 5/8	24 3/4
U.S. X.	22 1/2	22 5/8
Westinghouse	59 3/8	61 3/4
Xerox Corp.	62	63

CHANGES

Dollar : en hausse à 6,45 F ↑

Malgré le raffermissement du dollar (6,4450 F, contre 6,4245 F) dû à l'intervention des banques centrales, la spéculation n'a pas désarmé, continuant à jouer une réévaluation du deutschemark, une opération à laquelle les autorités de Bonn se refusent apparemment de procéder. La devise allemande s'est maintenue au plafond contre le franc (3,3303 F inchangé).

FRANCFORT	7 janv.	8 janv.
Dollar (en DM)	1,9283	1,9350
TOKYO	7 janv.	8 janv.
Dollar (en yens)	157,70	158,20

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (8 janv.).	9-9 1/16 %
New-York (7 janv.).	6 1/16-6 1/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	6 janv.	7 janv.
Valeurs françaises	101,9	102,1
Valeurs étrangères	102,2	102,1

Cie des agents de change
(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	404,5	405,5

NEW-YORK
(Indice Dow Jones)

	6 janv.	7 janv.
Industrielles	1974,83	1993,95

LONDRES
(Indice « Financial Times »)

	6 janv.	7 janv.
Industrielles	1 334,3	1 353
Mines d'or	315,6	316,3
Fonds d'Etat	84,49	84,57

TOKYO

	7 janv.	8 janv.
Nikkeï	18 842,37	18 778,74
Indice général	1 587,74	1 582,48

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 janvier
Nombre de contrats : 26 000 (environ)

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Janv. 87	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	–	–	106,35	106,15	106,15
Précédent	–	–	105,45	105,40	105,40

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PEUGEOT : PREMIER DIVIDENDE DEPUIS 1980. – La firme de Sochaux versera un dividende pour l'exercice 1986, le premier depuis six ans. M. Jacques Calvet, président du groupe, l'a officiellement annoncé. Mais il s'est refusé à en chiffrer le montant, assurant ne pas savoir si cette rémunération serait symbolique ou significative. En 1981, au titre de l'exercice 1980, les actionnaires avaient encaissé 8 F net par titre. M. Calvet a confirmé que le bilan commercial d'Automobiles Peugeot pour l'année écoulée était « probablement satisfaisant » et que la société dégagerait un bénéfice en progression de 30 % à 40 % (656 millions de francs pour 1985). L'objectif pour les prochaines années consiste à porter la situation nette de PSA de 6,5 à quelque 17 milliards de francs en ramenant l'endettement total du groupe de 33 milliards de francs aux environs de 23 milliards de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 7 JANVIER

Cours relevés à 17 h 34

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1535	4,5 % 1973	1618	1618	1615	− 0 18
4285	C.N.E. 3%	4280	4370	4350	+ 2 11
1227	B.N.P. T.P.	1203	1202	1203	....
1210	C.C.F. T.P.	1180	1168	1161	− 1 61
1120	Créd. Lyon. T.P.	1122	1122	1124	+ 0 17
2578	Electrofi T.P.	2525	2580	2560	+ 1 38
2090	Renault T.P.	2030	2044	2044	+ 0 68
2102	Rhône-Poul. T.P.	2140	2140	2140	....
1310	St-Gobain T.P.	1330	1300	1300	− 2 25
1299	Thomson T.P.	1310	1290	1310	....
500	Accor	497 80	499	499 80	+ 0 40
2100	Agence Havas	2135	2100	2100	− 1 63
1980	Ag. Havas C. I.	2010	2001	2001	− 0 44
720	Air Liquide	692	693	698	+ 0 86
2550	Alcatel	2445	2405	2405	− 1 63
1820	Als. Superm.	1850	1873	1873	+ 1 24
435	A.L.S.P.I.	440	430	437	− 0 68
335	Alsthom ★	336 80	337	332	− 1 42
2180	Arjom. Prioux	2175	2195	2190	+ 0 68
530	Aussedat-Rey	503	513	515	+ 2 38
1490	Aux. Entrepr.	1493	1500	1500	+ 0 46
1340	Avions Dassault	1290	1300	1300	+ 0 77
515	Bail-Equipem.	545	550	551	+ 1 10
1060	Bail-Investiss.	1005	1050	1050	+ 4 47
1160	Cie Bancaire	1100	1144	1145	+ 4 08
540	Bazar H.-V.	535	534	532	− 0 56
590	Béghin-Say	597	600	611	+ 2 34
555	Berger (Ma)	560	570	580	+ 3 57
745	Bic	711	735	738	+ 3 79
1780	B.I.S.	1710	1710	1715	+ 0 29
2400	Biscuit (Géné.)	2460	2500	2530	+ 2 84
2500	Bongrain S.A.	2510	2500	2500	− 0 39
1270	Bouygues	1255	1275	1274	+ 1 51
4540	B.S.N.	4450	4375	4385	− 1 46
1280	Carnaud	1247	1241	1230	− 1 36
3690	Carrefour	3590	3585	3585	− 0 13
2580	Casino	2395	2409	2438	+ 1 79
1840	Casino A.D.P.	1962	1950	2000	+ 1 93
785	C.C.M.C.	786	786	786	....
1330	Cetelem	1320	1300	1320	....
2180	C.F.A.O.	2176	2168	2171	− 0 22
450	C.F.D.E.	430	425	429	− 0 23
1300	C.G.I.P.	1319	1320	1305	− 1 06
1670	Chargeurs S.A.	1651	1646	1653	+ 0 12
64	Chiers-Châtill.	65	64 90	64 90	− 0 15
780	Ciments franç.	739	743	745	+ 0 81
730	Club Méditerr.	703	701	705	+ 0 28
230	Codetel	224	226	225	+ 0 44
400	Cofimeg	403 50	401 10	400	− 0 86
1380	Coles	1360	1340	1322	− 2 79
210	Compt. Entrepr.	209	212	211	+ 0 95
750	Compt. Mod.	730	705	715	− 2 05
1220	Créd. Foncier	1180	1185	1180	....
570	Crédit F. Imm.	584	585	587	+ 0 51
1480	Crédit Nat.	1487	1490	1494	+ 0 47
345	Crouzet ★	339	335 50	336	− 0 88

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2500	Damart S.A.	2400	2400	2400	....
475	Darty ★	477	471	475	− 0 41
270	Dév. P.d.C. (Li)	265	269	269	+ 1 50
610	D.M.C.	613	620	623	+ 1 63
2570	Docks France ★	2530	2529	2538	+ 0 23
1940	Dumez ★	1986	1985	1977	− 0 45
1350	Eaux (Gén.)	1360	1345	1350	− 0 73
2990	Ecco ★	2907	2925	2903	− 0 13
1070	Electro-Finan.	1050	1075	1075	+ 2 38
315	Elf-Aquitaine	316 50	316	319	+ 0 78
295	— (certific.)	287 90	287	290	+ 0 72
2900	Epeda-B-Faure	2900	2910	2910	+ 0 34
3700	Essilor	3650	3650	3670	+ 0 54
460	Esso S.A.F. ★	444	446	459	+ 3 37
3340	Eurafrance	3094	3045	3105	+ 0 35
1590	Eurocom ★	1530	1551	1550	+ 1 30
2900	Euromarché	2750	2700	2700	− 1 81
890	Europe n° 1 ★	861	865	862	+ 0 11
1680	Facom	1600	1629	1623	+ 1 43
1180	Fichet-Bauche	1150	1194	1194	+ 3 82
280	Finextel	264 50	261	261	− 1 32
180	Fives-Lille	190	190	190	....
330	Franarep	321 50	325	325	+ 1 08
1550	Fromageries Bel	1525	1480	1480	− 2 95
1020	Gal. Lafayette	1031	1050	1047	+ 1 55
410	Gascogne	400	400	400	....
290	Géophysique	295	296	296	+ 0 33
1800	Gerland	1755	1738	1738	− 0 96
520	GTM-Entrepose	499	514	513	+ 2 80
740	Guyenne-Gas. ★	761	761	769	+ 1 05
3000	Hachette ★	2895	2900	2950	+ 1 89
720	Hénin (La)	745	728	729	− 2 14
89	Imétal	88 50	90 20	91 50	+ 3 38
1000	Imm. Plaine-M.	496	506	514	+ 3 62
4290	Inst. Mérieux	4150	4230	4200	+ 1 20
690	Interbail	675	665	665	− 1 48
1510	Intertechnique	1527	1515	1525	− 0 13
1270	J. Lefebvre	1244	1248	1225	− 1 52
2000	Lab. Bellon	2020	1990	1990	− 1 48
1400	Lafarge-Coppée	1369	1374	1374	+ 0 36
1590	Lebon	1530	1505	1505	− 1 63
5410	Legrand	5220	5290	5300	+ 1 53
1460	Lesieur	1400	1460	1460	+ 4 28
985	Locabail Immob.	960	955	955	− 0 52
790	Locafrance	738	738	743	+ 0 67
1080	Locindus	1057	1046	1046	− 1 04
1080	L. Vuitton S.A ★	1045	1036	1036	− 0 86
800	Luchaire	770	791	799	+ 3 76
1450	Lyonn. Eaux ★	1440	1435	1426	− 0 97
210	Mais. Phénix	181	188 50	188 50	+ 4 14
625	Majorette (Ly)	649	625	630	− 2 92
76	Manurhin	81	78 10	78 30	− 3 33
425	Mar. Wendel	438	438	439	+ 0 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1770	Martell	1590	1600	1600	+ 0 62
2470	Matra	2480	2380	2380	− 3 25
2810	Merlin-Gerin ★	2758	2775	2754	− 0 14
2690	Michelin	2649	2694	2720	+ 2 68
1660	Midi (Cie)	1630	1618	1617	− 0 79
450	Midland Bk S.A.	459	465	462	+ 0 65
555	Min. Salsig. (Ms)	604	603	603	− 0 16
51	M.M. Penarroya	49 70	51	55	+ 10 66
2650	Moët-Hennessy	2368	2328	2340	− 1 18
970	Mot. Leroy-S ★	945	951	952	+ 0 74
82	Moulinex	91	89	86 50	− 4 94
1100	Navig. Mixtes	1081	1070	1068	− 1 20
199	Nord-Est	200	199	201 50	+ 0 75
525	Nordon (Ny)	540	540	540	....
615	Nouvelles Gal.	595	599	598	+ 0 50
1100	Occident. (Gén.)	1100	1105	1100	....
1460	Omn.F.Paris	1470	1462	1480	+ 0 68
162	Olida-Caby	166	165 10	165 10	− 0 54
555	Opfi-Paribas	552	554	540	− 2 17
4000	Oréal (L')	3825	3810	3809	− 0 41
890	Paris-Réescompt	867	877	877	+ 1 15
1330	Pechelbronn	1297	1303	1313	+ 1 23
1480	Penhoët	1478	1421	1430	− 3 24
1050	Pernod-Ricard	1060	1040	1050	− 0 94
148	Pétroles B.P.	144	147	147	+ 2 08
1260	Peugeot S.A.	1224	1220	1220	− 0 32
36	Poclain	36 45	37	37	+ 1 50
1820	Poliet	1804	1800	1801	− 0 16
860	P.M. Labinal	850	844	845	− 0 58
2880	Presses Cité	2790	2880	2850	+ 2 15
1630	Prétabail Sic.	1570	1580	1560	− 0 63
580	Primagaz	600	606	613	+ 2 16
575	Printemps ★	544	544	540	− 0 73
2360	Promodès	2248	2260	2252	+ 0 17
275	Prouvost S.A ★	282	277 10	279 20	− 0 99
1100	Radiotechn.	1052	1050	1050	− 0 19
140	Raff. Dist. Total	139 90	140 10	141 70	+ 1 28
2450	Redoute (La) ★	2526	2526	2550	+ 0 95
245	Robur financière	250	248	248	− 0 80
1550	Roussel-Uclaf	1589	1630	1545	− 2 76
1010	Roussel-C.N.I.	1054	1054	1054	....
5390	R. Impériale (Ly)	5320	5400	5400	+ 1 50
275	Sade	265	272	272	+ 2 64
3560	Sagem	3320	3430	3430	+ 3 31
....	Saint-Gobain	357	354 80	355	− 0 56
780	St-Louis B.	837	890	886	+ 5 85
1960	Salomon	1915	1876	1876	− 2 03
1300	Salvepar	1374	1379	1379	+ 0 38
780	Sanofi	784	780	777	− 0 89
510	S.A.T.	515	500	490	− 4 85
780	Saupiquet (Na)	800	825	825	+ 3 12

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
630	Schneider ★	621	615	615	− 0 96
93	S.C.O.A.	91	90	90 50	− 0 54
620	S.C.R.E.G.	570	585	585	+ 2 63
785	Seb ★	761	760	761	....
495	Sefimeg	489	483	483	− 1 22
1800	S.F.I.M.	1796	1795	1795	− 0 05
94	S.G.E.	94 70	95	94	− 0 73
635	Signaux Ent. El.	650	645	645	− 0 76
965	Silic	951	950	951	....
645	Simco-U.P.H. ★	639	637	630	− 1 40
345	Simnor (Li)	328	328	328	....
1240	Skis Rossignol	1270	1275	1315	+ 3 54
895	Sliminco	850	845	845	− 0 58
225	Sodero (Na)	225	225	225	....
2330	Sodexho	2320	2330	2330	+ 0 43
405	Sogerap	405	415	416	+ 2 71
1500	Sommer-Allib.	1470	1500	1500	+ 2 04
800	Source Perrier	813	792	800	− 1 59
1310	Sovac	1282	1290	1290	+ 0 62
800	Spie-Batignol.	762	772	772	+ 1 31
585	Strafor	604	598	598	− 0 99
420	Synthélabo ★	428	423	425	− 0 70
540	Talcs Luzenac	555	584	580	+ 4 50
3240	Tél. Elect.	3190	3230	3230	+ 1 25
1610	Thomson-C.S.F.	1590	1593	1595	+ 0 31
415	Total (CFP)	418	425	431	+ 3 11
96	— (certific.)	95 50	97 50	99	+ 3 66
2400	T.R.T.	2315	2315	2315	....
780	U.F.B.	739	790	795	+ 7 57
1410	U.I.C.	1345	1361	1361	+ 1 18
640	U.I.F.	628	628	635	+ 1 11
1030	U.I.S.	1011	1015	1015	+ 0 39
550	U.C.B. ★	539	543	545	+ 1 11
890	Unibail	830	832	837	+ 0 84
520	Valéo	534	524	520	− 2 62
84	Vallourec	86 30	87 50	87 80	+ 1 73
....	V. Clicquot-P.	4505	4500	4500	− 0 11
740	Via Banque	731	736	728	− 0 41
870	Elf-Gabon	865	880	880	+ 1 73
80	Amax Inc.	83 90	81 40	82	− 2 28
390	Amer. Express	387	393 50	393 50	+ 1 67
165	Amer. Teleph.	166 40	163 60	163 60	− 1 68
95	Anglo Amer. C.	96 30	97 40	97 40	+ 1 14
465	Amgold	480	477 10	477 10	− 0 60
910	BASF (Akt)	935	928	928	− 0 74
1060	Bayer	1060	1071	1071	+ 1 03
120	Buffelsfont.	122 90	123 30	123 30	+ 0 32
240	Chase Manh.	240	244 80	244 80	+ 2
235	Cie Pétr. Imp.	234	237 50	237 50	+ 1 49
49	De Beers	49 70	50 35	50 80	+ 2 21
2700	Deutsche Bank	2755	2737	2740	− 0 54
50	Dome Mines	51 30	51 85	51 85	+ 1 07
1350	Dresdner Bank	1375	1352	1370	− 0 36

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
100	Driefontein Cal	105 80	105	105 10	− 0 66
570	Du Pont-Nem.	567	567	571	+ 0 70
445	Eastman Kodak	456 50	456 50	456 50	....
36	East Rand	42 40	41 90	41 80	− 1 41
305	Electrolux	309	310	311	+ 0 64
200	Ericsson	209 50	210	210	+ 0 23
475	Exxon Corp.	467 50	470	470	+ 0 53
380	Ford Motors	384	387	387	+ 0 78
74	Freegold	76 50	75 95	76	− 0 65
78	Gencor	83	83 90	83 50	+ 0 60
580	Gén. Electr.	583	583	584	+ 0 17
525	Gén. Belgique	539	533	533	− 1 11
430	Gen. Motors	436	445 50	445 50	+ 2 17
62	Goldfields	64 50	65 45	66 50	+ 3 10
42	Gd Metropolitain	42 10	43 60	43 60	+ 3 56
66	Harmony	73 20	72 95	72	− 1 63
46	Hitachi	43 50	42 90	42 95	− 1 26
990	Hoechst Akt.	905	907	905	....
99	Imp. Chemical	100	106 70	106 70	+ 6 70
79	Inco. Limited	76 90	77 10	77 10	+ 0 26
810	IBM	800	798	799	− 0 12
340	ITT	351 50	357 50	357 50	+ 1 70
163	Ito-Yokado	160	162 60	162 60	+ 1 62
87	Matsushita	81 50	80 70	80 90	− 0 73
760	Merck	819	815	815	− 0 48
760	Minnesota M.	767	766	766	− 0 13
280	Mobil Corp.	264	260 50	260 50	− 1 32
580	Morgan J.P.	565	576	576	+ 1 94
....	Nestlé	....	....	....	....
124	Norsk Hydro	126 50	125	126	− 0 39
192	Ofsil	198	194 50	194 50	− 1 76
1550	Petrofina	1485	1498	1490	+ 0 33
485	Philip Morris	488 70	492	492	+ 0 67
127	Philips	132	132 70	132 70	+ 0 53
530	Quilmès	525	521	528	+ 0 57
590	Randfontein	609	620	618	+ 1 47
610	Royal Dutch	617	620	624	+ 1 13
62	Rio Tinto Zinc	65	64 70	65	....
80	St Helena Co	83 50	85	85	+ 1 79
220	Schlumberger	213	213 10	213 50	+ 0 23
91	Shell transp.	91 60	94	94	+ 2 62
2420	Siemens A.G.	2500	2485	2485	− 0 60
142	Sony	138 80	135	135	− 2 73
162	T.D.K.	153	153	153	....
26	Toshiba Corp.	24 90	25 10	25 20	+ 1 20
1640	Unilever	1555	1565	1565	+ 0 64
305	Unit. Techn.	301 50	307 80	307 80	+ 2 08
530	Vaal Reefs	560	558	555	− 0 89
330	Volvo	329	328	339	+ 3 03
255	West Deep	265	260	260	− 1 88
405	Xerox Corp.	397 80	402 50	402 50	+ 1 18
1 08	Zambia Corp.	1 14	1 16	1 14	....

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	8800	..
Emp. 8,80 % 77	124 25	5 545
9,80 % 78/93	101 90	4 833
10,80 % 79/94	104 80	3 728
13,25 % 80/90	106 20	7 950
13,80 % 80/87	103 50	3 178
13,80 % 81/89	108 40	13 535
16,75 % 81/87	104 80	5 807
16,20 % 82/90	118 50	15 978
16 % juin 82	119 40	9 337
14,60 % fév. 83	119	12 840
13,40 % déc. 83	122 05	0 861
12,20 % oct. 84	113 65	3 075
11 % fév. 85	113 90	9 674
10,26 % mars 86	108 30	8 489
ORT 12,75 % 83	1690	..
OAT 10 % 2000	107 85	6 192
OAT 9,90 % 1997	106 75	0 705
OAT 9,80 % 1996	105 50	9 209
Ch. France 3 %	168	..
CNB Bques janv. 82	101 20	0 158
CNB Paribas	102	0 158
CNB Suez	101 20	0 158
CNI janv. 82	101 40	0 158
PTT 11,20% 85	108 60	1 215
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	107 80	6 210
CNT 9% 86	98 30	6 125
CRH 10,90% déc. 85	107 20	0 242

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	618	635
Agache (Sté. Fin.)	1800	1585
A.G.F. (St Cent.)	851	848
Aetra Routière	252	280
Applic. Hydraul.	683	678
Arbel	189	196 80
Astorg	261	271 50
Avenir Publicité	1900	1850
Bain C. Monaco	408	425
Banque Hypoth. Eur.	452	434
Béghin-Say (C.I.)	404	411
B.G.L.	450	460
Blanzy-Ouest	477	480
B.N.P. CI	480	471
B.N.P. Intercontin.	370	376
Bénédictine	3955	3900
Bon-Marché	748	778
Calf	810	830
Cambodge	530	....
C.A.M.E.	308	310
Campenon Bern.	683	608
Carbone-Lorraine	701	701
C.E.G.Frig.	465	461
Centen. Blanzy	2930	2950
Centrest (Ny)	212	212
Cerabati	79 90	83 d
CERUS	767	765
Chambourcy (M.)	1015	1010
Champex (Ny)	141 10	146
C.I.C. (Franc. de)	279	....
C.I. Maritime	461	469
Cimen-Satin	1050	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ciram (B)	596	658
Clause	990	980
Cofradel (Ly)	1690	1690
Cogifi	528	532
Comiphos	503	497
Cie Industrielle	3620	3590
Comp. Lyon-Alem.	577	578
Concorde (La)	1110	1120
C.M.P.	20	20 80
Crédit (C.F.B.)	811	844 d
Créd. Gén. Ind.	999	999
Crédit Lyonnais C.I	687	684
Cr. Universel (Cie)	700	700
Créditel	191	191
Deblay S.A.	466	470
Darty Act. d. p.	375	375
De Dietrich	1850	1925
Delalande S.A.	1150	1194
Delmas-Vielj. (Fin.)	1160	1194
Didot-Bottin	623	630
Eaux Bass. Vichy	1705	1556 o
Eaux Vittel	2085	2085
Economats Centre	640	640
Electro-Banque	413	430
Eli-Antargaz	420	405
E.L.M. Leblanc	840	850
Enafi-Bretagne	272	275
Entrepôts Paris	526	540
Epargne (B)	2813	2880 d
Europ. Accumul.	85 30	85 30
Eternit	2700	2808
Exar	3798	3995
Finalens	225	234
FIPP	421 20	480 d
Fnac	1045	972
Foncière (Cie)	640	620
Fonc. Lyonnaise	4400	4708
Foncina	585	580
Forinter	1130	1130
Fougerolle	339	339
France I.A.R.D.	385	....
France (La)	8000	7885
From. Paul Renard	450	430
GAN	1076	1070
Gaumont	451	449
Gaz et Eaux	2450	2400
Gévelot	390	390
Gr. Fin. Constr.	606	624
Gds Moul. Paris	350	350
Groupe Victoire	3740	3790
G. Transp. Ind.	624	650
Hutchinson	1113	1158 d
Immindo S.A.	558	568
Immiinvest	325 40	327
Immobail	506	510
Immobanque	891	926
Immob. Marseille	8900	8900
Immofice	575	574
Invest. (Sté Cent.)	3500	3360
Jaeger	229 40	238 80 d
Lafitte-Bail	546	538
Lambert Frères	134 50	130
Lille-Bonnières	1050	1090 d
Loca-Expansion	380	380
Locafinancière	489	489
Locatel	432	430 50
Louvre (Sté)	1950	1950
Machines Bull	44 80	45
Magasins Unipris.	175	176
Magnant S.A.	162	161
Maritimes Part.	348	353

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Métal Déployé	466 20	453
Mors	227	228
Naval Worms	99 50	101
Navig. (Nat. de)	205 70	....
OPB Paribas	480	480
Optorg	196	196
Oréal (L') C.I.	3070	3090
Origny-Desvroise	765	795 d
Palais Nouveauté	900	900
Paribas-CIP	864	....
Paris France	300	300
Paris-Orléans	291	289 50 o
Part. Fin. Gest. Im.	1725	1725
Pathé-Cinéma	685	685
Pechiney (cert. inv.)	204 90	206 50
Piles Wonder	840	840
Piper-Heidsieck	1100	1100
P.L.M.	201 50	198
Porcher	390	388
Providence S.A.	1500	1500
Publicis	2340	2360
Raff. Souf. R.	161 20	172 80
Rhône-Poul. (c. inv.)	390	388
Ricqlès-Zan	176 80	184 d
Rochefortaise S.A.	174 70	180
Rochette-Cenpa	106	110 20
Rosario (Fin.)	366	350
Rougier et Fils	72	77 30 d
Sacer	420	403 20 o
SAFAA	960	960
Safic-Alcan	880	880
SAFT	1315	1340
Saga	384 80	400 20
St-Gobain C.I.	340 10	340
Salins du Midi	500	510
Santa-Fé	166 50	168
Satam	139	136
Saulnes	64	65 85
Saunier-Duval	64 50	67 10
Savoisienne (M)	172	....
SCAC	630	625
Senelle Maubeuge	506	527 d
S.E.P. (M)	238	238
Serv. Equip. Véh.	100	100 50
Sci	261 50	251 10
Scotel	420	420
Sinvim	287	290
Siph (Plant. Hévéas)	349	340
Sté Générale-CIP	1200	1200
Sofal financière	1840	1805
Sofio	349 90	....
Soficomi	850	861
S.O.F.I.P. (M)	210	202 o
Sofragi	1130	1149
Soudure Autog.	375	401 70
Sovabail	790	805
Speichim	64 80	57 30
S.P.I.	649	675
Suez (Fin. de)-CIP	1220	1220
Stemi	720	690
Taittinger	2204	2200
Testut-Aequitas	304 20	316 40
Tour Eiffel	510	....
Ufiner S.M.D.	550	550
U.A.P.	2400	2430
U.T.A.	2170	2180
Vicat	700	687
Viniprix	1650	1700
Virax	188	195 50
Waterman S.A.	620	596
Brass. du Maroc	120	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	950	....
Akzo	430	455
Alcan Alum	190	190
Algemeine Bank	1570	1580
American Brands	291	290
Am. Petrofina	282	....
Arbed	278	....
Asturienne Mines	143	150
Bco Pop Espanol	379	379
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1310	....
B. Régl. Internat.	37800	37800
Br. Lambert	590	584
Canadian-Pacific	81 10	86
Cir	38 50	38 50
Commerzbank	1170	1180
Dart. and Kraft	308 80	320
De Beers (port.)	47 80	....
Dow Chemical	399	414 50
Gén. Belgique	539	533
Gevaert	945	940
Glaxo	102 50	103
Goodyear	267	275
Grace and Co	323	340
Gulf Canada Corp.	74	73
Honeywell Inc.	390	405
I. C. Industries	156	165 50
Johannesburg	660	....
Kubota	14 50	14
Latonia	273	273
Mannesmann	551	555
Midland Bank Plc	55	55
Mineral-Ressourc.	50 30	51 10
Nixdorf	2510	2520
Noranda	90 50	93 60
Olivetti	32	31 10
Pakhoed Holding	213	212
Pfizer Inc.	415	425
Procter Gamble	509	501
Ricoh Cy Ltd	35	38
Rolinco	248 80	250 80
Robeco	282 70	283 50
Rodamco	409	415
Saipem	21 90	21 80
Shell fr. (port.)	90	91
S.K.F. Aktiebolag	305	285
Steel Cy of Can.	89	....
Tenneco	238	251
Thorn EMI	47	48
Thyssen c. 1 000	410	....
Toray indust. inc	21 60	22 40
Vieille Montagne	762	800
Wagons-Lits	840	850
West Rand	21 40	19

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amrep	6 50	7 05
Calcphos	1170	1220
C.E.M.	....	....
Cochery	186	....
Coparex	358	358
Dubois Inv. (Castel)	800	800
Hydro-Energie	325	....
Hoogovens	250	....
Matra Horl. (échan.)	....	....
Nicolas	992	991
Révillon	185 50	....
Rorento N.V.	146 90	147 90
Sopelem	85 70	0 10 o
S.P.R.	217	....
Ufinex	345	345
Union Brasseries	140	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1320	1350	Dauphin O.T.A.	2700	2700	Molex	320	328
Alain Manoukian	930	925	Devanlay	2062	2145 d	Navale-Delmas	704	705
Asystel	484	488	Deville	980	1000	Olivetti-Logabax	430	431
BAFIP	829	845	Drouot-Assurances	530	545	Om. Gest. Fin.	500	504
B.I.C.M.	500	499	Drouot-Obl. convert.	3270	3400	Patemelle-R.D.	3420	3400
B.I.P.	1200	1190	Editions Belfond	250	255	Petit Bateau	241	248
Bolloré Technologies	1000	1072	Elect. S. Dassault	840	873	Petrofigaz	470	475
Buitoni	567	589	Expand	506	527	Razel	1320	1267
Câbles de Lyon	1254	1275	Filipacchi	880	880	St-Gobain Emballage	1250	1339 d
Calberson	752	765	Guntoli	559	581	St-Honoré Matignon	250 20	250 50
Cardif	2900	....	Guy Degrenne	935	920	S.C.G.P.M.	331 70	345
Cap Gemini Sogeti	2184	2100	I.C.C.	271	271	Sema-Metra	1230	1250
C.D.M.E.	853	870	IN Informatique	316	330	S.E.P.	1350	1353
C. Equip. Elect.	278	278	Le gd livre du mois	324 50	337 50	S.E.P.R.	1736	1740
C.E.G.I.D.	1950	1955	Loca-Investissement	385	351	S.M.T. Goupil	272	270
C.E.P.-Communication	1260	1259	Manutan	534	554	Sodinforg	728	758
C.G.I. Informatique	798	810	Marlin Immobilier	430	430	Sofibus	343	338
C. Occid. Forestière	116	....	Métallurg. Minière	155	161 30	Supra	1120	1165
Dafsa	219	211	M.M.B.	750	754	Valeurs de France	344	344

SICAV (sélection) — 7/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	778 23	759 25
Actions France	468 23	451 31
Actions sélectives	606 09	584 18
Aedificandi	653 55	629 93
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1166 83	1138 37
A.G.F. 5000	570 37	556 46
A.G.F. ECU	1145 91	1134 56
A.G.F. Interfonds	454 69	443 80
A.G.F. OBLIG.	1131 13	1125 50
Agfimo	667 28	651
Altafi	220 43	212 48
A.L.T.O.	201 77	194 48
Ameri-Gan	5290 78	5050 86 ◆
America-Valor	750 85	716 80
Amérique Gestion	358 40	342 15
Amplitude	543 30	527 48
Arbitrages court terme	5201 16	5190 77 ◆
Argonautes	385 09	367 63 ◆
Associc	1223 43	1223 43
Aurecic	1318 76	1280 35
Bourse-Investiss.	473 23	451 77
Bred Associations	2633 19	2625 31
Bred International	91 79	89 99 ◆
Capital Plus	1639 11	1639 11
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Colombie	838 32	801 26
Convertimmo	393 04	377 92
Corail court terme	12243 32	12243 32
Cortexa	919 12	877 44
Credinter	461 96	448 50
Croiss. France	276 27	264 37
Croiss. Mercure	2484 77	2412 40
Croiss. Immobil.	647 10	617 76
Croiss. Prestige	354 08	338 02
Démeter	13148 04	13148 04 ◆
Drouot-France	647 01	617 67 ◆
Drouot-Investiss.	1034 54	987 63 ◆
Drouot-Sécurité	248 98	237 67 ◆
Drouot-Sélection	140 55	134 18 ◆
Ecocic	1176 94	1169 55
Elicoop Sicav	11130 42	11130 42
Eli-Valeurs	9404 01	9174 64
Energie	255 24	243 67
Epacic	2831 63	2825 97
Epacourt Sicav	4019 07	4009 05
Epargne Associations	24879 98	24842 72
Epargne-Capital	7791 45	7714 31
Epargne-Croiss.	1441 73	1403 14
Epargne-Industr.	759 85	725 39 ◆
Epargne-Inter	616 44	598 97
Epargne-J	50355 79	50355 79 ◆
Epargne-Long-Terme	1742 09	1695 46
Epargne-Oblig.	198 50	193 19
Epargne-Unie	1234 08	1178 12 ◆
Epargne-Valeur	420 50	409 25
Eparoblig	1217 90	1215 47 ◆
Eurocic	9739 82	9595 88
Euro-Croissance	555 16	538 99
Eurodyn	1072 90	1037 62 ◆
Financière Plus	26721 78	26457 21
Finord Placement	62378 97	62192 39
Finord Trimestriel	1122 81	1108 22
Finord Valorisation	13072 90	12816 57
Fonsicav (div. par 2)	107958 70	103063 20
Foncier Investiss.	1140 19	1112 38
Foncival	272 07	259 73
France Ecu Plus	10271 64	10169 94
France-Gan	5446 58	5199 60 ◆
France-Garantie	313 98	313 35 ◆
France-Investiss.	519 25	495 70
France-Net	123 07	121 85
France-Obligations	457 17	452 64
Francic	408 93	395 14

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	1031 76	1001 71
Fructi-Associations	1303 46	1303 46
Fructicapi	296 93	282 54
Fructidor	252 85	249 11
Fructifrance	817 25	787 32
Fructivar	79987 99	79788 52
Fructi ECU	565 39	557 03
Fructi-Première	11883 22	11707 61
Futuroblig	1071 19	1070 12 ◆
Gestilion	59502 19	59353 81
Gestion Associations	147 52	144 27
Gestion Mobilière	723 16	690 37
Gest. Rendement	497 11	474 57
Gest. Sél. France	775 11	739 96
Haussmann Associat.	1259 41	1259 41
Haussmann court terme	1151 04	1151 04
Haussmann Epargne	1355 40	1355 40
Haussmann Europe	1972 76	1901 46
Haussmann France	1043 83	1008 10
Haussmann Oblicroiss.	1291 23	1291 23
Haussmann Obligation	1533 51	1478 08
Horizon	1231 43	1185 56
I.M.S.I.	622 34	594 12
Indo-Suez Valeurs	760 40	725 92
Ind. française	12885 57	12632 91
Interoblig.	11685 95	11236 49
Interselect France	474 94	463 40
Intervaleurs Indust.	665 71	635 52
Invest. net	14343 66	14316 03 ◆
Invest. Obligataire	17494 96	17460 04 ◆
Japacic	168 48	161 63
Jeune épargne	231 34	227 82 ◆
Laffitte-crt-terme	60081 12	60081 12
Laffitte-Expansion	825 67	788 23
Laffitte-France	347 82	332 05
Laffitte-Immobilier	260 17	248 37
Laffitte-Japon	310 68	296 59
Laffitte-Oblig.	146 88	140 22
Laffitte-Rend.	217 20	207 35
Laffitte-Tokyo	1194 74	1140 56
Lion-Associations	11879 21	11879 21
Lion-Institutionnels	24746 94	24685 23
Lionplus	72157 47	71443 04
Livret portefeuille	614 92	597 01
Méditerranée	166 41	158 86 ◆
Mondiale Investissem.	457 96	437 19
Monecic	5748 78	5748 78
Moné.J.	52179 76	52179 76 ◆
Multi-Obligations	421 64	402 52
Mutuelle Unie Sél.	154 77	147 75 ◆
Natio.-Assoc.	6335 79	6323 14
Natio.-Epargne	13749 35	13613 22
Natio.-Immobilier	1018 89	991 62
Natio.-Inter.	1102 96	1073 44
Natio.-Obligations	542 92	528 39
Natio.-Patrimoine	1318 87	1283 57
Natio.-Placements	65309 93	65309 93
Natio.-Revenu	1070 59	1059 99
Natio.-Sécurité	53563 87	53563 87
Natio.-Valeurs	746 68	726 68
Nippon-Gan	5080 01	4849 65
Nord-Sud Développ.	1210 85	1208 43
Oblicic Régions	999 54	984 77
Oblicoop Sicav	1417 21	1389 42
Oblition	1061 66	1033 25
Optimavalor	630 98	602 37
Options et Rendement	50581 84	49834 33 ◆
Orient-Gestion	170 47	162 74
Paramérique	524 28	500 51
Paneurope	837 71	799 72
Paribas Epargne	15234 14	15203 73

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Gestion	607 38	582 62
Parnasse-Valor	1124 84	1123 72
Patrimoine-Retraite	1618 18	1588 45
Phenix Placements	286 72	265 39
Pierre Investiss.	733 53	700 27
Placement A	986 78	985 78 ◆
Placement crt-terme	70174 74	70174 74 ◆
Placement J	54822 17	54822 17 ◆
Placement Premier	48930 97	48930 97 ◆
Prof'Association	22261 48	22261 48
Province Investiss.	567 69	541 85
Quartz	107 88	105 22 ◆
Rentacic	165 52	163 07
Revenus Trimestriels	5820 99	5763 36
Revenu Vert	1168 19	1165 02 ◆
Rivoli Plus	1017 13	971 01
St-Honoré Assoc.	13516 90	13448 66
St-Honoré Bio-aliment.	758 85	724 44
St-Honoré Pacifique	526 08	502 21
St-Honoré P.M.E.	448 51	428 17
St-Honoré Real	11299 20	11254 18
St-Honoré Rendement	11996 48	11936 81
St-Honoré Technol.	733 18	699 93
St-Honoré Valor	12105 38	12009 31
Sécuricic	11008 58	10997 58
Sécur. Mobilière	393 57	375 72
Sécuri Taux	10126 74	10126 74
Sél.court terme	12311 76	12220 10
Sicacden (Casden BP)	751 08	739 96
Sicav-Associations	1370 93	1368 88
S.F.I. fr. et étr.	597 20	579 81
Sicavimmo	795 25	759 19
Sicav 5000	360 27	350 63
Silvafrance	557 87	542 94
Silvam	419 08	407 88
Silvarente	219 25	213 38
Silvinter	400 54	389 82
S.I.-Est	1258 25	1201 19
S.I.G.	880 83	840 50
S.N.I.	1221 96	1186 36
Solinvest	528 61	507 08
Sogepargne	376 78	363 16
Sogenac	51673 81	50168 75
Sogevar	1033 81	986 93
Sogiinter	1283 05	1224 87
Soleil Investiss.	468 22	446 99
Technocic	1141 24	1108
Techno-Gan	5313 39	5072 45
U.A.P. Investiss.	393 84	379 60
Uni-Associations	106 04	106 04 ◆
Unifrance	478 92	467 20 ◆
Unifoncier	1327 89	1267 68 ◆
Uni-Garantie	1417 53	1389 71 ◆
Ungestion	894 18	853 64
Uni-Japon	1422 71	1358 20
Uni-Régions	2958 94	2822 85 ◆
Unirente	2274 36	2199 57 ◆
Univer	173 54	173 54 ◆
Univers-Obligations	1577 94	1526 05 ◆
Valorem	511 31	498 84
Valoblig	59398 81	58810 50
Valorg	1468 98	1458 52
Valnal	77923 28	77884 35

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	68 10	....
Capno	....	....
Créd. Foncier France	230	232
Pernod Ricard	255	....
Total	6 40	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/1	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 389	6 424	6 130	6 680
ECU	6 866	6 892	....	....
Allemagne (100 DM)	331 200	333 030	322 500	340 500
Belgique (100 F)	15 900	15 988	15 300	16 150
Pays-Bas (100 fl.)	293 190	295 040	285	303
Danemark (100 krd)	87 430	87 910	84 500	91
Norvège (100 k)	86 690	87 100	83 500	90
Grande-Bretagne (£ 1)	9 400	9 450	9 100	9 800
Grèce (100 drachmes)	4 605	4 644	3 800	4 600
Italie (1 000 lires)	4 753	4 758	4 500	5
Suisse (100 fr.)	393 500	398 040	383	403
Suède (100 krs)	94 470	94 880	91 500	97
Autriche (100 sch)	47 100	47 300	46 100	48 450
Espagne (100 pes.)	4 866	4 870	4 650	5 150
Portugal (100 esc.)	4 381	4 399	3 900	4 800
Canada ($ can 1)	4 639	4 685	4 480	4 880
Japon (100 yens)	4 004	4 063	3 900	4 080

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/1
Or fin (kilo en barre)	82250	82600
Or fin (en lingot)	82900	83000
Pièce française (20 fr)	543	530
Pièce française (10 fr)	389	.....
Pièce suisse (20 fr)	543	539
Pièce latine (20 fr)	478	475
Souverain	608	607
Pièce de 20 dollars	3140	3130
Pièce de 10 dollars	1550	1510
Pièce de 5 dollars	955	.....
Pièce de 50 pesos	3240	3240
Pièce de 10 florins	501	503
Or Londres	401 70	.....
Or Zurich	401 50	401 50
Or Hongkong	402 85	400 45
Argent Londres	5 40	.....

Le Monde

Le niveau de vie des agriculteurs

Les bons chiffres de M. Chirac

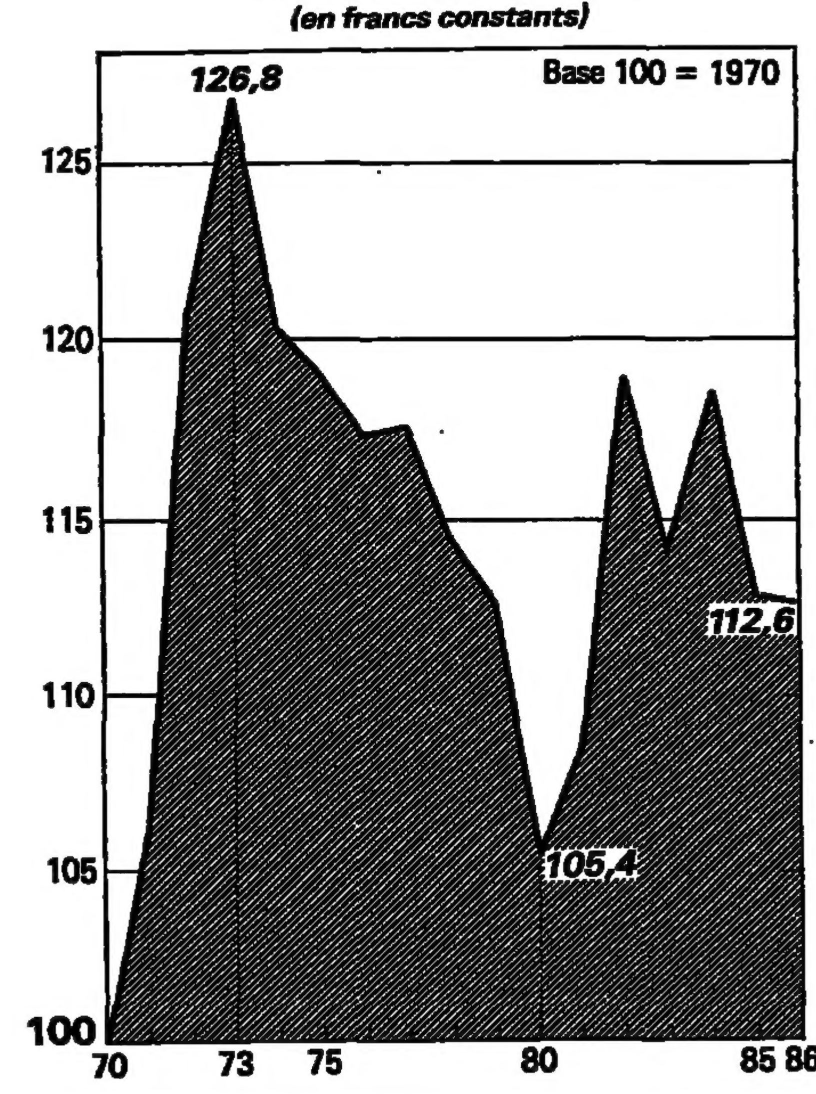
Dis-moi quel chiffre tu prends, je te dirai de quel bord tu es. Les statistiques officielles ont toutes les apparences de l'objectivité comptable mais tout dépend de l'usage qui en est fait. Pour justifier l'enveloppe de 2 milliards de francs accordée lors de la conférence annuelle aux agriculteurs, les services du premier ministre écrivent que M. Chirac « *a dressé un constat de l'évolution du revenu agricole au cours des récentes années et noté que sa dégradation en valeur réelle, – 5,9 % entre 1982 et 1986, sans exemple dans d'autres secteurs économiques, justifiait une intervention vigoureuse pour redresser cette orientation* ».

A plusieurs reprises, M. Guillaume et M. Juppé également ont parlé de la mauvaise gestion agricole du gouvernement socialiste avec, à l'appui, ce chiffre de baisse du revenu, arrondi à – 6 % par M. Chirac le mardi 6 janvier, lors de l'émission « Découvertes » d'Europe 1. Deux questions se posent alors : d'où sort ce – 5,9 % ? Pourquoi entre 1982 et 1986 ?

Si l'on s'en tient à l'indice le plus courant, celui qui mesure l'évolution en francs constants du revenu moyen par exploitation de la branche agricole, la baisse entre 1982 et 1986 serait de 5,1 %. Parmi les séries statistiques fournies par les spécialistes, le cabinet de M. Guillaume puis celui de M. Chirac ont choisi un autre indice, celui qui mesure l'évolution du revenu par catégories d'exploitations, baptisé OTEX. A la différence du précédent, il ne prend pas en compte les productions des jardins familiaux, les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), les entreprises de travaux agricoles et les prestations sociales. Effectivement, cette série-là donne bien entre 1982 et 1986 une baisse de 5,9 %.

Se situant sur le terrain politique, pourquoi se limiter aux quatre dernières années de la gestion socialiste ? Si l'on prend l'ensemble de la période où la gauche était au pouvoir, au sens large, soit six ans, de 1981 à 1986, avec le même indice OTEX, le revenu agricole a augmenté de 6,6 %, soit 1,1 % de hausse en moyenne par an. On peut s'amuser avec les ans et éliminer du calcul l'année 1981 au prétexte qu'elle n'était pas complètement « à gauche » : dans ce cas le revenu augmente en cinq ans, de 1982 à 1986, de 3,6 %. On peut encore éliminer l'année 1986 au prétexte qu'elle est majoritairement de droite. Dans ce cas le revenu agricole augmente de 1981 à 1985 de 7,1 %. On peut enfin décompter du bilan de la gauche les deux années incomplètes, 1981 et 1986 : le revenu augmente toujours, de 4 % cette fois pour quatre ans. En fait, tout tourne autour de l'année 1982, qui n'est pas prise en compte dans le calcul du gouvernement et qui fut exceptionnelle avec une hausse, en indice OTEX toujours, de 10,2 %.

L'ÉVOLUTION DU REVENU AGRICOLE BRUT MOYEN PAR EXPLOITATION
(en francs constants)



La promenade dans les statistiques à usage politique est encore riche d'enseignement. Ainsi, mesuré par l'indice du revenu brut moyen par exploitation de la branche agricole, le revenu brut moyen par exploitation, ce revenu a diminué de *16,8 % entre 1974 et 1980*, soit une baisse de 2,4 % par an, alors qu'entre 1981 et 1986, il augmente de 6,7 %, soit une progression de 1,1 % par an.

Mais, pour tempérer les cris d'allégresse des uns et les pleurs des autres, essayons un autre calcul, débarrassé de contingences politiques. Soit l'évolution du revenu sur les dix dernières années, de 1977 à 1986 : il baisse de 2,9 %, soit environ une chute régulière de 0,3 % par an. Mais si l'on admet que la connaissance du revenu de 1986 est encore incertaine et qu'on prend comme dernière décade 1976-1985, dans ce cas le revenu augmente de 4,3 %, soit une hausse régulière d'environ 0,4 % par an.

Le graphique illustre l'évolution du revenu de la branche agricole depuis 1970, d'une année sur l'autre. Il est logique qu'une activité dépendant aussi largement de climats et de marchés fluctuants, comme de subventions diverses, connaisse de telles variations. De là à en tirer un bénéfice politique...

JACQUES GRALL.

Sur le vif

Chères épouses

Ça a dû barder chez les Mitterrand, dites donc ! Elle lui a mis une de ces jappées après la cérémonie des vœux à l'Elysée, mardi dernier : Ça va pas la tête ! Non, mais qu'est-ce que tu te crois ? Je te fais une pub énorme, gratuite, dans le *Journal du dimanche*, je dis que t'es génial et que les autres font n'importe quoi. Et t'as le culot de me rembarrer devant le monde, de me désavouer : Chacun son métier, ce sont des choses qu'il ne faut pas renouveler. T'inquiète, ça risque pas. Madagascar, les Seychelles, tout ça, t'iras sans moi.

Il a fallu qu'il demande pardon, mon Mimi. Il s'est entortillé dans le micro que lui tendait un journaliste d'Europe 1 et il s'est roulé aux pieds de sa femme. Paraît qu'il l'a rencontré tout à fait par hasard dans les couloirs du château, le collègue. Tu parles ! Il le guettait, oui. Dès qu'il l'a vu, poussé par la peur des représailles, il s'est jeté dessus : Voudriez pas prendre une petite mise au point ? C'est rapport à Danielle. Ce que j'ai dit, je l'ai pas dit. Je l'approuve, je l'admire, je vous assure. Je respecte sa liberté de pensée et de parole. Elle a des profondes convictions et une entière sincérité. C'est un exemple à suivre.

Pour qui ? Pour lui ? Eh oui ! Il a fait un joli coup, là, il s'est réconcilié avec sa moitié gauche.

Mais le plus marrant, c'est pas ça, c'est la moue gourmée du gros Raymond quand on a évoqué l'incident à « L'heure de vérité ». Visiblement, il la porte pas dans son cœur, Mme Gouze. C'est pas moi qui l'appelle comme ça, c'est elle-même. La semaine dernière, à Brégançon, elle a insisté auprès d'un confrère : Ici je ne suis pas la femme du président de la République, je ne suis que Mme Gouze. Oui, ben, Mme Gouze, il ne serait pas convenable qu'il la critiquât ou qu'il s'en gaussât, le père Barre. Là-dessus, travelling sur les yeux modestement baissés et le sourire maquillé de la chère épouse assise dans l'assistance. C'était à mourir de rire.

La main nous démange souvent à la vue de tous ces politiciens qui en *installent*, soir après soir, sur nos écrans. On aimerait bien leur rabattre un peu le caquet. Grâce à Dieu, elles s'en chargent, ces dames.

CLAUDE SARRAUTE.

Le numéro du « Monde » daté 8 janvier 1987 a été tiré à 481 633 exemplaires

La poursuite des conflits sociaux

● A LA SNCF, la « *commission du mixte statut* » s'est réunie le jeudi 8 janvier, pour mettre en forme les conclusions du « relevé » sur les conditions de travail des cheminots mis au point lors de la séance du 31 décembre (*le Monde* du 2 janvier).

Le trafic, dans la matinée du jeudi 8 janvier, était assuré, selon la direction, pour les rapides et express grandes lignes, à 70 % sur le réseau Saint-Lazare, à 60 % sur l'Est, à 40 % sur Montparnasse, à 30 % sur les autres réseaux, mais, sur les TGV, le trafic était normal à destination de la Bourgogne, de la Suisse, de Lyon et de la Savoie, plus réduit au sud de Lyon vers Marseille et Montpellier. Sur la banlieue parisienne, la circulation était de quatre trains sur cinq à la gare de l'Est, de deux sur trois à Montparnasse, Saint-Lazare, Austerlitz et la gare de Lyon, d'un sur deux sur la ligne C du *RER*, de deux sur cinq à la gare du Nord.

La direction a d'autre part annoncé que les auteurs d'actes de sabotage qui seraient pris seraient traduits devant la commission de discipline de la SNCF avec demande de révocation. De tels actes de sabotage se seraient multipliés au fil du conflit, dans pratiquement toutes les régions, notamment à Clermont-Ferrand, Mulhouse, Belfort, Marseille et Toulouse ; ils vont de signaux mis au rouge pour arrêter les trains à l'enlèvement de clés de locomotive ou de pièces de raccordement de conduite de freins, en passant par le décrochage de wagon, et le blocage d'aiguillages.

● AUX P et T, malgré les efforts de la fédération CGT, le mouvement de grève ne paraît pas se développer dans les services. La situation était jeudi sans changement par rapport aux jours précédents, et la CGT dénombre toujours deux cents services en grève à un moment ou à un autre, c'est-à-dire autant que lundi.

Le ministère des P et T, de son côté, fait état d'arrêts de travail qui concerneraient 1 % de l'effectif total des postiers. Le centre de tri de Toulouse est désormais affecté, mais, ajoute-t-on, aucun préavis de grève n'a été déposé, y compris pour les 13 et 14 janvier, dates des rencontres prévues entre les organisations syndicales et le ministre, M. Gérard Longuet.

Toujours fermement opposée au principe de grèves, dans la période, la CFDT « *regrette l'attitude suicidaire de la CGT* » dans un communiqué, et prétend que la mobilisation est très faible.

La situation à la recette principale de Paris-Louvre est à cet égard significative. Sur un effectif normal de 2000 personnes, il y avait 200 grévistes, majoritaires dans deux ou trois services. Une coordination s'est mise en place où l'on retrouve des militants trotskistes du MPPT (Mouvement pour un Parti des travailleurs) et de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire). La CGT, qui avoue « *une influence modeste* » dans cet établissement est très réticente vis-à-vis de cette action ponctuelle.

● A LA RATP, on notait un net durcissement de la grève dans la matinée de jeudi. Les actions des grévistes ont eu pour effet de réduire le trafic des bus, où 63 % des véhicules circulaient. Les forces de l'ordre ont débloqué les dépôts paralysés par des piquets de grève : Ivry, Montrouge, Lebrun, Malakoff et Pleyel. Sur le réseau ferré, la situation était très contrastée : en moyenne, 54 % des trains roulaient, avec d'importantes disparités selon les lignes, puisque la 4 (Orléans-Clignancourt) et la 11 (Lilas-Châtelet) ont dû être fermées. Sur le RER, la direction a décidé d'interrompre le trafic sur la ligne A, où il ne restait plus que trois trains en service. En revanche, la ligne B, dite de Sceaux, fonctionnait à la cadence d'un train sur trois.

● A EDF, la grève lancée par la CGT, la CFDT et FO demeurait très forte jeudi 8 janvier. A 10 h 30, la direction faisait état d'une baisse de production de 29 000 mégawatts, ce qui a entraîné un délestage de 8 000 mégawatts environ sur l'ensemble de la France. Les coupures de courant sont donc supérieures à celles enregistrées le 7 janvier dans l'après-midi. Alors que la CGT indique que mercredi « *60 % du personnel* » était « *dans l'action* », la direction n'était pas en mesure de donner un taux moyen de grévistes. Les fédérations FO et CFDT devaient être reçues le 8 janvier à 18 heures par M. Guilhamon, directeur général et M. Daures, directeur du personnel. Il s'agit, selon FO « *d'essayer de trouver en commun les moyens de rouvrir une négociation et d'arrêter le mouvement de grève* ».

La commission exécutive de la CGT a lancé, le 8 janvier au matin, un appel à développer la solidarité financière avec les grévistes. Dans la chimie, la CGT a demandé à ses 1 000 syndicats de consulter les salariés pour décider d'actions.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 8 janvier

Toujours bien orienté

Favorablement influencée par Wall Street, la Bourse de Paris a repris jeudi matin sa progression, mais à cadence lente en raison des conflits sociaux. En clôture, l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,41 %.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	499 80	499	499 50
Agence Havas	2100	2120	2120
Air Liquide (L')	698	698	692
Bancaire (Cie)	1145	1145	1145
Bongrain	2500	2493	2500
Bouygues	1274	1274	1274
B.S.N.	4385	4386	4410
Carrefour	3585	3585	3625
Chargeurs S.A.	1653	1660	1680
Club Méditerranée	705	701	703
Crédit National	1494	1480	1480
Eaux (Gén.)	1350	1350	1353
ELF-Aquitaine	319	325	327 50
Essilor	3670	3670	3670
Lafarge-Coppée	1374	1365	1375
Michelin	2720	2708	2755
Midi (Cie)	1617	1617	1617
Moët-Hennessy	2340	2340	2360
Navig. Mixtes	1068	1066	1075
Oréal (L')	3808	3809	3815
Pechelbronn	1313	1300	1330
Pernod-Ricard	1050	1065	1050
Peugeot S.A.	1220	1228	1240
Sanofi	777	780	773
Source Perrier	800	805	806
Télémécanique	3230	3210	3210
Thomson-C.S.F.	1595	1580	1588
Total-C.F.P.	431	436	438
T.R.T.	2315	2315	2330
Valéo	520	524	528

A B C D E F G

هكذا من الأصل